

## Surprise aux élections régionales

### L'extrême droite fait une percée à Berlin-Ouest

**Entrée au Bundestag**

Trouvée : ces « républicains » qui ont créé la sensation en obtenant, dimanche 29 janvier, 7,5 % des suffrages et onze députés au Sénat de Berlin-Ouest n'ont rien de commun avec leurs homologues aux États-Unis. Ce parti, issu d'une scission de la CDU bavaroise, et dirigé par M. Franz Schönhuber, soixante-six ans, ancien instructeur de la légion « Charlemagne » - les Waffen SS françaises - ressemble plutôt comme un frère au Front national de Jean-Marie Le Pen. Il met en œuvre outre-Rhin les recettes qui ont fait le succès de ce dernier : xénophobie, débridée, démagogie sans frein sur l'insécurité, la drogue, le sida.

Plus habile que les divers groupuscules néo-nazis qui végètent dans le culte du souvenir du Führer, cette nouvelle extrême droite ouest-allemande procède de la fidélité à la Constitution, empêchant ainsi la mise en route d'une procédure d'interdiction. Remarqués en 1986 pour avoir obtenu 3 % des suffrages aux élections en Bavière, les républicains réalisent aujourd'hui une percée qui va être lourde de conséquences.

Une chose est déjà certaine : pour la première fois dans l'histoire de la République fédérale, l'extrême droite sera représentée dans le prochain Bundestag par deux députés. Berlin-Ouest envoie en effet ses représentants à Bonn au suffrage indirect à la proportionnelle des groupes représentés au Sénat. C'est une surprise amère pour les partis traditionnels, qui étaient, des derniers temps, assez fiers de présenter au monde l'image d'une Allemagne régénérée par la démocratie à l'occasion du quarantième anniversaire de la RFA. Que cette percée de l'extrême droite se produise dans l'ex-capitale du Reich est aussi une sorte de catastrophe symbolique : Berlin n'est pas une ville comme les autres, les fantômes du passé peuvent y ressurgir plus effrayants qu'ailleurs.

Le chancelier Kohl se serait bien passé de cette défaite cuisante pour son parti et la coalition qu'il dirige. L'urgence, pour lui, c'est maintenant de regagner le terrain perdu à droite, en menant une politique beaucoup moins libérale en matière de droit d'asile en durcissant la législation protégeant la sécurité des personnes et des biens, au risque d'entraîner dans un conflit majeur avec son allié libéral.

Indirectement, cette percée de l'extrême droite peut bénéficier à l'opposition social-démocrate, comme ce fut le cas en 1983, où le SPD de Willy Brandt avait emporté sur un parti chrétien-démocrate affaibli par une hémorragie de suffrages qui s'étaient portés sur le NPD, une autre formation d'extrême droite aujourd'hui réduite à l'état groupuscule.

En attendant, le scénario démocratique devrait, selon toute vraisemblance, « terminer » le SPD et la CDU à rechercher à Berlin-Ouest un accord pour gouverner éphémère en dépit de leurs divergences. Il n'y a pas d'autre majorité possible. Le SPD refuse de faire alliance avec une extrême gauche qui remet en cause la présence des alliés à Berlin-Ouest. Des alliés qui doivent se demander, aujourd'hui s'ils n'ont pas malencontreusement ouvert la boîte de Pandore en autorisant pour la première fois une formation d'extrême droite, chauvine et xénophobe, à se présenter aux élections.

M 0147-0131 D - 4,50 F

3790147084500 01310

## Pour la première fois

### Moscou publie un état détaillé des forces du pacte de Varsovie

Le comité des ministres de la défense des sept pays membres du pacte de Varsovie a publié, lundi 30 janvier, pour la première fois, un état relativement détaillé des forces du pacte et du rapport des forces entre les deux alliances « en Europe et dans les mers attenantes ». Cet inventaire permet à Moscou d'affirmer qu'il existe une « parité approximative » entre les deux alliances, mais il diffère sur de nombreux points de l'évaluation publiée en novembre dernier par l'OTAN.

L'effort de transparence est là, puisque la presse de toutes les capitales de l'Est a publié lundi 30 janvier un inventaire sans précédent de tout ce que les forces armées du pacte de Varsovie comptent en hommes et en matériels les plus divers. Le document comporte six tableaux différents, énumérant par exemple les effectifs de chaque pays, non seulement pour les trois armes principales, mais aussi dans les domaines du renseignement, du commandement et de la défense civile, avec des évaluations correspondantes (mais pas toujours chiffrées) de leur présence dans les armées de l'Alliance atlantique. Les chiffres sont valables à la date du 1<sup>er</sup> juillet 1988.

MICHEL TATU.  
(Lire la suite page 4.)

#### Lire page 4

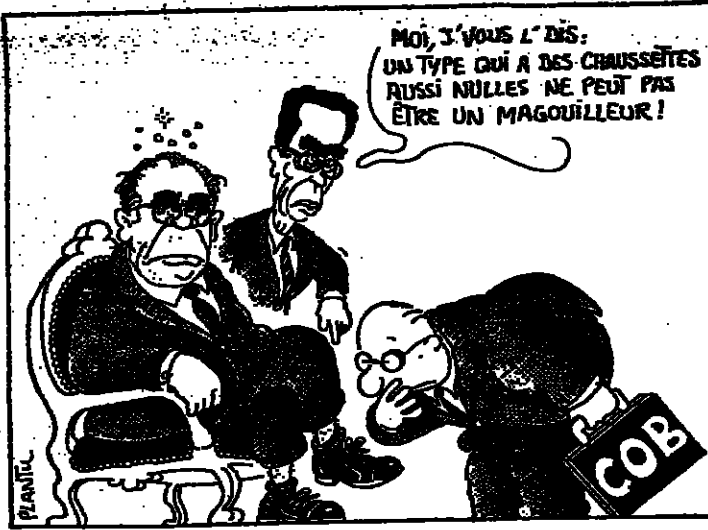
Un séminaire en Union soviétique sur la crise de Cuba en 1962 : 20 ogives nucléaires étaient déjà installées dans l'île au moment du blocus

## Poursuite de la polémique sur les « affaires » et élections partielles

### L'embellie de Marseille

Les dirigeants du PS accueillent avec soulagement l'élection de M. Bernard Tapie dans la sixième circonscription des Bouches-du-Rhône. M. Jack Lang, ministre de la culture, y voit la preuve « que le peuple français n'accepte pas de se laisser intimider par l'odieuse et basse campagne de dénigrement dirigée contre le président ». Le président du Parti républicain, M. François Léotard, a estimé que l'opposition « ne doit pas s'en sortir en dénigrant des gens », mais « en trouvant des formules qui rendent notre démocratie plus transparente ».

Les socialistes peuvent brûler des cierges à Notre-Dame-de-la-Garde. La Bonne Mère de Marseille a été indulgente avec eux. La victoire électorale de M. Tapie leur apporte en effet une miraculeuse bouffée d'oxygène au moment où ils sont opprimés par la double « affaire » Pechiney-



M. Joxe à Europe 1 : « M. Pierre Bérégovoy (...) s'est-il enrichi ? ... Regardez ses complets, ses chaussures, ses chaussettes ! »

Société générale au passe de devenir une affaire d'État. Ce succès vient opportunément ponctuer leur contre-offensive à la fois lente et parfaitement coordonnée. Si M. Tapie avait échoué, l'opposition n'aurait pas manqué d'inter-

la première victoire enregistrée par la majorité présidentielle à l'un des scrutins législatifs partiels organisés depuis la réélection de M. Mitterrand.

Il serait toutefois excessif d'en tirer une conclusion inverse. Cette victoire à l'arraché du président de l'Olympique de Marseille ne rend pas pour autant leur virginité aux socialistes. L'élection de M. Tapie constitue en effet une réussite personnelle, celle d'un homme qui a mené sur le terrain une bonne campagne.

Il s'agit plus de la consécration d'une détermination individuelle que d'un aval symbolique donné à la figure emblématique de la conversion des socialistes au réalisme dans les affaires économiques et financières. Ce n'est pas un mince paradoxe de voir le pouvoir et les socialistes tirer ainsi un profit politique immédiat du succès de quelqu'un qui est entré dans la vie publique en cultivant, dans le corps électoral, les réflexes de rejet de la classe politique.

ALAIN ROLLAT.  
(Lire la suite page 6.)

## Football

### La France candidate au Mondial

Le président de la Fédération française de football, M. Jean Fournet-Fayard, déposera officiellement, mercredi 1<sup>er</sup> février à Zurich, au siège de la Fédération internationale (FIFA), la candidature de la France à l'organisation de la Coupe du monde en 1998. La FIFA ne prendra sa décision qu'en juin 1992. La France, qui n'a pas organisé cette compétition depuis 1938, dispose de bonnes chances de l'emporter. A condition que Paris se dote d'un grand stade.

(Lire page 12 l'article de PHILIPPE BROUSSARD.)

## Tennis

### Lendl redevient numéro un

Vainqueur de Miloslav Mecir (6-2, 6-2, 6-2), Ivan Lendl a remporté pour la première fois les championnats internationaux d'Australie de tennis et a retrouvé le rang de premier joueur mondial, qu'il avait cédé à Mats Wilander après le tournoi de Flushing Meadows.

(Lire page 12 l'article de MARC BALLADE.)

## Les enquêtes sur le réseau lyonnais d'Action directe

### Trois huissiers épinglés

Les trois huissiers lyonnais qui ont vidé en 1986 une « cache » d'armes, de documents et d'argent du mouvement Action directe (le Monde daté 29-30 janvier), encouront la réclusion criminelle à perpétuité en raison de leur qualité d'officiers ministériels. Parce que politiquement ils ne peuvent être soupçonnés d'assistance au terrorisme, leurs défenseurs parlent de « grosse bêtise » pour une affaire qui mêle le vol, la destruction d'indices judiciaires et les faux en écritures publiques.

LYON  
de notre bureau régional

« C'est une grosse bêtise », dit, déjà, pour tenter d'éclairer leur conduite, l'un des avocats des trois

huissiers lyonnais - Alain Carret, trente-neuf ans, Hervé et Jean-François Petitjean, trente-cinq ans et trente-trois ans, arrêtés à la fin de la semaine dernière et inculpés, samedi 28 janvier, de « vol, destruction d'indices et faux en écritures publiques » par M. Jacques Hamy, doyen des juges d'instruction de Lyon (le Monde daté 29-30 janvier).

Le troisième chef d'accusation, s'il est maintenu au terme de l'information judiciaire que M. Pierre Cazeneuve, procureur de la République adjoint, a fait ouvrir, enverra les protagonistes qui sont tous trois officiers ministériels devant une cour d'assises où ils sont passibles de la réclusion criminelle à perpétuité. C'est dire la gravité de l'action judiciaire en cours, sans commune mesure avec les sanctions disciplinaires qui peuvent leur être infligées, suspension ou radiation, par la chambre professionnelle.

La « grosse bêtise » n'est pas une mince affaire : on reproche, en effet, à ces auxiliaires de justice d'avoir fait disparaître sciemment des documents - articles de presse, livres, notes manuscrites ou dactylographiées ? - ainsi qu'une machine à écrire.

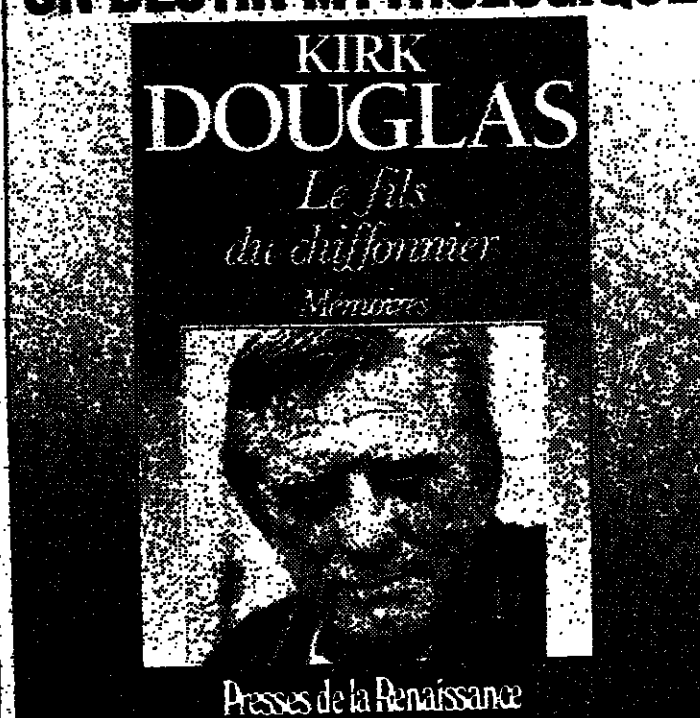
BERNARD ELIE.  
(Lire la suite page 11.)

## Le Monde ÉCONOMIE

- L'endettement des Allemands.
- La croissance en question.
- La chronique de Paul Fabra : les pouvoirs de la COB.

Pages 17 à 20

## UN DESTIN MYTHOLOGIQUE



A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 4,50 dir. ; Tunisie, 600 m. ; Allemagne, 2 DM ; Autriche, 20 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,95 \$ ; Antilles/Martin, 7,20 F ; Côte d'Ivoire, 425 F CFA ; Danemark, 11 kr. ; Espagne, 155 pes. ; G.-B., 60 p. ; Grèce, 160 dr. ; Hongrie, 90 p. ; Italie, 1.700 L. ; Libye, 6.400 LL. ; Luxembourg, 30 F. ; Norvège, 12 kr. ; Pays-Bas, 2,25 fl. ; Portugal, 140 esc. ; Roumanie, 335 F CFA ; Suède, 12,50 sc. ; Suisse, 1,80 fr. ; USA (NY), 1,50 \$ ; USA (autres), 2 \$.

مكتبة الامم المتحدة

# Etranger

## URSS

### La société Mémorial sur la répression stalinienne a réussi à tenir son congrès constitutif

Le congrès constitutif de la société antistalinienne indépendante Mémorial s'est tenu les 28 et 29 janvier à Moscou. L'une des résolutions adoptées réclame la libération des dirigeants nationalistes arméniens emprisonnés.

MOSCOU  
de notre correspondant

Lorsque le congrès a adopté une résolution demandant la libération des nationalistes arméniens, l'homme que le comité central avait envoyé suivre les débats a fait la grimace. Cette intrusion dans l'actualité du moment lui déplaisait. Elle justifiait, et bien plus vite encore que prévu, toutes les craintes du parti de voir la Société d'histoire et de l'histoire Mémorial devenir une organisation politique ou, pourquoi pas, un deuxième parti.

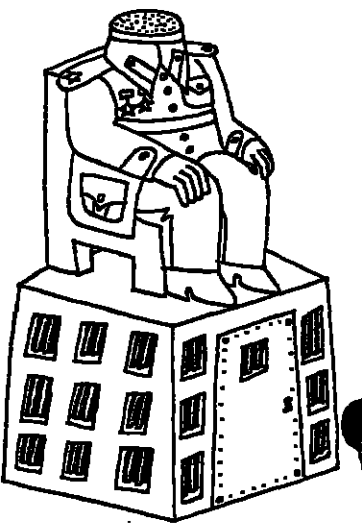
Grimace ou pas, la résolution est pourtant passée, et dimanche 29 janvier s'est officiellement constitué, dans la grande salle de la maison de la culture de l'Institut d'aviation de Moscou, ce qu'il faut bien appeler le premier mouvement politique indépendant de l'histoire à l'échelle de l'URSS. Car, implantée dans cent huit villes, agglomérations ou régions, chapeautée par des personnalités de poids, disposant de militants convaincus et capable de mobiliser des foules, la société Mémorial, par son existence même, dépasse de fait son objet propre.

Officiellement, elle a pour but de créer à Moscou non seulement un monument aux victimes des répressions de masse, mais aussi une bibliothèque et un centre de recherches sur ces quelque trente millions de morts engloutis par la direction principale des camps — le Goulag. L'idée de Mémorial revient à une poignée de jeunes gens qui avaient compris, il y a deux ans à peine, que la bataille de l'histoire était un enjeu fondamental de la bataille politique en cours, que M. Gorbatchev était décidé à la mener et qu'il avait besoin pour cela d'alliés.

Folle, démesurée ambition, l'aventure a commencé par des collectes de signatures dans les théâtres, les instituts et les rues. Puis de grands journaux réformateurs se

sont fait l'écho de cette pétition que les gens signaient à tour de bras et ont eux-mêmes appelé à verser de l'argent. Les fondateurs de Mémorial ont alors demandé aux plus grandes gloires de la littérature, de la presse et de la scène de s'adresser directement à M. Gorbatchev pour lui demander que le comité central appuie le projet.

Fin juin, le secrétaire général faisait adopter par la dix-neuvième



conférence du parti une résolution en faveur de la construction de ce mémorial et, bénéficiant dès lors d'une caution officielle, les militants du groupe pouvaient commencer à s'imposer aux pouvoirs locaux et à préparer ce premier congrès national.

Comme s'il avait fait cela toute sa vie, Iouri Afanassiev, le recteur de l'Institut des archives, préside les débats, prévient les débordements verbaux et tue dans l'oeuf les petits complots de camps. Pour la première fois dans l'histoire de la perestroïka, une réunion politique de la tenue et de deux anciens détenus courbés par l'âge aux jeunes gens qui rédigent fébrilement des projets d'amendements, chacun sent l'importance du moment. C'est M. Sakharov qui intervient le premier, samedi matin,

pour dire que « l'histoire tragique et atroce » de l'URSS a engendré une société de « mensonge » et de « brutalité » à laquelle il n'y a pas d'autre remède que la « vérité » et des organisations indépendantes du type de Mémorial. Evgeni Evrouchenko fait défilé toutes les victimes de Staline dans un long poème : « Nous ne pouvons sauver (...) », scandait-il, ni les Tatars de Crimée, ni la vieille garde bolchévique, ni les paysans massacrés, ni les officiers

tant que le stalinisme a été génocidaire et que ses camps étaient bel et bien des camps de la mort puisque le taux de mortalité y était, avant la fin de la guerre, de 90 %.

Il s'agissait donc, vont dire de nombreux délégués, de crimes contre l'humanité, imprescriptibles selon l'ONU, et qui imposent de faire payer les bourreaux, couverts de médailles et vivant bien de grasses retraites pendant que les survivants des camps ne bénéficient, eux, d'aucune réparation ni pension. Juger ou ne pas juger procureurs et tortionnaires, le débat sera long et les résolutions du congrès demanderont finalement que les répressions de masse soient officiellement qualifiées de crimes contre l'humanité mais que l'on se contente d'un « jugement social ».

Chaque délégué a en poche son exemplaire du premier numéro du journal de l'organisation, qui aurait dû être tiré à 30 000 exemplaires et qui ne l'a été — ordre du comité central — qu'à 5 000. Page deux : un blanc laissé par la censure, qui a interdit la publication d'une résolution demandant la réhabilitation d'Alexandre Soljenitsyne et la publication de ses œuvres.

Jusqu'à la dernière minute, tout s'est négocié à l'arraché entre M. Medvedev, le patron de l'idéologie, et les chefs de file du mouvement, M. Sakharov en premier lieu. On a souvent frisé la rupture. Le comité central a menacé d'interdire l'accès à la salle. Les organisateurs ont rétorqué que le congrès se tiendrait alors dans des appartements privés et qu'on pouvait compter sur eux pour faire un scandale retentissant. Le compte bancaire du mouvement est toujours bloqué par le pouvoir, qui veut y faire entrer des organisations qu'il contrôle afin de s'y assurer une majorité.

Si le pouvoir n'avait pas délibérément empêché son congrès de se tenir plus tôt, la Société aurait pu prétendre, comme les autres « organisations sociales », à une représentation directe au Congrès des députés du peuple, le nouveau Parlement fédéral qui sera élu fin mars.

Mémorial fait peur, mais Mémorial existe et ce lundi 30 janvier, après l'agence Tass et la télévision, la Pravda annonce son congrès de fondation. Pas un mot sur la résolution arménienne, mais l'organe du comité central présente le projet de centre de recherches et de bibliothèque et explique que le mouvement veut œuvrer pour le « développement de la conscience civique et juridique des citoyens sur la base de la critique du stalinisme ».

Excellent défilé.

BERNARD GUETTA.

■ M. Gorbatchev à Cuba en avril prochain. — Le numéro soviétique effectuera début avril « la visite officielle d'amitié » à Cuba, qui devait avoir lieu en décembre dernier, a annoncé l'agence Tass, dimanche 29 janvier. M. Gorbatchev avait reporté cette visite à cause du séisme en Arménie. — (APF).

## POLOGNE

### Les craintes de Lech Walesa

VARSOVIE  
de notre envoyée spéciale

« Lech Walesa a peur... Il faut maîtriser la situation dans le pays, même si des jours difficiles nous attendent, et ce nous fait peur. » Ces craintes, exprimées par Lech Walesa lui-même au cours d'une conférence de presse, samedi 28 janvier, à Varsovie, au lendemain de l'accord conclu avec le pouvoir pour se retrouver autour de la « table ronde » le 6 février, se sont confirmées, dimanche, lorsque le président de Solidarité s'est retrouvé face aux jeunes de Gdansk.

A une poignée de ces jeunes qui criaient à la trahison, à l'issue de la traditionnelle messe à Sainte-Brigitte, Walesa a lancé : « Calmez-vous ! Ne prêtez pas le flanc aux provocations. » Cette imprécation n'a pas empêché trois cents d'entre eux de tenter d'affronter la police dans les rues de Gdansk aux cris de : « A bas les communistes ! »

A une semaine de l'ouverture de la « table ronde », la direction de Solidarité a bien conscience que l'une des difficultés auxquelles elle se trouve confrontée va être de convaincre la société polonaise du bien-fondé de sa

ligne de compromis avec le pouvoir. « Il va y avoir des reproches », a averti samedi M. Walesa, qui s'est donc montré très prudent sur la question d'une éventuelle participation de l'opposition aux prochaines élections à la Diète. « Nous, ce qu'on veut, c'est la légalisation de Solidarité », a-t-il expliqué. La suite nous attend. Les élections peuvent ouvrir un nouveau chapitre des relations à l'intérieur de la Pologne. Mais nous ne sommes pas encore prêts, ni comme syndicat ni comme société, à émettre une opinion à ce sujet. Ni nous ni la société n'avons encore la solution idéale d'ensemble. »

« Je ne serai pas candidat [à de telles élections], a assuré Lech Walesa, mais je favoriserai tout ce qui peut ébranler le monopole » du pouvoir.

Le leader de Solidarité a déclaré attendre de la « table ronde », dont il pense qu'elle pourrait durer six semaines, qu'elle permette de « démanteler les monopoles dans les domaines social, économique et politique ». « Nous sommes condamnés à un accord, a-t-il encore dit, pour notre jeunesse et pour notre propre sécurité. » S. K.

## RFA

### L'extrême droite réalise une percée inattendue aux élections de Berlin-Ouest

BONN  
de notre correspondant

La soirée électorale berlinoise du dimanche 29 janvier était prévue pour être calme : nul ne s'attendait au bouleversement dont l'évidence apparut peu après 19 heures et se confirma par la suite : la coalition CDU/FDP du bourgeois sortant, M. Eberhard Diepgen, perdait la majorité au Sénat de la ville, et un parti d'extrême droite, les Républicains, effectuait une percée historique, pour la première fois depuis vingt ans, son entrée dans le parlement régional.

La CDU perd près de 9 % des suffrages et fait, avec 37,8 %, jeu égal avec le SPD qui, avec 37,3 %, réalise 5 % de plus qu'en 1985. Partenaire de la CDU dans le Sénat sortant, les libéraux s'écroulent : en reculant de 8,5 à 3,9 %, ils n'ont plus de représentation parlementaire.

Ces résultats profitent aux extrêmes. Les Alternatifs (extrême gauche) progressent de 10,6 à 11,8 % des voix. Mais surtout, pour leur premier essai à Berlin-Ouest, les Républicains, petite formation approuvée il y a trois ans en Bavière, réussissent un coup de maître : 7,5 % des suffrages, alors que tous les augures politiques les voyaient bien en dessous de la barre des 5 % nécessaires pour avoir des députés. La composition du nouveau Sénat donne un nombre égal de sièges — cinquante — à la CDU et au SPD, dix-sept aux Alternatifs et onze aux Républicains.

Le choc fut, on s'en doute, rude à Berlin comme à Bonn. M. Eberhard Diepgen, dont tout le monde avait prévu une réélection sans problème, constatait, le visage blafard devant les caméras, que les électeurs n'avaient pas reporté sur son parti la confiance dont lui-même bénéficiait.

La joie du chef des sociaux-démocrates berlinois, M. Walter Momper, d'avoir fait regagner à sa formation une partie du terrain perdu ces dernières années était voilée par la constatation que « l'image et la réputation internationale » de la ville étaient ternies par l'irruption de l'extrême droite sur la scène politique berlinoise. Le chancelier Kohl a concédé que son parti avait subi « une sévère défaite ». Pour M. Kohl, les raisons du succès inattendu de l'extrême droite sont liées à l'utilisation par les Républicains du thème de l'immigration et de la sécurité intérieure. Le chancelier estime également que la mise en œuvre de la réforme de l'assurance sociale et l'augmentation des impôts à la consommation ont profondément mécontenté les électeurs qui ont voulu émettre un vote de protestation contre la politique menée à Bonn.

Deux questions se posent maintenant : qui va gouverner à Berlin ? et quelles conséquences cette élection va-t-elle avoir sur la politique fédérale ? Mathématiquement, la gauche et l'extrême gauche sont désormais majoritaires au Sénat. Les Alternatifs ont invité les sociaux-démocrates à discuter de la formation d'un gouvernement de coalition. Mais, par la voix de M. Walter Momper, le SPD a indiqué qu'« étant données les positions actuelles des Alternatifs », une telle perspective n'avait pas sa faveur.

L'immigration, la sécurité

M. Diepgen et le secrétaire général du Parti chrétien-démocrate, M. Heiner Geissler, ont laissé entendre, pour leur part, qu'ils étaient prêts à former un gouvernement de « grande coalition » avec le SPD pour « isoler les extrêmes ».

Les négociations pour la formation du nouveau gouvernement vont se dérouler dans une ambiance difficile : dès que furent connus les premiers résultats, plusieurs milliers de manifestants se sont rassemblés devant l'hôtel de ville de Schöneberg aux cris de : « Vaste désert ! »

Déjà tendue par la crise de l'université, en grève depuis plus d'un mois, l'atmosphère des rues de Berlin-Ouest risque d'être chaude dans les prochaines semaines.

Le « choc » de Berlin devrait également avoir des conséquences au plan national : on s'attend à un durcissement de la politique à l'égard des immigrants et à une « droitisation » du discours des chrétiens-démocrates, via changement de ligne que, dès dimanche soir, préconisait M. Theo Waigel, secrétaire général de la CSU bavaroise.

LUC ROSENZWEIG.

## IRLANDE DU NORD

### Le Sinn Féin réaffirme son soutien à la « lutte armée » de l'IRA mais condamne les attentats contre des civils

Cessez de tuer des civils par erreur ! Tel est le message adressé à l'IRA par... l'acte politique légale de cette organisation clandestine. Le congrès du Sinn Féin, qui s'est achevé dimanche 29 janvier à Dublin après trois jours de travaux, a été dominé par cette invite en forme de réprimande.

DUBLIN  
de notre envoyé spécial

« Depuis un an, le nombre de civils blessés ou tués à la suite d'opérations de l'IRA a été particulièrement regrettable », a déclaré M. Gerry Adams, président du Sinn Féin. Celui-ci estime que les « volontaires en service actif » qui se livrent à la lutte armée ont une « énorme responsabilité ». Ils doivent être « plus que prudents », M. Adams est conscient que l'effet produit par ces « erreurs » sur la

population, au Nord comme au Sud, est désastreuse.

Le président du Sinn Féin continue de penser que « la lutte armée » est nécessaire en pratique, et justifiée moralement. Il se refuse à « condamner » l'IRA. Mais il choisit de tancer sans les nommer les branches locales de cette organisation qui se sont livrées ces derniers mois à des attentats quasi aveugles, faisant des victimes civiles aussi bien chez les catholiques que chez les protestants. L'IRA doit, selon lui, réserver ses coups aux seuls « membres des forces britanniques ».

Décalage

C'est la première fois depuis le début de la lutte armée en Irlande du Nord, il y a vingt ans, que le Sinn Féin critique aussi ouvertement les méthodes utilisées par certains « volontaires en service actif » de l'IRA. La doctrine, en réalité, n'a pas changé. Mais il était sans doute

nécessaire de dire tout haut ce que la majorité des militants républicains en Irlande du Nord pensent tout bas.

Le décalage avec la base populaire du mouvement nationaliste, était surtout évident depuis l'attentat d'Enniskillen, en novembre 1987, au cours duquel onze habitants de cette petite ville d'Irlande du Nord avaient été tués et soixante-trois autres blessés par l'explosion d'une bombe alors qu'ils assistaient aux cérémonies commémorant l'armistice de 1918. Il y avait des femmes, des enfants, des vieillards parmi les victimes.

A l'issue du congrès, M. Adams a voulu éviter tout malentendu : « Le terrorisme de l'IRA est légitime, celui de l'armée britannique ne l'est pas, nous a-t-il déclaré. L'IRA tue accidentellement des civils et nous l'avons réprimandé pour cela. Les seuls terroristes, en Irlande, portent l'uniforme britannique... »

Le président du Sinn Féin est, d'autre part, hostile à l'intégration européenne. Le congrès se tenait dans une élégante demeure du dix-huitième siècle, résidence du lord-maire de Dublin depuis 1715, où la fin de la guerre civile fut arrangée le 8 juillet 1921. Le Sinn Féin était alors au plus haut de sa gloire, rassemblant l'essentiel du mouvement nationaliste républicain. Il ne recueille plus aujourd'hui que 2 % des voix en Irlande du Sud. Au Nord, où il avait obtenu 11,3 % des voix aux dernières élections de 1987, il avait été largement devancé dans l'électorat catholique par les modérés du Social Democratic and Labour Party (SDLP).

Pour la première fois lors d'un tel congrès, les journalistes de télévision britanniques avaient seulement le droit de diffuser des images, mais pas le son. Ceux qui les ont entendus, mais non les ont transmis, tels quels. Ces règles, observées depuis des lustres en Irlande du Sud, ont été imposées au Royaume-Uni le 19 octobre dernier pour tous les membres ou sympathisants d'organisations paramilitaires en Ulster.

DOMINIQUE DHOMBRES.

## YUGOSLAVIE

### Le nouveau premier ministre veut instaurer une économie de marché

BELGRADE  
de notre correspondant

Deux jours avant que ne s'ouvre, lundi 30 janvier, une importante réunion du comité central de la Ligue des communistes de Yougoslavie (LCY), le premier ministre désigné, M. Ante Markovic, a présenté samedi à la télévision les grandes lignes de son programme, fondé sur une meilleure efficacité de l'économie et une vie politique démocratisée.

M. Markovic a plaidé en faveur d'un « socialisme nouveau ». « Tous les socialistes, a-t-il dit, sont en crise, y compris le nôtre », d'une économie de marché que l'on ne saurait identifier au capitalisme, et d'une lutte résolue de l'inflation, (accroissement de la libération des prix et des importations, etc.). Il

estime que la Yougoslavie peut se tirer de la crise dans un délai de cinq ans, à condition que le gouvernement puisse agir librement, et qu'il soit soutenu par toutes les Républiques autonomes. Dans le cas contraire, a-t-il dit, « il vaudrait mieux que je m'en aille immédiatement ».

M. Markovic a également demandé à accomplir un mandat complet (quatre ans). Le gouvernement qui doit succéder à celui de M. Branko Mikulic, contraint de démissionner en décembre dernier après la débâcle de sa politique, n'est en principe appelé, selon la loi, qu'à terminer le mandat du cabinet sortant, soit quinze mois. M. Markovic devant procéder encore à de nombreuses consultations, il ne saurait être formé avant la fin février ou au début mars.

## MS ESC LYON

MASTERS  
SPECIALISES

### CHOISISSEZ UN AN D'EXCELLENCE :

■ MS EN MANAGEMENT DES ENTREPRISES DE SERVICES.

■ MS EN MANAGEMENT DE LA TECHNOLOGIE.

■ MS EN INGENIERIE FINANCIERE.

Diplômés des grandes écoles de gestion, d'ingénieurs ou de l'université, renseignez-vous !

Information et dossier de candidature auprès de :  
VIA PIERRE-MARTIN INFORMATION  
BP 174 - 69332 HELLAS CEDEX / FRANCE - Tél. 72 20 25 23.

Groupe ESC Lyon  
LYON GRADUATE SCHOOL OF BUSINESS



## Europe

HONGRIE : « soulèvement populaire »  
et non plus « contre-révolution »

### Le PC révisé son interprétation des événements d'octobre 1956

Par la voix de son dirigeant, M. Imre Pozsgay, membre du bureau politique et ministre d'Etat, le Parti communiste hongrois (PSOH) a reconnu, samedi 28 janvier, que les événements d'octobre 1956 n'étaient pas une « contre-révolution », comme le proclame la version officielle depuis plus de trente ans, mais bien un « soulèvement populaire ».

VIENNE  
de notre correspondante

Interrogé par la radio nationale, M. Pozsgay, qui préside une commission du comité central sur le réexamen de l'histoire, a expliqué que cette nouvelle évaluation des événements de 1956 permettrait « un rapprochement des positions des hommes politiques, des historiens et de l'opinion publique ». « Il est évident que ni l'opinion publique ni la plupart des membres du parti ne considéraient 1956 comme une contre-révolution », a-t-il ajouté.

L'insurrection hongroise, qui éclata le 23 octobre 1956, fut écrasée par les chars soviétiques le 4 novembre. Les affrontements, selon les estimations non officielles, firent quelque dix mille morts et furent suivis de multiples exécutions politiques, dont celle du premier ministre Imre Nagy. La semaine dernière, le gouvernement hongrois a accepté que la dépouille d'Imre Nagy soit inhumée dans une tombe portant son nom. Imre Nagy et d'autres suppliciés avaient été enterrés de manière presque anonyme au

cimetière Rakocskeresztur à Budapest.

Pour M. Pozsgay, les causes du soulèvement de 1956 doivent être recherchées dans « le modèle socialiste choqué, volontairement ou sous pression, en 1948-1949, et qui s'est révélé une fausse voie, nous conduisant à la crise actuelle ». « Avec la proclamation de la dictature du prolétariat, les ouvriers ont en réalité cessé de participer à l'exercice du pouvoir ».

#### Réhabilitation totale des martyrs

La position adoptée « durant la crise politique de 1954 à 1956 » était « correcte », a poursuivi M. Pozsgay. « Il ne fait aucun doute qu'Imre Nagy a joué un rôle positif pendant cette période ». La décision gouvernementale de lui accorder une autre sépulture a cependant été prise « pour des raisons humanitaires », sans constituer pour autant « une réhabilitation politique » de l'ancien premier ministre, a souligné M. Pozsgay.

Un Comité pour la justice historique, créé début juin à Budapest par la fille d'Imre Nagy et les veuves de ses compagnons, revendique la réhabilitation totale des martyrs de 1956, ainsi que l'érection d'un monument à leur mémoire.

Enfin, M. Pozsgay a de nouveau évoqué le débat qui fait rage en Hongrie sur le multipartisme : « Le Parti communiste, a-t-il dit, doit apprendre à vivre avec d'autres partis ».

WALTRAUD BARYLL

## A TRAVERS LE MONDE

### Pakistan

#### Revers électoral pour M<sup>me</sup> Bhutto

Le Parti populaire pakistanais (PPP) du premier ministre, M<sup>me</sup> Benazir Bhutto, a essuyé un revers, samedi 28 janvier, lors des premières élections législatives partielles depuis la mise en place, il y a deux mois, du gouvernement.

La PPP a perdu une bataille cruciale dans la circonscription de Kot Addu, ravie par le candidat de l'Alliance démocratique islamique (IJI), M. Ghulam Mustafa Jatoi, ancien premier ministre du Pendjab. M<sup>me</sup> Bhutto était personnellement intervenue dans la campagne afin d'empêcher l'élection de M. Jatoi à l'Assemblée nationale, où il pourrait devenir le principal chef de l'opposition.

La parti au pouvoir a également perdu le siège de Lahore, laissé vacant par le premier ministre. Mais l'événement essentiel est la défaite du PPP dans la province du Pendjab, où il n'a remporté que deux sièges contre sept pour l'IJI, qui a aussi gagné le siège à pourvoir dans le Balouchistan.

Ces élections ont donné lieu à des violences interethniques à Karachi, dans le sud du pays, où l'armée est intervenue pour mettre fin à des affrontements qui ont fait trois morts et deux blessés. A Lahore, la police a utilisé des gaz lacrymogènes pour rétablir le calme, après des affrontements entre partisans et adversaires du PPP. — (AFP.)

### Soudan

#### Succès militaire de la rébellion dans le Sud

Les rebelles soudanais du colonel John Garang ont pris la ville de Nasser, chef-lieu de la province de Sabat, dans le sud du Soudan, après sept mois de siège. La chute de Nasser a été confirmée samedi 28 janvier, par l'armée soudanaise. Ce succès de la rébellion intervient alors que les négociations avec le régime de Khartoum ont été rompues. Le Monde du 27 janvier. Pour leur part, les Etats-Unis ont proposé leurs « bons offices » pour tenter une médiation entre le pouvoir central et les rebelles du colonel Garang. — (AFP.)

## Asie

AFGHANISTAN : le siège de Kaboul

### Renforcement des défenses et négociations de dernière heure

KABOUL  
de notre envoyé spécial

Il neige sur Kaboul. Le Club américain donne, dimanche 29 janvier, une dernière soirée. Lundi, les diplomates de l'ambassade des Etats-Unis partent à la sauvette avec des dossiers pleins leurs valises à bord d'un chariot d'Indian Airline. Dans la matinée, devant la presse occidentale, la bannière étoilée est amenée. Dimanche soir, les rues de Kaboul sont froides, glissantes et désertes. Au loin, on entend le canon et les chiens de la ville sont nerveux. Quelques heures auparavant, des convois de camions militaires, soviétiques, frappés de l'étoile rouge ont déboulé boulevard Baghe-Bala, en direction d'on ne sait où. Ils étaient vides.

Dans le ciel, les lettres thermiques destinées à attirer les missiles et que lâchent les avions militaires forment maintenant des volutes blanches qui ne s'effacent plus. Sur la piste de l'aéroport, les gros porteurs Ilouchyne-76 ont déchargé de leurs soutes des sacs de farine et emportent au retour des « coopérants » soviétiques bardés de baluchons comme des touristes. Kaboul se vide, dans un silence impressionnant, désormais à toute vitesse. Le calendrier du retrait va être bousculé. Dans quatre ou cinq jours au plus tard, l'armée soviétique sera évacuée cette ville dont elle avait cru pouvoir faire la capitale d'un pays satellite. Environ six cents parachutistes vont rester pour garder l'aéroport, au moins jusqu'à la date fatidique du 15 février.

Resteront les « diplomates » de l'ambassade soviétique, châteaux-fort de béton situés sur le boulevard Darulaman, curieuse avenue : depuis plusieurs semaines, des travaux d'élargissement de cette artère toute droite ont été entrepris. D'un seul coup, Kaboul s'est ainsi vu doter, par la rumeur diplomatique, d'une seconde piste d'aviation de 3,6 kilomètres de long, soit assez pour accueillir des gros porteurs à atterrissage court, s'ils devaient évacuer l'ambassade soviétique. Or il semble bien qu'il s'agisse de la

construction d'une nouvelle ligne de tramway.

Les quelque cent cinquante diplomates (sur trois cent cinquante actuellement) qui doivent rester après le 15 février pourront bien, le cas échéant, être rapatriés par les hélicoptères géants Mi-35. Ceux qui partent n'auront probablement pas à emprunter la route du tunnel de Salang, qui vient pourtant d'être dégagé au prix d'une hécatombe. La zone du Salang est celle d'Ahmad Shah Massoud, un célèbre commandant de la résistance afghane. Massoud, s'il l'un en croit des informations concordantes, avait décidé, sinon de mettre en place un blocus économique de la capitale afghane, du moins d'arrêter les camions qui viennent d'Union soviétique avec des vivres, de l'essence et aussi des armes. Kaboul était peu à peu étranglée.

Le 16 mai, puis le 4 octobre 1988, le président Najibullah a écrit au chef moudjahidin pour lui demander de collaborer à la recherche de la paix et aussi d'interrompre son action au Salang. La première missive s'adressait au « cher frère Ahmad Shah Massoud » et le président formulait l'espoir que celui-ci « portait parfaitement bien ». Faute de la moindre réponse, la seconde lettre était moins aimable.

#### Les luttes au sein du PC

Le 3 janvier, les forces gouvernementales ont adressé un ultime avertissement et ont indiqué à la population des villages situés à l'entrée du tunnel de Salang que, si la route n'était pas rouverte, des bombardements interviendraient. Ceux-ci, indique cette même source, ont été précédés, quatre heures avant leur début, d'un ultime avertissement. Le bilan officiel de trois cent soixante-dix-sept morts dans les rangs des moudjahidins est peut-être exact. Officiellement, il y aurait eu en outre vingt-cinq morts parmi la population civile, ce qui est sans doute au-dessous de la réalité.

Après ces bombardements, un convoi a été de nouveau emprunté la route. Il est très possible que, à ce

moment-là, les véhicules (plus vraisemblablement des camions que des chars) ont pu franchir les corps des combattants sur la chaussée.

Pourquoi Massoud, dont on dit qu'il constitue des unités motorisées avec des blindés de récupération, a-t-il choisi maintenant l'épreuve de force ? Du côté afghan, il semble clair que le régime de Kaboul a voulu infliger la preuve, à la fois à la résistance et à l'opinion internationale, qu'il était capable de porter des coups sévères aux moudjahidins sans l'aide des Soviétiques.

Les conséquences de l'épisode du Salang peuvent cependant être graves pour les troupes soviétiques. Les coups portés aux troupes de Massoud interdisent de penser que la résistance laissera passer les troupes soviétiques qui se replient sans les attaquer, ce qui explique notamment la venue à Kaboul du ministre soviétique de la défense, M. Dimitri Yassov, puis celle du chef du Gosplan, M. Youri Massiykov.

Les Soviétiques s'inquiètent non seulement des conditions dans lesquelles le retrait se déroule, mais aussi de la reprise des luttes au sein du PDPA, le Parti communiste afghan. Même quand la ligne officielle est de dire que les forces afghanes sont parfaitement capables de résister aux assauts des « bandits de l'opposition », l'une des tendances du PDPA, le Parcham, semble favorable à une solution de compromis avec la résistance, alors que les partisans du Khalq, bien implantés dans l'armée, adoptent une ligne jusqu'au-boutiste. L'hypothèse d'un coup d'Etat fomenté par le Khalq pour se débarrasser du président Najibullah (Parchami) est, avec celle de la proclamation de la loi martiale, l'une des plus souvent évoquées ces derniers jours dans le Kaboul diplomatique.

Le Khalq a été sérieusement affaibli, le 6 novembre, lorsque son chef, le ministre de la défense Gulabzoin, un rival dangereux du président Najibullah, a quitté Kaboul pour prendre les fonctions d'ambassadeur à Moscou. Le lendemain, deux cent cinquante étaient envoyés en URSS pour faire place nette. La faction Khalq est aujourd'hui dirigée par le général

Shanawaz Tanai, ministre de la défense, qui sait pouvoir compter sur un autre membre important du Khalq, le lieutenant-général Mohammad Aslam Watanjari, ministre de l'Intérieur. Ce dernier a été mêlé de très près à tous les coups d'Etat depuis 1977. La visite de M. Dimitri Yassov, selon une source proche des services secrets afghans, aurait notamment eu pour objet de dissuader toute action précipitée visant à renverser le président Najibullah.

Tout en étant favorable à une solution de compromis, ce dernier est l'un des auteurs de la réorganisation des forces armées afghanes il y a quelques mois et, semble-t-il, a été très récemment. Une nouvelle unité, la garde spéciale, compte aujourd'hui vingt mille hommes choisis pour leur loyauté envers le régime. Son chef est le général Mohammad Afzal Lodin, vice-ministre de la défense, qui a également été chargé d'organiser la défense de Kaboul. Il aurait donc la haute main sur les Comités de défense de la révolution (CDR), unités créées en novembre et qui, formées de civils et de militaires, seraient chargées de défendre, le cas échéant, la ville rue par rue.

Un cessez-le-feu pourrait coïncider, selon une bonne source diplomatique, avec le retrait soviétique ou le suivre de peu. Dans cette hypothèse, le président Najibullah se retirerait, afin de faciliter une solution politique, en laissant la place à une structure collégiale réduite et chargée de négocier un gouvernement de transition. Dans le même temps, Kaboul serait déclarée « ville ouverte » aux moudjahidins, afin d'éviter les affrontements. Cet accord serait garanti par les Nations unies et officialisé, par exemple, en présence du secrétaire général, M. Perez de Cuellar, qui a été récemment invité à Kaboul. Bien des préalables doivent être levés pour que cette solution voie le jour. Mais, outre que les contacts n'ont jamais cessé entre les différents groupes de la résistance et Kaboul, le simple fait d'évoquer une telle hypothèse semble indiquer que le pire, c'est-à-dire une bataille de Kaboul, peut encore être évité.

LAURENT ZECCHINI.

### CHINE

### La mort du panchen-lama est un coup très dur pour Pékin

Le dalaï-lama a rendu hommage, lundi 30 janvier, au panchen-lama, décédé samedi soir au Tibet d'une crise cardiaque, le qualifiant de « combattant pour la liberté ». La disparition du second chef religieux du Tibet est une catastrophe pour Pékin qui comptait sur lui pour aider à la mise en oeuvre d'une politique plus libérale et servir de pont avec le « diable » exilé.

PÉKIN  
de notre correspondant

Quand un dieu vivant meurt au Tibet, on n'acclame pas tout de suite son successeur. C'est bien le problème du gouvernement chinois après la mort brutale du panchen-lama, gratifié de l'appellation de « grand patriote, homme d'Etat éminent et ami dévoué du Parti communiste chinois ».

Le panchen-lama, qui aurait eu cinquante et un ans en février, est mort d'un double infarctus du myocarde. Il se trouvait dans sa nouvelle résidence de Chigatse, siège traditionnel des réincarnations d'Amitaba, le dieu de la lumière infinie, qui, depuis le quinzième siècle, préside une hiérarchie religieuse à la fois allié et rival de celle du dalaï-lama. L'attaque qui l'a emporté résultait, des fatigues occasionnées, par l'inauguration à Chigatse, la semaine dernière, d'un stupé qui vient de reconstruire le régime chinois après qu'il eut été détruit par les gardes rouges dans les années 60. Cette cérémonie était un acte de courtoisie du gouvernement communiste : on y bénissait les restes des panchen-lamas de la cinquième à la neuvième réincarnation, qui avaient été dispersés et cachés par les fidèles.

Depuis l'annonce de sa mort, la presse multiplie les signes de déférence à son égard. L'agence Chine nouvelle a donné un compte rendu minutieux des efforts des médecins dépêchés par le chef du parti, M. Zhao Ziyang, pour tenter de le sauver. Le gouvernement a envoyé ses condoléances. Des funérailles conformes au rite bouddhiste seront organisées. L'agence officielle est allée jusqu'à publier le texte intégral de la prière funéraire rédigée par le « comité administratif démocratique » du grand monastère de Tashi Lhunpo en l'honneur du panchen-lama, qui occupait également les fonctions de vice-président de l'Assemblée nationale populaire. Preuve, s'il en était besoin, que la succession ouverte au « poste » de second chef religieux

du Tibet plonge le pouvoir chinois dans un abîme de perplexité, les moines concluent leur prière par le vœu qu'une nouvelle « réincarnation du panchen-lama [interviendra] à une date prochaine ».

Les règles de la succession sont en effet extrêmement floues. Un dieu vivant tibétain doit être « révélé » par divination, et sa recherche peut donner lieu à d'innombrables tractations. Le processus peut durer des années. Dans le cas du panchen-lama, il est généralement supervisé par la Chine, mais le candidat, traditionnellement un enfant en bas âge, doit recevoir l'aval du dalaï-lama. Le renouveau de l'agitation anti-chinoise et l'exil du dalaï-lama rendent la chose encore plus délicate. Si Pékin décidait d'aller de l'avant avec « son » candidat, les risques seraient grands d'un rejet pur et simple par les Tibétains. Une solution possible qui aurait consisté à faire traîner indéfiniment les recherches en vue d'une réincarnation paraît exclue par les termes de la prière funéraire.

C'est un coup très dur pour la Chine à un moment où se mettaient en place — tardivement mais, semble-t-il, nécessairement — une politique plus libérale, dont le panchen-lama était sinon l'artisan, du moins une importante cheville ouvrière. Depuis l'an dernier (le Monde du 5 avril 1988), celui que

la presse chinoise recommandait à désigner sous son titre de panchen-lama jouait un rôle modérateur qui en faisait l'interlocuteur obligé du dalaï-lama dans le cas où s'ouvriraient des négociations sur l'avenir du Toit du monde.

Ses dernières paroles publiques, la semaine dernière à Chigatse, ont été dans le ton de ce rôle nouveau : tout en dénonçant comme il se doit les « séparatistes », il avait mis en garde contre un regain de chauvinisme chinois (le Monde du 26 janvier). La politique plus libérale n'est en effet pas du goût de tout le monde à Lhassa. La dernière séance du 10 décembre 1988 présentait tous les dehors d'une peau de banane jetée sous les pieds du nouveau chef du parti pour la région, M. Hu Jintao. M. Hu a reconnu lui-même que les effets de la politique qu'il est chargé de conduire risquent de ne pas apparaître rapidement.

La récente condamnation, éminente par rapport aux critères chinois, d'un des fonctionnaires du 5 mars 1988, coupable d'avoir tué un policier, relevait de la volonté de calmer les esprits : l'homme, qui aurait été exécuté partout ailleurs en Chine, a vu sa peine de mort assortie d'une suspension de deux ans qui lui permet en principe de sauver sa tête.

FRANCIS DERON.

### Hédoniste et fin politique

Il n'avait plus vraiment l'allure d'un ascète. Le jeune homme emprunté au pouvoir jadis au côté du dalaï-lama, et de Mao Zedong, était devenu un homme corpulent, tout en rondeurs sous sa robe brune. Sa réputation de bon vivant lui venait aussi de son mariage, en complaisance avec la règle religieuse. La rumeur courait que c'était sous la pression de Pékin qu'il avait épousé une Chinoise.

Le regain de la crise tibétaine, si tant est qu'il soit devenu beaucoup plus qu'une poignée, en dépit des médianes subsistantes, son égard au Tibet du fait de son ralliement à Pékin. Sa première grande apparition devant la presse étrangère, en avril 1988, avait donné lieu à un numéro de « communiqué » exceptionnel. Rusant avec les questions, ce gros bonhomme aux dehors un peu mous avait réussi à captiver son auditoire

en lançant quelques vérités premières, d'une voix rocailleuse faisant vibrer les bases. « Je suis un homme franc. Certaines des critiques que j'ai adressées à Mao étaient sans doute trop stimulantes pour lui. Il en fut très mécontent », lança-t-il, le regard fier.

L'assouplissement de la politique religieuse chinoise lui avait permis de récupérer une partie des fonds attachés à sa fonction. C'est avec cet argent qu'il avait entrepris la restauration complète du temple de la Bienheureuse Bénédiction, situé dans l'angle nord-ouest de la Cité interdite, au cœur de la capitale chinoise. Amusant clin d'oeil de l'histoire : le temple avait été confisqué en 1925 et propriété héréditaire au panchen-lama de l'époque par le Kuomintang (parti nationaliste).

F. D.

# RECHERCHE

57, RUE DE SEINE - 75200 PARIS CEDEX 06

## NUMÉRO DE FÉVRIER 1989

**au sommaire :**  
**LE MÉTABOLISME DE L'OBÉSITÉ**  
 par J. Fricker et M. Apfelbaum

**L'IRRÉVERSIBILITÉ DU TEMPS**  
 par P.V. Coveney

**LA MODÉLISATION DE LA CROISSANCE DES PLANTES**  
 par P. de Reffye, C. Edelin et M. Jaeger

**LA MÉMOIRE DES ODEURS**  
 par T. Engen

**LA CIVILISATION DU RIZ EN ASIE DU SUD-EST**  
 par C.F.W. Higham

**dossier :**  
**LES RISQUES CHIMIQUES INDUSTRIELS**  
 par J. Escande et A. Lannoy

**ETC.**

N° 207 - 29 F

CHEZ TOUS LES MARCHANDS DE JOURNAUX

سكرا من الاصل

## Diplomatie

Les rapports Est-Ouest et la réduction des effectifs militaires en Europe

### Le secrétaire américain à la défense insiste sur la persistance de la menace soviétique

M. John Tower, le secrétaire américain à la défense désigné, a insisté, dans sa première intervention à l'étranger, dimanche 29 janvier, sur la persistance de la menace militaire soviétique. « Bien que la politique de l'Union soviétique soit maintenant exprimée en des termes plus séduisants, il n'y a pas encore eu de changements correspondants dans ses capacités militaires », a-t-il notamment déclaré au cours du colloque sur la politique de défense qui rassemblait à Munich cent soixante-dix responsables politiques et militaires de l'alliance.

Les participants ne disposaient pas encore des statistiques publiées par le pacte de Varsovie sur ses forces. Plusieurs intervenants, notamment le secrétaire général de l'OTAN, M. Manfred Wörner, ont cependant mis l'accent sur la persistance d'une supériorité soviétique en Europe dans le domaine des armes classiques et des armes nucléaires à courte portée, malgré les mesures de désarmement unilatérales récemment annoncées par le pacte de Varsovie. Certains ont exprimé leur inquiétude devant l'impact de ces mesures, en RFA notamment. Selon

de récents sondages, 80% des Allemands de l'Ouest ne considèrent plus en effet l'Est comme une menace.

M. Egon Bahr, l'un des experts du SPD pour les questions de sécurité, s'est fait le représentant de ce courant d'opinion au colloque de Munich en estimant que, « pour la première fois dans l'histoire de l'alliance, son adversaire et ennemi potentiel menace de lever la menace ». M. Bahr a attiré l'attention sur la situation spécifique des deux Etats allemands, où sont stationnés, a-t-il dit, 1,5 million de soldats, soit un pour cinquante-quatre habitants, « plus que dans les zones les plus chaudes du Moyen-Orient ».

Le secrétaire américain à la défense a insisté au contraire sur la « nécessité de conserver et de développer l'appui de l'opinion en faveur de la défense et de la sécurité », en particulier au moment où le président Bush « risque de se trouver soumis à des pressions grandissantes dans un proche avenir pour diminuer l'engagement des Etats-Unis envers l'alliance ». Ce

problème « peut être réglé », a affirmé M. Tower, qui a exprimé l'intention de mettre au point avec ses partenaires européens « des solutions positives et innovatrices au problème du partage des charges ».

Cela suppose non seulement que des ressources soient engagées à un niveau suffisant, mais aussi que l'on garantisse qu'elles seront utilisées « le plus rationnellement possible ».

« Dans un avenir prévisible, a poursuivi M. John Tower, l'aboutissement de son engagement envers la modernisation de ses forces classiques et nucléaires », notamment les armes à courte portée.

#### Pour la modernisation

Sir Geoffrey Howe, qui participait également au colloque de Munich, a insisté aussi sur l'urgence de moderniser « les armes qui ont besoin de l'être ». Il s'agit en particulier des missiles américains Lance à courte portée, déployés en Europe dans les années 70 et qui arriveront à obsolescence au milieu des

années 90. Une large partie de l'opinion et des milieux politiques en RFA, notamment M. Genscher, s'oppose à ce qu'une décision concernant leur modernisation soit prise dans l'immédiat.

Sir Geoffrey a cependant affirmé que l'URSS « poursuit la modernisation de ses armes nucléaires de théâtre », contrairement à ce que prétendent les responsables soviétiques. M. Ruppert Scholz, le ministre ouest-allemand de la défense, s'est pour sa part prononcé à nouveau dimanche pour la modernisation, parallèlement à « une forte réduction de l'artillerie nucléaire de l'OTAN ». Il a rappelé que le gouvernement du chancelier Kohl avait exclu une « troisième option zéro », c'est-à-dire la suppression totale de ce type d'armes par l'OTAN et le pacte de Varsovie.

« Il faut éviter, a-t-il ajouté, et il fut rejoint en cela par M. Zanon, le ministre italien de la défense, qu'un désarmement structurel se produise par négligence et par l'obsolescence technologique qui s'ensuivrait. » (AFP, Reuters.)

### Moscou publie un état détaillé des forces du pacte de Varsovie

(Suite de la première page.)

Ces données doivent être comparées au décompte analogue publié le 25 novembre dernier par l'OTAN — et valable en janvier 1988 — un décompte que l'agence Tass qualifie à nouveau de « tendancieux » parce que basé sur « une approche sélective ». De fait, il est clair que les deux alliances ne parlent pas toujours de la même chose. En ce qui concerne par exemple les armes antichars, dont disposent les armées de l'Est, la différence entre l'estimation de l'OTAN et celle du pacte de Varsovie varie de 1 à 4, et de 1 à 2 pour le nombre d'hélicoptères des armées occidentales.

En règle générale, chaque camp a eu tendance à surestimer le potentiel de l'autre, mais ce n'est pas toujours le cas : ainsi, l'Est crédite l'Occident de près de deux fois plus de chars que ce dernier n'en a reconnu en novembre (plus de 30 000 contre 16 000), mais l'OTAN était encore en dessous de la marque pour ce qui concerne la supériorité du pacte de Varsovie en matière de chars : celui-ci en a non pas 51 500, comme il était admis à l'Ouest, mais près de 60 000, et le nombre des chars soviétiques est supérieur de 4 000 à ce qui était estimé.

Moscou confirme également sa très grande supériorité dans le domaine des missiles tactiques (inférieurs à 500 kilomètres de portée, donc non couverts par le traité prohibant les engins intermédiaires), et dont la capacité nucléaire est reconnue : de son propre aveu, le pacte dispose de 1 608 engins de ce type, contre 136 qu'il dénombre à l'Ouest. On comprend que Moscou ait cru pouvoir annoncer récemment la réduction unilatérale de « quelques dizaines » de ces missiles. Mais il en faudra évidemment beaucoup plus pour amener l'OTAN à enoncer à moderniser ses fusées Lance, comme il en est question.

En revanche, le décompte du pacte de Varsovie met l'accent sur des domaines non couverts par le document de l'OTAN, en particulier sur les forces navales, où il crédite l'Occident d'une supériorité allant de 3,5 à plus de 11 contre 1.

Cette évaluation sera contestée dans la mesure où il inclut dans les forces navales américaines de nombreux bâtiments, dont 9 porte-avions, affectés à ce qu'il appelle « l'espace maritime adjacent à l'Europe », alors que Washington a toujours refusé cette manière de voir.

#### Une « partie approximative »

Moscou et ses alliés s'appuient en tout cas sur tout cela pour relancer l'argument déjà employé du temps de Brejnev, à savoir qu'il existe entre les deux alliances une « partie approximative », laquelle « ne permet ni à l'une ni à l'autre partie de compter sur une supériorité militaire décisive ». Une manière d'indiquer qu'afin de préserver cet « équilibre », les réductions unilatérales annoncées depuis décembre tant par Moscou que par la RDA et les autres membres du pacte devraient être suivies de réductions unilatérales correspondantes de l'autre partie, là où l'Occident détient une supériorité.

Il reste à savoir si ce dernier entendra de cette oreille, mais aussi comment les deux parties viendront à bout des importantes différences constatées entre leurs estimations des potentiels respectifs. Il est clair que, dans bien des cas, chacun n'a pas mis les mêmes matériels dans la même catégorie, et la première difficulté que devra surmonter la négociation sur la stabilité conventionnelle, qui s'ouvrira à Vienne en mars, sera de parvenir à des chiffres communs. Le pacte de Varsovie laisse subsister une marge de manœuvre à cet égard en indiquant dans son communiqué que ses chiffres « ne sont pas destinés à être pleinement utilisés comme des paramètres de départ dans les négociations ». Mais il reste encore beaucoup à faire.

MICHEL TATU.

#### En visite au Vietnam

### M. Henri Nallet relance la coopération bilatérale avec Hanoï

En visite officielle depuis le 28 janvier au Vietnam, le ministre français de l'Agriculture, M. Henri Nallet, a tracé le cadre d'une reprise de la coopération franco-vietnamienne dans le domaine agricole. Il a annoncé l'attribution au Vietnam d'un don du Trésor de 5 millions de francs, préalable à un protocole financier plus large qui sera négocié courant 1989.

HANOI de notre envoyé spécial

M. Henri Nallet a ainsi célébré à son façon le Tet, le Nouvel An lunaire. Dans un registre plus discret, en tant que messager de M. François Mitterrand, il a voulu persuader les dirigeants de Hanoï des bonnes dispositions de la France envers leur pays en l'assurant d'une coopération élargie visant à gommer les effets du blocus des pays occidentaux après l'intervention armée de Hanoï au Cambodge.

Si elle peut surprendre, la désignation de M. Nallet pour conduire cette mission ne doit rien au hasard. L'ancien conseiller agricole du président de la République passe pour être un négociateur tout-terrain.

Vingt-quatre heures après son arrivée à Hanoï, M. Nallet a déterminé avec son homologue vietnamien, M. Nguyen Cong Tan, les priorités immédiates de l'agriculture dans ce pays de soixante-sept millions d'habitants. Limiter les pertes de récoltes

(25% de la moisson), transformer sur place les produits agricoles, rénover le système hydraulique, replanter et soigner la forêt, autant de points concrets qui ont fait l'objet d'un document écrit engageant les deux parties. M. Nallet a aussi décidé d'accorder un don du Trésor de 5 millions de francs. Pour modeste qu'il soit, ce geste doit être restitué dans le contexte complexe des relations financières entre Paris et Hanoï.

Selon un expert français chargé de préparer le dossier vietnamien devant le Fonds monétaire international, l'hypothèque financière devrait être levée au cours du premier semestre. Soucieux d'accélérer le rapprochement entre les deux pays, le ministre français a, enfin, proposé d'envoyer à Hanoï, courant 1989, une mission financière chargée d'assurer le lancement des projets prévus dès la mise en conformité du Vietnam avec les règles du FMI. « C'est un son de cloche nouveau », a confié, samedi, un responsable des projets prévus dès la mise en conformité du Vietnam avec les règles du FMI. « C'est un son de cloche nouveau », a confié, samedi, un responsable des projets prévus dès la mise en conformité du Vietnam avec les règles du FMI.

La venue du ministre de l'Agriculture a ouvert un débat qui « parle » aux dirigeants de Hanoï : le développement et les moyens d'y parvenir. La voie de la France au Vietnam est pour l'instant une notion terre à terre. Si on parle moins la langue de Voltaire dans les rues de la capitale, on attend avec une réelle impatience la connaissance et les compétences techniques françaises.

ERIC FOTTORINO.

#### Un séminaire à Moscou sur la crise de Cuba en 1962

### Vingt ogives nucléaires étaient déjà installées dans l'île au moment du blocus

Vingt-six ans après, des responsables soviétiques, américains et cubains, réunis à Moscou les 29 et 30 janvier, ont tenté de tirer les leçons de la crise des missiles à Cuba qui, en 1962, avait amené le monde au bord de la guerre nucléaire. De ce séminaire qui rassemblait certains protagonistes de cette crise, notamment l'ancien ministre des Affaires étrangères soviétique, M. Andreï Gromyko, et l'ancien secrétaire américain à la défense, M. Robert McNamara, il ressort à la fois que les Américains avaient fortement sous-estimé à l'époque le niveau de mobilisation soviétique-cubain et, d'autre part, que l'accumulation des malentendus et le manque de communication entre Kennedy et Khrouchtchev ont joué un rôle majeur.

Première révélation : des têtes nucléaires soviétiques étaient déjà stationnées à Cuba, avant même que Kennedy n'ordonne le blocus naval de l'île. Le général Dimitri Volkovov a confirmé la présence de ces ogives, dont les Américains n'avaient pas connaissance. « Il y avait des documents officiels soviétiques selon lesquels il y avait déjà vingt ogives sur l'île et vingt autres à bord d'un navire se dirigeant vers Cuba », a dit l'un des délégués à l'issue du séminaire qui se déroulait à huis clos.

« Les missiles étaient là, mais ils n'étaient pas montés », a déclaré pour sa part M. Sergueï Khrouchtchev, le fils de Nikita, qui au moment de la crise était ingénieur au programme nucléaire soviétique. « Mon père n'avait pas permis qu'on les monte », a-t-il ajouté, rejoignant ainsi les déclarations de l'actuel vice-ministre des Affaires étrangères, M. Komolotov, qui a affirmé également qu'« à aucun moment il n'a été prévu que ces têtes nucléaires soient montées sur des missiles ». Elles auraient cependant pu l'être et être dirigées contre des villes américaines en quelques heures seulement.

M. McNamara a d'autre part indiqué que 40 000 soldats soviétiques au total étaient stationnés à

Cuba en 1962, soit 30 000 de plus que les estimations auxquelles se livraient à l'époque les Américains. L'ancien secrétaire à la défense a aussi indiqué que Washington avait été surpris par la détermination des Cubains à « lutter jusqu'à la mort », en armant 270 000 hommes et en se préparant à des pertes de 100 000. D'autres participants américains à la conférence de Moscou ont déclaré avoir appris que les Cubains avaient été en 1962 « absolument convaincus » que Washington allait tenter d'envahir leur île. « Si j'avais été à leur place, j'aurais cru la même chose », a déclaré M. Robert McNamara, en précisant que les Etats-Unis n'avaient jamais eu ce projet.

#### Erreurs de jugement

Plusieurs des participants ont relevé les erreurs de jugement, le manque de communication et l'insécurité des deux parties à prévoir l'évolution de la situation en octobre 1962 : s'est exprimé également le représentant de Cuba, représenté notamment par M. Jorge Risquet Valdes, membre du Politburo, à l'égard des Etats-Unis comme de l'Union soviétique qui avaient traité cette affaire comme un problème bilatéral. M. Risquet a démenti que, dans un télégramme à Khrouchtchev l'avertissant du risque d'invasion, Fidel Castro eût jamais demandé que soient utilisés les missiles.

Tous les participants ont estimé que les leçons de la crise n'avaient pas été suffisamment tirées. M. McNamara a souhaité la publication, dans les trois pays, du procès-verbal de la réunion. Cette publication seule permettra de connaître les détails des différentes interventions, notamment celle de M. Gromyko qui, après vingt-six ans, a rompu le silence sur sa rencontre avec Kennedy du 18 octobre 1962, qui avait contribué à faire monter la tension entre les deux pays.

### L'AFRIQUE INCERTITUDES ET ESPOIR

Un numéro spécial consacré à l'Afrique mais aussi, grâce à la contribution de personnalités qui en sont originaires, un regard africain sur ce continent.

Parmi les sujets traités, des questions fondamentales telles que l'instabilité politique, l'endettement, la situation économique, les relations africaines avec la France, les Etats-Unis ou l'Union soviétique sont abordées.

#### politique étrangère

n° 3/88

en vente en librairie - 85 F le numéro

Directeur de la publication : Thierry de Montbrial

Revue trimestrielle publiée par

l'Institut français des relations internationales

Abonnements : A. COLIN - B.P. 22 - 91353 VINCULY



### LES FORCES EN EUROPE SELON LES DEUX ALLIANCES

	PACTE DE VARSOVIE		ALLIANCE ATLANTIQUE	
	Selon l'OTAN	Selon Moscou	Selon Moscou	Selon l'OTAN
Effectifs totaux (1)		3 573 100	3 680 200	
dont URSS		2 468 000		
Etats-Unis		593 000		
France		442 500		
RFA		495 000		
Chars	51 500	59 470	30 690	16 384
dont URSS	37 000	41 580		
Etats-Unis			6 980	1 800
Missiles antichars	44 200	11 485	18 070	18 240
dont URSS	38 500	8 840		
Etats-Unis			4 940	3 300
Transports de troupes blindés	93 400	70 330	48 900	40 814
dont URSS	64 000	46 000		
Etats-Unis			7 590	6 580
Avions de combat	8 250	7 876	7 130	4 077
dont URSS	6 060	5 965		
Etats-Unis			1 980	800
Hélicoptères	3 700	2 785	5 270	2 519
dont URSS	2 850	2 200		
Etats-Unis			2 180	700
Missiles tactiques		1 608	136	
dont URSS		1 121		
Etats-Unis			36	
Gros navires de surface		102	489	
dont porte-avions		2	15	
navires porte-avions				
de missiles		23	274	
de croisière		24	84	
Navires d'atterrissage				
Sous-marins		228	200	
dont nucléaires		80	76	

1) Ces chiffres incluent, selon la communication de Moscou, les effectifs des trois armes, la défense antiaérienne, les arrières, la défense civile, le commandement et le renseignement. Ils ne comprennent pas par conséquent les troupes de l'extérieur ni les garde-frontières, qui dépendent du comité de la sécurité d'Etat (KGB).

Les estimations fournies par l'alliance sont contenues dans le document publié en novembre 1988 sous le titre « Forces classiques en Europe : les faits ». Les pays de l'OTAN ne donnent alors, en ce qui concerne les effectifs, qu'un décompte des seules forces terrestres. Le total équivaut à 3 090 000 hommes pour le pacte de Varsovie et à 2 193 593 hommes pour l'OTAN. Ancien chiffre n'était donné pour les effectifs et les matériels des forces navales.

### REVENUS 1988

### CALCULEZ VOS IMPOTS

36.15 F M

en février, sur présentation de cette annonce

**Votre 405 Break**  
suivant modèle de votre choix  
avec l'intérieur en CUIR  
**GRATUIT**  
(sièges et panneaux de portes)

- les avantages d'un break
- le raffinement du cuir

la griffe du lion

**NEUBAUER**  
PEUGEOT

227, bd. Anatole-France 93300 ST-DENIS ☎48.21.60.21  
4, rue de Châteaudun 75009 PARIS ☎42.85.54.34



## Proche-Orient

« Ouverture » israélienne

### M. Fayçal Hussein, personnalité palestinienne proche de l'OLP, a été libéré

JÉRUSALEM  
de notre correspondant

Il ne saurait y avoir d'élections dans les territoires occupés sans l'agréement préalable de l'OLP. Tel est le message qu'a martelé, le dimanche 29 janvier, un des dirigeants nationalistes palestiniens les plus respectés de Cisjordanie, M. Fayçal Hussein. Tout juste sorti de prison à l'issue d'une peine de six mois de détention administrative, M. Hussein a adressé cette mise en garde aux responsables israéliens délégués à l'« leadership palestinien de l'intérieur » propre à la Cisjordanie et à Gaza, aux lieux et places de l'OLP et de ses dirigeants de l'extérieur.

Eternellement souriant et courtois, gros pull de laine et sac de voyage dans chaque main, le front dégarni et le teint rosé, Fayçal Hussein était attendu en fin de semaine par un grand nombre de journalistes qui avaient planté leurs caméras à la porte de la prison de Kfar-Yona (nord de Tel-Aviv). Un accueil de notables : c'est que l'homme passe pour être l'un des principaux représentants de l'OLP dans les territoires et que sa stature n'a cessé de grandir au fil des mois de détention.

Voilà près de deux ans qu'il était emprisonné sans avoir jamais été présenté à un juge, le gouvernement ayant automatiquement reconnu contre lui une sanction de six mois de détention administrative. On lui prête la paternité de l'idée d'une

« déclaration d'indépendance palestinienne », qui fut officiellement reprise et acceptée par l'OLP. Il pesa encore pour avoir été l'un des principaux avocats de la ligne « modérée et réaliste » entérinée en novembre lors du Conseil national palestinien d'Alger. Agé de quarante-huit ans, M. Hussein appartient à une des plus grandes familles de Jérusalem. Il est le fils d'Abdelkader Hussein, chef militaire tué à la bataille du Castel, au nord-ouest de Jérusalem, lors de la guerre de 1948.

Contacts en prison  
avec un collaborateur  
de M. Rabin

A leur manière, les autorités ont conforté son prestige : au moins une fois, la semaine passée, Fayçal Hussein a reçu la visite en prison de M. Shmuel Goren, le haut fonctionnaire israélien chargé des territoires occupés et l'un des principaux collaborateurs du ministre de la défense, M. Itzhak Rabin. Selon la rumeur, il s'agissait de souder M. Hussein sur une récente proposition de M. Rabin : organiser des élections en Cisjordanie et à Gaza après une période de calme de quelques mois, afin de désigner les représentants palestiniens devant participer, avec la Jordanie, à des négociations sur l'avenir des territoires.

Pour M. Rabin, de telles négociations doivent déboucher sur un retrait israélien et l'établissement

d'une confédération jordanopalestinienne. Sans récuser le principe d'élections, M. Hussein a expliqué qu'elles supposaient l'« agrément » de l'OLP, à qui il revient de décider de la manière d'atteindre ses objectifs — l'autodétermination et « la création d'un Etat qui nous soit propre » : un tel scrutin « devrait être organisé sans préconditions israéliennes et supervisé par l'ONU ».

La proposition de M. Rabin n'a pas été approuvée par le cabinet — ni d'ailleurs rejetée. Elle relèverait d'une initiative du ministre, soutenus tout à la fois de l'armée, de l'immobilier du gouvernement, de

faire un geste à l'égard des Palestiniens (la libération de M. Hussein va dans ce sens) et de répondre à la grappe, ainsi qu'au pessimisme de l'état-major qui ne cesse de répéter qu'il ne peut y avoir de « solution militaire » au soulèvement dans les territoires.

Sans qu'il ait été marqué par des affrontements particuliers ou un regain de mobilisation notable, le week-end s'est soldé par un nombre important de victimes palestiniennes : un mort et plus d'une vingtaine de blessés par balles (dont un garçon de huit ans).

ALAIN FRACHON.

LIBAN : selon M. Velayati

### Un accord serait intervenu pour mettre fin aux combats entre milices chiites

Un accord « définitif » pour mettre fin aux combats entre le mouvement chiite Amal (prosyrien) et le Hezbollah (pro-iranien) a été conclu dans la nuit de dimanche 29 à lundi 30 janvier, a annoncé à la presse le ministre iranien des affaires étrangères, M. Ali Akbar Velayati. Celui-ci a indiqué, au terme d'une réunion de plus de quatre heures avec une délégation du Hezbollah au siège du ministre syrien des affaires étrangères, que les dirigeants des deux formations

chiites rivales avaient « accepté cet accord qui sera signé lundi sans aucune condition ».

Selon M. Velayati, cet accord comprend « plusieurs sujets importants », notamment « un cesse-le-feu et une coopération entre les deux formations au Liban sud », d'où les miliciens chiites mènent leurs attaques contre Israël et sa milice auxiliaire de l'Armée du Liban sud (ALS). — (AFP.)

## Vladimir VOLKOFF



### Vladimir Volkoff



ROMAN  
Éditions de Falaise  
L'Age d'Homme

“Et malgré vos pals, et vos knouts, et l'incertaine sainteté du petit père le tsar, votre nouveau roman est splendide.

Cela se passe dans les siècles russes que nous connaissons mal, en un moment précis dont nous ignorons tout (hormis quelques noms de personnages d'opéra) ; cela raconte la parabole déraisonnablement russe du valet de chiens qui devient boyard et du jeune homme qui perd son âme pour sauver l'empire.

Avec sorcières, higoumènes, ambassadeurs jésuites.”

Patrice de Plunkett “Le Figaro Magazine”

## Amériques

SAINT-DOMINGUE : le « scandale des braceros »

### Le trafic clandestin de main-d'œuvre haïtienne se poursuit

Le tragique séisme de la route qui a provoqué la mort de quarante-sept travailleurs saisonniers haïtiens, vendredi 27 janvier près de Saint-Domingue, est plus qu'un sanglant fait divers. En dépit des dénégations officielles dominicaines, il prouve que le trafic clandestin de main-d'œuvre haïtienne à destination des plantations sucrières de la République voisine n'a pas cessé. Les témoignages des quelques survivants sont accablants.

SAINT-DOMINGUE  
de notre envoyé spécial

Capturés par des patrouilles militaires dominicaines ou vendus par des « négriers » qui opèrent dans la zone frontalière, les ouvriers agricoles victimes de l'accident avaient été regroupés à la garnison de Dajabon, un poste frontière dominicain situé au nord de l'île.

De nuit, ils avaient été entassés comme du bétail sur un semi-remorque qui, selon son propriétaire, devait les décharger dans les plantations sucrières du Conseil d'Etat du sucre (CEA), un organisme public.

Deux militaires dominicains, dont un a péri dans l'accident, surveillaient le convoi. L'un des rescapés, Antoine Pierre, a affirmé que, durant le trajet, le chauffeur n'a cessé de boire du rum. A une trentaine de kilomètres de Saint-Domingue, le camion a fait une embardée et s'est retourné en contrebasse de la route, écrasant plus de la moitié de sa cargaison humaine. La lenteur des secours devait alourdir le bilan : plusieurs blessés ont péri avant qu'une grue ne parvienne à dégager la carcasse du camion.

Le CEA a immédiatement tenté de décaler sa responsabilité, affirmant dans un communiqué que le camion ne lui appartenait pas et qu'aucun contrat n'avait été signé avec les victimes haïtiennes. Pour la Centrale générale des travailleurs (CGT), le principal syndicat dominicain, ce démenti n'en est pas moins un « mensonge ». « Ce drame prouve que le trafic nocturne de coupeurs de canne se poursuit, avec la complicité et la participation des autorités civiles et militaires des deux côtés de la frontière », a conclu Francisco Antonio Santos, le secrétaire général de la CGT.

Coups  
de filet

Certes, les modalités de recrutement des coupeurs de canne haïtiens, les braceros, ont changé depuis la chute du dictateur Jean-Claude Duvalier, mais elles s'apparentent toujours à la traite, qui alimentait les plantations sucrières de l'île il y a trois siècles. Jusqu'en 1985, un contrat bilatéral régissait l'engagement des quinze mille à vingt mille braceros haïtiens nécessaires pour la récolte de la canne dominicaine, pour le plus grand bénéfice de la famille Duvalier. Depuis 1986 le contrat n'a pas été renouvelé et le recrutement se fait clandestinement.

En Haïti, rebatteurs et passeurs s'enrichissent avec la complicité récurrente des autorités chargées de

surveiller la frontière. Au moment de l'ouverture de la *zafra* (la récolte de la canne), l'armée dominicaine multiplie d'autre part les rafles dans les régions où sont concentrés les quelques cinq cent mille ou six cent mille Haïtiens — les chiffres varient selon les sources — vivant illégalement en République dominicaine. La brutalité de ces coups de filet, au cours desquels il n'est pas rare que les misérables mesures des Haïtiens soient détruites, a été dénoncée en diverses occasions, notamment par l'Eglise catholique.

Les Haïtiens sont vendus aux exploitations sucrières, publiques ou privées. Selon le témoignage d'un prêtre catholique de Barahona, au sud-ouest de Saint-Domingue, le prix d'un *bracero* oscille entre 10 et 15 dollars. Les travailleurs de la canne vivent sur les plantations dans de misérables baraquas, les *bateys*, dans des conditions qui n'ont guère évolué depuis l'époque de l'esclavage. Un bon coupeur de canne ne gagne guère plus de 40 à 50 dollars par mois pour un travail épuisant, sous la surveillance de gardes armés. Privés de revenus pendant la saison morte, beaucoup s'engagent sur les exploitations privées de café, de riz ou de cacao, où le travail est généralement un peu mieux payé.

Le « scandale des braceros » a été plusieurs fois dénoncé à l'étranger. Ainsi, en février dernier, le département d'Etat américain a stigmatisé le comportement de son proche allié dominicain et plusieurs organisations canadiennes ont lancé un mouvement de boycottage des plages dominicaines. Autre condamnation, en mars dernier, celle de l'Organisation internationale du travail (OIT). Les autorités dominicaines se sont alors engagées à améliorer les conditions de vie des braceros.

Le président du CEA, Carlos Morales Troncoso, qui est également vice-président de la République dominicaine, a même affirmé, à la fin du mois d'octobre, que les plantations ne recruteraient pas de coupeurs de canne étrangers et annoncé une amélioration des conditions de vie et des salaires propres, selon lui, à attirer les Dominicains vers les champs de canne. Le président Joaquín Balaguer a, pour sa part, décidé de créer une commission chargée d'enquêter sur la situation des travailleurs de la canne à sucre.

Déclarations qui n'ont guère été suivies d'effets. Et, comme le souligne Bernardo Vega, historien et économiste dominicain, « le véritable problème, c'est la survie de l'industrie sucrière. Vouloir la rendre viable sur la base de la capture et de l'exploitation d'Haïtiens ne peut que conduire à des conflits internationaux et ternir l'image du pays ».

JEAN-MICHEL CAROIT.

**Revue d'études Palestiniennes**

**AU SOMMAIRE DU N° 30**  
La déclaration d'indépendance de l'Etat de Palestine  
**ABOU IYAD**  
Pour la justice, pour la paix (entretien)  
**ZIAD ABU-AMR**  
Le débat interpaletinien à la veille du CNP  
**IMTIYAZ DIAB**  
L'eau : témoignages du peuple de l'Intifada  
**SIMONE BITTON**  
Democratie des uns, destins des autres  
**DOSSIER**  
Les élections à la 12<sup>e</sup> Knesset  
**PIERRE VIDAL-NAQUET**  
Pour un ami disparu : Hommage à Marcel Liebman  
**KAMAL BOULLATA**  
Les enfants palestiniens recréent le monde  
**MAHMOUD SOURID**  
L'Institut des études palestiniennes, 25 ans après

Ce numéro : 57 F - Abonnements 1 an (quatre numéros) : 190 F  
Éditions (sur justification) : 150 F  
Régime de vente des Éditions de Minuit (CCP Paris 180-43 T)  
Revue trimestrielle publiée par l'Institut des études palestiniennes  
Diffusion : les Éditions de Minuit - 7 rue Bernard Palissy - 75006 Paris

(Publicité)  
LEÇON DE M. JOSEPH SITRUK  
grand rabbin de France  
LA RELATION AVEC SON PROCHAIN :  
POUR QUEL MALADIE ?  
Mardi 31 janvier 1989  
à 20 h 30  
CENTRE RACHI  
30, boulevard de Port-Royal,  
75005 PARIS  
Tél. 43-31-75-47  
P.A.E.

حزب من اليمين

# Politique

## Les élections partielles

### Les succès de la « majorité présidentielle » compensent les échecs du PS

Le Conseil constitutionnel avait annulé les résultats de sept élections législatives. Le bilan se traduit pas un soldé positif pour le seul Parti communiste : en effet, il a conservé, dimanche 29 janvier, la onzième circonscription de la Seine-Saint-Denis après avoir gagné la neuvième aux dépens du Parti socialiste. De plus, le PS a échoué en Meurthe-et-Moselle face au RPR. En revanche, deux candidats auxquels il avait apporté son soutien l'ont emporté : ainsi à Wallis-et-Futuna, le candidat de la majorité présidentielle a battu le sortant invalidé RPR, et Bernard Tapie a pris sa revanche sur l'UDF Guy Teissier dans les Bouches-du-Rhône. Dans l'Oise, l'opposition avait conservé sans difficulté ses deux sièges. De même, l'élection législative partielle dans l'Isère, rendue nécessaire par la

démission d'Alain Carignon, s'était soldée par le succès de son poulain.

Le Conseil constitutionnel devrait de nouveau être sollicité : Jean-Claude Gaudin a annoncé qu'un recours devrait être déposé. De cette série de législatives partielles, c'est indubitablement le résultat de Marseille qui était le plus attendu. Le succès du président de l'OM modifié, en effet, les données des municipales dans la cité phocéenne. D'abord parce qu'elle est un échec pour le chef de file de la droite locale qui s'était engagé aux côtés de Guy Teissier. Ensuite parce que même si, à la veille du scrutin, Michel Pezet jugeait que Bernard Tapie était « hors jeu » comme candidat de réconciliation avec Robert Vigouroux, Bernard Tapie s'est fixé

comme nouveau pari l'union de la gauche pour la bataille de mars prochain. Enfin, il semble à l'évidence que les électeurs du Front national et du Parti communiste n'ont pas suivi les consignes d'abstention et de vote blanc.

Le PS a, en tous les cas, tenu à se féliciter, dès dimanche soir, du succès de Bernard Tapie. Son secrétaire national adjoint aux élections, Gérard Legall considère qu'il « illustre la bonne santé des diverses composantes de la gauche électorale (socialistes, majorité présidentielle et communistes) et la solidarité de la discipline républicaine au sein de l'électorat ». Il voit dans ces résultats « autant de réponses cinglantes à tous ceux qui, durant la dernière période, ont

cherché à discréditer la gauche et à affaiblir le président ».

Le PS, en tant que tel, a enregistré dimanche un succès cantonal avec le gain d'un siège en Ile-et-Vilaine. Toutefois, au premier tour d'une autre cantonale partielle, dans l'Isère, il enregistre un recul et, dans un canton de l'Hérault favorable à la droite, son représentant, s'il fait un peu mieux qu'il y a quatre ans, n'a guère bénéficié de la plus grande mobilisation électorale, à l'inverse de son concurrent. Comme à Marseille et malgré les consignes d'abstention données par le FN, le candidat de la droite classique a bénéficié, à Montpellier, d'un apport non négligeable de l'électorat de la droite extrême.

ANNE CHAUSSEBOURG.

### Elu député, M. Tapie prêche la réconciliation entre M. Pezet et M. Vigouroux

MARSEILLE  
de notre correspondant régional

« Je vous avais promis qu'on gagnerait, et nous avons gagné. Vous ne le regretterez pas. Je vous rendrai fier. Demain, le travail commence, on est capable de changer les choses. On va les changer. » Au soir de sa victoire, dans les locaux du stade vélodrome de Marseille, Bernard Tapie a tracé à la foule de supporters qui l'ovationnaient un chemin lumineux. Le nouveau député des Bouches-du-Rhône a incontestablement remporté un succès méritoire et propre à galvaniser la gauche à Marseille.

Comme il l'a rappelé, M. François Mitterrand n'avait obtenu dans cette circonscription, au premier tour de l'élection présidentielle, que 27,8 % des suffrages exprimés et avait été devancé de plus de quatre points par M. Chirac au second.

Il doit d'abord ce succès à lui-même, à sa combativité et à l'organisation méthodique d'une campagne qui, surtout entre les deux tours (le Monde du 28 janvier), a été menée avec des moyens beaucoup plus efficaces que ceux de son adversaire. Dans un contexte politique et social qui lui était plus défavorable qu'en juin 1988, il est parvenu à imposer son image de gagnant et à accrédi- ter l'idée auprès des électeurs qu'il serait plus influent que le candidat de l'opposition — relégué au rang de politicien sans envergure — pour défendre les intérêts de Marseille.

A l'issue du premier tour, les deux adversaires étaient sensiblement sur la même ligne. Ils connaissaient des problèmes identiques de report de voix, puisque le PC et le FN appelaient l'un et l'autre leurs électeurs à l'abstention ou au vote blanc. L'augmentation très sensible de la participation électorale rend difficile l'analyse du scrutin. D'un tour à l'autre, il y a eu 4 745 votants supplémentaires (soit 7,52 points). Bernard

Tapie obtient pour sa part 2 430 suffrages de plus que le total des voix de gauche du premier tour, alors que le gain de Guy Teissier, par rapport au total de la droite et de l'extrême droite, n'est que d'un peu plus de deux mille voix. Comme la comparaison effectuée sur une dizaine de bureaux-tests le laisse supposer, la déperdition des voix de part et d'autre a été plus limitée que celle que redoutaient les deux candidats.

Du côté communiste, il semble que la discipline républicaine l'ait emporté sur les réticences politiques et les consignes partisans. De même, le réflexe du vote à droite paraît avoir été plus fort parmi les électeurs du Front national que leur sentiment de frustration.

#### « Un peu plus d'affairisme »

L'hostilité du PC n'a en tout cas pas désarmé à l'égard de Bernard Tapie : « Un député de droite remplace un autre député de droite : c'est un peu plus d'affairisme dans la vie politique marseillaise et un jour sombre pour Marseille », a affirmé Guy Hernier, député communiste.

Un important chassé-croisé d'abstentionnistes paraît, d'autre part, s'être produit entre les deux tours. Il n'est pas exclu qu'une fraction dure des deux extrêmes ait renversé ses votes pour précipiter la défaite de son candidat « naturel ». On constate, d'autre part, une nette augmentation des bulletins blancs et nuls, qui ont plus que triplé : 309 au premier tour contre 1 029 au second. Bernard Tapie, quoi qu'il en soit, semble avoir réussi à mobiliser l'électorat socialiste « attentiste » du premier tour et à ajouter les voix d'une partie de l'électorat modéré infidèle à Guy Teissier.

Sa victoire est-elle pour autant celle de l'ouverture et de la société civile, comme il l'a proclamé et comme s'en est également félicité le maire de Marseille, M. Robert Vigouroux ? Faut-il la considérer a fortiori comme un désaveu des hommes politiques ? Le succès très relatif des candidatures d'ouverture aux dernières élections législatives incite plutôt à penser que la performance de Bernard Tapie est un cas particulier. Elle apparaît, en l'occurrence, étroitement liée à son aura médiatique et à sa forte personnalité, sans oublier l'avantage qu'il a retiré de sa qualité de président de l'OM. Il était sans doute le seul capable de remporter cette bataille difficile. Si, en effet, il s'est présenté avant tout comme un candidat de la société civile et de la France unie, il a conduit sa campagne en usant de recettes politiques éprouvées. Il est toutefois risqué de tirer de ce scrutin des enseignements définitifs pour les prochaines municipales à Marseille. « Nulle part ailleurs à Marseille », a lancé M. Tapie à ses partisans, « ils [ses adversaires de droite] ne gagneront ».

Au cours d'une conférence de presse, il reprenait ce thème en estimant que « le camp d'en face avait joué toutes ses cartes pour la bataille des municipales (...), car finalement, soulignait-il, comment voulez-vous que la droite gagne du terrain là où la gauche est majoritaire alors qu'elle vient de perdre là où elle était elle-même majoritaire. Cela veut dire qu'elle n'a plus de

territoire à elle. C'est maintenant la gauche à Marseille qui a le destin de la ville entre ses mains ».

La 6<sup>e</sup> circonscription des Bouches-du-Rhône, qui englobe le neuvième arrondissement et une partie des dixième et onzième arrondissements, était, il est vrai, favorable à la droite. Mais elle ne coïncide pas avec le 5<sup>e</sup> secteur municipal, qui comprend les neuvième et dixième arrondissements et leur totalité. On peut penser que la victoire de Bernard Tapie aurait été beaucoup plus malaisée, sinon impossible, sans les dix bureaux du onzième arrondissement favorables à la gauche où il a obtenu 868 suffrages de plus que Guy Teissier alors qu'il a été élu avec 623 voix d'avance.

Le président de l'OM a raison en revanche d'insister sur le fait que son adversaire a donné à sa campagne un tour exclusivement municipal en misant sur le projet de Jean-Claude Gaudin pour un million de Marseillais, généreusement distribué aux électeurs.

D'autre part, Jean-Claude Gaudin s'est personnellement engagé aux côtés de Guy Teissier, intervenant même à sa propre campagne pour l'aider sur le terrain. La défaite du candidat de l'opposition est donc aussi la sienne et contribue certainement à le déstabiliser à cinq semaines des municipales. Mais, comme le chef de file de la droite marseillaise l'a fait remarquer, « les municipales se déroulent par secteurs, selon un scrutin majoritaire qui doit permettre au courant porteur de sortir vainqueur ». Précision importante donnée au passage par M. Gaudin : « Cette élection n'entraînera aucune révision de notre stratégie municipale et aucune remise en cause d'alliances ». Ce qui signifie qu'il n'a pas l'intention, malgré la démonstration qu'a voulu lui imposer le Front national de conclure un accord avec ce parti.

#### L'exemple de Michel Rocard

On attendait surtout, enfin, la position que prendrait Bernard Tapie, lui-même, sur les municipales et sur l'affrontement entre M. Vigouroux et M. Pezet. Il a été à l'égard très clair : « J'avais toujours dit que ce n'était ni à un non-socialiste d'arbitrer entre deux socialistes marseillais. Cela reste vrai, je n'ai pas à participer à ce choix ».

Le nouveau député a de plus précisé que s'il y avait deux listes concurrentes, il ne figurerait sur aucune. « Je voudrais formellement, a-t-il ajouté, qu'il ne reste qu'un seul titulaire et que, derrière, tout le monde s'engouffre dans cette victoire ».

Interrogé sur les probabilités d'une réconciliation entre M. Vigouroux et M. Pezet, il a cité l'exemple de Michel Rocard qui, « quelques mois avant l'élection présidentielle, disait qu'il se présenterait et qu'il ne reviendrait pas sur sa décision. François Mitterrand n'était pas encore candidat. Et aujourd'hui, Rocard est premier ministre de François Mitterrand ».

Cela veut dire que tout est possible, et je pense que c'est possible. La victoire ne peut venir que si l'ensemble des composantes de la gauche se réunit. Mon seul souci maintenant va être de faire en sorte que, pour cette gauche, il y ait union. J'ai joué ce pari-là. Il faut que j'arrive à le concrétiser... »

Ces déclarations de Bernard Tapie ont pleinement satisfait Michel Pezet, mais, dans l'entourage de Robert Vigouroux, certains

espéraient que l'homme d'affaires ferait preuve de moins de neutralité.

GUY PORTE.

[Né le 26 janvier 1943 à Paris, M. Bernard Tapie, d'abord ingénieur électronique, crée en 1979 le groupe Bernard Tapie. Rachetant à bas prix ou pour un franc symbolique et restructurant ensuite pour les démanteler et les revendre un certain nombre d'entreprises en difficulté, dites « canards boiteux », M. Tapie donne en quelques années à son groupe une surface financière importante. La Vie Claire, Terral, Teint, Acquis, Wangler, Wonder, Sait-Maxida, etc., entrent ainsi successivement dans la constellation de sociétés reprises par M. Tapie, appuyé par un groupe de banquiers. En août 1986, sur TF1, l'émission « Ambitions », en devenant la même année le président de l'équipe de football l'Olympique de Marseille, M. Bernard Tapie acquerra un surcroît de notoriété qu'il fait de lui, aux yeux de l'opinion publique, le symbole des hommes d'affaires « gagnants » entourés par une réussite spectaculaire. Gagner : tel est d'ailleurs le titre d'un livre publié par M. Tapie en 1986. Deux ans plus tard, ses attaches avec Marseille (l'OM et l'immense volier Phocée), son hostilité déclarée à l'égard de M. Jean-Marie Le Pen et des idées véhiculées par le Front national conduisent M. Tapie à se lancer, dans cette ville, dans l'arène politique.]

#### Les résultats

Inscr., 63 199 ; vot., 37 362 ; abst., 40,88 % ; suffr. expr., 36 333. MM. Bernard Tapie, maj. p. sout. PS, 18 478 (50,85 %) ; ELU. Guy Teissier, UDF-PR, c.g. c.m. de Marseille, 17 855 (49,14 %).

Premier tour du 22 janvier 1989 : Inscr., 63 199 ; vot., 32 617 ; abst., 48,39 % ; suffr. expr., 32 308. MM. Tapie, 13 489 voix (41,75 %) ; Guy Teissier, 12 638 (39,11 %) ; Ronald Perdomo, FN, 3 213 (9,94 %) ; MM. Eric Yeri, sans étiqu., 231 (0,71 %) ; Hyacinthe Santoni, div., 124 (0,38 %) ; Jean Soucheon, sans étiqu., 54 (0,16 %).

Second tour du 12 juin 1988 : Inscr., 63 391 ; vot., 45 842 ; abst., 27,68 % ; suffr. expr., 44 816. MM. Tapie, 22 450 (50,09 %) ; Tapie, 22 366 (49,90 %).

#### L'embellie de Marseille

(Suite de la première page.)

Le résultat de cette élection marseillaise indique en revanche que les électeurs, dans leur majorité, se montrent moins emportés que les hommes politiques par la tournante des affaires. Leur vote dans la sixième circonscription des Bouches-du-Rhône corrobore les indications du sondage de BVA publié par le Journal du dimanche daté 29 janvier : réservés, sans illusion sur le personnel politique, les Français ont plutôt tendance à renvoyer la gauche et la droite dos à dos (lire page 48).

Ce résultat apparaît porteur de deux leçons. La première s'adresse au Parti communiste. L'élection de M. Tapie représente une défaite pour M. Georges Marchais et ses amis. Leurs électeurs n'ont pas suivi leurs directives. C'est toute la stratégie du PCF qui se retrouve en porte à faux, puisque l'état-major communiste fonde ses espoirs dans la lutte contre l'influence électorale du PS, sur le contrôle de son propre électorat. La démonstration reste à faire.

La deuxième leçon concerne le Parti socialiste. L'homme qui vient de lui sauver momentanément la mise incarne la politique

### Seine-Saint-Denis : M. Asensi (PCF) conserve son siège

Inscr., 52 438 ; vot., 10 848 ; abst., 79,31 % ; suffr. expr., 8 689. M. François Asensi, PC, cons. mun. d'Aulnay-sous-Bois, 8 689 voix (100 %) ELU.

Le Conseil constitutionnel avait estimé que les résultats du premier tour des législatives de juin 1988 se trouvaient « affectés d'une incertitude qui (devait) entraîner l'annulation de scrutin ». Ainsi invalidé, M. Asensi devait pour cette partielle grande favori sur la candidature socialiste. Ce fut chose faite dès le premier tour, où il a devancé M. Robert Dray (PS) de 3 757 voix (sur les 17 seulement au total). Candidat unique au second tour, le conseiller municipal d'Aulnay-sous-Bois n'a guère modifié les électeurs de la circonscription de la Seine-Saint-Denis où sont situés les communes de Sevran, Tremblay-les-Gonesse et Villeneuve. L'abstention est en effet passée de 58,47 à 79,32 %.

Mais que M. Dray ait demandé à ses électeurs de reporter leurs suffrages sur M. Asensi, ce dernier recueille 249 voix de moins qu'au premier tour. En outre, le nombre des bulletins blancs et nuls est en nette augmentation : de 371 le 22 janvier, il est passé à 2 159, le 29 janvier.

Au premier tour, les résultats avaient été les suivants : Inscr., 52 446 ; vot., 21 780 ; abst., 58,47 % ; suffr. expr., 21 469. MM. Asensi, 8 938 voix (41,74 %) ; Robert Dray, PS, 5 181 voix (24,20 %) ; Sylvain Gazan, RPR, 3 982 voix (18,59 %) ; Roger Holsbre, FN, 2 564 voix (11,97 %) ; M<sup>me</sup> Cécile Dumas, div., 682 voix (3,18 %) ; M. Marc Fanny, FOE, 62 voix (0,28 %).

Le 12 juin 1988, M. Asensi, alors également candidat unique, avait obtenu 15 441 voix sur 15 441 suffrages exprimés, 22 551 votants (abst., 56,55 %) et 52 278 inscrits.]

#### Trois scrutins cantonaux

HÉRAULT : canton de Montpellier III (2<sup>e</sup> tour).

Inscr., 24 171 ; vot., 10 498 ; abst., 56,56 % ; suffr. expr., 10 152. MM. Jean-Pierre Grand, RPR, m. de Castelnau-le-Lez, 6 322 voix (62,27 %) ; ELU. Pierre Varray, PS, cons. mun. de Castelnau-le-Lez, 3 830 (37,72 %).

(La participation qui avait été insuffisante au premier tour pour permettre l'élection de M. Grand (dont le score était certes supérieur à 50 % des suffrages exprimés mais inférieur au quart des inscrits) a augmenté de plus de trois points d'un tour de scrutin à l'autre.)

Succédant à M. René Couvelhaes (RPR), député, maire de la Grande-Motte, départementnaire pour cause de cumul des mandats, M. Grand, âgé de trente-huit ans, secrétaire départemental du RPR, obtient 1 263 suffrages de plus qu'au premier tour. Son adversaire socialiste en recueille deux cent trois de plus que le total de gauche du premier tour. Non seulement M. Grand a bénéficié d'une plus grande mobilisation électorale, mais également du renfort des électeurs du FN, qui avait précédé l'abstention.

Au premier tour, les résultats avaient été les suivants : Inscr., 24 173 ; vot., 9 682 ; abst., 59,84 % ; suffr. expr., 9 498. MM. Grand, 5 059 voix (53,26 %) ; Varray, 2 866 (30,47 %) ; M<sup>me</sup> Hélène Couvelhaes, FN, 812 (8,54 %) ; M. Jean Aubert, PC, 761 (8,01 %).

En mars 1985, M<sup>me</sup> Couvelhaes avait emporté au second tour avec 8 408 voix (64,73 %) contre 4 589.

(52,26 %) à M. Michel Georgieff (PS) sur 12 968 suffrages exprimés, 13 634 votants et 21 812 inscrits.)

ILE-ET-VILAINE : canton de Montfort-sur-Meu (2<sup>e</sup> tour).

Inscr., 13 614 ; vot., 8 580 ; abst., 36,97 % ; suffr. expr., 8 455. MM. Victor Pénichat, PS, 2 246 voix (26,34 %) ; ELU. Jacques Pélorge, UDF-CDS, m. de Montfort, cons. rég., 4 209 (49,78 %).

(M. Pénichat, battu de six voix le 2 octobre dernier (scrutin annulé par le tribunal administratif le 24 novembre), l'emporte cette fois avec trente-sept suffrages d'avance. Le canton avait été représenté à l'Assemblée départementale par M. Roger Baudin (PS) de 1976 à septembre dernier (date à laquelle M. Baudin ne s'était pas représenté). M. Pélorge, maire du chef-lieu depuis 1971 et proche de M. Pierre Ménégaux, a augmenté de 214 voix son score du premier tour, tandis que M. Pénichat en a recueilli 601 de plus que le total de gauche du premier tour.)

Les résultats du premier tour avaient été les suivants : Inscr., 13 615 ; vot., 7 728 ; abst., 43,23 % ; suffr. expr., 7 649. MM. Pélorge, 3 622 voix (47,40 %) ; Pénichat, 3 377 (44,20 %) ; Gérard Aubaud, sans étiqu., 373 (4,88 %) ; Alfred Lecoq, cons. mun. de Montfort, 288 (3,50 %).

Le 2 octobre, M. Pélorge avait obtenu 3 718 voix (50,04 %) contre 3 712 (49,95 %) à M. Pénichat, sur 7 434 exprimés, 7 588 votants et 13 637 inscrits.]

ISÈRE : canton de Clesles (1<sup>er</sup> tour).

Inscr., 1 493 ; vot., 1 059 ; abst., 29,06 % ; suffr. expr., 1 045. MM. Pierre Ginel, RPR, cons. rég., 522 voix (49,95 %) ; Christophe Gontard, PS, 249 (23,82 %) ; M<sup>me</sup> Christiane Riboud, UDF, 236 (22,58 %) ; M. Jacques Grappe, PC, 38 (3,63 %) ; Il y a ballottage.

(Une seule voix a manqué au candidat du RPR, M. Pierre Ginel, pour accéder au second tour à Gabriel Riboud, UDF, vice-président du conseil général, décidé le 24 novembre dernier à la suite d'un accident automobile, à l'âge de soixante-huit ans. L'épouse de ce dernier et l'UDF remportaient le « droit de succession » dans ce canton où Gabriel Riboud avait été conseiller général pendant vingt-deux ans et où il avait obtenu en 1985 64 % des suffrages de la première tour.)

Dans ce canton très touristique de l'Isère, qui compte une forte proportion de résidences secondaires et où le nombre des électeurs inscrits — 1 493 — est supérieur à celui des habitants — 1 398 en 1985 —, le taux de participation a été particulièrement élevé pour une élection cantonale partielle : 70,93 %.

Les candidats de gauche enregistrèrent des reculs par rapport à 1985 : 23,82 % au lieu de 29,03 % pour le PS et 3,63 % au lieu de 6,44 % pour le PC.

Au premier tour des cantonales de mars 1985, les résultats avaient été les suivants : Inscr., 1 507 ; vot., 1 136 ; abst., 25,94 % ; suffr. expr., 1 071 ; Ginel, RPR, 691 voix (64,51 %) ; BEZOU, M<sup>me</sup> Germaine Valladon, app. PS, 311 (28,05 %) ; Claudine Bajard, PC, 69 (6,44 %).

ALAIN ROLLAT.

## Passages

le mensuel Passages et la mairie de Strasbourg organisent un colloque sur le thème :

"LES DISSIDENTS ET LA PERESTROÏKA"

le jeudi 2 février de 18 h à 20 h au palais des congrès à Strasbourg

avec :

Vladimir Markov, directeur de "Continent"  
Leonid Pionchuk, dissident ukrainien  
Alexandre Goulschov, journaliste  
Alexandre Zinoviev, logicien et écrivain  
Georgi Vladimov, romancier  
Natalia Gorbachevitch, poète, journaliste  
Dimitri Iakov, militant bulgare  
Marie-France Ionesco, militante roumaine, fille d'Eugène Ionesco  
Tania Petova, Présidente de la Ligue des Droits de l'Homme en Yougoslavie  
Miklos Vessarhely, leader de l'opposition hongroise  
Pavel Tigril, militant tchèque, publiciste et écrivain  
Gaila Ackermann, directrice de l'édition française de "Continent"  
Bogdan Lis, leader de solidarité  
Tamara Grigoriants, épouse de Sergueï Grigoriants rédacteur en chef de Glasnost

Avec Bernard Ullmann et Emilie Malet (Passages)

Sous la présidence de Marcel Radloff, sénateur maire de Strasbourg  
Débat animé par Daniel Riou, éditorialiste de D.N.A.



## Politique

Un week-end de polémiques sur les « affaires » Pechiney et Société générale

### Les socialistes défendent seuls leur « honneur collectif »...

Comme il est constant, le week-end politique a permis aux deux camps de déployer petites phrases et grandes déclarations : la gauche s'est avancée drapée dans la bannière de « la vérité » et [de] la justice, la droite a répondu en dénonçant « le torrent de fange » déversé par le premier ministre, après ses déclarations à la Radio-télévision. « La vérité et la justice », ce sont deux exigences pour lesquelles, quelles que soient les personnes en cause [...], nous serons intangibles. Cela a été dit au plus haut niveau, c'est clair et net. La nation a droit à cela, et de la part des socialistes elle l'aura », a déclaré M. Jean Poperen, dimanche 29 janvier, au cours du « Grand Jury RTL-Le Monde ».

Le ministre chargé des relations avec le Parlement a ironisé à propos des déclarations de M. Jacques Chirac au congrès du RPR : « On parle de climat délétère, mais on fait moins attention quand c'est le parti de M. Chirac qui est aux

affaires parce que cela paraît tellement sa seconde nature... c'est le parti du délit et des affaires. Pour nous, quand quelque chose se produit, alors que nous gouvernons, ça secoue les gens, et c'est un hommage rendu. Cela nous fait obligation d'être d'autant plus vigilants et plus exigeants sur la vérité, la justice ».

Pour sa part, le président de l'Assemblée nationale, M. Laurent Fabius, qui s'exprimait samedi soir à Berlin (Pas-de-Calais) devant des militants, ce qui est « choquant », c'est « d'un côté de l'argent trop facile et de l'autre l'argent trop difficile à gagner ».

Les « affaires » avaient également été évoquées devant la convention nationale du Parti socialiste, au moins autant que les négociations avec le PCF pour les élections municipales, qui en étaient le thème principal. Dans son rapport d'activité, M. Henri Emmanuelli, « numéro deux » du PS, a observé que « toute

perspective d'échec électorale suscite, quasi automatiquement, son cortège d'affaires », celles d'aujourd'hui prenant appui, selon lui, « sur le socle douteux d'un délit créé pour la circonstance et qui portera, désormais, le nom de « délit d'omission ». M. Emmanuelli a dénoncé ceux qui « cherchent à éradiquer la société d'économie mixte, pour voir fleurir sur ses ruines une société dite libérale où la spéculation financière, justement, serait reine », et il a appelé les socialistes à « réagir », en faisant en sorte que la vérité soit connue « sur le rachat de la société Triangle, certes, mais aussi sur les privatisations ».

M. Lionel Jospin a dénoncé l'« incroyable amalgame » par lequel les socialistes sont accusés d'affaires, à partir des « spéculations pseudo-économiques qui ont été effectuées par quelques individus », encore que cela reste à prouver. Soulignant qu'« aucun ministre, aucun responsable du Parti socialiste n'est concerné par

cette accusation », le ministre de l'éducation nationale a invité les socialistes à défendre leur « honneur collectif » et à « être pleinement aux côtés de M. François Mitterrand dans les semaines qui viennent ».

Pour M. Pierre Mauroy, la campagne sur les « affaires » vise, « d'abord », à « affaiblir le président de la République » et traduit le « découragement d'un mouvement politique [la droite], qui doit reconnaître que, désormais, l'identité et les chances de la France relèvent d'un président qui agit et qui réussit ». Après avoir exprimé au chef de l'Etat la « confiance », la « fidélité », l'« amitié » et l'« affection » des socialistes, le premier secrétaire du PS a souligné que sont aussi attaqués le gouvernement et le parti, les socialistes étant considérés comme « coupables par nécessité puisque leur projet politique est coupable ».

M. Pierre Guisot, l'un des animateurs du courant Socialisme et République, proche de M. Jean-Pierre Chevènement, a repris les mêmes arguments, mais il y a ajouté une interrogation sur « la place de l'argent » dans les « valeurs » des socialistes depuis le tournant de 1962-1963. « Réhabiliter l'argent dans un vieux pays catholique et rural, c'est ouvrir la voie à la corruption », a déclaré M. Guisot.

Enfin la convention du PS a adopté à l'unanimité une résolution demandant que « toute la clarté » soit faite sur les « affaires ».

### ... la droite invoque « l'image de la France »

A « l'honneur collectif » des socialistes, la droite oppose « l'image de la France ».

C'est la panique à Matignon !... s'est exclamé M. Alain Madelin. L'ancien ministre de l'Industrie a expliqué sur la 5 que « après l'image de la France qui a été un peu éblouie par ces scandales financiers, c'est l'image du premier ministre qui n'est pas bonne pour la communauté internationale ». Dans le Figaro, samedi 28 janvier, M. Alain Juppé avait du mal à contenir sa colère : « Le premier ministre n'a pas de leçons d'honneur à donner (...). La leçon est claire, c'est sous l'aiguillon de la presse et de quelques opposants décidés que le pouvoir a, peu à peu, été contraint de déclencher les procédures qui permettent de connaître la vérité ». M. Madelin a réchappé, en reprochant à M. Rocard d'avoir tenté de se convertir en ouvrant « le placard des vraies et des fausses affaires du passé ».

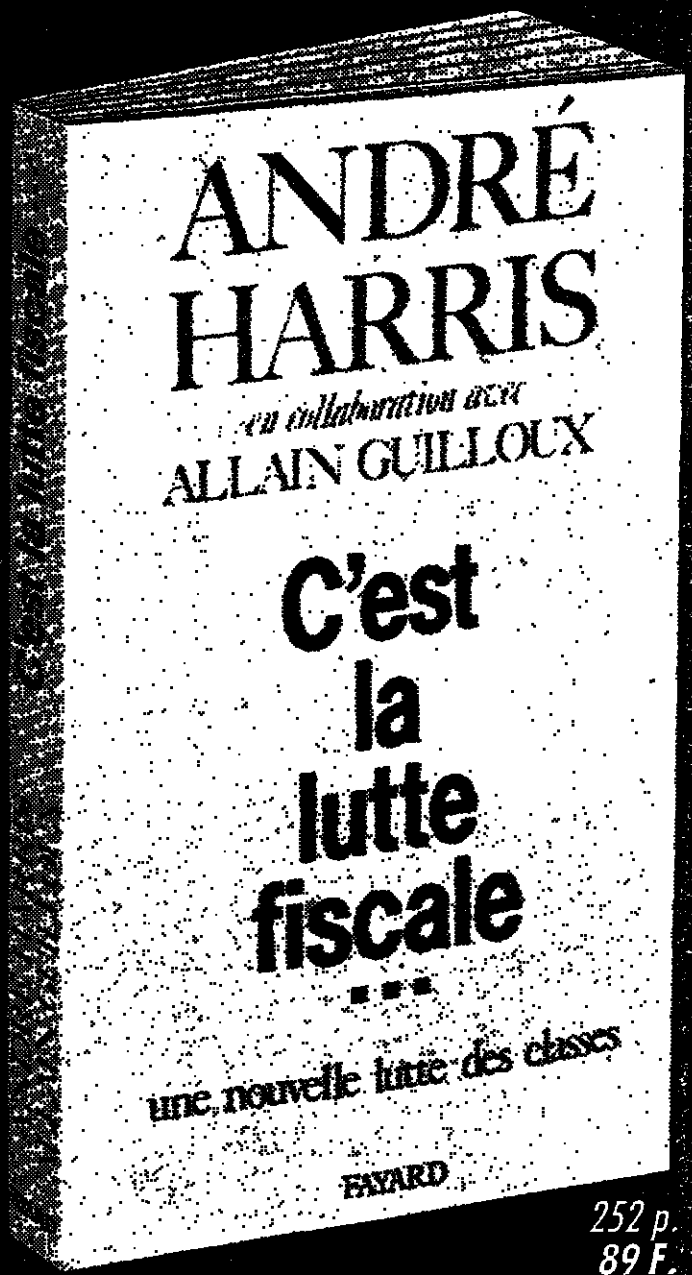
« Le gouvernement n'a, à la bouche, que le mot de lumière, mais, jusqu'à présent, sur l'affaire Pechiney, M. Bérégovoy a émis un flot de fumée et M. Rocard y ajoute des torrents de boue », a affirmé, samedi sur RTL, M. Alain Levasseur. Le porte-parole de l'UDF a insisté qu'en ne saisissant pas immédiatement la justice, « un mois a été perdu (...), un mois de plus permettant aux délinquants de s'organiser ».

M. Jean-Marie Le Pen se propose, quant à lui, de jouer les « monsieur propre » en faisant une « grande liste », afin que « les Français soient informés de la manière dont ils sont gouvernés ». Après avoir expliqué au cours du Forum RMC-FR 3, dimanche, qu'il y avait « un consensus franco-français à l'intérieur de la classe politique » à propos des « affaires », le président du FN a ajouté que les hommes politiques français jouaient à « je te tiens par la barbichette, tu me tiens par la remiflette. Si tu ne parles pas de l'affaire Châumet », nous on laissera tomber l'affaire Luchaire ». S'agissant du président de la République, M. François Mitterrand, M. Le Pen a déclaré : « le choix de ses amis implique une responsabilité, surtout quand il s'agit du chef de l'Etat (...), ce que je crains, c'est que M. Mitterrand s'inspire des mœurs des républiques bananières ». M. Le Pen a estimé également que « l'atmosphère d'affairisme règne aussi à l'échelon municipal (...). Beaucoup de maires se conduisent comme de petits tyrannaux, financent leurs campagnes par des commissions et des ristournes, exercent des pressions sur les activités économiques (...) ».

## CONTRÔLES FISCAUX: LA TRAQUE

Ils sont, ou ont été, inspecteurs-vérificateurs de situations fiscales... Ils avouent le grisant pouvoir de faire trembler chefs d'entreprise ou stars. Ils constatent ou dénoncent la toute-puissance du fisc contre les contribuables ordinaires (qui ne sont pas, il est vrai, tous innocents...). Ils expliquent leur formation et démontent les mécanismes qui transforment le contrôle fiscal en épreuve dont on réchappe rarement. A quelques semaines de la rituelle déclaration de revenus, voici de quoi faire trembler plus d'un contribuable...

Le Point



La fraude fiscale est la plaie de notre vieux pays incivique. Tout de même, les méthodes des inquisiteurs des finances sont bizarres ! Trop souvent les innocents sont crucifiés et les escrocs rigolent. André Harris met les pendules à l'heure... Un livre impitoyable.

Jean-François Dupaquier, L'Événement du jeudi

FAYARD

### « Je suis convaincu que la fuite vient de France » déclare M. Jean Gandois

Dans l'attente de la publication du rapport de la COB, certains acteurs de l'accord American Can-Pechiney ont choisi de s'expliquer sur leurs rôles dans cette affaire qui a débouché sur un délit d'initié.

C'est tout d'abord M. Jean Gandois, PDG de Pechiney, qui raconte dans le Figaro du lundi 30 janvier l'histoire et les rebonds de la négociation menée avec M. Nelson Peltz, le « vendeur » d'American Can, sous l'œil attentif du gouvernement français. M. Gandois a régulièrement tenu au courant celui-ci : dans le journal le feu vert. « En tout », déclare-t-il, dix notes ont été remises soit par moi, soit par M. Foltz, directeur général de Pechiney, soit par M. Vinciguerra, directeur financier. Les destinataires étaient MM. Dury, à l'Élysée ; Rocard, Vinciguerra et Prost à Matignon ; Bérégovoy, Boubill et Fernandez, aux finances ; Pautrat, Jouyet et Meunier à l'Industrie ».

Après avoir reçu la bénédiction de MM. Rocard, Bérégovoy, et Pautrat, M. Gandois s'est rendu, le 19 décembre, pour New-York afin d'y signer l'accord, le dimanche 20, à 10 heures du matin, heure de New-York, soit 16 heures à Paris. « Dès le 16,

le 17 et le 18 novembre, 220 000 titres s'étaient déchaînés à 10 dollars, alors que tout était joué, mais rien n'était bouclé. L'accord à 56 dollars n'était pas encore signé. D'où venait la fuite ? Après tout, tous les initiés avaient été triés sur le volet. J'ai une idée personnelle. Mais je ne peux pas le dire. Ce serait de la diffamation. Mais, sur ces quelques jours, je suis convaincu que la fuite vient de France ».

#### La question de M. Boubill

M. Alain Boubill, ancien directeur de cabinet du ministre des finances, a répondu, lui, aux questions posées par le Figaro de l'Expansion de lundi, et notamment à celle portant sur ses relations amicales avec l'intermédiaire, M. Samir Traboulsi : « Je me suis posé la question de savoir si je devais cesser toute relation avec M. Samir Traboulsi à partir du moment où je savais qu'il allait être le représentant de M. Nelson Peltz dans cette importante affaire. Après réflexion, j'ai considéré que maintenir le contact avec lui pouvait faciliter la conclu-

sion de la négociation de l'opération Pechiney-Triangle à laquelle Pechiney tenait beaucoup ».

M. Samir Traboulsi a démenti les propos que lui avait prêtés Nica-Matin dans son édition dominicale : « Il est vrai que je connais les dirigeants de l'International Discount Bank », la banque soupçonnée d'avoir acheté plus de quatre-vingt mille actions de Triangle, la maison mère d'American Can. M. Traboulsi estime qu'il s'agit-là d'une erreur de transcription de son interview, dans laquelle il reconnaît aussi avoir un compte chez l'intermédiaire suisse Socofinanc, par lequel avaient transité les ordres d'achat. « Mais c'est une coïncidence », a-t-il conclu.

Enfin, la Commission de Bruxelles a demandé aux autorités françaises de lui donner des informations sur la taille qu'occupera l'ensemble Pechiney-American Can sur le marché européen de l'emballage et sur l'accord de partenariat entre Pechiney et EDF. Cette enquête de routine n'a rien à voir avec les soubresauts boursiers ; la Commission veut s'assurer que les règles de la concurrence ne seront pas faussées par les accords signés par Pechiney.

### Au « Club de la presse » d'Europe 1

### M. Joxe : « Le gouvernement est composé de gens honnêtes »

M. Pierre Joxe, qui était dimanche 29 janvier l'invité du « Club de la presse » d'Europe 1, a répondu avec véhémence aux critiques de l'opposition et de la presse sur les « affaires ». Le ministre de l'Intérieur a notamment déclaré : « Après quelques semaines, je vois une seule affaire : l'affaire politique que monte une partie de la droite pour chercher à atteindre le président de la République, faute de pouvoir attaquer le gouvernement. C'est une formidable accusation qui vise à travers la colonne à attaquer le chef de l'Etat, qui n'est pas un homme d'argent (...). Aucun des ministres du gouvernement n'est impliqué dans ces affaires, aucun parlementaire socialiste. Ce gouvernement est composé de gens honnêtes qui n'ont rien à voir avec le boucaillage. Aucun d'entre nous n'a gagné de l'argent à la Bourse ».

Répondant au secrétaire général du RPR, M. Alain Juppé, qui avait parlé, à propos de la gauche française, de « la gauche la plus pourrie du monde », M. Joxe a accusé celui-ci d'avoir insulté des millions de Français, et, au-delà de la gauche, d'avoir insulté la France. La gauche française, a-t-il affirmé, est la plus respectée dans le monde. Elle inspire des hautes de libération nationale en Afrique ou en Asie ».

Contre-attaquant, le ministre de l'Intérieur a souligné : « Il n'y a pas dans ce gouvernement de gens qui ont des intérêts directs dans la grande finance et la grande industrie » alors que « la droite, quand elle était au pouvoir, a tout fait pour empêcher la transparence des opérations financières ». M. Joxe a notamment reproché à MM. Edouard Balladur, ancien ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, et Alain Juppé, ancien ministre du budget, d'avoir, de 1986 à 1988, « mené une politique profitable aux grands intérêts financiers ».

M. Joxe a pris, au passage, la défense de l'actuel ministre des finances : « Pierre Bérégovoy est un

ancien mécano. S'est-il enrichi ? Allez voir son appartement, ses meubles, regardez ses comptes, ses chaussures, ses chaussettes ! Pourquoi cherche-t-on à le déshonorer ? ».

En revanche, le ministre de l'Intérieur ne s'est pas solidarisé avec M. Roger-Patrice Pelat, l'ami de M. François Mitterrand. Il a même expliqué que le président de la République trouvait « très désagréable » que cet ami, « un homme d'affaires à la retraite, qui n'a jamais fait de politique, sauf une fois quand il a été conseiller de droite dans l'Essonne », soit mêlé à cette affaire.

Enfin, M. Joxe a souligné qu'il fallait attendre le rapport de la Commission des opérations de Bourse et l'enquête de la justice qui sera saisie ultérieurement, avant de porter des accusations : « La moindre des choses, a-t-il dit, c'est d'avoir des éléments de preuve ».

Interrogé sur sa candidature aux municipales à Paris, où il conduira la liste du PS, le ministre de l'Intérieur a indiqué qu'il avait envie d'être « conseiller de Paris » parce qu'il y a « beaucoup à faire » dans la capitale.

le journal mensuel de documentation politique après-demain Fondé par le Ligue des droits de l'Homme (non vendu dans les kiosques)

offre un dossier complet sur : LE MONDE ASSOCIATIF Envoyer 40 F (timbres à 2 F ou chèque) à : 47025-DESAIRE, 27, rue Jean Dauterive, 75014 Paris, en spécifiant le dossier demandé ou 160 F pour l'abonnement annuel (60 % d'économie, qui donne droit à l'envoi gratuit de ce numéro).

ALTERNATIVES ECONOMIQUES n° 64 février DOSSIER Comprendre la ville 17 F

هكذا من الامم



Viennent de paraître :

James Clavell  
La Noble Maison

Ya Ding  
Le Sorgho rouge

Catherine Nay  
Les sept Mitterrand

Alain Minc  
La Machine égalitaire

J.R.R. Tolkien  
Bilbo le hobbit

Colette  
L'Entrave

René-Jean Clot  
L'Enfant halluciné

Paul Morand  
L'Europe galante

D.H. Lawrence  
Fils et amants

BIBLIO/ROMANS  
Alfred Döblin  
Le Tigre bleu

Ernst Jünger  
Orages d'acier

BILINGUE  
Alan Sillitoe

Vengeance et autres nouvelles

Alberto Moravia  
Portraits de femmes

BIBLIO/ESSAIS  
Heinrich Wölflin  
Renaissance et baroque

Umberto Eco  
Lector in fabula

La culture est  
sans parti pris.



Le Livre de Poche

## Politique

### Le congrès extraordinaire du RPR,

#### M. Jacques Chirac plaide pour une liste unique de l'opposition aux élections européennes

La réforme des statuts du RPR a été approuvée lors du congrès extraordinaire du dimanche 29 janvier au Bourget par 96,82 % des suffrages exprimés contre 2,60 % et 0,82 % de bulletins blancs pour un total de 67 820 mandats portés par 3 057 mandataires. Les nouveaux statuts accroissent le nombre des représentants élus dans toutes les instances du mouvement au détriment des membres nommés. Ce congrès a été essentiellement consacré à la préparation des élections municipales avec la définition des thèmes de campagne et la description des actions que les candi-

dates et les élus locaux peuvent conduire dans ces domaines (le Monde du 28 janvier).

M. Alain Juppé, secrétaire général depuis le mois de juin, et tous les membres de l'équipe de direction qu'il a choisis parmi les jeunes élus du RPR ont pris la parole pour commenter des sondages, des films, des réalisations locales faites par les élus. En présence de trois anciens premiers ministres, MM. Jacques Chaban-Delmas, Maurice Couve de Murville et Pierre Messmer, MM. Juppé, Carignon, maire de Grenoble, Séguin, maire d'Épinal, et Sarkozy, maire de Neuilly, notamment, ont insisté sur la

nécessité de développer la « participation » à tous les niveaux, d'être « d'urgence proches et à l'écoute des besoins des citoyens » et de retrouver les préoccupations sociales du gaullisme.

Ces thèmes ont été repris par M. Chirac, qui a, de surcroît, lancé de pressants appels aux autres formations de l'opposition pour qu'elles maintiennent leur union pour les élections européennes. M. Balladur a fait de même tandis que M. Pasqua exaltait les valeurs « éternelles » du gaullisme et reprochait à M. Mitterrand de n'avoir pas de vision de l'avenir.

« Voilà pourquoi, pour la première fois dans l'histoire de la V<sup>e</sup> République, un septennat a commencé non pas comme une ère nouvelle, mais comme une fin de règne. Quand les gouvernements n'ont plus de route à proposer, le pays marche dans le vide, part à la dérive et sombre dans l'enfer. Il a perdu la foi en son destin. »

Il critique « le référendum avorté de 1984 sur l'école » et « le référendum avorté sur la Nouvelle-Calédonie ». Il lance, enfin : « Au milieu des gestionnaires de la décadence tranquille, soyons les militants de la renaissance française. »

Dans son discours de clôture, M. Jacques Chirac a notamment déclaré : « Il faut réaffirmer notre identité politique et assumer toute notre place au sein de l'opposition. Dans le climat délétère qui est celui de la France d'aujourd'hui, dit, bien entendu aux affaires, mais aussi, plus profondément, à une absence de ligne politique gouvernementale, à une absence de majorité au Parlement, ce qui donne lieu à des coalitions d'occasion et à une gestion gouvernementale à la petite semaine, je souhaite que nous soyons authentiquement nous-mêmes. »

M. Chirac a poursuivi : « Je demande à tous ceux avec qui nous avons lutté, travaillé, gouverné, qui se reconnaissent dans les mêmes valeurs de liberté et de progrès, et qui appartiennent aux différentes familles de l'opposition, de rester unis. Pour les municipales, c'est acquis, mais il faut y parvenir aussi pour les élections européennes. Dans ce domaine comme dans tous les autres, les différences, lorsqu'on les apprécie de bonne foi, sont plus des nuances que des divergences. Tout le monde le sait. Entre 1986 et 1988, nous avons conduit ensemble une politique européenne active et volontaire. Je souhaite que ces considérations politiques ne nous empêchent pas le souvenir de tout ce qui a été fait en commun et ne masquent pas l'identité de nos objectifs pour l'Europe comme pour la France. Je souhaite qu'une liste unique soit le symbole de cette communauté d'idées et le signe que nous sommes décidés à assumer ensemble les responsabilités qui incombent à l'opposition. Au-delà des échéances électorales, nous devons rester attachés à nos principes et notre identité politique et culturelle, être vigilants tout en étant constructifs, et nous préparer en réfléchissant, en travaillant en commun, à assumer à nouveau les responsabilités du pouvoir. »

#### Les trois leçons de l'échec

« Si nous ne restons pas fidèles à cette volonté d'union, faisant ainsi le jeu du gouvernement socialiste, nous ne pourrions pas, avant longtemps, faire triompher nos idées et proposer aux Français une alternative crédible. »

C'est dans cet esprit que j'adresse un appel amical et solennel à l'ensemble de l'opposition, à toutes ses composantes, afin que ses responsables prennent conscience des risques et de l'enjeu. »

Auparavant, M. Chirac avait lancé : « Nous devons faire de cette

période, qui a suivi mon échec à l'élection présidentielle, une période de réflexion et de préparation à l'action. » Il avait alors tiré trois leçons de cet échec : « La nécessité d'être proches des hommes et des femmes de notre pays ; la nécessité d'affirmer clairement nos idées, nos principes et l'idéal humaniste ; prendre toute notre place au sein de l'opposition. » Il avait aussi relevé que, « malgré le discours socialiste, on observe un malaise général dans notre société » et cite le malaise du service public et celui de l'enseignement.

#### La dérive et l'ennemi

M. Edouard Balladur, de son côté, affirme tout d'abord : « Il n'y a aucune incompatibilité entre une Europe forte et une France forte décidée à demeurer elle-même. L'Europe ne se bâtit pas sur des sentiments nationaux stériles, elle se renforce par le maintien des identités nationales. » Partisan de l'opposition, il ajoute : « Nous allons voter au mois de juin 1989, et cette élection nationale sera la dernière avant quatre ans. Si nous savons être tous unis, nous saurons démontrer que l'opposition est la force politique la plus importante dans notre pays. Si, en revanche, nous sommes divisés, nous susciterons chez nos compatriotes le découragement et nous ferons la preuve que nous n'avons pas tiré toutes les leçons des expériences passées. Tous nos électeurs veulent l'union. Nous devons tout mettre en œuvre pour que l'ensemble de l'opposition présente aux Français, dès le mois de juin 1989, une alternative crédible. »

M. Bernard Pons, ancien secrétaire général évoque « la transparence, la neutralité, l'honnêteté nécessaires de l'Etat » et dénonce « l'Etat non pour servir l'intérêt général mais pour édifier leur propre fortune en quelques jours, en quelques heures ». Et il ajoute : « Ceux-là mêmes qui hier faisaient profession de leur aversion pour l'argent, les thèses de l'Etat impartial sont aujourd'hui les auteurs ou les complices d'un affarisme débridé. Oui, ils ont montré leur véritable nature ! »

M. Charles Pasqua, évoquant « le caractère éternel de cet ensemble de valeurs qu'on appelle le gaullisme », sera le seul à viser directement M. Mitterrand en disant : « Tel n'est pas le cas du pouvoir

actuellement. Le président de la République n'a plus de projet pour la France parce qu'il n'a pas de vision de l'avenir. »

« Quarante ans durant, il a parcouru de long en large tout l'échiquier politique pour les besoins de sa carrière personnelle. Il a dit, il a fait tout et le contraire de tout en fonction des circonstances. A présent, arrivé au sommet, il est fourbu comme après l'ascension du rocher de Solutré. Il n'a plus rien à dire aux Français. C'est d'ailleurs ce « rien » qu'il a longuement développé dans la Lettre qu'il leur a adressée — et que le gouvernement applique à la lettre depuis neuf mois. »

## Sagesse

La perestroïka est peut-être en marche au RPR mais elle n'est pas encore totalement réalisée. Le congrès du dimanche 29 janvier constitue, sans doute, une étape sur cette voie, mais la « peau neuve » promise par M. Alain Juppé ne sera pas visible avant la fin de l'année, après la mise en œuvre des nouveaux statuts devant assurer davantage de démocratie et attirer de nouveaux adhérents. Cela pourrait se concrétiser lors des assises nationales de novembre où M. Chirac devrait être réélu président du mouvement, car personne ne doute désormais qu'il en sera ainsi. Consacré, formellement, au lancement de la campagne électorale municipale, ce congrès a voulu souligner à la fois la pérennité et la modernité des thèmes gaullistes en insistant sur la participation, sur la nécessité d'être davantage à l'écoute, sur la solidarité, sur l'importance des préoccupations sociales et sur le refus de toute dérive droite. Il s'agit, en somme, de réaliser le changement dans la fidélité, une rénovation sans reniements.

Mais ce congrès a surtout été l'occasion, pour M. Chirac, de se retrouver, pour la première fois depuis plus de huit mois, devant un vaste public de « compatriotes ». Si le maire de Paris n'a pas fait là, à proprement parler, sa « rentrée » politique, il a, cependant, cherché à montrer qu'il a surmonté l'épreuve subtile le 8 mai dernier. Pour la première fois, en effet, il a publiquement parlé de son « échec » à l'élection présidentielle, et il en a même tiré les quelques leçons. Bien que celles-ci soient présentées davantage comme une justification

que comme une autocritique, elles laissent espérer à ses partisans que l'ancien candidat à l'Élysée a pris la mesure de certaines lacunes et de quelques erreurs. Insistant sur la nécessité de l'union de l'opposition, il a présenté celle-ci comme la condition de son retour à la direction du pays, le jour venu. En se prononçant formellement, avec le soutien de M. Balladur et sous les applaudissements des congressistes, pour une liste unique aux élections européennes, M. Chirac a voulu aussi rejeter par avance sur ses partenaires la responsabilité d'une éventuelle rupture. Il a également clairement laissé entendre à ceux qui pouvaient en douter, qu'il ne renonce pas à jouer un rôle national dans l'avenir.

Ancré résolument dans l'opposition, tous les orateurs, en une sorte d'examen de conscience, ont surtout parlé de la « politique au quotidien » et de la « démocratie de proximité ». Aucun n'a adressé le moindre reproche aux autres formations de l'opposition ni évoqué les velléités d'émancipation prêtes à certains. De même les « affaires », hormis une furtive allusion de M. Chirac au « climat délétère » actuel, une pique de M. Pons et une tirade de M. Pasqua visant M. Mitterrand, n'ont pas été au centre de débats dont tout lyrisme et toute imprécation étaient absents.

C'est peut-être pour cela, et aussi parce qu'ils se sentent encore en convalescence après les traumatismes subis l'année dernière, que les congressistes du RPR ont, en définitive, été bien sages.

ANDRÉ PASSERON.

#### A Metz : union autour de M. Rausch, désunion à droite

Tandis qu'un accord a finalement été conclu entre la fédération socialiste de Moselle et M. Jean-Marie Rausch, maire de Metz et ministre d'ouverture chargé du commerce extérieur, le dialogue au sein de l'opposition UDF-RPR a tourné à l'aigre, depuis l'annonce officielle, samedi 28 janvier, de la candidature de M. Denis Jacquat (UDF-PR), député de la Moselle.

Ce dernier a, en effet, annoncé que M. Alain Heitner (RPR), conseiller régional et général, figurerait en deuxième position sur sa liste et que son comité de soutien allait être dirigé par M. Julien Schwartz (RPR), président du conseil général. C'est là une entorse aux accords nationaux signés, le 5 janvier, entre l'UDF et le RPR, qui prévoyait l'organisation de « primaires loyales » entre deux listes UDF et RPR respectivement conduites par MM. Jacquat et Jean-Marie Masson, député (RPR) de la Moselle. A l'annonce du ralliement d'élus RPR à la liste UDF, celui-ci a appelé l'opposition à « la droiture » et à « l'honnêteté » et a affirmé qu'« on ne peut pas combattre M. Rausch sur le thème de la transition politique si, soi-même, on suscite des comportements semblables au sein d'autres partis politiques ». M. Masson faisait ainsi allusion aux propos de M. Jacquat, qui a indiqué que sa liste était dirigée contre M. Rausch « traître » et d'être devenu « l'otage des socialistes ».

Le maire de Metz a, pour sa part, conclu un accord avec le Parti socialiste, lui laissant quinze places parmi les quarante-quatre premières de sa liste et en lui garantissant l'attribution de quatre postes d'adjoint.

#### M. Le Pen :

##### « la main ouverte »

« Si au deuxième tour il y a une possibilité de fusion des listes, nous n'y sommes pas hostiles », a déclaré, dimanche 29 janvier, M. Jean-Marie Le Pen, qui était l'invité du « Forum » FR 3-RMC. Le président du Front national a assuré que son mouvement viendra « la main ouverte » aux municipalités. « Mais, a-t-il ajouté, si on nous refuse la main, si on nous refuse la fusion des listes, nous nous contenterons des conseillers municipaux que nous pouvons obtenir par notre liste homogène au deuxième tour ». Évoquant la situation de Marseille, M. Le Pen a dit : « M. Gaudin sait de quel côté son biscuit est beurré, puisqu'il sait bien qu'au conseil régional il suffirait que le Front national abaisse le pouce pour qu'il soit démissionné ». Le dirigeant d'extrême droite a affirmé que le FN présentera des listes « pratiquement dans toutes les villes de plus de cinquante mille habitants ».

### FAITS & ARGUMENTS

Mensuel  
Nouvelle série

Un carrousel d'idées  
autour de  
Raymond Besson

Vous pouvez vous abonner et faire abonner vos amis en renvoyant le bulletin ci-contre à B.A. Faits & Arguments B.P. 102-92250 Le Plessis-Robinson Cedex

Nom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Souscrit : abonnement (s) annuel (s) 10 numéros de : F à Faits & Arguments

Abonnement France : 250 F. Abonnement étranger : 300 F.  
Abonnement de soutien : à partir de 500 F.  
Les règlements sont à effectuer exclusivement par chèque bancaire ou postal à l'ordre de : « FAITS & ARGUMENTS »

MO 89

FAITS & ARGUMENTS

Pour les entreprises et investisseurs



## Politique

la convention nationale du PS et la préparation des élections municipales

### M. Mauroy menace le PCF de davantage de « primaires » dans les villes qu'il dirige

La convention nationale du Parti socialiste, qui devait, dimanche 29 janvier, entériner les listes présentées par le PS pour les élections municipales dans les villes de plus de vingt mille habitants — listes communes avec le PCF ou listes séparées — s'est achevée sans conclure.

La décision de procéder de cette manière a été prise au terme de la journée de samedi, occupée par des réunions internes préparant la convention et, simultanément, par des conversations téléphoniques entre les responsables électoraux du PS et du PCF. A plusieurs reprises, MM. Marcel Debarge et Gérard Le Gall, pour le PS, Paul Laurent et Jean Wios, pour le PCF, se sont entretenus de la situation dans différentes villes où les deux partis sont en désaccord sur la place que chacun d'entre eux peut revendiquer sur une liste commune. Samedi soir encore, avant que ne se réunisse la commission des résolutions du PS, M. Debarge a eu une longue conversation avec M. Laurent.

Durant l'après-midi de samedi, la commission électorale a reçu vingt délégations venues défendre le souhait des socialistes, dans telle ou telle ville, de présenter une liste séparée au premier tour face à un maire sortant communiste. M. Le Gall a entrepris de montrer aux responsables locaux, en s'appuyant sur l'étude des derniers scrutins et sur des sondages, que leur entreprise était soit justifiée soit hasardeuse. Au total d'environ vingt-cinq demandes de « primaires », contre des maires communistes, il y a trois mois, on est passé à une quinzaine, sur lesquelles l'intention de la direction du PS était d'en accepter huit ou neuf (le Monde du 28 janvier). M. Le Gall a présenté sur ce point à la commission des résolutions un rapport qui n'a pas été rendu public, le lendemain, devant la convention, en raison du blocage des négociations avec le PCF.

Parmi les « huit ou neuf » villes où la direction du PS envisage de disputer au PCF la mairie, celui-ci décline, figurent les cinq villes annoncées le 23 janvier : Saint-Dizier (Haute-Marne), Les Mureaux (Yvelines), Le Petit-Quevilly (Seine-Maritime), Amiens (Somme) et Tarbes (Hautes-Pyrénées). Pourraient s'y ajouter des villes telles que Dieppe (Seine-Maritime), Lons-le-Saunier (Jura), Ris-Orangis (Essonne), Le Plessis-Robinson (Hauts-de-Seine) ou Calais (Pas-de-Calais). Mais d'autres demandes locales concernent Alès (Gard), Vénissieux (Rhône), Palaiseau (Essonne) et Sevran (Seine-Saint-Denis).

Reste, d'autre part, le cas des villes perdues par le PCF au pro-

Elle a adopté un appel au Parti communiste pour que les accords se fassent cette semaine, faute de quoi les socialistes rendront publiques leurs listes en y laissant en blanc les places qu'ils estiment revenir au PCF, à charge pour celui-ci d'y pourvoir ou de les refuser.

fit de la droite en 1983. Les dirigeants socialistes et communistes étaient convenus d'en discuter lundi. Il s'agit de vingt-trois villes où le PS estime que la tête de la liste de gauche lui revient, tandis qu'il attribue au PCF dans cinq autres villes et la revendique pour le MRG dans une vingt-neuvième ville, Villeneuve-Saint-Georges (Val-de-Marne).

La commission des résolutions s'est scindée en deux pour étudier, d'une part, le manifeste municipal du PS, qui a été préparé sous la direction de M. Jean-Marie Cambacérès, membre du secrétariat national chargé des études, et qui a été adopté à l'unanimité par la convention; d'autre part, les négociations avec le PCF, qui ont donné lieu à une résolution, adoptée elle aussi à l'unanimité par la convention.

#### Quatre jours pour conclure

Ce texte constate que l'accord signé entre les deux partis le 12 janvier est « insuffisamment respecté » et dresse la liste des manquements que les socialistes reprochent aux communistes : « S'en tenir aux seuls chiffres de 1983; refuser de prendre en compte l'évolution électorale et donc la représentativité réelle de chaque parti; jeter des exclusives contre des hommes et des femmes qui ont accepté de se placer dans la logique du rassemblement à gauche et, dans ce cas, ne pas s'engager à respecter la discipline républicaine au second tour... » Cette dernière mention se rapporte à des villes telles que Saint-Etienne et Laval, où le PCF refuse des personnalités d'ouverture qu'il considère comme de droite, refuse, en conséquence, de faire liste commune avec le PS, et même de s'engager à fusionner avec la liste socialiste ou d'appeler à voter pour elle au second tour de scrutin.

Les socialistes envisagent donc, si le PCF ne change pas d'attitude d'ici au 3 février, après de nouvelles rencontres locales et nationales, de former leurs propres listes. « Des « primaires », il pourrait y en avoir davantage », a prévenu M. Pierre Mauroy devant la convention. Le premier secrétaire du PS estime que, après avoir fait des difficultés pour la désignation des têtes de liste, les communistes tentent de faire pression sur les socialistes pour obtenir une place plus avantageuse sur les listes communes. « Ce n'est que lorsque nous nous serons mis d'accord sur la composition des listes que nous nous engagerons définitivement sur le

La fédération des Vosges absente. — Devant la section PS à Epinal, le premier secrétaire fédéral, M. Jean-Paul Houvion, a annoncé qu'il a protesté auprès de M. Michel Rocard, pour lui indiquer le désarroi que provoquent chez les socialistes vosgiens, à la veille des municipales, la désignation du député et maire d'Epinal, M. Philippe Séguin (RPR) comme membre du conseil national des villes, de même que la récente visite à Epinal de M. Jacques Chirac, ministre du redéploiement industriel. Pour manifester son profond mécontentement, la fédération des Vosges du PS n'a pas participé à la convention nationale. — (Corresp.)

### L'alternative souterraine

Les socialistes ne dissimulent pas, lors de leur convention nationale, dimanche 29 janvier, leur perplexité devant l'attitude des communistes. Où ceux-ci veulent-ils en venir ? Entre l'analyse optimiste de M. Pierre Mauroy — après avoir bataillé pour obtenir un maximum de têtes de liste de gauche, le PCF ferait le « forcing » pour s'assurer de la meilleure représentation possible dans les futurs conseils municipaux — et la sombre prédiction de M. Jean Poperen — le PCF chercherait à se constituer des bastions, chez « lui », pour l'avenir, et à affaiblir le PS ailleurs, — l'incertitude domine.

A quoi sert l'accord signé par MM. Mauroy et Marchais le 12 janvier ? La question ne pouvait pas ne pas se poser, et M. Mauroy lui-même mais aussi M. Lionel Jospin ont jugé nécessaire d'y répondre. C'est difficile avec l'accord, cela aurait été pire sans accord, a expliqué, en substance, le premier secrétaire : « nous devons faire preuve de réalisme », a souligné, pour sa part, le ministre de l'éducation nationale, en appelant les socialistes à ne pas multiplier les « primaires » avec le PCF et à faciliter, ainsi, une « dérive » de leur « stratégie historique », ce qui, peut-être, a recherché la direction du Parti communiste.

Réalisme électorale, car les socialistes ont besoin des voix communistes ; fermes politiques, car hors du rassemblement de la gauche, point de salut : tels sont les deux

soucis majeurs qui doivent guider les socialistes, aujourd'hui, selon MM. Mauroy et Jospin. Personne n'a pris la parole pour dire autre chose, mais chacun sait qu'il existe, souterrainement, une alternative dans l'esprit de certains socialistes. La solution de rechange n'est pas claire, et il est, de toute façon, trop tard pour s'y référer. On ne change pas de stratégie à un mois et demi d'un scrutin, mais si la tactique du PCF aboutit, au total, à affaiblir le PS, la ligne du rassemblement à gauche aura du plomb dans l'aile.

Nul n'exclut, chez les socialistes, la multiplication des « primaires » contre des maires tenus par le PCF, dont M. Mauroy a menacé les communistes s'ils persistent dans leur attitude. Nul ne peut exclure, non plus, que le PCF ne déclenche lui aussi des « primaires » contre des maires sortants socialistes, comme il menace de le faire... à Lille, la propre ville du premier secrétaire ! Que resterait-il, dans cette hypothèse, de l'accord du 12 janvier, en particulier, de sa clause de non-agression contre le gouvernement de M. Michel Rocard ?


Les socialistes, qui se sont encore employés dimanche à soigner leur image unitaire — M. Claude Evain a renoncé à disputer au PCF la mairie de Montoire-de-Bretagne, en Loire-Atlantique, et M. Jean-François Picheral, socialiste, a été confirmé comme tête de

liste à Aix-en-Provence au détriment de M. Thierry de Beaucourt, ministre d'ouverture » (1). — peuvent donner l'impression de s'être fait rouler par un PCF dont le pouvoir de nuire se révélerait inversement proportionnel à sa puissance électorale.

Le débat du prochain congrès, prévu pour l'automne et qui, selon M. Poperen, s'annonce sur deux lignes « potentielles », n'en serait que plus aigu. M. Mauroy, qui a réuni, samedi matin, le courant A-B (mitterrandiste et mauroyiste), s'efforce d'en assurer l'unité face aux rocardiens qui, selon lui, pourraient, si la division entre jospinistes et fabiusiens demeurait, devenir maîtres du parti. Mais, pour que le courant majoritaire se ressoudé, encore faut-il que sa politique soit gagnante. Pour cela, beaucoup — trop, peut-être — semble dépendre du PCF.

PATRICK JARREAU.

(1) M. de Beaucourt nous a indiqué, lundi matin, qu'il « n'avait pas eu connaissance officielle de la décision de la convention nationale du PS, alors que, semble-t-il, le cas d'Aix-en-Provence doit être examiné par le prochain bureau exécutif national de ce parti ». « Je maintiens donc ma condamnation de majorité présidentielle », a poursuivi le ministre d'ouverture. Il s'agit d'efficacité politique. Le reste n'est que crispation d'appareil. — M. de Beaucourt a précisé, par ailleurs, qu'il devait voir, mardi 31 janvier, M. Mauroy, à l'occasion de la rencontre avec l'association des démocrates, présidée par M. Michel Durafour.



# PROGRESS INFORMACIA REKLAMA

La seule émission publicitaire diffusée par la télévision d'état de l'Union Soviétique

★

Le seul moyen pour faire connaître aux opérateurs économiques Soviétiques les produits et les technologies des industries européennes

★

La meilleure opportunité pour établir un contact direct avec les décideurs de l'U.R.S.S., mise à la disposition des entreprises occidentales.

★

97, Avenue des Champs Elysées  
75008 Paris - Tel.: (1) 47230061 -  
Fax: (1) 47202634 - Tél. 649891 F.

**ALTERNATIVES n° 64**  
**ECONOMIQUES** février

**EN KIOSQUE**

**Pourquoi les entreprises investissent ?**

**17 F**

هكذا من الاجل

# Société

## RELIGIONS

Dans le document concluant le synode sur les laïcs

## Jean-Paul II encourage les catholiques à s'engager dans l'action politique

Le pape a rendu publique, lundi 30 janvier, l'exhortation apostolique *Christifideles Laici* (« Les fidèles laïcs du Christ »). C'est le document de conclusion — en 208 pages — du synode épiscopal qui s'était tenu, du 1<sup>er</sup> au 30 octobre 1987 au Vatican, sur le thème de « la vocation et la mission des laïcs dans l'Eglise et dans le monde » (1). Jean-Paul II encourage notamment les fidèles à s'engager dans l'action politique ou culturelle et à être les protagonistes d'une « nouvelle évangélisation ».

« Des situations nouvelles, dans l'Eglise comme dans le monde, dans les réalités sociales, politiques et culturelles, exigent aujourd'hui l'action des fidèles laïcs. S'il a toujours été inadmissible de s'en désintéresser, présentement c'est plus répréhensible que jamais. Ce style n'est guère celui des documents pontificaux habituels. Il illustre le ton de cette exhortation apostolique pour encourager les fidèles catholiques dans leur « vocation » et leur « mission ».

On retrouve cette conviction quand le pape parle de la « nouvelle évangélisation », justifiée, selon lui, par la montée de l'« indifférence religieuse », de l'« athéisme » et du « sécularisme » : « Il est urgent, écrit-il, de refaire partout le tissu chrétien de la société humaine (...). Les fidèles laïcs sont appelés à témoigner que la foi constitue la seule réponse pleinement valable (...) aux problèmes et aux espoirs que la vie suscite en chaque homme et en toute société ».

L'Eglise est appelée à faire « un grand pas en avant dans l'évangélisation. Elle doit entrer dans une nouvelle étape historique de son dynamisme missionnaire ». L'Eglise est « servante des hommes », ajoute le pape, qui assigne aux fidèles catholiques quelques tâches jugées prioritaires : promouvoir la dignité de la personne ; investir « le champ de la culture, de la recherche, de l'éducation, de la création artistique, de la réflexion humaine » ; « accepter avec courage les défis lancés par les nouveaux problèmes de la bioéthique ».

Et surtout, ne pas désertier le champ d'action politique : « Les fidèles ne peuvent absolument pas renoncer à la participation à la politique (...). Les accusations d'arrivisme, d'idolâtrie du pouvoir, d'égoïsme et de corruption, qui bien souvent sont lancées contre les hommes du gouvernement, du Parlement, de la classe dominante, des partis politiques, comme aussi l'opinion assez répandue que la politique est nécessairement un lieu de danger moral, tout cela ne justifie pas le moins du monde ni le scepticisme ni l'absentéisme des chrétiens pour la chose publique ».

### Pas de diocèse féminin

Pour l'engagement des fidèles à l'intérieur de l'Eglise, le pape reprend quelques-uns des points chauds débattus au cours du synode épiscopal d'octobre 1987.

« Le « ministère » du laïc. — Jean-Paul II entend favoriser toute prise de responsabilité des laïcs dans l'Eglise (animation des liturgies, catéchèse, préparation aux sacrements et aux décisions), mais également distinguer nettement leur rôle de celui, qui est « premier », des « ministres ordonnés », c'est-à-dire du clergé.

Les prêtres (parfois réticents) sont donc invités par le pape à « reconnaître et promouvoir les ministères, les offices et les fonctions des fidèles laïcs, qui ont leur fondement dans les sacrements du baptême et de la confirmation ». Le code de droit canon prévoit qu'en cas de « nécessité » les laïcs peuvent « suppléer » le prêtre, par exemple pour la prédication, l'animation des assemblées liturgiques, la célébration de funérailles et même l'administration du baptême.

Mais craignant une dérive, Jean-Paul II met en garde contre « toute interprétation arbitraire du concept de suppléance, contre la tendance à la cléricatization des fidèles laïcs et

le risque de créer en fait une structure ecclésiastique de service, parallèle à celle qui est fondée sur le sacrement et l'ordre ». Le clergé, ajoute-t-il, doit « veiller à éviter un recours facile et abusif aux présumptions de « situations de nécessité » ou « suppléances nécessaires ».

C'est pourquoi il annonce la création d'une commission spéciale, chargée d'étudier les divers problèmes théologiques, liturgiques, juridiques et pastoraux soulevés par l'abandon des fonctions actuelles des ministres confiés aux fidèles laïcs. En attendant, l'exercice du motu proprio de Paul VI, *Ministeria Quaedam* (15 août 1972), qui autorisait l'accès d'hommes laïcs à des fonctions de lecteur ou d'acolyte (premiers degrés avant les ministres ordonnés du diaconat, du sacerdoce et de l'épiscopat), est suspendu par Jean-Paul II, qui déclare : « Les églises locales doivent respecter la différence essentielle entre le sacerdoce ministériel et le sacerdoce commun et, en conséquence, la différence entre les ministères qui dérivent du sacrement de l'ordre et les ministères qui dérivent des sacrements du baptême et de confirmation ».

« Le rôle de la femme. — Jean-Paul II n'a pas de mots assez chaleureux pour souligner l'indispensable contribution des femmes à l'édification de l'Eglise et au déve-

loppement de la société (...). Elles doivent se sentir engagées comme protagonistes au premier rang. » Il souhaite que les femmes soient davantage admises dans les instances de concertation mises en place après le concile (conseils pastoraux de diocèse ou de paroisse, synodes diocésains). Il reprend aussi à son compte la proposition exprimée par les évêques à la fin de leur synode d'associer davantage les femmes à l'« élaboration » de documents d'Eglise les touchant au premier chef (la morale familiale par exemple).

Le pape entend cependant faire précéder par « une étude sérieuse et approfondie des fondements anthropologiques et théologiques de la condition féminine » toute autre décision sur un accroissement éventuel de la responsabilité des femmes dans l'Eglise.

En attendant, tout débat sur l'accès des femmes au diaconat, voire au sacerdoce, est vain : « La femme ne peut recevoir le sacrement de l'ordre et donc ne peut remplir les fonctions propres du sacerdoce ministériel », écrit Jean-Paul II.

« Les « nouvelles communautés ». — « On peut parler d'une nouvelle saison d'association de fidèles laïcs », affirme encore le pape, faisant allusion à la multiplication récente, dans l'Eglise, des nouvelles communautés ou formes de vie religieuse (Renouveau charis-

matique, Communion et libération, Focolari, Opus Dei, néo-catholisme, etc.), associant des laïcs, consacrés ou non, célibataires ou mariés.

Jean-Paul II se félicite de leur expansion, mais au cours du synode d'octobre 1987 des évêques en nombre (comme le cardinal Martini, archevêque du diocèse de Milan, où le groupe Communion et libération est puissant) avaient souhaité une meilleure intégration de ces groupes, qui souvent ont des liens nationaux et internationaux, à la vie de leur diocèse. Aussi, le pape s'est-il pris de définir, pour la première fois, les critères précis de reconnaissance de ces associations de laïcs : « La communion avec le pape et avec l'évêque local doit être dans une disponibilité loyale à recevoir leurs enseignements doctrinaux et leurs directions pastorales. » Il invite ces nouvelles communautés à collaborer davantage avec les autres catégories de fidèles de l'Eglise catholique. Sera-t-il entendu de groupes souvent tentés de faire cavalier seul ?

HENRI TINCO.

(1) Le texte intégral de cette exhortation post-synodale de Jean-Paul II sera publié au *Centurion* (55 F, mise en vente le 3 février) et dans *Cahiers pour croire aujourd'hui* (numéro 32, 50 F, 14, rue d'Assas, 75006), avec introductions et commentaires.

## ÉDUCATION

M. Jospin devant les lycéens de la FIDEL

## « Sympa d'être venu... »

Mission délicate pour M. Lionel Jospin : convaincre cent cinquante lycéens au bord de l'ubérisation que leur ministre sait les écouter, sans tomber dans la démagogie ni avouer l'ambiguïté du gouvernement à l'égard de la jeunesse. Le professeur Jospin est apparu crispé, samedi 28 janvier, à son arrivée dans l'amphithéâtre de l'université de Créteil (Val-de-Marne), où venait de s'ouvrir le congrès de la Fédération indépendante et démocratique lycéenne (FIDEL), filiale spirituelle du syndicat étudiant UNEF-ID et de SOS-Racisme, et donc proche du PS.

Mais les applaudissements claquent, mêlés à quelques sifflets. Le ministre se détend. Le président de séance, un professionnel de la parole d'ailleurs encore très adolescent, salue le geste « sans précédent » de « Monsieur le ministre », et rappelle que le précédent gouvernement, lui, « dialoguait avec les métèques ». Le cahier de doléances de la FIDEL s'ordonne autour de trois thèmes : une loi de programmation, et non seulement d'orientation, pour l'éducation nationale ; un plan d'urgence pour la rentrée 1989, qui, sinon, risque d'être « aussi catastrophique que celle de 1988 » ; et la reconnaissance de véritables droits d'expression et d'organisation pour les lycéens. Sans conteste, cette dernière revendication est la plus populaire.

Gabrielle, élève de terminale à Ivry, triomphe à l'applaudissement, en demandant au ministre de consacrer ces libertés dans sa loi d'orientation, et surtout de les faire respecter. M. Jospin se déclare prêt à inscrire dans la loi « des éléments concernant les droits des lycéens » et invite la FIDEL, qui participait à la première « table ronde » organisée par le ministre, à « poursuivre le dialogue avec [son] cabinet », car

« personne ne soulèvera vos problèmes à votre place ». « Laissez votre adresse, on vous écrira... », croit pouvoir traduire un lycéen sceptique.

Sur l'amélioration des conditions d'études, l'explication n'est guère plus facile. Devant le constat que font les lycéens concernant des locaux vétustes, des classes surchargées et des bibliothèques poussiéreuses, le ministre a tenté de renvoyer la balle sur les régions, désormais chargées de financer les bâtiments. Mais, surtout, il a magnifié l'effort consenti par le gouvernement « qui n'était pas obligé de le faire ». « Avec 13,2 milliards de francs de mesures nouvelles, sur trois ans, on va dépasser les engagements de la Lettre aux Français de François Mitterrand, qui prévoyait au moins 15 milliards supplémentaires en quinze ans ».

### « Ça pétera »

« Sommes-nous à la hauteur », a ajouté M. Jospin. Je ne le pense pas. Mais s'il y a un déficit budgétaire, il faudra le financer. » Une logique économique que les lycéens saisissent parfaitement, mais dont ils ne se satisfont pas. Certains évoquent les dizaines de milliards engloutis par la loi de programmation militaire. Ils attendent une amélioration de leurs conditions d'études pour la prochaine rentrée, et avouent leur déception d'entendre le ministre expliquer avec honnêteté qu'il est « impossible de desserrer les effets en un ou deux budgets ». « Si les efforts budgétaires sont poursuivis pendant trois, quatre, cinq ans, on fera un pas en avant formidable », ajoute-t-il.

Mais d'ici là, les élèves de première ou de terminale auront quitté leurs lycées : ils veulent du « tout de suite ». « Si on ne voit aucun changement dans les budgets, ça pétera. Peut-être pas

maintenant, mais à la rentrée, c'est sûr », prédit un militant, qui plante cependant « beaucoup d'espoir en Jospin ».

Comment le gouvernement pourra-t-il contenir cette impatience ? Pour l'instant, les lycéens hésitent à se mêler aux protestations des professeurs, car la révolte des salaires n'est pas exactement « leur problème ». Mais M. Jospin lui-même admet que « quand les professeurs se plaignent de leurs conditions de travail et de salaire, ça soulève un écho chez les lycéens ». S'il assure « ne pas s'émouvoir » des grèves et des manifestations, il a nettement condamné la rétention des notes décidée par certains professeurs, et très impopulaire chez certains élèves. « La vie scolaire est suffisamment angoissante pour qu'on puisse jouer avec ça », a-t-il déclaré.

Ces paroles d'un père compréhensif suffiront-elles à ôter aux lycéens l'envie de rejouer au printemps 1989 leur automne chaud de 1988 ? M. Jospin a été jusqu'à saluer « la capacité de refus » qu'ils avaient manifestée à l'époque, pour mieux souligner que sa philosophie était « totalement différente » de celle de M. De Gaulle. Son projet de loi ne prévoit-il pas que tout bachelier doit pouvoir être accueilli à l'université ? Sans doute. Mais les lycéens de la FIDEL ont regretté que le ministre ne réponde pas immédiatement à leur proposition d'organiser une demi-journée de réflexion sur le projet de loi d'orientation dans tous les lycées, et ne dise mot sur leur appel, qui reprend une idée de la FEN, de lancer un emprunt de 30 milliards pour l'éducation nationale.

« C'était sympa d'être venu, mais il n'a rien apporté de concret », conclut Flavie, lycéenne à Orsay.

PHILIPPE BERNARD.

**ALTERNATIVES**

**economiques**

EN KIOSQUE

17 F

n° 64

février

L'arrière-cour des marchés financiers

« Manifestation à Grenoble contre Superphénix. — Un millier de personnes conduit par MM. Weachter et Juquin, anciens candidats à l'élection présidentielle, ont manifesté le 28 janvier dans le centre de Grenoble pour protester contre le redémarrage du sur-générateur de Creys-Malville (Isère).

« Des Soviétiques contaminés par le SIDA dans un hôpital. — Vingt-sept babies et au moins cinq femmes ont contracté le SIDA dans un hôpital soviétique de la République de Kalmykie, a déclaré, vendredi 27 janvier, au quotidien *Troud*, M. Valentin Pokrovski, directeur de l'institut national d'épidémiologie (contre pilotes sur les problèmes du SIDA). — (AFP.)

## CATASTROPHES

## Un cyclone tropical fait dix morts à la Réunion

Dix morts, une soixantaine de blessés, des centaines de maisons et d'édifices détruits ou endommagés, la Réunion compte ses plaies après le passage du cyclone tropical Firinga. Le bilan définitif ne pourra être dressé que dans les prochains jours.

SAINT-DENIS  
de notre correspondant

Un souvenir remonte à la mémoire des Réunionnais les plus âgés en ce début de semaine : celui du cyclone de janvier 1948, qui avait ravagé l'île toute la nuit avec des vents soufflant à plus de 300 kilomètres à l'heure. Quarante et un ans, jour pour jour, après le cataclysme, le petit département français a vécu un dernier week-end de janvier tout aussi agité avec le passage du cyclone tropical Firinga. Sans atteindre la violence de celui de 1948, Firinga a quand même soufflé à plus de 200 kilomètres à l'heure, notamment sur les parties est de l'île, où les dégâts sont considérables. « Les gens font le tour des maisons détruites, se tenant la tête et se demandant ce qui a pu leur arriver », rapporte le secrétaire de la mairie du Tampon, une des communes les plus touchées.

C'est en effet au Tampon que l'on dénombre la plupart des victimes

emportées par des flots, écrasés ou blessés sous leurs maisons qui s'effondraient. Le réseau routier gravement endommagé et les fils électriques et téléphoniques jetés à terre rendent les communications très difficiles entre Saint-Denis et le reste de l'île. A Saint-Pierre, on ne compte plus les voitures arrachées.

« Un spectacle de dévotion », disent de nombreuses personnes sur les ondes des radios locales. Dans le port de plaisance de Saint-Pierre, des bateaux sont enchevêtrés, projetés les uns contre les autres par la puissante houle cyclonique. A Etang-Salé, petite cité balnéaire, le maire parle de « désastre ». L'hôpital intercommunal Saint-Pierre-le-Tampon a beaucoup souffert du passage du cyclone, mais il peut assurer ses services sans trop de difficultés.

Lundi 30 janvier à midi, près de cent mille foyers réunionnais étaient toujours privés d'électricité, soit près des quatre cinquièmes des abonnés du réseau EDF. La situation n'est guère plus brillante pour le téléphone et l'eau potable dont la distribution est entièrement arrêtée dans trois communes.

Plus de six mille personnes ont été recueillies par les différents centres d'hébergement de l'île et un tout premier bilan effectué par la préfecture fait état de six cents maisons entièrement détruites.

ALIX DJOUX.

## Des parkings automatisés vont être construits à Paris

Circulation et stationnement restent à l'ordre du jour dans la capitale. Le Conseil de Paris, réuni les 30 et 31 janvier, doit adopter la création de deux parcs qui s'ajouteront aux soixante-seize déjà existants : sous l'avenue Carnot, 310 places, et gare de Cléry, 118 places. Mais la décision la plus spectaculaire consiste à lancer une opération pilote pour la construction de quatre à dix parcs mécanisés au cours des trois prochaines années.

Le Japon, les Etats-Unis, le Canada et, plus près de nous, la République fédérale d'Allemagne et la Suisse font depuis pas mal de temps, à divers procédés de mécanisation et d'automatisation des parkings. En France, la ville de Tours, depuis douze ans, celle de Cagnes-sur-Mer (Alpes-Maritimes) plus récemment, et bientôt Toulouse, Cannes et Nice utilisent ou s'approprient à utiliser ces parcs.

A Bâle, en Suisse, par exemple, trois parcs sont équipés d'un procédé « horizontal ». Le système construit par une société de Berne (ECO-Parkings) fonctionne comme un jeu de taquin. Alors que dans les parcs traditionnels la surface de circulation représente 60 % de la superficie totale, elle n'est plus ici que de 20 %. Pour éviter qu'un piston dissimulé aux yeux de l'automobiliste qui vient prendre sa voiture ne soit menacé par le mouvement des véhicules sur les rails, un éligent préviennent qu'une manœuvre s'engage, et des arrêts d'urgence sont installés.

Ce système n'est pas totalement automatisé. C'est le cas aussi à Tours (Indre-et-Loire), où un parc vertical a été construit en 1976, près de l'hôtel de ville. Deux tours habillées de bureaux et de bâtiments abritent, sur une hauteur de 12 mètres, quelque 220 places de stationnement. Le conducteur laisse sa voiture à l'entrée sur un transbordeur manœuvré par un employé qui lit sur un pupitre les places libres. Un ascenseur emporte le véhicule que le transbordeur rangera dans une case.

Une variante de ce procédé où ce n'est pas le conducteur qui va au véhicule, mais ce dernier qui vient à lui, est celle du « pater noster ». Breveté par la société ouest-allemande Verti-Park, il existait déjà en 1972 au Japon et aux Etats-Unis. Une chaîne de compartiments monte et descend, entraînant avec elle toutes les voitures stationnées jusqu'à ce qu'une case libre se présente au rendez-vous de la chaussée pour le véhicule arrivant.

### Méfiance

Comme celui de Tours, ce système peut être construit en hauteur ou en profondeur. A Cagnes-sur-Mer, tout est souterrain et automatisé. Le conducteur pénètre dans un sas, introduit une carte informatique et s'en va. Les tarifs sont les mêmes que pour les autres parkings de la ville. La municipalité gère totalement le parc informatisé dont la construction lui a coûté 10 000 francs la place. Bonne affaire, estime-t-elle, si l'on tient compte de l'économie réalisée sur le foncier. Elle envisage d'en construire un deuxième.

Paris qui non seulement ne s'est pas attribué un rôle de pionnier dans

cette technologie, mais a pris du retard, va donc y venir. La société SAEMES, qui gère de nombreux parcs traditionnels dans la capitale, a conduit les études. Un site avait même été retenu en 1986, près de la mairie du dix-neuvième arrondissement, puis abandonné. Pourtant le coût de construction ne paraissait pas prohibitif, pas plus que celui d'exploitation : 1 500 francs par an la place contre 1 200 francs en parking traditionnel. Cette fois, le pas sera franchi. La rareté des terrains disponibles et la cherté foncière militent en faveur d'une solution qui réduise l'emprise au sol et le volume. Un parc traditionnel de 100 places occupe, en effet, 6000 mètres cubes, un parc mécanisé de 3 800 à 2 600 places selon la formule. Autre argument positif : la sécurité des usagers qui, en dépit de surveillance par caméras notamment, persistent à tenir les parkings traditionnels pour de mauvais lieux.

Les parcs mécanisés, quel que soit le procédé, ne manquent pas pour autant de détracteurs. Les élus de Cagnes-sur-Mer soulignent qu'à l'ouverture du parc de Planastel les automobilistes se montraient méfiants. La crainte peut-être que leurs véhicules ne soient détériorés, immobilisés.

A son habitude héritée du « temps de l'administration par les préfets », la mairie de Paris ne se départit donc pas d'une certaine prudence. Néanmoins, une société, la Compagnie des parcs automatisés, a été créée et chargée de conduire une expérience pilote. Avant trois ans, elle devra construire plus d'une demi-douzaine de parcs mécanisés. Les quatre premiers devront faire appel à quatre procédés différents dont un sera exclusivement français. La Ville apportera un soutien financier de 20 000 francs par emplacement.

Les sites d'implantation ne sont pas encore choisis, mais il est évident que les lieux où la place est encore plus chèrement mesurée seront les premiers retenus. Peut-être face à l'hôpital du Val-de-Grâce et dans la rue Réaumur, dans ce quartier du Sentier où la circulation ne réussit pas à s'écouler.

CHARLES VIAL.

## A Firminy (Loire) Deux convoyeurs de fonds tués par des malfaiteurs

Deux convoyeurs de fonds ont été tués par des malfaiteurs, samedi 28 janvier, vers 19 heures, à Firminy (Loire). Les deux hommes, Alain Monier, cinquante ans, ancien gendarme, et Freddy Bonnot, ancien parachutiste, quarante ans, employés l'un et l'autre de la société Transval, venaient de relever la recette de la journée dans un supermarché de la ville. Ils portaient les fonds — environ 600 000 F — dans deux sacs et c'est pendant qu'ils traversaient un terre-plein pour rejoindre le camion de leur entreprise qu'ils ont été attaqués. Les malfaiteurs, qui les attendaient, ont tiré, atteignant chacun des victimes dans le dos. Une douzaine de coups ont été retrouvés sur les lieux.





# Sports

## FOOTBALL : la Coupe du monde 1998

### La France officiellement candidate à l'organisation du « Mondial »

A partir du mercredi 1<sup>er</sup> février, la France sera officiellement candidate à l'organisation de la Coupe du monde de football de 1998. Le dossier français semble solide même si le problème de la construction d'un grand stade à Paris reste en suspens.

Le football français s'apprête à donner le coup d'envoi du match le plus important de son histoire. Mercredi 1<sup>er</sup> février, en fin de matinée à Zurich, une délégation emmenée par M. Jean Fourmet-Fayard, président de la Fédération française de football (FFF), déposera officiellement au siège de la Fédération internationale (FIFA) la candidature de la France à l'organisation de la Coupe du monde de 1998. A cet acte de candidature pourrait s'ajouter une lettre de soutien de M. François Mitterrand engageant l'ensemble du pays dans ce projet.

Une fois ces documents remis aux autorités du football mondial, le plus dur restera à faire : constituer, avant la fin de 1991, un dossier suffisamment solide pour convaincre les vingt-cinq membres du comité exécutif de la FIFA, qui ne prendront leur décision qu'au mois de juin 1992. La constitution de ce dossier reviendra à une commission dont la composition sera également officialisée mercredi 1<sup>er</sup> février, mais au sein de laquelle devront se retrouver des responsables de la fédération française, des membres du mouvement sportif, des représentants de la présidence de la République et du gouvernement. Cette équipe d'une dizaine de personnes sera placée sous la direction de M. Gérard Enaut, quarante-six ans, haut fonctionnaire, ancien sous-directeur du secrétariat d'Etat aux sports.

La France veut donc organiser son « Mondial », succéder à l'Italie (1990) et aux Etats-Unis (1994). L'idée n'est pas neuve. Elle avait même animé le début de la campagne électorale des dernières élections présidentielles. Jeudi 18 février 1988, M. Jacques Chirac, premier ministre-chiracien, avait déclaré lors d'un meeting à Dijon : « La Coupe du monde en 1998 ? Bien sûr ! Non seulement j'y ai songé mais c'est réglé : elle aura lieu en France. » (Le Monde du 20 février 1988).

M. Chirac avait couru plus vite que le ballon. La question n'était pas réglée. Et ne le sera donc pas avant juin 1992.

Reste à savoir si la France peut raisonnablement croire en ses chances. Compte tenu des postulants déjà déclarés (la Suisse a

déposé sa candidature le samedi 3 décembre 1988) ou à venir (le Brésil et le Maroc, adversaires malheureux des Etats-Unis dans la course au Mondial 1994, devraient de nouveau proposer leurs services), la candidature française paraît compétitive.

D'abord, la France devrait logiquement bénéficier de la règle de l'alternance : la Coupe du monde a lieu tous les quatre ans alternativement sur le continent américain (nord ou sud) et en Europe. Quatre ans après les Etats-Unis, la compétition devrait se disputer sur le Vieux Continent. La France, qui n'a pas organisé cette épreuve depuis 1938, et la Suisse, organisatrice en 1954, seraient alors les favoris.

Autre avantage du dossier français : l'Hexagone dispose de presque toutes les installations nécessaires : hôtels, moyens de transports, télécommunications, sécurité — la Fédération internationale de football exige de tous les candidats qu'ils remplissent un cahier des charges très complet. La commission mise en place prochainement — dont le budget de fonctionnement devrait s'élever à 20 millions de francs — y veillera, en consultant tous les ministères concernés (économie, intérieur, transports...).

Le championnat d'Europe des nations de 1984, organisé en France, avait abouti à un succès total, tant sur le plan sportif (victoire de l'équipe de France) que du point de vue financier (bénéfice de 62 millions de francs). La Coupe du monde, qui regroupe vingt-quatre concurrents, et non pas huit comme le championnat d'Europe, constitue bien sûr un événement d'une tout autre ampleur, mais, forte de sa réussite de 1984, la France dispose de tous les atouts. Même s'il sera nécessaire d'aménager certains

stades — pour des raisons de sécurité toutes les places doivent être assises — sur la douzaine d'une capacité de 40 000 places) qu'exige la FIFA...

#### Le soutien des pouvoirs publics

Dernier point fort de la candidature française : le soutien que lui apportent les pouvoirs publics et en premier lieu M. François Mitterrand. De même, M. Michel Rocard, au nom du gouvernement, et M. Jacques Chirac, en tant que maire de Paris, se sont à plusieurs reprises déclarés favorables à ce projet. Les membres de la FIFA sont très sensibles à ce genre d'argument. Ils ne l'avaient pas caché lorsqu'ils avaient regagné, jointe au dossier américain pour 1994, une lettre de M. Ronald Reagan.

La France semble donc en mesure de gagner ce match. Mais d'ici au vote final de 1992, les responsables du football français vivront au rythme des petites phrases et des grandes promesses. Champion de ce type de stratégie : M. Joao Havelange, le tout-puissant président brésilien de la FIFA. Ce grand patron du football mondial ne prendra pas part au vote final mais il n'a pas son pareil pour souffler le chaud et le froid. Mardi 24 janvier, il déclarait dans l'Equipe : « La France a toutes ses chances » avant d'énumérer les avantages de la candidature française et d'écarter d'un croche-pied les candidats tels que le Maroc ou le Brésil. Quelques jours plus tard, chez lui, à Rio, il s'exprimait d'affirmer : « La candidature du Brésil est justifiée en regard à ce que représente ce pays sur la scène du football mondial. »

M. Havelange sera reçu par M. François Mitterrand le mardi

7 mars à l'Elysée. Il pourra alors exposer au président de la République le seul véritable reproche qu'il a encore à trouver à la candidature française : l'absence d'un grand stade, d'un moins soixante mille places, digne d'accueillir le match d'ouverture et la finale. Et le plus fantasme serpent de mer de l'histoire du sport français reviendra alors au surface.

L'absence de projet concret et d'interminables polémiques concernant son lieu d'implantation avaient déjà valu — entre autres points faibles du dossier — à la France de perdre les Jeux olympiques d'été de 1992 au profit de Barcelone. Risque-t-il d'en être de même pour ce « Mondial » de 1998 ? L'histoire de ce stade fantôme incite à la prudence. Mardi 20 décembre 1988, M. Jacques Chirac a nommé un « monsieur grand stade » en la personne de M. Jacques Perillat, ancien directeur des sports du secrétariat d'Etat à la jeunesse et aux sports de 1974 à 1980 (Le Monde du 23 décembre). Il devra lui remettre un rapport complet avant la fin du mois de mars.

« Ce dossier ne doit pas être pollué par des discussions politiques avant les municipales », explique volontiers M. Perillat pour justifier l'état toujours embryonnaire du projet. Car nombre de questions restent en suspens. Quel type de stade ? Réponse de Jacques Perillat : « Il n'est pas pensable de construire une enceinte uniquement pour le football. Elle devra pouvoir accueillir le rugby, l'athlétisme et, éventuellement, diverses formes de spectacles... Mais tout cela reste à définir. » A quel endroit ? Réponse de Jacques Perillat : « On a parlé de Vincennes, de Colombes, du parc de Tremblay, de la ville de Tremblay-Lamy, de Saint-Denis ou de Marne-la-Vallée. Rien n'est décidé. Quoi qu'il advienne, le financement sera assuré par la commune d'accueil, la Ville de Paris, la région et l'Etat... »

Le futur grand stade n'est donc même pas encore une petite maquette. « Je ne pense pas que nous ayons pris du retard sur cette opération. Je reste confiant », rétorque pourtant M. Perillat avant de conclure : « Nous ne voulons rien imposer à qui que ce soit. Si personne ne veut de ce stade, si l'on n'est pas capable de se mettre d'accord d'ici la remise du dossier pour 1998, ce n'est même pas la peine de faire acte de candidature ! »

PHILIPPE BROUSSARD.

## CYCLO-CROSS : championnats du monde

### De Bie en démonstration

Les outsiders belges ont encore sévi. Après De Mol, vainqueur de Paris-Roubaix, voici De Bie, vingt-trois ans champion du monde de cyclo-cross.

#### PONTCHATEAU de notre envoyé spécial

La victoire de Daany De Bie représente l'illustration du véritable cyclo-cross dont l'art consiste précisément à descendre de vélo le moins possible. Car cette discipline, comme son nom l'indique, c'est d'abord du cyclisme et non pas du jogging, une bicyclette sur l'épave. En ce sens, le nouveau champion du monde a donné une leçon à ses adversaires.

L'itinéraire tracé par l'entraîneur national, Jean-Yves Plaisance, champion de France ici même en 1978, se prêtait-il est vrai à une exhibition de haut niveau. Sur un parcours rapide mais boursé de pièges, travers des chemins, portant le seuil de franchissement à 30 centimètres. De Bie, qui ne peaufinait pas de mine avec son teint blanc, ses yeux tristes et sa coiffure en queue de cheval, a été le seul que cet arifice n'ait pas rebuté. Alors que ses poursuivants devaient mettre pied à terre pour négocier les points stratégiques, le Belge s'est appliqué à sauter l'obstacle, bien posé sur son vélo.

Aux approches de la trentaine, il a ainsi découvert à Pontchâteau, pour un jour rendez-vous mondial de cyclo-cross, les sentiers de la gloire.

JACQUES AUGENDRE.

## TENNIS : les Internationaux d'Australie

### Lendl revient en force

Quatre joueurs, les Australiens Rod Laver et Roy Emerson, l'Américain Donald Budge et le Britannique Fred Perry, ont remporté au cours de leur carrière les quatre titres tennis majeurs. Le Tchèque Ivan Lendl sera-t-il le cinquième ? Après sa victoire sans appel, dimanche 29 janvier, en finale de l'Open d'Australie sur son compatriote Miloslav Mecir, il ne manque plus que Wimbledon à son palmarès. En tout cas cette victoire lui redonne la première place mondiale qu'il avait occupée pendant cent cinquante-six semaines avant d'être dépassé par Mats Wilander en septembre dernier.

#### MELBOURNE correspondance

Ivan Lendl a l'habitude de dire que rien dans la vie ne lui est venu facilement. Il pourra désormais faire une exception. La finale du simple messieurs de l'Open d'Australie sur le central de Flinders Park lui est tombée dans le sac, dimanche 29 janvier, comme un fruit mûr au soleil.

En deux heures pile, sans jamais souffrir, sans grimaces ni cris ni doute, ce champion moderne qui adore aller au bout de sa peine est simplement arrivé au bout de son chemin. Frais et dispos, avec pour seule gêne une casquette profondément vissée sur le crâne, Lendl acquiesce d'un septième titre majeur, l'un des deux qui manquaient jusqu'ici à son palmarès. Lendl semblait presque perplexé dans sa joie, songeur dans son triomphe. Remporter l'Open d'Australie n'était donc en fin de compte que cela ?

Après les saisons de travail, les préparations spécifiques, l'aide depuis quatre ans de l'ancien champion australien Tony Roche, après avoir fixé et annoncé son but pour le raté chaque fois, voilà que le tableau cette année lui offre un parcours vidé des dix premiers mondiaux et un adversaire en finale qui lui décoche des services indignes. Ivan Lendl a enfin eu de la chance, une grosse, vraie baraka. Il la méritait.

Il y avait pourtant dans la série d'échecs subis par Lendl à l'Open d'Australie, d'abord sur l'herbe de Kooyong et depuis l'année dernière sur le rebond acé flambant neuf de Flinders Park, de quoi décourager les meilleures volontés du monde.

Mats Wilander le bat sèchement en finale en 1983. Kevin Curren l'expulse en huitièmes de finale l'année suivante. Trois fois, ensuite, il perd en demi-finale : d'abord contre Stefan Edberg et deux fois contre Pat Cash, futurs vainqueurs de Wimbledon qui semblent ainsi souligner à plaisir et pour la plus grande frustration du Tchèque, que un lien entre les deux tournois. Voilà pour lui le rappel cruel d'un double échec.

Pourtant, à Kooyong, l'herbe était bien plus accueillante au transuge de la terre battue que le gazon londonien. Si l'Argentin Guillermo Vilas et le Suédois Wilander s'y sont exprimés avec succès, pourquoi pas Lendl ? Il aurait pu y enregistrer son premier titre officiel sur herbe, il aurait pu y commencer à croire. Il n'en a rien été.

De Kooyong, l'Open d'Australie est passé à Flinders Park. L'herbe a haut rebond, se transforme en ciment à haut rebond, en « dur » plus lent et plus spongieux que celui de Flushing Meadow, une surface qui amène la balle sur la raquette à hauteur de la hanche, propice à la frappe du Tchèque.

que, une surface faite pour lui. La victoire aisée ? Non, l'échec cuisant contre Cash en janvier dernier, une défaite qui le marque profondément, qui conditionne sans doute toute son année.

Blessé à Roland-Garros, battu à Wimbledon et même à Flushing Meadow, opéré à l'épaule droite en septembre, Lendl renoue avec la compétition officielle au Masters. Après une lutte intense contre Becker, il y obéit le dernier titre qui lui reste sur une balle de l'Allemand qui heurte la bande du filet et retombe du côté de Lendl. Un coup de dé. Comme pour épouser en fin d'année la malchance qui avait été la sienne tout au long de la saison ? Comment en avoir la certitude ?

Lendl est la rationalité faite champion. Pourtant, ses cinq échecs australiens le rendent presque superstitieux. Oh se sent-il le mieux au monde ? Chez lui bien sûr à Greenwich dans le Connecticut à trente minutes de la scène de ses trois titres successifs à Flushing Meadow, entouré de sa fiancée Samantha, de son entraîneur Tony Roche et de ses bergers allemands. Les mêmes personnes l'accompagnent à Melbourne. Manquent les chiens. Lendl passe donc beaucoup de temps chez des amis ici qui possèdent, en dehors de leurs qualités propres, une mini-mante de bergers allemands. Une préparation au quart de poil en quelque sorte pour le début d'une réhabilitation.

#### L'importance du service

Spécifier à la Bourse n'excite peut-être pas la convoitise de Lendl mais être détenteur de titres lui est devenu une seconde nature. Il ne pouvait donc pas rester insensible devant le parcours mémorable de Wilander qui réussit, en 1988, à dépasser le Tchèque en nombre de titres majeurs (sept), à inscrire son nom sur trois trophées majeurs différents, et à supplanter Lendl au sommet de la hiérarchie mondiale. Défi sans doute attendu pour Lendl et psychiquement exécuté pour son adversaire. Le service de Lendl a été la clé de sa victoire. Le Suédois est allé au-delà de ses forces. L'unité noire de Lendl, en revanche, a balayé son ambition. Déjà sans une once de complaisance, Lendl brûle de nouveau de son grand projet, celui qui était le sien il y a douze mois, celui que Wilander a failli lui subtiliser : réaliser le grand chelem.

Dimanche, il a accepté obligeamment le cadeau de la première levée que Mecir, avec une faiblesse candide lui offrait. Mecir ne faisait qu'effleurer la finale de sa présence. Jamais il ne se donnait les moyens d'exprimer le superbe talent indiscipliné qui est le sien. Jamais lors d'une finale majeure l'importance dans le jeu moderne du service n'a été si clairement illustrée. Que le toucher et la finesse de Mecir, quelque chose d'anachronique est certain, que son engagement nous ramène carrément à l'époque des robes à crinoline et des déjeuners sur l'herbe est encore plus déconcertant. Allait-il servir à la cuiller ?

La première victoire tchécoslovaque en Australie fut dans ces conditions dramatiquement déséquilibrée, la plus sèche depuis celle de Quist sur Crawford en 1940. Aucun des deux finalistes, chose rarissime, n'avait rencontré en chemin un seul joueur classé parmi les dix premiers mondiaux. Lendl ne sort pas seulement de Flinders Park en vainqueur d'un nouveau numéro un mondial, il est le seul des prétendants au grand titre, hormis peut-être Edberg, à sortir la tête haute de cette fournée.

MARC BALLADE.

## SKI ALPIN : les championnats du monde

### La belle Américaine

Première épreuve des championnats du monde de ski alpin, programmée jusqu'au 12 février, le slalom du combiné dames a été remporté, dimanche 29 janvier, à Vail (Colorado), par la Suisse Vreni Schneider.

qu'ilors de la seconde manche, a enlevé tout espoir à l'Américaine Tamara McKinney.

#### VAIL (Etats-Unis) de notre envoyé spécial

La neige enfin. Les Européens qui débarquent à Denver en sont tout surpris. Eux qui n'ont pas vu de flocons tomber depuis des semaines n'en croient pas leurs yeux. Une neige lourde qui en quelques heures bloque le trafic de l'aéroport et transforme les routes en piste de slalom pour automobilistes courageux.

De drôles de montagnes que ces Rockies. Les habitués des massifs alpins sont étonnés de découvrir, à 2 400 mètres d'altitude, des sommets arrondis. Ces pentes douces, couvertes de sapins, ressemblent plus aux montagnes proches de Clermont-Ferrand qu'aux arêtes qui dominent la vallée de la Tarentaise. Ici pas de pics ou de gorges caennaises mais un relief sage. La nature calme pour des gentils cow-boys.

Ils savent vanter leurs vingt-huit stations de sports d'hiver, « la qualité de la neige inégale et une moyenne de deux cent quatre-vingt-sept jours d'ensoleillement par an, soit davantage que San-Diego en Californie ou Miami en Floride », bref, un paradis.

Beaver Creek a choisi le modernisme tempéré en bâtissant de petits buildings aux pieds des pistes. Vail, elle, s'attache à singler les villages autrichiens. Deux conceptions architecturales, deux façons d'habiller une vallée pour attirer le public.

Du beau monde. Mais pas une foule nombreuse à faire perdre leur sang-froid aux skieurs, pour la première épreuve organisée dimanche 29 janvier. Devant des gradins vides, les skieuses qui ouvraient les festivités par un slalom comptant pour un combiné ont eu du mal à forcer leur talent. A l'image de la Fran-

çaise Florence Masnada, première athlète à glisser officiellement sur les pistes, beaucoup de ces dames « oublièrent » quelques portes. Abandon pour Maria Walliser, abandon pour la canadienne Karen Percy, idem pour Chantal Bournisien, une série de chutes pas faites pour passionner les rares présents.

Heureusement, il y avait Tamara McKinney. Une Américaine en tête de la première manche, peut-on rêver plus belle ouverture pour des médias nationaux qui parlent d'elle chaque jour. Une jeune fille qui à vingt-huit ans continue à courir après le succès, malgré ses championnats à l'appuyer toutes les familles américaines. L'an dernier, elle s'est fracturée le péroné lors d'une course aux Etats-Unis, ce qui l'a immobilisée plusieurs semaines et, surtout, elle a perdu sa saison au printemps.

Une douleur profonde, « trop exploitée par la presse », selon la skieuse. Mais Tamara a tenu bon, elle qui a déjà gagné la médaille de bronze des combinés des deux championnats du monde précédents, a tenté de faire encore mieux devant son public. Pari réussi pour la première manche.

Mais était-il possible d'oublier Vreni Schneider ? L'étoile filante suisse s'était fait discrète derrière une quatrième place au premier slalom. Mais lors du second elle a fait une démonstration de son talent, comme pour signifier, dès les premières courses, que les championnats seraient les siens. La belle Américaine n'avait plus qu'à attendre l'épreuve de descente, prévue mercredi 2 février, pour essayer de sauver une médaille à laquelle elle tient.

SERGE BOLLOCH.

## HIPPISME : le 65<sup>e</sup> Prix d'Amérique

### Oursi sans couronne



Premier président de la République assistant au Grand Prix d'Amérique, M. François Mitterrand espérait sans doute être le témoin d'une première. Les pronostiqueurs s'accordaient en effet pour donner à Oursi les meilleures chances de remporter un quatrième Prix d'Amérique, c'est-à-dire d'améliorer le record de victoires de ses illustres prédécesseurs, Uranie, Roquépine et Bellino II. Mais, dimanche 29 janvier, l'alezan brûlé dirigé par Jean-René Goujon a cédé. C'est un outsider, Quella Gédé, à Roger Baudron, qui a gagné devant Potin d'Amour.

## Les résultats

### Athlétisme

RECORDS DE FRANCE EN SALLE  
Jean-Marie Gicquel a amélioré d'un centimètre le record de France en salle du saut en hauteur en franchissant 2,27 mètres, samedi 28 janvier à l'INSEP, à l'occasion des championnats de France scolaires et universitaires. A Liévin, le policier parisien Jacky Carlier a battu le record de France du 3 000 mètres en 7 min 49 s 99. L'ancien record appartenait à Francis Gonzalez en 7 min 51 s 9.

### Basket-ball

(Vingt et unième journée)  
\*Limoges b. Caen 110-94  
\*Toulon b. Avignon 83-73  
\*Antibes b. Nantes 95-86  
\*Moulhouse b. \*Lorient 97-80  
\*Montpellier b. Saint-Quentin 102-81  
\*Orthez b. Gravelines 114-91  
\*RCP Paris b. \*ASVEL 106-87  
\*Cholet b. Monaco 109-94  
Classement : 1. Limoges, 40 pts ; 2. Cholet, 39 ; 3. Orthez et Montpellier, 37 ; 5. Moulhouse et Saint-Quentin, 36.

### Escrime

Vainqueur en finale du Polonois Kieplikowski (11 touches à 5), dimanche 29 janvier au stade Pierre-de-Coubertin à Paris, le Français Philippe Omnès s'est approprié le challenge

### Martini en triomphe pour la deuxième fois en cinq ans

### Rugby

#### CHAMPIONNAT DE FRANCE (sixième journée)

Agén b. \*Boulogne 25-12  
Toulouse b. \*Cognac 25-6  
\*Montpellier b. Montchanin 21-3  
Dax b. \*Villeneuve-Lot 17-9  
Classement : 1. Montpellier, 10 points et Dax, 16 pts ; 2. Agén, 15 ; 3. Toulouse, 12 ; 4. Cognac, 6 ; 5. Montchanin, 3 ; 6. Villeneuve-Lot, 2 ; 7. Boulogne, 1 ; 8. Dax, 0 ; 9. Cognac, 0 ; 10. Montchanin, 0 ; 11. Villeneuve-Lot, 0 ; 12. Boulogne, 0 ; 13. Dax, 0 ; 14. Cognac, 0 ; 15. Montchanin, 0 ; 16. Villeneuve-Lot, 0 ; 17. Boulogne, 0 ; 18. Dax, 0 ; 19. Cognac, 0 ; 20. Montchanin, 0 ; 21. Villeneuve-Lot, 0 ; 22. Boulogne, 0 ; 23. Dax, 0 ; 24. Cognac, 0 ; 25. Montchanin, 0 ; 26. Villeneuve-Lot, 0 ; 27. Boulogne, 0 ; 28. Dax, 0 ; 29. Cognac, 0 ; 30. Montchanin, 0 ; 31. Villeneuve-Lot, 0 ; 32. Boulogne, 0 ; 33. Dax, 0 ; 34. Cognac, 0 ; 35. Montchanin, 0 ; 36. Villeneuve-Lot, 0 ; 37. Boulogne, 0 ; 38. Dax, 0 ; 39. Cognac, 0 ; 40. Montchanin, 0 ; 41. Villeneuve-Lot, 0 ; 42. Boulogne, 0 ; 43. Dax, 0 ; 44. Cognac, 0 ; 45. Montchanin, 0 ; 46. Villeneuve-Lot, 0 ; 47. Boulogne, 0 ; 48. Dax, 0 ; 49. Cognac, 0 ; 50. Montchanin, 0 ; 51. Villeneuve-Lot, 0 ; 52. Boulogne, 0 ; 53. Dax, 0 ; 54. Cognac, 0 ; 55. Montchanin, 0 ; 56. Villeneuve-Lot, 0 ; 57. Boulogne, 0 ; 58. Dax, 0 ; 59. Cognac, 0 ; 60. Montchanin, 0 ; 61. Villeneuve-Lot, 0 ; 62. Boulogne, 0 ; 63. Dax, 0 ; 64. Cognac, 0 ; 65. Montchanin, 0 ; 66. Villeneuve-Lot, 0 ; 67. Boulogne, 0 ; 68. Dax, 0 ; 69. Cognac, 0 ; 70. Montchanin, 0 ; 71. Villeneuve-Lot, 0 ; 72. Boulogne, 0 ; 73. Dax, 0 ; 74. Cognac, 0 ; 75. Montchanin, 0 ; 76. Villeneuve-Lot, 0 ; 77. Boulogne, 0 ; 78. Dax, 0 ; 79. Cognac, 0 ; 80. Montchanin, 0 ; 81. Villeneuve-Lot, 0 ; 82. Boulogne, 0 ; 83. Dax, 0 ; 84. Cognac, 0 ; 85. Montchanin, 0 ; 86. Villeneuve-Lot, 0 ; 87. Boulogne, 0 ; 88. Dax, 0 ; 89. Cognac, 0 ; 90. Montchanin, 0 ; 91. Villeneuve-Lot, 0 ; 92. Boulogne, 0 ; 93. Dax, 0 ; 94. Cognac, 0 ; 95. Montchanin, 0 ; 96. Villeneuve-Lot, 0 ; 97. Boulogne, 0 ; 98. Dax, 0 ; 99. Cognac, 0 ; 100. Montchanin, 0 ; 101. Villeneuve-Lot, 0 ; 102. Boulogne, 0 ; 103. Dax, 0 ; 104. Cognac, 0 ; 105. Montchanin, 0 ; 106. Villeneuve-Lot, 0 ; 107. Boulogne, 0 ; 108. Dax, 0 ; 109. Cognac, 0 ; 110. Montchanin, 0 ; 111. Villeneuve-Lot, 0 ; 112. Boulogne, 0 ; 113. Dax, 0 ; 114. Cognac, 0 ; 115. Montchanin, 0 ; 116. Villeneuve-Lot, 0 ; 117. Boulogne, 0 ; 118. Dax, 0 ; 119. Cognac, 0 ; 120. Montchanin, 0 ; 121. Villeneuve-Lot, 0 ; 122. Boulogne, 0 ; 123. Dax, 0 ; 124. Cognac, 0 ; 125. Montchanin, 0 ; 126. Villeneuve-Lot, 0 ; 127. Boulogne, 0 ; 128. Dax, 0 ; 129. Cognac, 0 ; 130. Montchanin, 0 ; 131. Villeneuve-Lot, 0 ; 132. Boulogne, 0 ; 133. Dax, 0 ; 134. Cognac, 0 ; 135. Montchanin, 0 ; 136. Villeneuve-Lot, 0 ; 137. Boulogne, 0 ; 138. Dax, 0 ; 139. Cognac, 0 ; 140. Montchanin, 0 ; 141. Villeneuve-Lot, 0 ; 142. Boulogne, 0 ; 143. Dax, 0 ; 144. Cognac, 0 ; 145. Montchanin, 0 ; 146. Villeneuve-Lot, 0 ; 147. Boulogne, 0 ; 148. Dax, 0 ; 149. Cognac, 0 ; 150. Montchanin, 0 ; 151. Villeneuve-Lot, 0 ; 152. Boulogne, 0 ; 153. Dax, 0 ; 154. Cognac, 0 ; 155. Montchanin, 0 ; 156. Villeneuve-Lot, 0 ; 157. Boulogne, 0 ; 158. Dax, 0 ; 159. Cognac, 0 ; 160. Montchanin, 0 ; 161. Villeneuve-Lot, 0 ; 162. Boulogne, 0 ; 163. Dax, 0 ; 164. Cognac, 0 ; 165. Montchanin, 0 ; 166. Villeneuve-Lot, 0 ; 167. Boulogne, 0 ; 168. Dax, 0 ; 169. Cognac, 0 ; 170. Montchanin, 0 ; 171. Villeneuve-Lot, 0 ; 172. Boulogne, 0 ; 173. Dax, 0 ; 174. Cognac, 0 ; 175. Montchanin, 0 ; 176. Villeneuve-Lot, 0 ; 177. Boulogne, 0 ; 178. Dax, 0 ; 179. Cognac, 0 ; 180. Montchanin, 0 ; 181. Villeneuve-Lot, 0 ; 182. Boulogne, 0 ; 183. Dax, 0 ; 184. Cognac, 0 ; 185. Montchanin, 0 ; 186. Villeneuve-Lot, 0 ; 187. Boulogne, 0 ; 188. Dax, 0 ; 189. Cognac, 0 ; 190. Montchanin, 0 ; 191. Villeneuve-Lot, 0 ; 192. Boulogne, 0 ; 193. Dax, 0 ; 194. Cognac, 0 ; 195. Montchanin, 0 ; 196. Villeneuve-Lot, 0 ; 197. Boulogne, 0 ; 198. Dax, 0 ; 199. Cognac, 0 ; 200. Montchanin, 0 ; 201. Villeneuve-Lot, 0 ; 202. Boulogne, 0 ; 203. Dax, 0 ; 204. Cognac, 0 ; 205. Montchanin, 0 ; 206. Villeneuve-Lot, 0 ; 207. Boulogne, 0 ; 208. Dax, 0 ; 209. Cognac, 0 ; 210. Montchanin, 0 ; 211. Villeneuve-Lot, 0 ; 212. Boulogne, 0 ; 213. Dax, 0 ; 214. Cognac, 0 ; 215. Montchanin, 0 ; 216. Villeneuve-Lot, 0 ; 217. Boulogne, 0 ; 218. Dax, 0 ; 219. Cognac, 0 ; 220. Montchanin, 0 ; 221. Villeneuve-Lot, 0 ; 222. Boulogne, 0 ; 223. Dax, 0 ; 224. Cognac, 0 ; 225. Montchanin, 0 ; 226. Villeneuve-Lot, 0 ; 227. Boulogne, 0 ; 228. Dax, 0 ; 229. Cognac, 0 ; 230. Montchanin, 0 ; 231. Villeneuve-Lot, 0 ; 232. Boulogne, 0 ; 233. Dax, 0 ; 234. Cognac, 0 ; 235. Montchanin, 0 ; 236. Villeneuve-Lot, 0 ; 237. Boulogne, 0 ; 238. Dax, 0 ; 239. Cognac, 0 ; 240. Montchanin, 0 ; 241. Villeneuve-Lot, 0 ; 242. Boulogne, 0 ; 243. Dax, 0 ; 244. Cognac, 0 ; 245. Montchanin, 0 ; 246. Villeneuve-Lot, 0 ; 247. Boulogne, 0 ; 248. Dax, 0 ; 249. Cognac, 0 ; 250. Montchanin, 0 ; 251. Villeneuve-Lot, 0 ; 252. Boulogne, 0 ; 253. Dax, 0 ; 254. Cognac, 0 ; 255. Montchanin, 0 ; 256. Villeneuve-Lot, 0 ; 257. Boulogne, 0 ; 258. Dax, 0 ; 259. Cognac, 0 ; 260. Montchanin, 0 ; 261. Villeneuve-Lot, 0 ; 262. Boulogne, 0 ; 263. Dax, 0 ; 264. Cognac, 0 ; 265. Montchanin, 0 ; 266. Villeneuve-Lot, 0 ; 267. Boulogne, 0 ; 268. Dax, 0 ; 269. Cognac, 0 ; 270. Montchanin, 0 ; 271. Villeneuve-Lot, 0 ; 272. Boulogne, 0 ; 273. Dax, 0 ; 274. Cognac, 0 ; 275. Montchanin, 0 ; 276. Villeneuve-Lot, 0 ; 277. Boulogne, 0 ; 278. Dax, 0 ; 279. Cognac, 0 ; 280. Montchanin, 0 ; 281. Villeneuve-Lot, 0 ; 282. Boulogne, 0 ; 283. Dax, 0 ; 284. Cognac, 0 ; 285. Montchanin, 0 ; 286. Villeneuve-Lot, 0 ; 287. Boulogne, 0 ; 288. Dax, 0 ; 289. Cognac, 0 ; 290. Montchanin, 0 ; 291. Villeneuve-Lot, 0 ; 292. Boulogne, 0 ; 293. Dax, 0 ; 294. Cognac, 0 ; 295. Montchanin, 0 ; 296. Villeneuve-Lot, 0 ; 297. Boulogne, 0 ; 298. Dax, 0 ; 299. Cognac, 0 ; 300. Montchanin, 0 ; 301. Villeneuve-Lot, 0 ; 302. Boulogne, 0 ; 303. Dax, 0 ; 304. Cognac, 0 ; 305. Montchanin, 0 ; 306. Villeneuve-Lot, 0 ; 307. Boulogne, 0 ; 308. Dax, 0 ; 309. Cognac, 0 ; 310. Montchanin, 0 ; 311. Villeneuve-Lot, 0 ; 312. Boulogne, 0 ; 313. Dax, 0 ; 314. Cognac, 0 ; 315. Montchanin, 0 ; 316. Villeneuve-Lot, 0 ; 317. Boulogne, 0 ; 318. Dax, 0 ; 319. Cognac, 0 ; 320. Montchanin, 0 ; 321. Villeneuve-Lot, 0 ; 322. Boulogne, 0 ; 323. Dax, 0 ; 324. Cognac, 0 ; 325. Montchanin, 0 ; 326. Villeneuve-Lot, 0 ; 327. Boulogne, 0 ; 328. Dax, 0 ; 329. Cognac, 0 ; 330. Montchanin, 0 ; 331. Villeneuve-Lot, 0 ; 3





CINÉMA

« Gorilles dans la brume » de Michel Apted

La madone des primates

L'histoire est vraie — ou presque, comme toute histoire vraie dont s'empare le cinéma — et inspirée de la vie incroyable de la madone des primates, l'anthropologue Dian Fossey. Cette femme n'est pas une légende. Elle a bien consacré dix-huit années de son existence à l'étude des grands singes, dans leur milieu. Elle les a aimés comme on aime ses enfants, totalement. Elle a lutté avec sauvagerie pour leur survie, bégayé avec les gorilles, les chimpanzés. On l'a bien retrouvée dans sa cabane, le 27 décembre 1985 à l'aube, le crâne fendu d'un coup de panga...

De ce roman d'amour et d'Afrique, Michel Apted, metteur en scène britannique venant du documentaire, a fait un compte rendu spectaculaire, où la person-

nalité controversée de Dian Fossey apparaît, sans pourtant nous être livrée tout à fait, dans sa folie et dans sa solitude, dans sa défense obsessionnelle d'un paradis en danger, dans ses renoncements hystériques à ce qui fait — en principe — la nature d'une femme.

Tournant dans les paysages magnifiques du Rwanda, à 3 000 mètres d'altitude, s'entourant d'une équipe technique ayant déjà vécu sur le terrain pour des films tels que *Mosquito Coast* ou *Out of Africa*, Michel Apted a mis à juste titre sur la recherche de l'authenticité. Mais, malgré la performance dévouée de Sigourney Weaver, qui ne ménage pas ses efforts et crapahute dans les taillis avec courage, la réalité de

Dian Fossey — ou ce qu'on en sait — reste plus forte que la fiction qui lui rend hommage. On demeure donc relativement insensible aux scènes de « comédie », tableaux épiques où Sigourney Weaver/Dian s'exprime d'un beau photographique (l'Australien Bryan Brown) ou se découvre une vieille amie charmante (Julie Harris).

Mais dès qu'apparaissent Digit et ses congénères, l'émotion est là. Ce sont les singes, admirablement filmés, libres et beaux parcs que libres, qui font le prix de ce grand reportage hollywoodien mais honnête. Quand le regard insoutenable de sagesse et de douleur d'un gorille se pose sur vous, si vous ne sentez pas une lame vous monter aux yeux, je vous l'affirme, c'est grave.

DANIELE HEYMANN.

Festival d'Angers

La nouvelle génération

Le premier Festival de cinéma d'Angers, qui s'est tenu du 20 au 29 janvier, a intégré dans les manifestations de l'Année européenne du cinéma et de la télévision.

Claude-Eric Poiroux, exploitant local — son cinéma s'appelle les 400 coups — qui a conçu le projet du Festival d'Angers (1), a lié l'idée de la création européenne à l'idée de la jeunesse. Celle des réalisateurs et

celle des spectateurs, face à la crise bien réelle du cinéma. Non pas pour provoquer une querelle de générations, mais pour tenter, en somme, une expérience de renouvellement. C'est en quoi le projet avait séduit la municipalité et tous les partenaires qui ont apporté une aide matérielle.

Angers est une ville de pointe avec son centre national de l'environnement et le premier prix européen de l'éclairage public. C'est une ville jeune, 42 % des habitants (140 000, 210 000 avec l'agglomération) ont moins de vingt-cinq ans et on y compte vingt mille étudiants. « Le Monde, supplément *Villes au futur* du 20 janvier 1989 ». Ce sont les jeunes qui ont fait le succès de Premiers plans, Festival des « films d'écoles » et des « premiers films » de réalisateurs européens. Trois mille entrées pour les « scolaires » aux séances de l'après-midi. Mais il y avait affluence partout où se présentait quelque chose de nouveau à voir, ainsi la rétrospective des films français de 1959. Les enfants, les adolescents, découvrent désormais l'histoire du cinéma, à la télévision. Les salles d'Angers affichaient, cette semaine, les mêmes sorties qu'à Paris.

Pour le public du Festival, la notion d'exclusivité, de découverte, était ailleurs. Discuter après cela sur la qualité des courts métrages, films d'écoles et autres œuvres en compétition, par rapport aux critères du cinéma, disons, habituel, n'aurait pas grand sens. Trente ans après le festival vague et, à l'époque où il semble que le cinéma, bientôt centenaire, invente plus rien, l'exemple du Festival d'Angers — nous voulons dire son particularisme — montre de façon concrète ce que certains succès imprévisibles laissent pressentir une nouvelle génération peut faire remonter la fréquentation des salles et, d'une certaine manière, faire évoluer le cinéma.

Les organisateurs avaient convié les critiques à deux matinées de

débats publics. Dominique Pain, venu de Paris pour aider à l'animation du Festival, avait organisé des rencontres entre les journalistes et des petits groupes de lycéens. Un autre genre de débat, inattendu. Qui en aura appris le plus ? Nous.

Qu'il s'agisse de réaliser des films en passant par les « écoles » et le court métrage, l'attitude est la même : la nouvelle génération ne parle pas art ou industrie, même s'il lui faut compter avec l'argent et la culture. Pour elle, le film est un mode de vie.

La plus grande surprise du panorama des premiers films européens vient — signe des temps, d'URSS. *La Petite Vera*, de Vassily Pichoul, est l'œuvre de la « transparence » absolue. La vie quotidienne d'une famille d'ouvriers dans un port de la mer d'Azov. La fille, adolescente, a quitté l'école, va danser en mini-jupe et bas résille, fréquente les cafés, refuse d'obéir et ramène un garçon qui ne plaît pas à ses parents. Une famille, des comportements par moments filmés par un émule de Maurice Pialat qui construisait aussi, très bien, la comédie italienne. Un style réaliste et fraternel.

JACQUES SICLIER.

Le palmarès

Meilleur court métrage : *Daniel endormi*, de Michel Bena (France). 20 000 F offerts par la Fondation Kodak-Pathe. Meilleur premier film européen : *La Petite Vera*, de Vassily Pichoul (URSS). 50 000 F offerts par la Fondation GAN pour le cinéma, pour la distribution en France. Meilleur film d'école européen : *Artistes*, de Joms Grimal (Suède), école Dramatiska Institutet Stockholm. 30 000 F offerts par la SACD.

Les prix du public : Meilleur premier film européen : *Pommes d'été*, de Pierre Vasson (France). 50 000 F offerts par la Fondation GAN pour le cinéma, pour la distribution du film. Meilleur film d'école européen : *Water's Edge*, de Surt Kristinnason, école NFIS, Londres. 30 000 F offerts par la SACD.

PATRIMOINE

Plans-reliefs au Musée des beaux-arts de Lille

Le ratage d'une OPA

On se souvient de la polémique qui, au début de 1986, accompagna le transfert des Plans-reliefs vers Lille. Le musée de la ville en expose six et ne sait où caser la vingtaine de maquettes qui lui reste.

Dans l'ancien du Musée des beaux-arts de Lille, fraîchement repeint, six plans en relief sont exposés : les villes de Namur (le plus vaste : 65 m<sup>2</sup>), d'Andenarde, de Tournai, de Maestricht, de Graveilles (le plus petit : 12 m<sup>2</sup>) et bien sûr, de Lille ou du moins ce qu'il en reste. La maquette avait été emportée par les troupes prussiennes en 1815 et ne fut récupérée qu'en 1945, en fait plusieurs fois. Ces planches de carton et de bois, de dimensions diverses, ont été restaurées par des artisans lillois pour être exposées dans le temps.

D'un seul coup d'œil il peut se faire une idée précise d'une de ces villes telles qu'elles étaient au milieu du dix-huitième siècle. Avec leurs bégayages, leurs labyrinthes de rues, leurs places irrégulières, leurs monuments, bien souvent disparus, leur ceinture de fortifications et la campagne environnante.

Plusieurs tables de formes irrégulières sont nécessaires à la réalisation de chacune des cités. Chaque table est recouverte d'un plancher de bois ou une feuille de carton est couverte de plots de bois pour figurer le relief. Cette couche de carton, enduite d'un mélange de sable et de colle de poisson, sert à fixer les morceaux de soie naturelle hachée qui constitue le sol. Les arbres sont faits de chemises de coton teint, les haies, d'une poussementerie de velours de fin, l'eau des rivières, de peinture verte. Les maisons, taillées en bois, sont habillées de papiers imprimés figurant briques, pierres et toitures. L'échelle des maquettes est presque toujours la même : un pied pour cent mètres. C'est-à-dire, on peut dire, le nom de certains des auteurs de ces

reconstitutions d'une minutie hallucinante. Ce sont presque toujours des ingénieurs comme Nézet (Andenarde) ou Larcher d'Auboucourt (Maestricht). Ils ont travaillé *in situ*, remplissant des monceaux de cahiers de croquis qui ont souvent été conservés.

Les familles des villes flamandes, munies de jumelles — on ne saurait trop recommander cet instrument pour visiter l'exposition, pour saisir les détails de la place du marché de Maestricht avec son hôtel de ville flanqué d'une double volée d'escalier et surmonté d'un carillon.

Les reconstitutions certainement la silhouette de Graveilles dont les restes ont échappé à la pioche des démolisseurs, mais restèrent perplexes devant Andenarde dont le clocher haut de 88 mètres, surplombe aujourd'hui les voies rapides. Tout le reste s'est évaporé, comme à disparu à Lille l'ancienne Montre Madame remplacée au XIX<sup>e</sup> siècle par la cathédrale Notre-Dame-de-la-Treille.

L'intérêt de ces plans conçus à partir de la fin du XVII<sup>e</sup> siècle et poursuivis jusqu'au milieu du siècle dernier était essentiellement d'ordre militaire. C'est Vanbau qui fit exécuter les premiers modèles. A une époque où la cartographie était encore embryonnaire, ces maquettes apparaissent comme meilleurs visages de la réalité. En 1695, Vanbau écrivait à Louvois, ministre de la guerre : « Il y a un relief de Namur dans les Tuileries, je vous demanderai la complaisance d'y venir avec moi ; je vous ferai toucher au doigt et à l'œil tous les défauts de cette place qui sont en bon nombre et en même temps ferai apercevoir comment se pourrait corriger celui qu'on m'impute ». Ces maquettes furent par la suite des objets de prestige que le roi aimait à montrer à ses visiteurs illustres. Transportés au château des Tuileries à l'hôtel des Invalides en 1776, ils devaient y rester dans des conditions précaires.

En 1966, sur le verger de Pierre Mauroy, la quasi-totalité de ces maquettes fut démantelée dans sa

bonne ville de Lille. Sans doute n'aurait-il pas compris tout l'intérêt de cette collection, assemblée par certains à des jonets pour militaires à la retraite ou à des gadgets municipaux. Jack Lang, qui céda à la pression de l'ancien premier ministre, pas plus que son successeur François Léopard qui endossa la calamiteuse partition de la collection (26 des 120 pièces sont restées dans le Nord), n'ont imaginé le parti qu'ils pourraient en tirer. Combien du paradoxe, la municipalité lilloise, après avoir fait défilier ses administrés pour soutenir le rapt légal, ne sait toujours pas où exposer ces maquettes. L'opération générale aurait eu un effet d'appoint si elle n'était pas restée à Lille. Le Musée des beaux-arts qui doit les accueillir est trop exigü. Certaines pièces seront exposées dans les sous-sols, par exemple, lorsque ceux-ci auront été réaménagés. Il n'y a pas à Lille de restaurateur de ces fragiles témoignages du passé. C'est un spécialiste venu de Paris qui a remis en état les maquettes, éprouvées par le démantèlement et un séjour en caisse qui aura duré plus de deux ans.

Cet ensemble, qui intéresse les historiens comme les urbanistes et les architectes, aurait pu être le noyau de ce musée de l'architecture dont on parle régulièrement depuis des décennies. On aurait dû lui adjoindre les modèles réduits en liège des collections Cassin qui dorment dans les combles de l'Ecole des beaux-arts et ce qui reste du Musée des travaux publics, entreposés dans des hangars près de la gare d'Anvers. Quant aux municipalités qui désirent — à juste titre — posséder le plan-cœur de leur cité, elles peuvent toujours en demander des copies. C'est la solution adoptée par Luxembourg et plusieurs villes belges.

EMMANUEL DE ROUX.

\* Plans en relief, Musée des beaux-arts de Lille, jusqu'en octobre 1989. Un remarquable catalogue a été réalisé sous la direction d'Anne-Cécile Henneze Osmont et Nicolas Pascheur qui ont établi la plupart des notices.

THÉÂTRE

« Teresa » au Petit Montparnasse

L'Italie, ma sœur !

Le théâtre, cela peut être aussi, hélas, pourquoi pas, un vrai coup d'œil. Et le ta, deux, qui se trouvent là, sur les planches, qui vont et viennent, et qui causent.

Pas sorcier. La befouille telle quelle. Le babilage tartarique. Il y a des machins qui se donnent pour œuvres dramatiques, et qui sont à une comédie de Labiche, ou de Beccace, ou de Jules Renard, ou tenez même d'Anouilh, ce qu'un cliché d'idées de Photomaton ou de Polaroid ont à un portrait de Mme Cézanne par son tendre et bien-aimé Paul.

Teresa, de Natalia Ginzburg, appartient à ce genre « déballage au magnétophone », à quoi s'ajoute, tout de même, un côté « miroirs déformants », — vous savez, ces petites caisses de glace, dans les foires, où les miroirs sont courbes, concaves, vous vous regardez, vous avez l'air d'une soupireuse, ou d'un sautillant, vous vous tordez de rire.

Teresa est une femme, à Rome, qui vit seule avec une sur le dôme de Saint-Pierre lorsqu'il n'y a pas de brouillard. Maman ne l'a pas aimée quand elle était une

petite fille. Le bonhomme qu'elle s'est choisie s'est révélé, à l'usage, un vrai coup d'œil. Et le ta, deux, qui se trouvent là, sur les planches, qui vont et viennent, et qui causent.

Bien, chengone de ton. Teresa est un chef-d'œuvre d'indépendance en demi-teinte. Théâtre-vérité. Théâtre du quotidien. Emouvant. L'auteur, Natalia Ginzburg, a bien voulu nous écrire quelques lignes, dans le programme. Elle nous dit : « Teresa a été représentée à Londres en 1968, avec Joan Plowright, dans la mise en scène de Laurence Olivier. En 1969, en Italie, avec Adriana Asti dans la mise en scène de Lucio Visconti, puis à Paris, en 1982, avec Suzanne Flon dans la mise en scène de Gérard Vergez ». Soit. Le dessus du panier.

Aujourd'hui, à Paris, Adriana Asti reprend elle-même le rôle, en français. Elle chante, dans, mmmmm, fait au public les gros yeux et les yeux doux.

Les personnes qui n'ont rien à fiche du théâtre, et qui sont, ne

nous le cachons pas, innombrables, vont faire un franc saut à (ou du) Teresa. Et comment ne pas le comprendre, puisque Teresa, Natalia Ginzburg et Adriana Asti sont toutes les trois italiennes. La France n'a qu'une sœur au monde, une vraie sœur jumelle, bien plus belle et bien plus drôle, et plus vivante, mais quand même une sœur : l'Italie. Et à sa sœur on permet tout, on pardonne tout. Bénévoles le ciel d'avoir l'Italie, même quand elle nous balance un navet écrit par un manché et joué par un pitre.

Les personnes qui aiment le théâtre pourront observer le jeu, dans le rôle du bonhomme-courant-d'air, de Didier Flamand, acteur tout à fait personnel, mystérieux, dont il est inutile de se demander ce qu'il fait là puisqu'il est clair que Didier Flamand, depuis une bonne dizaine d'années, se conduit comme un joueur de Dostoevski qui s'ingénierait à perdre, sans y parvenir. Un cas passionnant.

MICHEL COURNOT.

\* Petit Montparnasse, 21 heures — 43-27-77-74.

**LE PETIT ODEON**  
18 h 30  
24 janvier - 26 février  
Sauf les mercredis 25 janvier, 1<sup>er</sup> et 8 février, et le samedi 11 février  
David Mamet  
**LE CHÂLE**  
Adaptation française  
Pierre Laville  
Mise en scène  
Yves Gasc  
avec  
Geneviève Casile, Yves Gasc  
de la Comédie-Française  
et Alain Fromager  
Tél. 43.25.70.32

**CONNOISSANCE DU MONDE**  
SALLE PLEYEL : Lundi 30 janvier 1989 (18 h 30), Mardi 31 (18 h 30), Mercredi 1<sup>er</sup> février (18 h 30), Jeudi 2 (20 h 30), Vendredi 3 (18 h 30), Samedi 4 (21 h), Dimanche 5 (14 h 30).  
Lundi 6 février (18 h), séance supplémentaire.  
**TIBET**  
Films de Gilbert LEROY  
Au cœur du Tibet, hier interdit. Terre légendaire. Lhassa. Potala. Le Dalaï-Lama. Fier des montagnes habitées de monastères. Vie des nomades tibétains. Pélerinage du toit du monde.  
PROCHAIN SUIVI : SINAI (du 13 au 20 février) — Tél. 45-61-18-99.

**Le Monde**  
PHILATELISTES  
l'Officiel de la philatélie  
NOMBREUSES ILLUSTRATIONS EN COULEURS  
Un entretien avec : Pierre Perret.  
pionnier de l'air.  
Thématique : les perles.  
Première carte correspondance de Grâce.  
**LE MONDE DES PHILATELISTES**  
POUR VALORISER VOTRE PASSION DES TIMBRES  
En vente chez votre marchand de journaux

**Le Monde**  
7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09  
Tél. : (1) 42-47-97-27  
Tél. MOHOPAR 850672 F  
Télécopieur : (1) 45-23-06-61

Édité par la SARL Le Monde  
Gérant : André Fontaine, directeur de la publication  
Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauriol (1969-1982), André Laurens (1982-1985)  
Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.  
Capital social : 620 000 F  
Principaux associés de la société : Société civile « Les Rédacteurs du Monde », Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde-Entreprises, MM. André Fontaine, gérant, et Hubert Beuve-Méry, fondateur.  
Administrateur général : Bernard Woutts.  
Rédacteur en chef : Daniel Verdet.  
Correspondant en chef : Claude Salas.

**ABONNEMENTS PAR MINITEL**  
36-15 - Tapez LEMONDE  
code d'accès ABO

**ABONNEMENTS BP 507 09**  
75422 PARIS CEDEX 09  
Tél. : (1) 42-47-98-72

	FRANCE	BOULG	SUISSE	AUTRES PAYS
3 mois	365 F	399 F	504 F	700 F
6 mois	720 F	762 F	972 F	1 400 F
9 mois	1 030 F	1 097 F	1 404 F	2 040 F
1 an	1 340 F	1 396 F	1 800 F	2 600 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.  
Pour vous abonner RENVOYEZ CE BULLETIN accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus  
PORTAGE : pour tous renseignements tél. : 05-04-03-21 (numéro vert)  
Changements d'adresse : les abonnés sont invités à fournir leur ancienne adresse deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

**BULLETIN D'ABONNEMENT**  
DURÉE CHOISIE  
3 mois ☐  
6 mois ☐  
9 mois ☐  
1 an ☐  
Nom : \_\_\_\_\_  
Prénom : \_\_\_\_\_  
Adresse : \_\_\_\_\_  
Code postal : \_\_\_\_\_  
Localité : \_\_\_\_\_  
Pays : \_\_\_\_\_  
Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales et d'imprimer.

**Le Monde**  
TÉLÉMATIQUE  
Composé 36-15 - Tapez LEMONDE

**Le Monde**  
PUBLICITE  
5, rue de Montmoyen, 75007 PARIS  
Tél. : (1) 45-55-91-83 ou 45-55-91-71  
Tél. MOHOPUB 206 136 F









# Le Monde ECONOMIE

... Le Monde • Mardi 31 janvier 1989 17

## L'ENDETTEMENT DES ALLEMANDS

### Sous la tutelle des banques

UN jugement du tribunal fédéral de Karlsruhe, l'instance judiciaire suprême de la RFA, a fait, en janvier, les gros titres de la presse ouest-allemande. Le client d'une banque reprochait à cette dernière de lui avoir indûment fait payer des intérêts se montant à l'équivalent de 1,40 franc en ne créditant à son compte un versement en liquide que le lendemain du dépôt et en débitant le jour même un virement effectué au profit d'un tiers.

Le tribunal a tranché en faveur du client, soulignant, au profit des institutions financières, qu'elles voient ainsi disparaître une source de profits juteux. Le plaignant, soutenu par la très puissante Fédération des consommateurs, s'est trouvé du jour au lendemain promu au rang de héros national, bravant victorieusement les immenses grattes-ciel bancaires de Francfort-sur-le-Main.

#### Une épargne stable

Ce conflit illustre bien les tensions qui existent entre des particuliers — pourtant plus sages dans leur comportement que les Français, les Anglais ou surtout les Américains — et des organismes de crédit qui maintiennent leurs clients en tutelle, n'accordant des facilités qu'à coup sûr et ponctionnant le compte de leurs clients chaque fois qu'ils le peuvent. De telles pratiques, qui résultent d'une entente parfaite entre les banques, ont pour conséquence une relative placidité des financiers, qui estiment avoir la situation de l'endettement de leurs concitoyens bien en main.

L'image des Allemands, peuple d'écureuils amassant son bien, ne consommant qu'après avoir épar-

gné et se comportant à l'égard de l'endettement comme leur enjoint leur langue — il n'y a qu'un mot, *Schuld*, pour désigner la faute et la dette — doit en effet être corrigée. Le taux d'épargne des ménages tourne bon an mal autour de 13 % du revenu disponible ; mais le taux d'endettement des familles est bien supérieur à celui des ménages français (15 % contre 7 %).

L'esprit de consommation s'est répandu en Allemagne fédérale avec la prospérité, même si l'essentiel de l'endettement porte sur l'immobilier (47 milliards de deutschemarks en 1987 — 160 milliards de francs — contre 11,6 milliards — 40 milliards de francs — pour le crédit à la consommation). Le recours à

On ne distribue les chèques que par dix à la fois et on n'accorde de crédit qu'après vérification auprès d'un service central de données.

l'emprunt est en progression ; mais, contrairement à ce qui s'est passé en France, il n'est pas lié à une diminution du taux d'épargne, qui reste stable.

Les Allemands, lorsqu'ils gagnent plus consomment plus, et comme ils ont tendance à préférer les biens solides et de bonne qualité, donc chers, ils ont tendance à recourir davantage au crédit pour leurs acquisitions. L'évolution du marché automobile en témoigne : la progression du nombre d'immatriculations pour les véhicules

haut de gamme est plus importante que pour les catégories inférieures. Cependant, en ce qui concerne les voyages à l'étranger, les Allemands, champions d'Europe dans ce domaine, n'ont qu'exceptionnellement recours aux emprunts.

L'idée même d'un encadrement du crédit par les pouvoirs publics faisant horreur, la discipline très stricte qui règne cependant dans ce secteur est organisée par le système bancaire, avec à son sommet

la Bundesbank, l'institut d'émission si soucieux de son indépendance, qui détermine souverainement la masse monétaire. Les organismes de crédit, de leur côté, ont, pour éviter tout dérapage, un mécanisme très perfectionné qui se fonde sur deux grands principes : la vérification *a priori* de la solvabilité des clients et une extrême prudence dans la mise à la disposition du public des moyens « modernes » de paiement, cartes de crédit et même chèques.

Les banques ouest-allemandes ont créé un service commun de collecte de données sur les mauvais payeurs nommé *Schufa*, dont le siège central est à Wiesbaden. Le directeur d'agence sollicité pour un crédit peut ainsi savoir instantanément le profil de son client potentiel. Les particuliers peuvent aussi avoir communication des données les concernant, mais ils doivent pour cela dépenser l'équivalent de 35 francs.

Cependant, la loi sur la protection des données donne la possibilité au client d'une banque de refuser que des renseignements à son sujet soient transmis au *Schufa*. Mais cela lui rendra difficile l'obtention d'un crédit, les prêteurs se méfiant tout autant de ceux qui veulent rester dans l'ombre que de ceux qui ont déjà failli.

#### En liquide de préférence

Une fois ces précautions prises et après une période plus ou moins longue d'observation, le client jugé « sûr » par l'établissement financier se verra régulièrement proposer toutes sortes de crédits, le plus courant et le plus utilisé étant le crédit « revolving », qui peut se monter jusqu'à quinze fois son revenu mensuel. Les autres devront, pour satisfaire un besoin pressant de liquidités, recourir à des officines plus ou moins loquaces qui font de la publicité dans les journaux populaires, promettant l'octroi de crédits instantanés « sur simple coup de téléphone » et contre lesquelles les associations de consommateurs font des campagnes régulières en raison des taux usuraire pratiqués.

Les pratiques commerciales dominantes n'incitent pas à l'endettement. Méfiant par nature, le commerçant ouest-allemand, grand ou petit, préfère être payé en liquide plutôt qu'en chèque et ne se met que très lentement à la « monnaie plastique ». Le paiement des frais fixes des ménages (loyers, impôts, électricité...) s'effectue principalement par virement bancaire. Il est rare de recevoir un chèque en règlement des transactions privées : le formulaire le plus utilisé est l'ordre de virement, le *Überweisungsauftrag*.

Les banques d'ailleurs ne distribuent les chèques que par dix, et

il n'est pas rare que les guichetiers vous fassent remarquer que vous n'avez pas encore utilisé tout votre stock avant d'en demander d'autres. Certes, distributeurs automatiques de billets et cartes de crédit se multiplient, mais le système est loin d'être aussi développé qu'aux États-Unis, en France ou en Grande-Bretagne. Cet accès facile à l'argent reste encore, dans certains milieux, entaché d'immoralité.

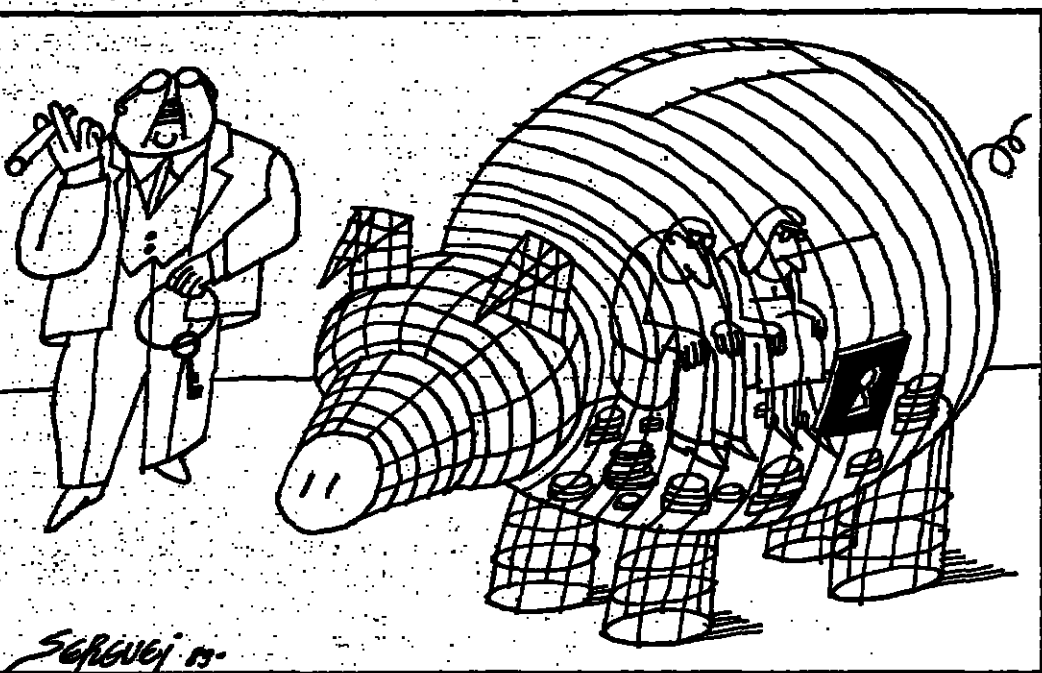
La démographie joue aussi un rôle certain dans les réticences allemandes à se lancer dans l'argent moderne : une population en constant vieillissement est moins prête à changer ses habitudes. Le nationalisme bancaire d'outre-Rhin contribue, enfin, à freiner l'extension des cartes de crédit : les banques ouest-allemandes discutent entre elles pour mettre au point une carte de crédit purement germanique et ne poussent pas leur clientèle vers les réseaux de cartes bancaires conçus à l'étranger.

Toutes ces précautions n'empêchent pas néanmoins que des incidents de paiement se produisent. Deux causes principales sont indiquées par les banquiers pour ces manquements aux obligations de remboursement : le chômage et le divorce. Dans le premier cas, les établissements financiers se montrent plutôt magnanimes : le débiteur qui a perdu son emploi se verra proposer de ne rembourser que les intérêts de ses emprunts jusqu'à ce qu'il ait retrouvé du travail.

« Notre intérêt, c'est de récupérer l'ensemble de la somme, même avec du retard, nous confie un directeur d'agence. Si nous procédons tout de suite à la saisie et à la vente forcée des biens gagés, il ne nous revient qu'une faible partie de l'argent prêté. » La durée moyenne du chômage étant moins élevée que dans d'autres pays comparables, les indemnités étant relativement importantes et la conjoncture s'améliorant, les risques restent limités.

La situation est beaucoup plus compliquée dans le cas du divorce — un mariage sur trois se termine devant le juge. Lorsque le contexte psychologique de la séparation est difficile, il arrive bien souvent que les traités d'une maison achetée à crédit dans l'euphorie de la lune de miel ne soient plus honorés. Les ventes aux enchères, à prix cassés, des logis de divorcés constituent la plus grosse part des pertes enregistrées par les établissements de crédit. Les banquiers ne sont pas encore parvenus à trouver le système obligant des gens qui ne peuvent plus se voir à rester sous le même toit. Ce n'est pourtant pas l'envie qui leur en manque.

De Bonn,  
LUC ROSENZWEIG.



## LA CROISSANCE EN QUESTION

### Une course folle

Les générations futures paieront le prix fort d'une fixation sur la performance et l'expansion.

par SIMON CHARBONNEAU (\*)

Suite au dégonflement des idéologies politiques — tout le monde en convient aujourd'hui, — il n'y a qu'une seule politique économique et sociale possible. Dans ce domaine, le consensus politique entre la droite et la gauche est total. Les toutes politiques ne peuvent plus se manifester que sur les marges où les enjeux sont dérisoires.

#### Une timide ouverture

La réflexion sur la croissance serait-elle donc définitivement désuète ? Pourtant, au début des années 70, alors que régnait encore la prospérité économique, un courant critique vit le jour, avec la publication d'ouvrages comme ceux de Dennis Meadows, d'Edward Goldsmith, ou en France, celui méconnu de Bernard Charbonneau (1). La problématique des limites de la croissance, popularisée par le Club de Rome, était lancée mais avait l'handicap de s'inscrire au départ dans le courant contre-culturel des années 1968-1970, amené à disparaître rapidement par effet de mode.

Cette timide ouverture par rapport à l'idéologie bétonnée des « trente glorieuses » ne résista guère à la crise des années 70. La critique de la croissance devenait incongrue sinon inconvenante, alors que les Français se débattaient entre l'inflation et le chômage. Relancer la machine économique dans un contexte

international qui ne le permettait pas, voilà à quoi s'échinèrent nos gouvernements !

Pourtant un brin de réflexion montrait que la « crise » était bien le produit logique de la formidable croissance des années précédentes. Qu'il s'agisse de l'augmentation constante des capacités de production de certaines branches de l'industrie — la sidérurgie par exemple, — de l'engorgement consécutif des marchés, de l'envolée brutale des prix du pétrole, entraînée par celle de la consommation, il fallait en toute hypothèse, sans compter la pression nouvelle des coûts externes (pollution, encombrements divers, exode rural, etc.), payer le prix de la croissance facile des années précédentes.

Aujourd'hui que nous sommes en passe de retrouver une certaine prospérité, la critique de la croissance serait-elle susceptible de retrouver une légitimité ? Apparemment non ! Jamais l'élite du pouvoir n'a été aussi hermétique à une telle critique, et le silence des intellectuels sur une question aussi fondamentale est, à cet égard, tout à fait éloquent ! Est-ce d'ailleurs là un signe inconscient de son urgence ?

La crispation sur le dogme est le signe infallible de l'accumulation des problèmes. Les faits sont en effet têtus. Il faut tout d'abord remarquer, banalité de base, que la croissance dans les pays développés est de plus en plus difficile. Tous les experts (mais il ne trou-

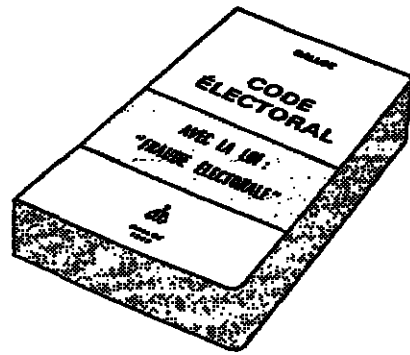
peut souvent !) sont d'accord pour penser que les taux de croissance des années 60 ont peu de chances d'être retrouvés, même si l'ouverture à l'Est offre un nouveau champ.

Il y a plusieurs causes à cela, dont la mondialisation de l'économie n'est pas la moindre : plus il y a de pays qui accèdent aux techniques industrielles et se lancent dans la croissance, plus la compétition économique internationale devient dure. Les possibilités de réussite s'amenuisent.

(1) Dennis Meadows : *Balance à la croissance* (1972, Fayard) ; Edward Goldsmith : *Changer ou disparaître* (1972, Fayard) ; Bernard Charbonneau : *La Sagesse et la Chaux* (1973, Anthropos).

(Lire la suite page 18.)

Les codes Dalloz ne cessent de grandir ; régulièrement mis à jour, enrichis des annotations de jurisprudence et complétés de bibliographies, toujours accessibles grâce à de nombreuses tables. Code électoral 1989. AVEC LA LOI : TRAITE ÉLECTORAL.



Sa grandeur est à l'intérieur.

20 CODES DALLOZ • LE DROIT DE SAVOIR

حکذا من الاصل

LA RETENUE A LA SOURCE A L'ÉTUDE

# Une aberration économique

Préconisé dans le X<sup>e</sup> Plan  
un tel système, automatique et occulte,  
prive de conscience les contribuables

par PHILIPPE ROBERT (\*)

Il y a deux manières pour l'État et les institutions sociales de se procurer les fonds qui leur sont nécessaires, qu'on englobe sous le terme de prélèvements obligatoires : soit les percevoir auprès des agents économiques une fois qu'ils ont reçu leurs revenus primaires (1) en leur demandant de déclarer ces derniers, ce qui correspond à la pratique française pour l'impôt sur le revenu, soit les retenir à la source du revenu primaire, essentiellement dans l'entreprise, avant sa distribution aux agents économiques dont le travail ou le capital a généré et à qui il est destiné. Cette dernière méthode est celle utilisée en France pour les cotisations sociales et, dans certains pays étrangers, pour l'impôt direct sur le revenu.

Les principaux avantages du prélèvement à la source tiennent à ce qu'il facilite le travail de l'administration qui utilise les entreprises comme collecteurs d'impôt et à ce qu'il fait disparaître la fraude. En outre, il est peu apparent pour les contribuables qui ne sont pas conscients et par conséquent ne s'en plaignent pas : comme disent les fiscalistes, « on plume la volaille sans qu'elle s'en aperçoive ». On comprend la faveur qu'il rencontre auprès des agents de l'État et de la Sécurité sociale.

## Rendement et justice

Cet engouement est tel qu'il y a quelques années au cours d'un entretien-débat Michel Rocard et Raymond Barre étaient tombés d'accord sur l'intérêt du système et sur l'avantage qu'il y aurait à l'étendre en France à la perception de l'impôt sur le revenu. Plus récemment, Michel Charasse, l'actuel ministre du budget, a manifesté son désir de l'appliquer à l'impôt payé par les professions libérales.

Le projet de X<sup>e</sup> Plan adopté le 24 janvier préconise la mise à l'étude d'une retenue à la source pour l'impôt sur le revenu. Enfin la Commission européenne envisage de généraliser ce système pour la perception de l'impôt sur l'épargne dans le cadre de la CEE.

De telles extensions vont à l'encontre de l'intérêt général, car si la retenue à la source présente certains avantages pour le fisc et l'administration, ses inconvénients sur le plan économique sont tels qu'ils la condamnent et qu'il serait souhaitable de renoncer totalement à une semblable pratique.

Deux grandes préoccupations ont présidé à l'élaboration du droit fiscal français : le rendement fiscal et le souci de la justice, ou tout au moins de la conception que le législateur s'en fait. Moins le prélèvement est apparent, plus il est facile et plus son rendement est élevé, car le contribuable ne peut s'y opposer par le fait même de l'absence de conscience qu'il en a. Par ailleurs la retenue à la source en faisant échec à la fraude évite à l'administration tous les efforts qu'elle doit déployer pour lutter contre celle-ci dans les autres systèmes de perception, notamment dans la méthode déclarative. Facilité du prélèvement et absence de fraude vont dans le sens du rendement fiscal et de la justice, mais ces avantages ne doivent pas être

obtenus aux dépens d'inconvénients plus graves encore.

Le souci de justice a conduit les fiscalistes français à faire varier l'impôt en fonction de l'importance de son assiette : le revenu pour l'impôt sur le revenu, le bénéfice pour l'impôt sur les sociétés, le capital pour les impôts sur le patrimoine, la valeur ajoutée pour la TVA, le salaire pour les cotisations sociales. Mais la progression du prélèvement diffère : elle est proportionnelle dans le cas de l'impôt sur le revenu, proportionnelle pour les impôts sur les sociétés, moins que proportionnelle par le jeu d'un plafond pour les cotisations sociales.

Encore que la conception de la justice soit une notion subjective et variable, il n'y aurait rien à en dire si le souci de la justice ne venait gravement mettre en question l'efficacité économique, car la fiscalité française n'a pas été l'œuvre d'économistes. Ce souci de l'efficacité économique présente à nos yeux une telle importance qu'il devrait être pris en considération en priorité.

On professe au nom de la justice de préférer l'impôt sur le revenu, qui touche plus les riches que les pauvres, à l'impôt indirect (TVA) qui fait l'inverse, ou le premier dissuade d'épargner et d'investir, sur tout si son taux est élevé, tandis que le second dissuade de consommer et incite donc à l'épargne, ce qui est hautement souhaitable dans une économie comme la nôtre caractérisée par une insuffisance de l'épargne et de l'investissement, lesquels conditionnent la croissance économique. De même les impôts sur les transactions et les plus-values, satisfaisants sur le plan de la justice, constituent une

grave incitation à limiter les échanges, donc une entrave à l'activité économique, voire pour le deuxième une pénalisation des opérations économiques profitables, donc utiles selon les lois du marché, et une prime aux opérations déficitaires, donc sources de gaspillage pour la collectivité.

L'imposition multiple du capital, notamment par l'impôt de solidarité sur la fortune, qui semble répondre au souci de la justice, du moins dans sa conception égalitaire qui est celle de notre actuel président de la République, ampute fâcheusement l'épargne. Elle constitue aussi une grave incitation à l'exode des capitaux vers des pays de moindre taxation (l'Allemagne fédérale par exemple), pour le plus grand dommage de notre économie.

## Responsabilité et motivation

La priorité de l'impératif de l'efficacité économique se justifie par le fait que, si cet impératif n'est pas respecté, les mesures prises risquent fort de se retourner contre leurs objectifs initiaux de rendement fiscal — l'impôt tue l'impôt — et de justice. La diminution de l'épargne et de l'investissement entraîne la dévalorisation monétaire, le sous-développement, le chômage, la paupérisation.

La retenue à la source présente deux inconvénients tellement

graves qu'ils doivent à nos yeux la condamner définitivement : la déresponsabilisation et la démotivation des agents économiques. L'inconscience qu'a le contribuable du montant de la retenue à la source, qui facilite le prélèvement, par le fait même le déresponsabilise : on ne peut être responsable que de ce dont on est conscient.

L'équivoque, voire les conflits engendrés par la retenue à la source des cotisations sociales ont des conséquences déplorables : le salarié ne prend en considération que son salaire net qui est le seul dont il peut disposer, tandis que pour l'employeur le coût d'un salarié se mesure au salaire brut plus les cotisations patronales, cet ensemble allant parfois jusqu'à approcher le double du salaire net touché par le salarié.

L'employeur ne pourra embaucher, au risque de mettre son entreprise en péril, que des salariés ayant une rentabilité supérieure à leur coût mesuré par l'ensemble salaire brut plus cotisation patronale. Inversement le salarié, ignorant du montant considérable des cotisations patronales, voire des cotisations salariales figurant sur sa feuille de paie mais ne rentrant pas dans sa poche, aura tendance à considérer les prestations sociales comme gratuites, tombées du ciel (windfall profits, comme disent les économistes anglo-saxons) et par le fait d'en abuser.

(\*) Professeur à l'université Paris-V.

## LA CROISSANCE EN QUESTION

# Une course folle

(Suite de la page 17.)

Ensuite, une expansion continue de notre richesse comme de nos moyens est contraire aux lois élémentaires de la physique comme de l'écologie. Tôt ou tard viendra la chute et l'effondrement des courbes. A cet égard la « crise » des années 70-80 devrait être interprétée comme un avertissement sérieux. Au lieu de cela, les citoyens n'ont droit qu'à des mystifications, pour ne pas dire des mensonges, de la part de nos décideurs éclairés !

## Des coûts multiformes

Les coûts de la croissance, de plus en plus importants, sont d'ailleurs à pour nous avertir du caractère indéfectible de cette chute, qui sera d'autant plus catastrophique que l'on n'y aura pas été préparé. Ces coûts sont multiformes et de plus en plus manifestes.

Sur le plan social, la croissance tend à supprimer davantage

d'emplois qu'elle n'en crée, surtout en terme d'emplois permanents qualifiés. Cela est particulièrement vrai dans la mesure où l'on se place à l'échelle internationale : la résorption du chômage dans un pays signifie souvent, inévitablement, son aggravation dans un autre.

De plus, la révolution technique permanente (2), combinée à la compétition économique sauvage, est à l'origine de l'expulsion progressive de l'homme hors du monde du travail, à l'exception d'une poignée de managers. Le cas de l'agriculture est exemplaire à cet égard : les contradictions du productivisme agricole sont telles aujourd'hui qu'il faut s'attendre, dans les prochaines années, à voir mourir nos dernières campagnes et nos derniers villages dans des régions entières.

La politique actuelle de la CEE encourageant la mise en friche ne peut conduire qu'à une intensification des derniers secteurs encore voués à l'agriculture. Le système agro-industriel mène à une concentration croissante des exploitations au détriment de la gestion de l'espace rural. Les derniers lambeaux de l'agriculture paysanne non compétitive disparaîtront à jamais.

En ce qui concerne les coûts écologiques de la croissance, il faut bien dire que la facture est en train de s'alourdir chaque année. Pour l'écosphère, c'est la réduction de la couche d'ozone provoquée par la pollution chlorée et l'effet de serre ou, sur la surface de la Terre, c'est la déforestation de certains pays du tiers-monde et la nitrification des eaux dans certaines zones d'agriculture intensive.

## Le court terme

La fameuse croissance risque de se traduire rapidement par une décroissance vertigineuse de nos ressources naturelles. Tout le système actuel de la croissance repose d'ailleurs sur un mécanisme de transferts de coûts écologiques dans l'espace et dans le temps. Ainsi les générations à venir paieront le prix fort de notre fixation obsessionnelle. Pour le technosystème en expansion, les limites écologiques, sociales et même économiques de la croissance constituent un mur infranchissable.

Face aux menaces de désordres en tout genre qui accompagneront inévitablement l'effondrement de la croissance, comment réagit le système ? Non par une remise en question de ses objectifs, mais par une fuite en avant éperdue où l'équilibre immédiat est recherché par une accélération du mouvement. Dans tous les pays développés se joue une course de vitesse entre la menace de chaos et la recherche d'une organisation plus sophistiquée.

Plus que jamais, l'économie mondiale fonctionne sur le court terme, la prévision n'étant opérationnelle que sur l'année et correspondant à l'absence de finalité du système. Face à la vulnérabilité croissante de l'économie et des systèmes techniques complexes qui la font fonctionner, des régulations sont mises au point, qui, à leur tour, justifient la prise de nouveaux risques et induisent de nouvelles fragilités. La course entre la performance et la sécurité, l'épée et le bouclier, continue alors, plus folle que jamais.

Cette logique absurde et suicidaire doit cesser : à moins de considérer que pour l'homme moderne les déterminismes technico-économiques sont en définitive assimilables à la tectonique des plaques. Peut-être est-il encore temps de réfléchir à l'après-croissance.

Cela nécessiterait d'abord d'arrêter de multiplier les bombes à retardement sociales et écologiques que nous prépare la recherche scientifique imbriquée dans la croissance économique et que nous impose la technocratie ou le marché. Cela veut dire ensuite réfléchir à une décélération contrôlée de l'économie mondiale qui seule permettrait de limiter les dégâts existants et surtout à venir. On n'arrête pas brutalement un convoi lancé à pleine vitesse !

La restauration progressive des autonomies, en particulier agro-alimentaires, des économies régionales et locales, serait un élément essentiel de cette politique. Un monde où les Africains sont nourris par l'aide alimentaire des pays industrialisés et le bétail de ces derniers nourri par des tourteaux d'arachides afin de produire des excédents de lait ou de viande est un monde absurde (3).

En matière de soins, le malade et le médecin sont déresponsabilisés financièrement. C'est la collectivité qui paie, c'est-à-dire tout le monde ou personne, ce qui explique le « bolide sans frein » que constitue de par son rythme de progression le remboursement des dépenses de santé. C'est pourquoi la feuille de paie-vérité sur laquelle figureront les cotisations patronales à partir de 1989 est un premier pas important pour rendre conscients les salariés quant au coût de la protection sociale. La gratuité ou semi-gratuité pour les individus est hors de prix pour la collectivité : la SNCF et l'enseignement en sont d'autres éclairants exemples.

De plus, la retenue à la source démotive l'agent économique dont le revenu primaire qu'il perçoit et dont il peut disposer se trouve considérablement amputé. Près de 40 % du revenu des ménages est constitué de revenus sociaux sans aucun rapport ni lien avec le travail ou le capital fourni par les agents économiques. Si l'on tient compte des services publics gratuits ou semi-gratuits dont bénéficient les ménages, c'est environ 60 % des revenus réels des Français qui sont sans aucun lien ni rapport avec leur activité économique. Quand on travaille et qu'on investit pour accroître seulement 40 % de ses revenus et que 60 % tombent du ciel, on n'est pas incité à intensifier ses efforts dans le travail ni ses risques en investissant.

Il faut proscrire cette aberration économique que constitue la retenue à la source qui, en France, par les cotisations sociales stérilise psychologiquement pour l'économie la somme fabuleuse de plus de 1 000 milliards de francs, soit le cinquième du produit intérieur brut total. Or le moteur de l'acti-

tivité économique qu'est la motivation relève de la psychologie et il convient de le préserver avant tout. Il faudrait verser aux salariés, la totalité de leur rémunération, y compris les cotisations salariales et patronales, et reprendre l'essentiel de celles-ci par une perception postérieure au paiement aux salariés de ce salaire global, comme on le fait pour l'impôt sur le revenu actuellement en France ou pour les assurances automobiles obligatoires.

## Compétitivité et grand marché

Pourquoi cette complication, ce détour ? Pour que ces sommes passent par les poches des agents économiques, qu'ils soient conscients de l'importance de ces prélèvements et des sacrifices qu'ils doivent faire pour avoir la sécurité sociale, qu'ils en soient responsables et agissent en conséquence. En effet, lorsque nous recevons notre feuille d'impôt sur le revenu ou notre facture d'assurance auto, nous sommes d'abord effrayés du montant des sommes demandées, mais nous nous prenons par la main et faisons l'effort nécessaire pour y faire face en travaillant ou en économisant davantage et l'économie nationale y trouve son compte.

Inversement, nous ne faisons aucun effort pour faire face à nos cotisations sociales prélevées à la source, ignorées de nous et pourtant beaucoup plus importantes. Il faut remettre dans le circuit économique et dans le champ de nos motivations ces sommes considérables actuellement stérilisées par la retenue à la source.

Si nous ne nous décidons pas à faire cette réforme et continuons chaque année de boucher le trou de la Sécurité sociale en augmentant les cotisations, comme tous les gouvernements l'ont fait jusqu'ici, nous accroîtrons sans cesse les charges de nos entreprises, la déresponsabilisation et la démotivation de nos agents économiques et par le fait le manque de compétitivité de nos entreprises dont nous souffrons déjà par rapport à nos concurrents. De telles conséquences sont particulièrement dommageables à la veille de la constitution du grand marché européen de 1993.

D'une façon générale, le prélèvement à la source, de par son caractère automatique, inexorable et occulte pour le contribuable, constitue une méthode de perception de type collectiviste qui réduit le champ de la liberté économique du citoyen et le domaine de la société civile.

(1) Les économistes entendent par revenus primaires les revenus découlant directement de l'activité économique (travail ou investissement) de ceux qui les perçoivent par opposition aux revenus de transfert : tels que les prestations sociales.

(2) Jacques Ellul : *Le Bluff technologique* (Hachette, 1988).  
(3) François de Ravignan : *La Faune pourquoi ?* (Syros 1963).

## Ce mois-ci dans

**DYNASTEURS**  
LE MENSUEL DES ÉCHOS

## Dossier

# Avocats d'affaires contre "lawyers"

## Et aussi

- Les avatars de Georges Pébereau
- Pari risqué pour Chaumet
- La mise en garde de J.K. Galbraith

EN KIOSQUE

## orientations SERVICE

Des écoles vous informent sur les filières et débouchés suivants :

POUR EN SAVOIR PLUS et recevoir gratuitement des informations sur les écoles qui forment aux secteurs suivants, cochez la ou les filières qui vous intéressent et adressez ce bon à : Orientations Service, 28, rue de la Trémoille, 75008 PARIS (réponse par courrier uniquement).

M. - Mme - Mlle. Adresse.

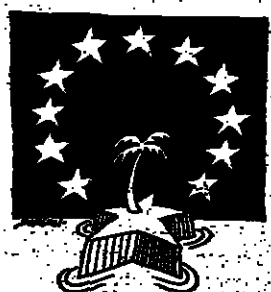
Code postal	Ville	Age
Niveau d'études actuel		
Classes Préparatoires	Electronique	
Grandes Ecoles, Commerce, Gestion	Expertise Comptable	
Ecoles à Vocation Internationale	Expression Visuelle	
Vente Commerce, Gestion, Distribution	Formations Artistiques Appliquées	
Grandes Ecoles Scientifiques	Formation Commerciale	
3 <sup>e</sup> Cycle de Gestion	Gestion Financière	
Administration Militaire - Commissaires	Gestion du Patrimoine	
Architecture	Hôtellerie-Restauration	
Architecture d'Intérieur	Immobilier	
Arts Graphiques	Informatique	
Arts Plastiques	Ingénierie Chimiste	
Assurances	Journalisme	
BTS Automobile	Logistique Production	
Cinéma	Maintenance d'Ordinateurs	
Communication et Culture	Marché de l'Art	
Communication dans l'Entreprise	Parfums-Médical	
Constitution, Publicité	Prothésiste Dentaire	
Communication Audiovisuelle	Recherche Scientifique	
Comptabilité	Régularité Sociale	
Concours Ecole Normale	Secrétariat-Bureautique	
Cours par Correspondance BTS	Sciences Sociales et Politiques	
Cours par Correspondance Sciences Po	Tourisme	
Cours de Vacances et de Soins	Stylisme de Mode	
Danse		
Design, Design Industriel		



## L'EUROPE ET SES ÎLES

## Le soleil de Rhodes

Pour les responsables insulaires, il n'y a pas d'autre richesse et d'autre avenir que le tourisme



« Le tourisme est la seule industrie de la paix ». Conviction ou fatalisme ? M. Savas Karayiannis, le maire de la ville de Rhodes, mise tout sur ce secteur pour conforter la prospérité de l'île. Pour tous les responsables de « la perle du Dodécanèse », il n'y a pas d'autre voie, ni d'autre avenir.

Améliorer la qualité de l'accueil afin de s'engager résolument vers un tourisme de luxe : tel est le sens de la politique actuelle. Avec 1 million de touristes par an pour une population de 95 000 habitants, l'île est déjà proche de la saturation : plus de trois cents hôtels et cinquante mille lits.

Comment faire autrement, alors que le tourisme rapporte chaque année quelque 700 millions de dollars, que cette industrie représente 70 % de l'économie insulaire et permet aux Rhodiens d'avoir un des plus hauts revenus de Grèce ? Quelle autre possibilité reste-t-il lorsque l'on sait que l'agriculture et l'industrie confondues atteignent moins de 20 % de la richesse locale ?

C'est sans doute ce qui explique que le président des chambres de commerce du Dodécanèse soit un hôtelier, propriétaire de deux chaînes. M. Georgios Karayiannis (sans lien de parenté avec le maire de Rhodes) n'envisage pas non plus d'autre base de développement : « La petite industrie que nous avons dépend complètement du tourisme ».

M. Karayiannis a d'ailleurs beaucoup de mal à parler des autres activités. Il se limite à évoquer la production de deux vins : le kair, créé sous l'occupation italienne, et l'emery, d'origine locale, l'importance de l'huile d'olive, de l'artisanat (meubles, céramiques, joaillerie, vêtements). Il accorde une mention particulière au champagne de Rhodes, dont l'existence remonte à une douzaine d'années.

N'allons pas naïvement nous imaginer que le développement de la production de vin a entraîné une industrie de fabrication de bouteilles ! Presque surpris par la question, le président des chambres de commerce répond : « C'est plus simple de les impor-

ter ». N'évoquons pas non plus nos souvenirs scolaires de Rhodes, puissance navale : on ne construit plus de bateaux sur l'île, même de plaisance. Cela coûte moins cher de les acheter en Italie.

## De fortes primes

De son côté, M. John Machéridis, jeune loup du PASOK — le parti socialiste grec — et préfet de la région, fait des efforts méritoires pour expliquer que l'État tente de corriger le tir pour ne pas laisser la place à la seule industrie touristique. Les pouvoirs publics accordent de fortes primes, explique-t-il, notamment au développement des cultures, afin d'atteindre l'autosuffisance pour les légumes — et à la création d'entreprises industrielles.

Toutefois, à l'instar des autres responsables locaux, il admet les bienfaits des devises dépensées par les Allemands, les Britanniques ou les Scandinaves, amenés au rythme de cent atterrissages hebdomadaires l'été, par des vols charter, le plus souvent des gros porteurs (Boeing-747 notamment) que la longueur de la piste de Kremasti permet d'accueillir. « Grâce au tourisme, il n'y a pas de chômage sur l'île ».

Le budget national finance d'ailleurs la construction d'une route transversale au nord de l'île afin de faciliter l'accès à l'aéroport. Les 2 milliards annuels de drachmes (80 millions de francs) que lui consacre le plan grec sont aussi destinés à la création d'écoles, d'hôpitaux et de logements.

Mais c'est la restauration de la cité médiévale de Rhodes qui est l'objet de toutes les attentions du gouvernement central : 25 milliards de drachmes (1 milliard de francs) sont destinés à cette opération d'une durée de dix ans. Ainsi affirment les Rhodiens, non sans fierté, « la ville du Moyen Âge la mieux conservée d'Europe sera préservée ».

Créer des golfs, des ports de plaisance, de grands hôtels permettant d'organiser des conférences de toutes sortes, n'est pas sans inconvénients. Dans une île où le soleil brille deux cent cinquante jours par an, qui reçoit

pendant huit mois d'affilée des touristes, il faut faire la chasse à la pollution. Le maire de Rhodes, petit homme visiblement aussi énergique que chaleureux, n'hésite pas cette fois à parler de « guerre » pour effacer, sur les deux cents kilomètres de côte, le passage des vacanciers.

Il faut montrer à la Turquie toute proche — ses montagnes enneigées sont à portée de main — que Rhodes est hellène et qu'elle le restera, prospère. L'appartenance à l'Occident a été confirmée une première fois lorsque l'Italie s'arracha, en 1912, les îles du Dodécanèse à Istanbul qui les occupait depuis près de quatre siècles. Rhodes avait été prise par les Turcs (en l'espèce Soliman II) en 1522.

L'arrivée de Mussolini au pouvoir et la politique de grandeur du Duce ont été bénéfiques pour les infrastructures de l'île : réaménagement du port, réseau routier dense et de bonne qualité, presque exceptionnel en Grèce. Les architectes italiens ont aussi reconstruit de toutes pièces le château de l'ordre des Hospitaliers de Saint-Jean de Jérusalem qui gouverna l'île de 1309 à 1522, avant de s'installer à Malte.

Tous les édifices publics (préfecture, mairie, théâtre, banque nationale, etc.), de style néo-classique, ont été construits entre les deux guerres. Pas toujours réussies, les réalisations italiennes laissent toutefois apparaître ici et là de belles demeures, surtout un marché couvert et l'ancien Hôtel des Roses, d'une sobriété de bon aloi.

## Une loi foncière

Les Italiens, qui s'étaient installés à Rhodes comme s'ils devaient y rester pour toujours, demeurèrent attachés à la terre d'Hélios (dont la gigantesque statue de bronze — le colosse — fut une des sept merveilles du monde). A telle enseigne qu'ils achètent depuis longtemps des résidences, notamment à Lindos — l'une des trois villes doriques, avec Ialysos et Kamiros, qui fondèrent la cité de Rhodes (quatre siècles avant notre ère) — au site incomparable, dominé par l'acro-

pole et les fortifications érigées par les chevaliers de Saint-Jean.

Les acquisitions de biens fonciers par des étrangers, même originaires des États membres de la CEE, sont en principe interdites sur l'île. A situation géopolitique exceptionnelle, régime particulier. Interrogés sur cette loi contraire à la réglementation communautaire, les Rhodiens se veulent rassurants. Ils expliquent qu'en réalité s'est développé un service de prête-noms qui surmonte aisément tous les obstacles.

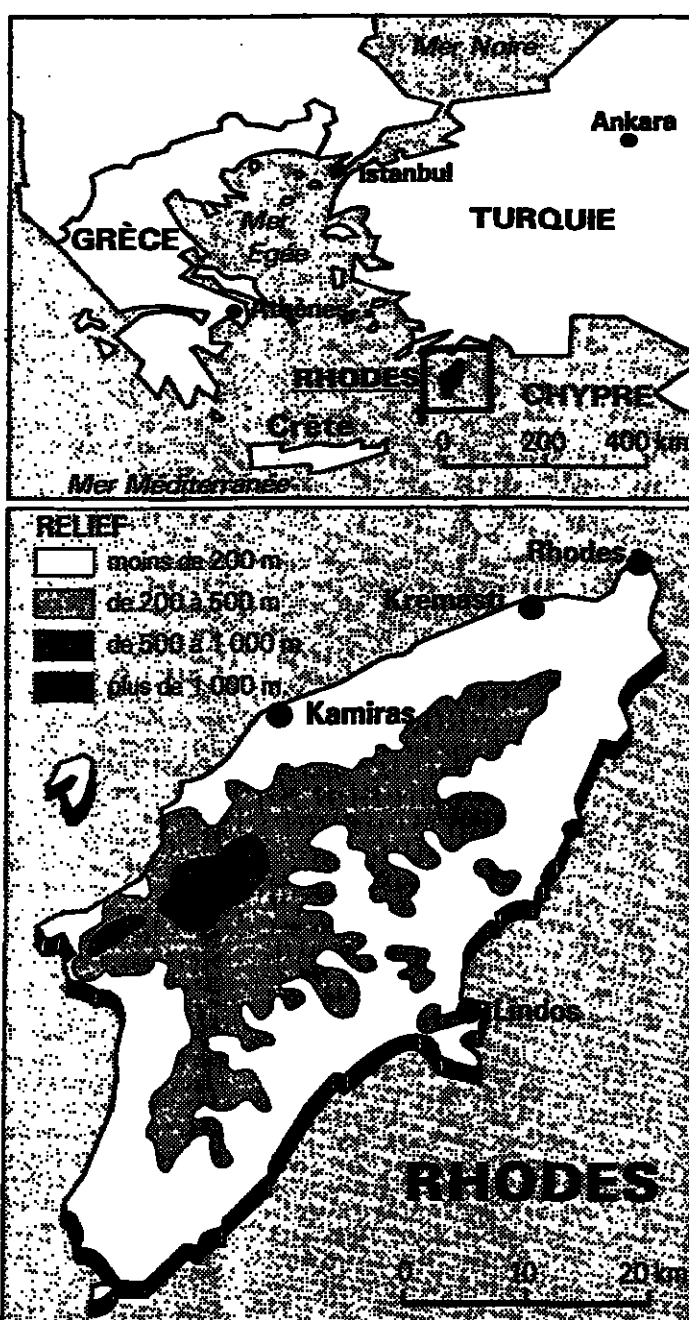
Il n'en reste pas moins que, très vite, avec la réalisation du grand marché de 1993, Athènes devra modifier la loi foncière rhodienne, tout comme le système original de tarif douanier et de régime fiscal. Le rattachement tardif, en 1947, de l'île à la Grèce a conduit le gouvernement de l'époque à concéder à Rhodes un certain nombre de facilités lui permettant d'adapter ses recettes douanières et fiscales aux besoins de la région.

Cette parade n'a pourtant pas suffi à freiner une émigration forte et lointaine — vers les États-Unis, le Canada, l'Australie — jusqu'à la moitié des années 60. Le développement du tourisme a stoppé les départs et a même permis une remontée de la population (65 000 habitants en 1968), due pour une bonne part à des retours.

Aujourd'hui, les Rhodiens ne sont pas peu fiers de leur réussite. N'ont-ils pas eu le privilège d'organiser le Conseil européen en décembre 1988, lors de la présidence grecque ? Mais que les lendemains de fête sont tristes à Rhodes ! Redevenue carte postale, une fois le rideau tombé l'île peine pour retrouver vie : restaurants, échoppes de la vieille ville, ont été aussitôt fermés après le départ des chefs d'État ou de gouvernement et de leur suite.

Alors il reste la beauté naturelle et les non moins naturelles gentillesse et hospitalité des Rhodiens. Pour eux, on se met à souhaiter le retour de la pleine saison, tout en espérant que les touristes ne resteront pas les seules richesses de l'île. Ainsi, peut-être, la prophétie des oracles sibyllins se réalisera : « Et toi, Rhodes, fille du dieu du jour, tu seras pendant longtemps une terre indépendante et tu posséderas d'immenses trésors ».

De Rhodes,  
MARCEL SCOTTO.



ADMISSIONS PARALLELES a  
**SUP de CO REIMS**  
**VOTRE DIFFERENCE NOUS INTERESSE**

Plus de 100 diplômes  
Français ou étrangers de type :  
Licence, Baccalauréat, Diplôme d'Études Supérieures, etc.  
Admissions jusqu'en 202/89  
Admissions jusqu'en 24/3/89

De Rhodes,  
MARCEL SCOTTO.

**M.S. HEC**

**MASTÈRES SPÉCIALISÉS**  
**UNE FORMATION D'EXCELLENCE**  
**A L'ÉCOLE DES HAUTES ÉTUDES COMMERCIALES**

**M.S. HEC COMMUNICATION : LA COMMUNICATION GLOBALE**  
Au service des Entreprises et Organismes : Publicité, Promotion, Relations Publiques, Sponsoring, etc.

**M.S. HEC ENTREPRENEURS : LES LEADERS EN ACTION**  
Former sur le plan humain et scientifique les managers de demain.

**M.S. HEC INTELLIGENCE MARKETING : LE MARKETING SCIENTIFIQUE**  
Mettre le Marketing au service de la décision stratégique.

**M.S. HEC FINANCE INTERNATIONALE : LES NOUVEAUX MÉTIERS DE LA FINANCE**  
Maîtriser les nouveaux instruments financiers et gérer les risques internationaux.

**M.S. HEC STRATEGIC MANAGEMENT : L'EXPERTISE STRATÉGIQUE**  
Les outils stratégiques des cadres d'état-major et consultants internationaux.

**Clôture des inscriptions :**

**M.S. HEC Communication,**  
**M.S. HEC Intelligence Marketing,**  
**M.S. HEC Finance Internationale :**  
• première session : 15 février 1989  
• deuxième session : 28 avril 1989

**M.S. HEC Entrepreneurs :**  
• session unique : 31 mars 1989

**M.S. HEC Strategic Management :**  
• session unique : 28 avril 1989

**HAUTES ÉTUDES COMMERCIALES** Renseignements et inscriptions  
Monsieur Monique SASSIER  
HEC - 78350 JOUY-EN-JOSAS

Palais des Congrès - Paris - 31 janvier - 1-2-3 février.

**LA SEMAINE EUROPÉENNE DU MARKETING DIRECT 1989**  
CRÉE L'ÉVÉNEMENT

« Rencontrez les spécialistes et découvrez les nouvelles techniques du Marketing Direct »

Véritable locomotive du développement des entreprises, le Marketing Direct part à l'assaut des marchés européens. Conquête, fidélisation, réactivation de clients, création de trafic, optimisation des tournées des vendeurs, stimulation de la force de vente, action sur les prescripteurs... mais aussi télématique, vidéo, télévision, base de données, mailing, marketing téléphonique, couponing, cartes de fidélité, cartes d'achat, clubs, parrainage... les objectifs du Marketing Direct sont aussi divers que ses formes. Accompagnant l'impressionnante percée du Marketing Direct, la 8<sup>e</sup> Semaine Française du Marketing Direct devient, en 1989, la Semaine Européenne du Marketing Direct. Sur 5000 m<sup>2</sup> et 3 niveaux d'exposition du Palais des Congrès, plus de 280 exposants européens, représentant toute la profession, vous accueilleront. Plus de 15 conférences gratuites et 35 séminaires spécialisés vous mettront d'acquiescer les connaissances indispensables dans les domaines de votre activité.

**Réervations instantanées**  
**(1) 42.22.90.33**

Quand le PDG font du "Direct" un objectif prioritaire. "L'Europe sans frontières, c'est pour demain. Alors comment profiter du marché unique pour développer votre entreprise à l'étranger ?" La réponse des PDG tient en deux mots : "Marketing Direct", une nouvelle technique de vente fondée sur une relation personnalisée, durable et confiante avec les clients et prospects.

**AUDE DE THUIN**  
Présidente du Groupe ADT

**GROUPE ADT**  
4, rue de Commaille  
75007 Paris

حكايا من الازل





## Communication

# Un entretien avec M. Antoine Schwarz, président de la SOFIRAD

« Coordonner enfin nos activités, celles de RFI et de Radio-France »

Président de la SOFIRAD, depuis le 11 juillet 1986, M. Antoine Schwarz évoque les nouvelles orientations de ce holding d'Etat, désormais concentrées sur le rayonnement de la France à l'étranger.

« En se désengageant de toutes ses activités en France, la SOFIRAD n'a-t-elle pas perdu sa raison d'être ? »

— Loin de là. Si la SOFIRAD a pu paraître menacée en 1986, elle a aujourd'hui trouvé à la fois un cap et un équilibre. Elle dispose des moyens et de l'autonomie financière nécessaires à ce type de société holding et il existe un véritable consensus interministériel sur l'importance d'une politique audiovisuelle hors de nos frontières. Or, dans la panoplie des moyens utiles à l'action extérieure, la SOFIRAD est un outil privilégié. D'une part grâce à sa nature de société publique qui, sans la placer dans le giron du service public proprement dit, en fait un instrument d'Etat, à la disposition du gouvernement. D'autre part, grâce à son statut de société financière et commerciale, qui lui donne la possibilité de s'allier avec des partenaires de toute nature à l'étranger.

— La politique audiovisuelle extérieure commence-t-elle à nos frontières... à Monaco ?

— Oui, Radio Monte-Carlo est en effet une société monégasque.

— Une société qui, pendant de nombreux mois, a attendu en vain une privatisation avérée.

— Les péripéties récentes autour de sa privatisation aujourd'hui reportée s'inscrivent dans une logique de long terme. Le dossier était complexe il est vrai, et l'absence d'accord sur la méthode de vente n'a rien simplifié.

— A quelle logique correspond aujourd'hui la volonté de maintenir RMC dans le giron de l'Etat, alors qu'Europe 1 et Sud-Radio ont, tour à tour, été privatisés ?

— Je ne cache pas qu'à titre personnel, j'ai toujours considéré qu'il serait sain que cette société commerciale soit gérée par un dirigeant privé. Et je crois que la logique qui a

prévalu pour la privatisation d'Europe 1 demeure valable pour Radio Monte-Carlo. Elle découlait d'ailleurs d'une déclaration faite en novembre 1985 par le président Mitterrand qui jugeait « anormal » le statut des radios périphériques et souhaitait leur privatisation.

— A cette logique s'opposent cependant quelques éléments attachés à la particularité de RMC et tenant à la fois à son histoire, à sa situation géographique et à son statut. Un statut étroitement lié à la principauté. Etat souverain en matière de communication et notamment de diffusion. Un statut également lié à l'Etat français puisque les émissions sur ondes longues se font à partir de la France et nécessitent donc un accord entre les deux Etats.

— En fait, je pense que le particularisme de RMC conduira sans doute à terme à dissocier les activités de diffusion, pour lesquelles continueront à être associés l'Etat français et l'Etat monégasque, des activités liées à son exploitation commerciale et susceptibles d'être confiées au privé. C'est, en tout cas, une piste de réflexion pour l'avenir. Aujourd'hui, l'urgence, c'est de donner une période de stabilité à la société afin de la redynamiser.

— Quel sens donnez-vous à l'accord conclu entre TMC et M 6 ? Est-ce une solution d'attente ?

— Le terme est impropre. C'est au contraire une solution qui peut se révéler durable et déboucher sur un équilibre satisfaisant. L'accord se termine en juin et je n'exclus pas qu'il soit reconduit sous une forme ou une autre. La formule est courante aux Etats-Unis qui fait concorder les intérêts d'un « network » cherchant un complément de diffusion et ceux d'une société régionale ayant besoin de programmes nationaux. Cet accord ne nous empêchera pas de demander de nouvelles fréquences au CSA, en particulier sur Perpignan et Montpellier. Car l'objectif reste de couvrir au moins l'ensemble de la façade méditerranéenne. L'exploitation de TMC est aujourd'hui équilibrée. La crise est terminée.



Antoine Schwarz

— Ce n'est pas le cas de RMC, dont chaque sondage révèle une nouvelle chute d'audience.

— Ne dramatisons pas l'RMC qui connaît, c'est vrai, une érosion d'audience, reste en tête de vingt-quatre départements au sud de la Loire. Elle a gardé l'intégralité de son fonds de commerce. Et les publicitaires ne s'y trompent pas qui savent que sans RMC, complément naturel des périphériques du Nord, leur plan média présenterait un trou béant. C'est d'autant plus vrai que France-Inter, la deuxième radio dans le Sud, ne fait pas de publicité. Il reste à définir une stratégie de reconquête de l'audience ; mais cela, c'est la mission qui a été confiée à Hervé Bourges, qui fera très prochainement connaître ses projets.

— Quelle est aujourd'hui la situation de la SOMERA, cette radio essentiellement arabophone, filiale de la SOFIRAD, qui s'inscrit vers l'Orient ?

— C'est la première radio du Moyen-Orient, c'est-à-dire la station la plus écoutée dans une région du monde où l'influence de la radio est sans doute la plus déterminante — nous disposons de sondages fiables et éloquentes. C'est aussi la station de référence pour les leaders d'opinion des différents pays couverts, dirigeants économiques et responsables politiques, qui se tournent systématiquement vers elle pour connaître les informations de la région. Bref, un atout de choix pour la France et sa diplomatie. Atout dont le ministère des affaires étrangères connaît l'importance, lui qui nous a manifesté son soutien récemment, alors que je faisais part au gouvernement de difficultés économiques dues à une baisse des recettes de publicité. Sur un budget annuel de fonctionnement de l'ordre de 35 millions de francs, il manquera en effet une dizaine de millions. Des sommes d'ailleurs peu élevées au regard de l'intérêt de l'outil.

— Quel lien avec Radio-France ?

— Evident ! Ces radios FM seront des utilisateurs naturels des programmes de Radio-France — ou de RFI — distribués par TDF 1. Pour quoi ne pas jouer la complémentarité et constituer ainsi une sorte de réseau très souple ? Coordonnons nos efforts, harmonisons nos politiques de développement et mettons fin à l'éparpillement de nos initiatives.

— Cela fait de nombreux mois que l'on annonce le lancement de Canal France, ce programme de télévision conçu pour les pays d'Afrique. Où en est-on ?

— L'essentiel est fait. Nous disposons d'un canal satellite (sur Intelsat 5), d'une société (Trans Télé-Canal France international), filiale à 100 % de la SOFIRAD mais dont le capital pourrait largement s'ouvrir aux chaînes de télévision intéressées, d'un président (M. Fouad Benalla) et d'un budget (environ 50 millions de francs) provenant essentiellement du ministère de la coopération. Le changement de gouvernement a provoqué quelques retards, mais un calendrier va être fixé en février et le service devrait démarrer rapidement. C'est un projet ambitieux. Sans doute la plus importante action culturelle menée à l'étranger depuis vingt à vingt-cinq ans se verront offrir, à

raison de trois à quatre heures par jour, des programmes TV.

— Cette opération ne risque-t-elle pas d'apparaître comme de la propagande ?

— Ah, non ! Nous ne forçons aucune frontière. Nous n'imposons aucune image à la population des pays. Nous proposons simplement un service, une banque de programmes aux télévisions nationales avec lesquelles nous espérons nouer des relations confraternelles et qui seront libres de reprendre, sur leur propre antenne les émissions qui leur conviennent.

— Votre fonction est finalement très politique.

— Sans aucun doute au regard des réalités internationales et des enjeux diplomatiques.

— Et vous êtes le seul président de la SOFIRAD à avoir survécu à un changement de gouvernement.

— Cela n'a rien d'étonnant si l'on considère que la SOFIRAD est avant tout un outil de politique extérieure et que cette dernière n'a pas fondamentalement changé depuis le mois de juin. Cela dit, je dépends entièrement du conseil des ministres qui me nomme et peut à tout moment me remplacer, ce qui est tout à fait normal pour une entreprise publique.

Propos recueillis par ANNICK COJEAN.

● Parution de Sciences et vie junior.

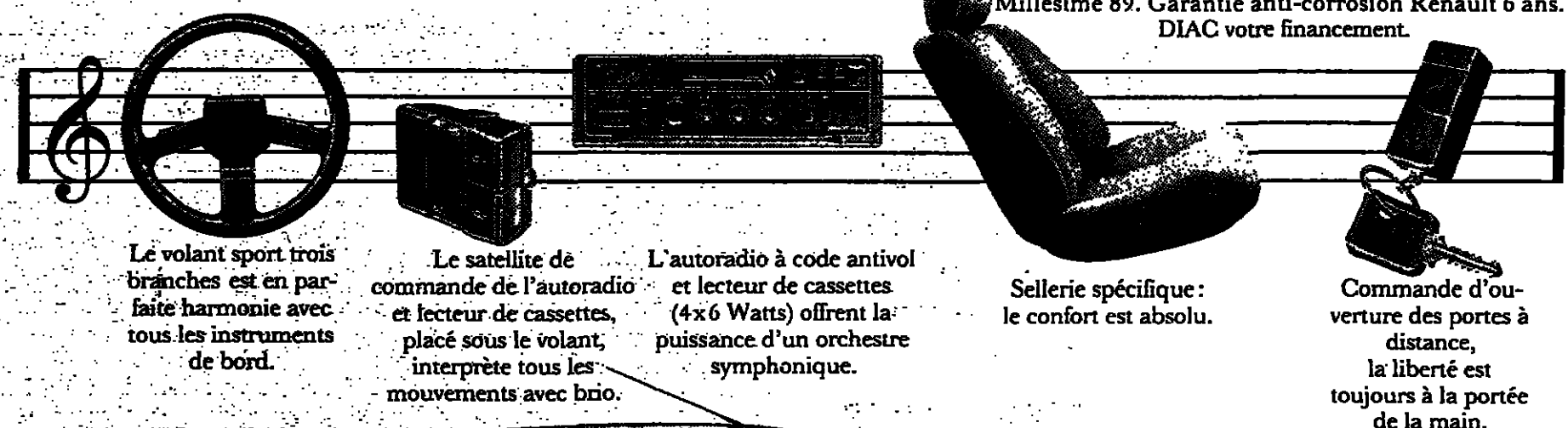
— Le groupe Excelsior Publications (Sciences et vie, l'Action automobile, Vingt ans, Option finance, etc.) a publié le 20 janvier un nouveau titre, Sciences et vie junior. Ce magazine mensuel, destiné aux douze-seize ans, est divisé en quatre parties : « Aujourd'hui », « Hier », « Demain », « Peut-être » — et comprend sur une dizaine de pages un grand dossier (« Les rendez-vous des planètes en 1989 », dans le premier numéro). Bénéficiant de nombreuses photos couleurs et d'une écriture simple, ce nouveau titre — le onzième édité par le groupe Excelsior — est vendu 20 francs et tiré à 290 000 exemplaires, avec une espérance de vente de 120 000 exemplaires.

● M. Rupert Murdoch ramporte une victoire presque complète dans son OPA sur Collins. — M. Rupert Murdoch est devenu président de la maison d'édition britannique William Collins, lundi 23 janvier, à la suite de la démission de l'ancien président, M. Ian Chapman. Cette démission n'a pas surpris les experts financiers : M. Chapman n'avait pas ménagé ses critiques envers l'offre publique d'achat (OPA) inamicale qu'avait lancée le magnat américain de la presse et de la télévision, à la mi-novembre, et qu'il avait réussie en proposant, au début de janvier, 4,4 milliards de francs, avant de l'emporter en provoquant le retrait d'un « chevalier blanc », l'éditeur français Groupe de la Cité (le Monde du 7 janvier).

# L'hymne à la liberté.

Dès les premiers mouvements, la Symphonie n° 21 vous emporte. L'intérieur est au diapason : velours, surtapis et lève-vitres électriques à l'avant. Les haut-parleurs de portes avant donnent le ton : Musique ! Que l'hymne à la liberté commence. Essence ou Diesel, Berlin ou Nevada. Voici la Symphonie n° 21 par Renault.

Modèle présenté Renault 21 Symphonie (version GTS). Millésime 89. Garantie anti-corrosion Renault 6 ans. DIAC votre financement.



Le volant sport trois branches est en parfait harmonie avec tous les instruments de bord.

Le satellite de commande de l'autoradio et lecteur de cassettes, placé sous le volant, interprète tous les mouvements avec brio.

L'autoradio à code antivol et lecteur de cassettes (4x6 Watts) offrent la puissance d'un orchestre symphonique.

Sellerie spécifique : le confort est absolu.

Commande d'ouverture des portes à distance, la liberté est toujours à la portée de la main.



## Renault 21 Symphonie.

Série limitée



RENAULT présente EIF

هكذا من الاصل

هكذا من الأصل

22 Le Monde • Mardi 31 janvier 1989 •

REPRODUCTION INTERDITE

## Le Monde DIRIGEANTS

CETTE RUBRIQUE EST RÉSERVÉE AUX POSTES DE HAUT NIVEAU : RÉMUNÉRATION ANNUELLE 400 000 F +.

LES PROFESSIONNELS DU RECRUTEMENT ANNONÇANT DANS CETTE RUBRIQUE SE SONT ENGAGÉS À PRÉSERVER LA CONFIDENTIALITÉ DES CANDIDATURES.

Services

### futur directeur général

Filiale d'un groupe prestataire de services (150 MF de CA), notre société est spécialisée dans le traitement péri-informatique (édition laser, microfilmage, reprographie, édition de chèques...) et réalise 50 MF de CA avec une clientèle de grands comptes.

Dans un premier temps, rendant compte au PDG du Groupe, vous prendrez la Direction de notre établissement de Lyon (80 personnes) pour :

- animer l'ensemble de l'équipe (recruter, motiver, former...),
- garantir au client un Service, dans le respect des délais et au niveau de qualité requis,
- assurer la gestion de l'établissement,
- développer les affaires auprès d'une clientèle de banques, assurances, grands groupes...

Dans un second temps, vous prendrez la Direction Générale de nos 3 établissements situés dans le Sud-Est.

De formation supérieure, vous avez environ 35-40 ans, l'expérience de la vente de services à l'entreprise et de l'animation d'équipes.

Si vous désirez participer à ce recrutement, merci d'envoyer votre CV sous réf. 1115-19 à notre Conseil. Nous nous efforcerons de vous recevoir le plus près possible de votre domicile.

ONOMA

Tour Crédit Lyonnais - 69431 Lyon Cedex 03

PARIS, LILLE, LYON, NANTES, STRASBOURG

Paris-Toulouse

### INGENIEUR FUTUR DIRECTEUR GENERAL

Cette PMI s'est spécialisée dans la conception, l'étude et la réalisation de machines spéciales et de chaînes de production automatisées dans des secteurs variés (aéronautique, automobile, spatial, etc...). Des références de premier plan attestent d'un savoir-faire pluritechnique. A ce carrefour de son évolution, elle recherche un ingénieur de haut niveau qui deviendra le Directeur Général capable d'accompagner son développement.

Intégré à l'équipe de direction, il prend en charge de grands projets sur le plan technique et en assure le suivi auprès de la clientèle. Dans l'entreprise, il est en contact direct - PMI oblige - avec les services études, méthodes et réalisations (atelier et chantier) qu'il anime, organise et contrôle. Il est en liaison directe avec le P.D.G.

Ce poste concerne un ingénieur diplômé ayant une expérience significative, à niveau élevé, dans une entreprise d'activité voisine ou en ingénierie. Son champ de connaissances et la qualité de son réseau relationnel dans un (ou des) secteur(s) client(s) lui permettront d'y développer de nouveaux contrats et de définir de nouvelles orientations. Dynamisme, adaptabilité technique et contact aisé à tous les niveaux faciliteront une intégration rapide.

Si ce poste correspond à vos acquis et à vos projets,

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle sous référence M 10/2976 A à :

EGOR S.A.  
19, rue de Berni - 75008 PARIS

EGOR

PARIS BORDEAUX LILLE LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE - BELGIQUE DANMARK DEUTSCHLAND ESPANA ITALIA NEDERLAND PORTUGAL UNITED KINGDOM

cordis.

SOPHIA ANTIPOLIS

Un leader mondial de l'industrie biomédicale

### recherche Directeur Assurance Qualité

de l'une des unités opérationnelles de notre groupe. Multinationale de taille moyenne, nous sommes l'un des leaders mondiaux dans le domaine biomédical.

CORDIS a confié à notre unité (170 personnes), la responsabilité complète des produits de neurosciences et infusions (traitement de la douleur, chimiothérapie).

Membre du Comité de Direction, il vous sera confié une double mission :

- **TECHNIQUE**, car votre équipe (30 personnes) garantira la qualité, la fiabilité, et la sécurité de tous nos produits pendant la recherche, le développement, la production et aussi pendant toute la durée d'utilisation de ces produits chez les patients.
- **RÈGLEMENTAIRE**, face aux organismes mondiaux de la santé (FDA, DHSS...) et aux utilisateurs.

Ingénieur de formation. Agé d'environ 40 ans, vous avez acquis une solide expérience des techniques d'assemblage et de miniaturisation très pointues de pièces plastiques.

La maîtrise des contraintes et des impératifs exigés par la fabrication d'appareils implantés dans le corps humain, ainsi que la réglementation qui s'y rattache seraient un plus.

Cette fonction, située au cœur de notre activité implique de nombreux contacts internes et externes. La maîtrise de l'anglais est indispensable. De réelles possibilités d'évolution pourront être envisagées au sein du groupe.

Merci d'adresser votre dossier (lettre, CV et photo) à Anne-Marie VIRELOUX, CORDIS S.A., 2905 Route des Doines, Sophia Antipolis, 06560 VALBONNE.

### « LE MONDE DIRIGEANTS »

LE MONDE est le seul support capable d'offrir aux professionnels du recrutement et à leurs clients entreprises un éventail de candidatures à la fois plus ouvert et d'excellent niveau qui permettra d'accélérer le recrutement des cadres supérieurs.

Pour tous renseignements sur les performances du MONDE et la commercialisation de cette rubrique, vous pouvez contacter le département Communication-Emploi du

MONDE-PUBLICITÉ  
au 45-55-91-82.

Le Monde  
CADRES

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

union

UNE DES 10 PREMIÈRES COOPÉRATIVES  
CÉRÉALES APPRO EN FRANCE

CA 12 MMF - 360 personnes - 5 000 adhérents  
Usine de semences, conserverie, centre de conditionnement  
céréales, usine alimentaire animale, 40 dépôts et sites.

Dans le cadre du départ à la retraite du titulaire  
actuel du poste nous recrutons pour notre  
filiale à CONTRES (20 mn de BLOIS)

### DIRECTEUR CONSERVERIE

35 ANS MIN, DE FORMATION SUPÉRIEURE, VOUS AVEZ UNE EXPÉRIENCE ANALOGUE EN INDUSTRIES AGRO-ALIMENTAIRES. VOS CAPACITÉS D'ANIMATION ET DE NÉGOCIATION SERONT AUSSI IMPORTANTES QUE VOS COMPÉTENCES TECHNIQUES ET DE GESTION.

Vous bénéficierez d'une large AUTONOMIE pour organiser et gérer la TOTALITÉ des activités de cette entreprise (usine construite en 1986 - CA 70 MF - Production 15.000 T de légumes en 1988 et 25.000 T en 1992).

Vous serez responsable de ce centre de profit et notamment :

- approvisionnements, fabrication, logistique et qualité,
- avec l'appui des services centraux : gestion des ressources humaines (35 permanents), contrôle de gestion, comptabilité, travaux neufs (20 MF sur 3 ans) et entretien.

Vous assurerez d'une part le suivi des ventes en collectivités (30 %) répartis par 2 Agences, d'autre part l'approvisionnement de la Compagnie Générale de Conserveries d'AUCY pour les ventes en grande distribution.

Vous optimiserez en permanence les résultats en recherchant la meilleure qualité au moindre coût.

Merci d'écarter, sous référence UN/DC/113/M, en indiquant votre salaire actuel, à notre conseil Richard BÉNAÏOUIL - GROUPE BBC - 1 bis, place de Valois 75001 PARIS. Réponse et discrétion absolue assurées.

### RESPONSABLE MARKETING OPERATIONNEL EN CENTRALE D'ACHAT

Notre client, une des plus importantes sociétés de distribution, implantée en France et à l'étranger, souhaite intégrer un responsable du marketing des achats qui sera chargé d'étudier, d'analyser les éléments du marché pour développer la stratégie à moyen terme sur différents créneaux de produits de grande consommation, non alimentaires.

Il participe activement à la politique commerciale de l'entreprise en définissant les objectifs, les moyens et opérations à mettre en œuvre pour faire progresser le chiffre d'affaires d'une saison à l'autre. Il a une autorité directe sur les commerciaux opérationnels des achats et collabore avec les cadres fonctionnels et sa direction qui l'appuient à la fois pour la qualité de ses raisonnements, la rigueur de ses propositions, son rayonnement personnel et son aptitude à les écouter comme à les convaincre.

Profil du poste :

- 30 - 35 ans.
- Formation de l'enseignement commercial supérieur : HEC, ESSEC, EDHEC, Sciences Po, ou niveau équivalent étayé par une première expérience commerciale réussie.
- Homme de réflexion et d'action, il est disponible pour voyager en France et à l'étranger.
- Sens des chiffres et de la gestion, aptitude à résoudre des problèmes complexes mettant en œuvre un nombre important de paramètres.
- Des qualités de rigueur, d'analyse et de synthèse sont indispensables pour réussir dans ce poste.
- Les perspectives importantes requièrent pour ce cadre un ascendant naturel, une large ouverture d'esprit allés à la diplomatie des contacts.
- Maturité, personnalité rayonnante, goût du challenge.

Lieu de travail : agglomération lilloise.

Le niveau de rémunération correspond aux compétences et au sérieux recherchés.

Adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo, en indiquant salaire actuel et prétentions, sous référence 646, à :

PROMONOR, 52, rue de Douai, 59000 LILLE.

Discrétion et réponse assurées.

promonor

SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE DE DIMENSION EUROPÉENNE  
EN FORT DÉVELOPPEMENT - CA DOUBLÉ ET  
RÉSULTATS QUADRUPLES EN 3 ANS -  
FILIALE DU GROUPE ST GORAIN

recherche

### JEUNES CADRES COMMERCIAUX EXPORT

Dans une unité de production de 200 personnes située à Château-Thierry (moins de cent km à l'Est de Paris) qui transforme le verre plat en produits finis destinés aux professionnels et industriels de l'électroménager, ils devront s'intégrer progressivement à l'entreprise en assistant l'équipe commerciale en place pour des activités de marketing, de gestion des ventes ou d'interventions sur le terrain, avant de prendre en charge une zone géographique à l'export dans les pays anglo-saxons.

Pour être candidat, il faut avoir une solide formation commerciale (Ecole Supérieure de Commerce ou équivalent), si possible, une première expérience concrète fut-elle simplement celle d'un V.S.N.E. et maîtriser couramment l'anglais et l'allemand.

comès

Envoyer C.V. détaillé, lettre manuscrite, photo récente et prétentions au  
Département Recrutement du COMES,  
19, rue de la Paix, 75002 PARIS  
sous réf. 2784

DISCRÉTION ET RÉPONSE ASSURÉES.



# Le Monde CADRES

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

## DIRECTEUR DU MARKETING ET DES VENTES INTERNATIONALES

**GILSON**

Cette société internationale est spécialisée dans l'instrumentation de laboratoire (manipulation et analyse des liquides). L'unité GILSON installée en France conçoit et industrialise ses produits, qu'elle commercialise à travers un réseau international présent dans plus de 40 pays. Sa progression et ses bons résultats sont fondés sur un développement constant des produits et un marketing très actif.

Membre du comité de direction de l'entreprise, collaborant étroitement avec les responsables des autres grandes fonctions, le Directeur du Marketing et des Ventes assure l'ensemble des responsabilités "marketing" allant de la définition des produits à leur distribution. Il lui revient de proposer les axes de développement des lignes de produits et d'assurer par ailleurs la promotion des ventes par le soutien apporté au réseau international de distributeurs.

Il anime et gère ses services (environ 25 personnes) qui recouvrent l'ensemble des fonctions du marketing, de la promotion, du support technique et de l'administration des ventes.

Pour ce poste de Directeur à haute responsabilité, nous souhaitons rencontrer un candidat (35 ans minimum) possédant une formation supérieure de préférence technique et scientifique. Il aura acquis une expérience du Marketing Industriel dans un contexte international.

L'expérience de l'animation d'un réseau d'agents ou de distributeurs et la connaissance du commerce international seraient vivement appréciées.

La pratique courante de l'anglais est indispensable. Le poste est basé au siège de l'entreprise (banlieue Nord de Paris). Les conditions offertes sont à la hauteur des exigences du poste.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle sous réf. M 6427 L à :

**EGOR S.A.**  
8, rue de Benti - 75008 PARIS

**EGOR**

PARIS BORDEAUX LILLE LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE - BELGIQUE DANMARK DEUTSCHLAND ESPANA ITALIA PORTUGAL UNITED KINGDOM BRASILE

## RESPONSABLE ADMINISTRATIF ET FINANCIER

FRANCE NORD - 200 KF +

Homme d'organisation et de gestion, vous êtes le bras droit du Directeur de succursale. Vous maîtrisez tous les aspects administratifs et financiers de la fonction : reporting au groupe, trésorerie, suivi facturation (achat/vente), procédures d'importation, planning gestion des hommes...

Vous serez directement impliqué dans la fonction personnel (équipe de 50 personnes).

A 30 ans, vous avez déjà exercé ce type de responsabilités, de préférence en cabinet d'audit international et souhaitez aujourd'hui accroître votre champ de compétences, d'initiatives et de décisions.

Votre formation supérieure et votre DECS, votre caractère flexible et opérationnel seront pour vous les atouts indispensables à une carrière (nationale ou internationale) dans un groupe où tout est possible.

Pour ce poste basé à LILLE (voiture fournie), merci d'adresser CV, photo et rémunération actuelle chez MERCURI URVAL 14 bis rue Daru, 75008 PARIS sous réf. 562195 LM.

**Mercuri Urval**

## EN SITE INDUSTRIEL, LA QUALITE TOTALE... LE "MOTEUR"... VOUS, LE RESPONSABLE DES RESSOURCES HUMAINES !

... Une large mission liée à la motivation des hommes, à mener bien sûr, en collaboration avec l'équipe de Direction.

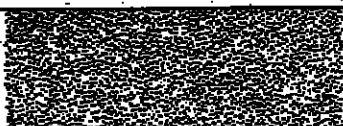
Nous sommes une unité industrielle à vocation internationale de 230 personnes, filiale d'un important Groupe américain. Fortement sensibilisés à la nécessité d'une qualité totale, nous recherchons notre Responsable des Ressources Humaines, dont ce sera la mission prioritaire. Votre objectif ? Apporter aux différents intervenants, par des actions concrètes, les moyens nécessaires pour y parvenir : communication, formation, implication.

Voici un challenge passionnant à relever pour vous, 35 ans environ, de formation supérieure, vrai professionnel de la motivation du personnel, concret, pragmatique et réalisateur, ayant le goût du terrain !

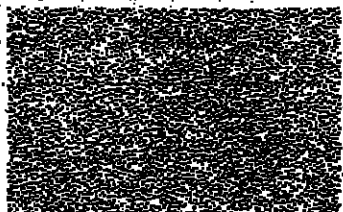
Ce poste basé au Mans vous intéresse ? Laurence LENOIR, notre Conseil, vous remercie de lui adresser votre candidature, sous la référence RH72/LM, accompagnée d'une lettre de motivations pour créer chez nous ce nouvel aspect de la fonction.



**Raymond Poulain Consultants** 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS



Dans un environnement de techniques avancées, SOPRA assure toutes les fonctions relatives à l'idee créatrice à la mise en oeuvre d'une solution : informatique personnalisée. Sa DIVISION ENTREPRISES ET ADMINISTRATIONS poursuit sa croissance en créant des nouvelles Agences en région RHONE-ALPES.



Si votre expérience confirmée de l'informatique et votre formation grande école d'ingénieur ou de commerce vous donnent aujourd'hui la volonté et les moyens d'assurer la Direction d'un centre de profit, si vous êtes convaincu que le service est le vecteur d'une carrière réussie, vous pouvez être l'un de nos futurs

## Directeurs d'agence

LYON TERTIAIRE (Réf. DAL)  
GRENOBLE INDUSTRIE (Réf. DAG)

attendent le Manager qui saura les placer au cœur des grands projets de l'économie régionale.

SOPRA s'est donné un objectif ambitieux : faire progresser le CA de 450 millions à 1 milliard de francs, doubler les effectifs.

Pour servir cette ambition, RHONE-ALPES constitue un axe stratégique majeur.

Merci de nous contacter en adressant votre CV à J.P. Galan, Directeur des Ressources Humaines - SOPRA - 3, rue Lauriston 75116 Paris, en précisant la référence de votre choix.

**SOPRA.**  
Ingénierie informatique

## Des marques mondiales Un audit de haut vol Une carrière internationale

Notre groupe est un des grands mondiaux de l'alimentaire. C'est une expérience chez un des grands mondiaux de l'audit que nous recherchons.

Nos exigences sont à la mesure des opportunités d'évolution de carrière que nous offrons (vos prédécesseurs à ce poste viennent de bénéficier de promotions à des postes de direction opérationnelle en Europe et aux USA).

HEC, ESSEC, ESCP... MBA poursuivez une carrière à la hauteur de vos ambitions et qui vous permettra au niveau de la holding du Groupe :

- de valoriser une première expérience d'audit de 2 ou 3 ans acquise de préférence dans un cabinet anglo-saxon de forte notoriété,
- d'intégrer un environnement international, de conseiller et d'assurer une assistance technique diversifiée (finances, comptabilité, gestion, organisation...) auprès de nos filiales France et étranger,
- de participer aux différentes études financières dont celles concernant les nouvelles acquisitions.

Bonne maîtrise de l'anglais, espagnol apprécié.

Poste à Paris.

Ecrire sous réf. 4 A 1294 - 9 M - Discretion absolue

71, rue d'Auteuil 75016 Paris

**etap**

## REIMS Responsable des relations humaines et sociales

Nous sommes un des premiers groupes industriels français et la mise en oeuvre d'une politique du personnel dynamique représente un des moteurs de notre développement.

Nous recherchons le responsable des Relations Humaines et Sociales d'une de nos usines (400 personnes).

Rattaché au Directeur de l'établissement, vous ferez en sorte que les organisations et les ressources humaines soient appropriées aux besoins socio-économiques à moyen et à long terme.

Vous assurerez l'élaboration, la cohérence, la mise en oeuvre des actions d'organisation, de formation, de communication et de relations sociales, permettant l'adéquation des ressources humaines aux objectifs de l'entreprise.

Votre profil :

- une formation supérieure favorisera une rapide compréhension de nos métiers et de notre culture ;
- 5 ans dans la fonction personnel vous rendront rapidement opérationnel,
- rigueur, dialogue, créativité feront de vous le membre de l'équipe de Direction que nous recherchons.

Ecrire sous réf. 4 B 1217-8 M - Discretion absolue

Membre de Syntec

71, rue d'Auteuil 75016 Paris

**etap**

## Jeune manager études et développement

PMI dynamique spécialisée dans la conception et la fabrication de pièces plastiques destinées à l'automobile met en oeuvre une politique volontariste de recherche et développement de produits nouveaux.

Pour cela, elle renforce son potentiel technique et recherche le responsable de son bureau d'étude. Il assumera avec une équipe performante (8 personnes) la conception des nouveaux produits depuis l'élaboration du cahier des charges avec le client et la force de vente jusqu'à la mise au point des prototypes et des moyens de fabrication en séries.

Ingénieur diplômé (INSA, AM...), il possédera une première expérience (3 à 5 ans) études et développement avec une bonne connaissance des techniques d'injection des matières thermoplastiques et une expérience significative en CAO.

La créativité, la rigueur, le dynamisme et les capacités relationnelles seront les critères de choix du candidat.

Evolution d'ores et déjà prévue pour un ingénieur qui saura s'imposer.

Ecrire sous réf. 4 A 1280-9 M  
Discretion absolue

Membre de Syntec

71, rue d'Auteuil 75016 Paris

**etap**

Société industrielle à taille humaine, dynamique, disposant d'une bonne notoriété dans ses différents secteurs d'activité recherche un

## Jeune chef du personnel usine

Rattaché au Directeur de l'unité de production (250 personnes), il prendra la responsabilité complète de la fonction personnel et des services annexes (10 personnes environ).

Il aura pour missions principales :

- de poursuivre l'informatisation des tâches administratives et l'élaboration des tableaux de bord,
- d'être le moteur d'une politique dynamique de gestion des ressources humaines en collaboration étroite avec la hiérarchie,
- de participer activement aux relations sociales.

Ce poste s'adresse à un candidat diplômé de l'enseignement supérieur, possédant une première expérience (3/4 ans) de la fonction en milieu industriel. De bonnes connaissances en informatique seraient un atout. Des qualités de rigueur, de contact et des capacités d'animation sont indispensables. Son potentiel devra lui permettre d'évoluer à moyen terme vers des responsabilités plus larges.

Poste : banlieue est Paris.

Ecrire sous réf. 4 A 1284-9 M  
Discretion absolue

Membre de Syntec

71, rue d'Auteuil 75016 Paris

**etap**

هكذا من الاعمال

هكذا من الأصل

Le Monde  
CADRES

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

## LA DIRECTION INFORMATIQUE DU GROUPE PEUGEOT SA

recherche deux spécialistes

### INTELLIGENCE ARTIFICIELLE

Ingénieurs ou diplômés de 3<sup>e</sup> cycle d'Université, ils ont moins de 35 ans et bénéficient d'une expérience d'au moins deux ans en Intelligence Artificielle, connaissent LISP ou PROLOG.

Ils seront intégrés dans le service chargé :

- de définir la stratégie du GROUPE et d'assurer la Veille Technologique dans ce domaine,
- de promouvoir cette technique dans les secteurs du GROUPE où elle peut constituer un facteur de progrès, et de suivre la mise en œuvre des applications retenues,
- d'expérimenter les nouveaux matériels et logiciels susceptibles d'être intéressants,
- de collaborer étroitement avec les autres Services de la Direction amenée à utiliser l'Intelligence Artificielle comme outil de développement, particulièrement dans le domaine de la Robotique.

Adresser lettre manuscrite, Curriculum vitae, et photo à PEUGEOT SA - Gestion du Personnel  
75, avenue de la Grande-Armée, 75116 PARIS.

## Directeur d'exploitation

350 KF + PRIMES

Gérer  
et  
développer  
un portefeuille  
PME/PMI

L'opportunité d'entreprendre, voilà ce que vous propose notre Banque de 50 personnes (total de Bilan 88 : 700 millions de F.), filiale d'un groupe industriel Suisse et international. Notre nouvelle organisation et des moyens accrus vous permettront de gérer et de développer activement un portefeuille de clientèle d'entreprises parisiennes. Agé d'environ 35 ans, diplômé de l'enseignement supérieur, vous avez eu le souci de conseiller vos clients pour leurs opérations de haut de bilan, en liaison avec des équipes spécialisées. Aujourd'hui, vous souhaitez intégrer une direction collégiale jeune, animer une équipe d'exploitants et relever des défis quotidiens. A votre rémunération de base de 350 KF, s'ajoutera une prime en fonction de la réalisation de vos objectifs. L'opportunité vous séduit ! Adresser votre dossier de candidature sous la réf. 4619/M à CURRICULUM, 6 passage Lathuille, 75018 PARIS qui transmettra en toute confidentialité.

**Abeille**  
ASSURANCES



L'UN DES TOUT PREMIERS GROUPES D'ASSURANCES DU SECTEUR PRIVE

recherche

### UN CHEF DE CENTRE SANTE

pour son DEPARTEMENT ASSURANCES DE PERSONNES

Après une période de formation complète au siège et sur le terrain, vous prendrez la direction d'un centre de santé en province (Région Sud-Est). Vous y serez chargé de l'animation d'un réseau d'apporteurs d'affaires (agents, courtiers) ainsi que de l'encadrement et de la gestion du centre.

Vous possédez une formation supérieure (ESCAE, maîtrise sciences éco., droit,...). Vous justifiez d'une expérience d'au moins 2 ans acquise dans une **fonction d'inspecteur** (une spécialisation en assurances de personnes serait un plus). Si vous alliez sens de la négociation et qualité de gestionnaire, ce poste vous offrira de réelles perspectives d'évolution au sein de notre société.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV photo et prétentions sous réf. 2138 CH/JL à Mme IMBERT, Groupe Victoire - 52, rue de la Victoire - 75009 PARIS.

## IMMOBILIER

Important organisme de construction, d'aménagement et de gestion locative (480 personnes, 23 000 logements, CA de 300 M de F.), nous poursuivons notre développement par une politique de diversification. Nous recherchons notre

### DIRECTEUR TECHNIQUE

Spécialiste du développement urbain, de l'aménagement et de la maîtrise d'ouvrage, il assure la maîtrise sur le plan technique des opérations immobilières, depuis les études de faisabilité et la conception jusqu'à la livraison. Il assure également le suivi et l'évolution du parc existant par la définition et la mise en œuvre d'une politique de maintenance optimisée. Pour ce poste-clé, nous souhaitons rencontrer des candidats âgés de 30 ans au moins, architectes ou ingénieurs BTP de formation. Ils auront obligatoirement acquis une solide expérience de ce type de fonction dans un bureau d'études, un cabinet d'architecture d'envergure ou une structure de montages d'affaires. Poste basé à Beauvais.

Merci d'adresser votre candidature et prétentions s/réf. 73031/M à : D. DUCAMP, Tour Vendôme, 204, Rd-Pt du Pont-de-Sèvres, 92516 BOULOGNE CEDEX.

séle  
CEGOS

**Crédit National**

recherche

### Juriste d'Affaires

En étroite relation avec les Cadres Financiers, il sera chargé de la mise au point des contrats de prêts et de la constitution des garanties.

Cette activité implique également des contacts avec les entreprises, les banques et les notaires.

Il devra posséder :

- au minimum une maîtrise en droit,
- 3 à 5 années d'expérience acquise dans un service juridique de Banque ou chez un conseil juridique,
- une bonne connaissance de l'anglais.

Merci d'adresser une lettre manuscrite avec curriculum vitae, indication du salaire et photo au CREDIT NATIONAL, Service du Personnel et des Relations Sociales, 45 rue Saint-Dominique 75700 PARIS.

### UNE VISION GLOBALE DE L'ENTREPRISE

...POUR VOTRE SECOND POSTE...

Nous sommes une structure commerciale de 700 personnes dans le secteur des produits GRAND PUBLIC. Notre challenge, c'est de rechercher en permanence les solutions appropriées aux évolutions de notre métier.

Nous vous proposons de devenir notre :

### ORGANISATEUR - CONSEIL

VOS MISSIONS : il vous faudra assister chaque Direction pour ALLEGER, SIMPLIFIER, AMELIORER, ADAPTER un grand nombre de tâches, circuits, procédures, documents, afin d'augmenter notre productivité administrative et commerciale.

VOS QUALITES : vous êtes autonome, vous avez le don d'anticiper, mais aussi celui de convaincre, et possédez une connaissance de l'outil informatique et bureautique suffisante pour ne plus en dépendre.

VOTRE FORMATION : supérieure ; écoles d'ingénieurs, de commerce ou de gestion, complétée par une expérience de 2 à 3 années dans un Cabinet Conseil ou en Entreprise.

Notre Conseil, attend votre dossier complet (CV, lettre de motivation, photo et prétentions) sous la référence V/OR/LM.



Raymond Poulain Consultants 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

Notre société, leader dans le domaine des langages de 4<sup>ème</sup> génération, vient d'ouvrir un centre de traduction dans sa filiale de Paris. Ce centre dépend du service de traduction de COGNOS, situé à OTTAWA.

### TRADUCTEUR REVISEUR

Vous assurerez la gestion des activités du centre de traduction, la traduction de l'anglais en français de la documentation technique, la révision des textes traduits afin d'assurer

l'exactitude technique et l'homogénéité de la terminologie. Diplômé universitaire (type ESIT ou ISIT) vous avez acquis 4 à 5 ans d'expérience en traduction dans le domaine informatique et avez une solide compétence en planification.

### TRADUCTEUR

Vous assurerez la traduction de l'anglais en français de la documentation technique et de formation. Diplômé universitaire (type ESIT ou ISIT) vous justifiez d'une

expérience de 2 à 3 ans en traduction dans le domaine informatique. Pour ces deux postes vous bénéficierez d'un stage de quelques semaines au siège social à OTTAWA (Canada) avant de vous baser à Paris.

Merci d'adresser votre dossier à COGNOS FRANCE - Tour Manhattan - 92095 PARIS La Defense - Cedex 01.

COGNOS

Métropole Lilloise

### La statistique au service de la finance

Groupe Printemps-Redoute

FINAREF  
SOCIÉTÉ FINANCIÈRE

Notre forte expansion (+30% en 88), le développement de nos produits et de notre clientèle, induisent des besoins nouveaux dans les méthodes d'analyse de données.

Pour compléter notre équipe, nous attendons le

### Chargé d'études statistiques (scoring) H/F

qui saura mettre sa créativité, son sens de la rigueur, sa capacité de travail, son honnêteté intellectuelle au service d'un double objectif :

- mettre en œuvre et optimiser les méthodes d'analyses quantitatives sophistiquées que nous avons développées,
- assurer la conception et la mise en œuvre d'autres outils d'aide à la décision.

Bac + 4 minimum (IESEG, ENSAE, IMA, ISUP...) votre fort potentiel d'évolution, vos connaissances en informatique gros système (IBM), en micro et en anglais sont souhaitables à la maîtrise de ce poste. La connaissance du système SAS serait un plus.

Christine DANO traite confidentiellement votre candidature et vous remercie de lui écrire sous la réf. 2182.LM.

argos

DEPARTEMENT CONSEIL EN RECRUTEMENT  
1001, avenue de la République - B.P. 319  
59701 MARCQ-EN-BARCEUL Cedex

PARIS - LILLE - LYON - MONTREAL



**Le Monde**  
CADRES

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

**NEGOCIATION, ORGANISATION, REFLEXION...**  
une véritable fonction Achats Européenne

Notre Société Industrielle (500 personnes, CA 400 MF), leader sur le marché de la chaussure/boutonnerie standard, appartient à un grand groupe français. Notre équipe de Direction attend aujourd'hui un professionnel des achats Industriels.

Rattaché à notre Directeur Industriel et en collaboration avec notre Directeur Général, vous participerez à l'élaboration de la stratégie des achats de matières premières, serez le garant de sa mise en œuvre.

Vous travaillerez en outre étroitement avec les Responsables de Production des usines et jouerez auprès d'eux un rôle important de conseil et de médiation sur l'ensemble des nouveaux investissements et serez surtout le négociateur de tous les achats de nos usines.

De formation commerciale ou technique, vous avez au moins 30 ans et une expérience confirmée des achats Industriels, vous parlez anglais et si possible allemand.

Pour cette fonction clé de notre entreprise, nous ferons bien sûr appel à tous vos talents de négociateur mais aussi à votre sens de la communication et à votre dynamisme. Nous devons, en effet, aujourd'hui notre réussite à une équipe déjà "internationalisée" qui sait allier professionnalisme, esprit d'entreprise, qui en un mot aime le REUSSITE. Nous attendons un collaborateur qui nous rassurera et accueillera volontiers un "européen".

Pour ce poste basé en Franche-Comté, nous vous remercions d'adresser votre dossier complet, sous référence OUPA/AM, à notre Conseil Christine CHIRONNE, (annonce couplée avec LE SOR, DE STANDARD, NRC).

**Raymond Poulain Consultants** - 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

**Valeo**  
Embrayages

**La Gestion au service de la Production**  
La Division Véhicules Industriels recherche pour son usine d'AMIENS son

### Chef de Projet GPAO

Sa mission très complète portera sur l'optimisation et l'organisation des flux de production, la mise en place d'un nouveau système de gestion de production informatisée incluant l'ensemble des données du processus industriel (petites et moyennes séries).

Ingénieur de formation, de type ARTS ET METIERS, 28 ans minimum, possédant une expérience concrète de gestion de production incluant l'utilisation d'un outil informatique performant, il portera un œil neuf sur l'organisation de la production, agira comme véritable force de proposition et possèdera en outre d'excellentes qualités relationnelles. La réussite dans ce poste ouvrira de réelles perspectives d'évolution au sein du groupe.

Merci d'adresser votre candidature (lettre + CV + prétentions) sous réf. 4A 1299-9M à notre Conseil, Cabinet ETAP 71, rue d'Auteuil, 75016 Paris. Discretion absolue

**etap**

**Valeo L'Equipe Automobile**

**Banque Vernes & Commerciale de Paris**  
GROUPE SNIP

### EXPLOITANTS ENTREPRISES H/F

**PROFIL :** diplômés de l'enseignement supérieur âgés de 25 à 35 ans environ, ayant le goût de l'action et du terrain, et disposant d'une première expérience réussie en exploitation.

**MISSION :** Conquête d'une Clientèle de PME de qualité et gestion de cette clientèle.

**POSTE BASE SUR PARIS ET REGION PARISIENNE**

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et rémunération à BANQUE VERNES ET COMMERCIALE DE PARIS - Direction des Ressources Humaines - Mme OLSEN - 52, Avenue Hoche - 75008 PARIS.

**DIX BANQUES ITALIENNES** ont créé à Paris une Société destinée à leur apporter, sur la Place et en France, les services dont elles-mêmes et leur clientèle peuvent avoir besoin.

Nous recherchons

### L'ADJOINT DU DIRECTEUR COMMERCIAL

de cette société.

Les services apportés par la Société peuvent être fonctionnels (problèmes immobiliers, juridiques, fiscaux, d'assurances) etc... ou opérationnels (relations bancaires et commerciales notamment).

Nous recherchons un homme jeune, ayant une expérience d'exploitant bancaire domestique et international et connaissant bien l'ensemble des produits bancaires, financiers, de Marchés ainsi que les systèmes modernes de communication.

**Il parlera couramment l'italien**

Le poste implique méthode et organisation, la structure étant appelée à se développer rapidement.

**FRANCE CADRES**

Adresser C.V. détaillé + lettre manuscrite sous Réf. 592/45 à Claude THERIAZ - FRANCE CADRES 22, rue Saint Augustin 75002 PARIS

### Directeur d'établissement industriel

Un groupe de sociétés industrielles et commerciales recherche pour l'une de ses filiales (50 personnes) spécialisée dans la conception, la réalisation et la commercialisation d'équipements électriques, son Directeur.

Il sera responsable de la gestion, de l'organisation et du développement commercial de ce centre de profit bénéficiant d'une bonne notoriété auprès de sa clientèle et solidement implanté sur son marché.

Ce poste sera confié à un ingénieur diplômé (AM, HEI, IDN...) possédant 6 à 8 ans d'expérience en milieu industriel et les qualités d'animateur, de gestionnaire et d'organisateur qui feront de lui un véritable chef d'entreprise.

Poste : ville de l'Aisne.

Ecrire sous réf. 4A 1297-9M  
Discretion absolue

Membre de Syntec

71, rue d'Auteuil 75016 Paris

**etap**

### piloter notre administration commerciale

SANTE

PARIS OUEST

Notre groupe, s'est spécialisé dans des domaines pointus :

• Biotechnologies • Diagnostic • Ophtalmologie • Pharmacie.

Nos préoccupations essentielles sont tournées vers nos clients. Pour renforcer encore notre efficacité, nous créons au sein de certaines de nos Divisions des postes de :

**Responsable de l'Administration Commerciale.**

Votre mission : Optimiser les services apportés à nos clients dans tous les domaines : commercial, administratif, SAV, qualité. Apporter aux équipes de vente des outils permettant un très bon suivi commercial.

Vos moyens : Utiliser toutes les ressources de l'entreprise pour rendre encore plus performantes nos relations avec nos clients publics ou privés. Entretenir des rapports étroits avec nos clients importants pour bien connaître leurs préoccupations et leurs procédures.

Vos qualités : De formation supérieure, vous avez une première expérience réussie, très diversifiée, de préférence en moyenne entreprise. Vous êtes familiarisé avec les clients, l'administration des ventes, les marchés, les budgets, les stocks, la qualité. Récemment moderne, vous estimez, comme nous, que le succès ne peut que couronner ceux qui travaillent en équipe dans un esprit d'ouverture et de respect mutuel. Vous possédez bien la langue anglaise. Vous bénéficierez d'une voiture de fonction.

Si vous êtes intéressé à voir voir confier cette création de responsabilité, nous vous remercions de bien vouloir adresser votre dossier de candidature, photo et présentations, sous réf. SP 16 à notre Conseil qui vous assure de sa totale confidentialité.

**COCEPLAN**

2, rue Louis David - 75782 PARIS CEDEX 16  
11, rue Victor Hugo - 69002 LYON

### Chargé de développement en ressources humaines

2 ans environ d'expérience

Des enjeux ambitieux, une réelle opportunité de valoriser une première expérience, un poste évolutif telles sont les possibilités offertes par une importante société de dimension nationale du secteur tertiaire comptant un effectif de 1200 personnes et de nombreux établissements.

**LA MISSION :** Rattaché à la Direction des Ressources Humaines et dans le cadre de sa nouvelle stratégie, vous assurerez :

- un rôle de conception et d'études : analyse de l'existant, détection des besoins, élaboration et mise en place des outils de gestion informatisée (tableaux de bord, simulation, plans de carrière...),
- un rôle de réalisation : être une force de proposition mais assurer aussi la mise en œuvre des nouvelles méthodes et procédures visant à optimiser la gestion des ressources humaines,
- un rôle de contact : établir les relations sur le terrain et initier suivant les opportunités des groupes de travail.

**LE PROFIL :** ESSEC, ESCP, Sciences Po, cadre de fort potentiel disposant d'une première expérience d'environ 2 ans acquise de préférence dans une grande entreprise en gestion de personnel, formation ou recrutement.

Longues perspectives de développement de carrière pour candidat disposant de réelles qualités de contact, créatif et réalisateur.

Poste à Paris.

Ecrire sous réf. 4A 1296-9M  
Discretion absolue

Membre de Syntec

71, rue d'Auteuil 75016 Paris

**etap**

حکذا من الارجل

Dans le cadre du développement de sa politique générale de communication, la MAIF (CA 5 milliards de F, 4 000 personnes) crée le poste de

## RESPONSABLE DES RELATIONS EXTERIEURES (H.F.)

Il aura pour principales missions d'organiser et de coordonner les relations presse, de participer à la définition et à la mise en œuvre d'une stratégie globale de mécénat et de parrainage, et plus généralement d'intervenir sur toutes les opérations publicitaires et de relations publiques de la société. Rattaché au responsable de la communication et animant une équipe spécifique, il sera un interlocuteur régulier de la Direction Générale.

Il sera âgé d'au moins 28 ans, diplômé d'une grande école de commerce, de Sciences Po Paris ou du CELSA... Il justifie d'une réelle expérience, dans la même activité, de 3 ans minimum en entreprise ou en agence. Outre d'excellentes qualités de contact, une grande rigueur, une bonne maîtrise des langues étrangères (anglais + espagnol ou italien) et des aptitudes rédactionnelles vérifiées seront indispensables à l'exercice d'une fonction susceptible d'évolutions importantes.

Basé à Niort, le poste impliquera néanmoins une présence fréquente à Paris.

Merci d'adresser une lettre manuscrite + CV + photo + prétentions, sous référence REM à Jean-Marie GUILLOT - MAIF - 79038 Niort Cedex

**maif**

## UN CONTEXTE INTERNATIONAL DE NOUVEAUX PRODUITS DE NOUVELLES TECHNOLOGIES POUR UNE COMMUNICATION DIFFERENTE.

Notre Société est chargée du fonctionnement et du développement des marchés boursiers en France. L'objectif de modernisation de la Bourse nous conduit à reorganiser nos structures dans un environnement financier en pleine mutation. Nous développons notre fonction Marketing et recherchons pour assister le responsable du Département Communication.

### RESPONSABLE DES RELATIONS EXTERIEURES

Vous serez chargé de coordonner la mise en œuvre des moyens humains et techniques visant à promouvoir les différents produits boursiers et techniques de marché (cotations informatisées) développés par la SBF.

Plus généralement, vous assurerez la promotion du marché français dans un contexte de compétitivité internationale croissante.

Vous serez, en outre associé aux Responsables des Départements Etudes et Marketing de la Direction de la Promotion du Marché, dans la réalisation de projets stratégiques.

Vous avez une formation supérieure adaptée (CELSA, HEC...) et une expérience de 3 à 5 ans minimum dans une fonction Communication au sein d'une entreprise (si possible dans le domaine des Services Financiers). Ceci vous

a permis d'acquérir des compétences en matière d'édition, de manifestations, de publicité et d'information... le goût du travail en équipe, le sens de l'organisation et des responsabilités.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. et prétentions, sous pli "Personnel et confidentiel", à Mme COFFIN, Direction du Personnel et de la Formation, 4 place de la Bourse - 75008 PARIS cedex 02.



SOCIÉTÉ DES BOURSES FRANÇAISES  
BOURSE DE PARIS

TRÈS IMPORTANTE SOCIÉTÉ INTERNATIONALE DE PRODUITS  
DE LUXE EN PLEINE EXPANSION (40 % PAR AN)  
recherche pour PARIS

## DIRECTEUR MARKETING

En équipe avec le directeur général et les directeurs des ventes, il devra prendre en main la fonction marketing qui comporte principalement :

- la réalisation d'importantes campagnes nationales de publicité
- la conduite de vigoureuses opérations de relations publiques
- la coordination des actions de merchandising et de PIV
- l'étude des marchés
- la participation à l'élaboration de la politique commerciale du groupe.

Pour être candidat, il faut avoir une bonne formation de base (E.S.C. - marketing ou équivalent) et une solide première expérience (5 ans environ) dans un poste similaire ou une fonction de chef de produit.

• ANGLAIS COURANT INDISPENSABLE.

Envoyer CV, détaillé, lettre manuscrite, photo récente et prétentions au Département Recrutement du COMES, 19, rue de la Paix, 75002 PARIS tél. 2781

DISCRETION ET RÉPONSE ASSURÉES.

## VOTRE DYNAMISME COMMERCIAL AU SEIN D'UNE BANQUE ÉVOLUTIVE

Banque de gestion, banque d'affaires, banque de marchés, nous sommes la filiale française d'un puissant groupe financier international. Dans le cadre de notre développement, nous recherchons un :

### ATTACHE COMMERCIAL Clientèle institutionnelle

Il assurera la constitution d'un portefeuille de clients, à Paris et en Province, qui viendront en nos produits la réponse à leurs besoins ; ils lui confieront alors des mandats de gestion d'actifs directs ou indirects. Afin de s'intégrer rapidement à une petite équipe performante, nous pensons à un diplômé de l'enseignement supérieur ayant 5 ans d'expérience commerciale - banques ou assurances -. Il connaît donc les mécanismes bancaires classiques et les produits de gestion.

Ce poste nécessite également une grande rigueur et une forte mobilité géographique : la connaissance des investisseurs institutionnels sera appréciée.

Adressez votre candidature (lettre et CV) sous référence M30 à Catherine Weill - BGP - Direction des Relations Sociales - 26, rue de la Baume - 75008 Paris

BANQUE DE GESTION PRIVÉE-SIB

## Pros du conseil aux entreprises

Filiale d'un groupe de sociétés de services connu pour son dynamisme et sa réussite, CEGID EXPERT EXECUTIVE CONSEILS apporte une prestation de conseil en Ressources Humaines auprès des entreprises.

Vous avez acquis une expérience de :

### Consultant en Audit Social (réf. ASS)

### Consultant en Recrutement pour le secteur industriel (réf. RSI)

Vous avez fait la preuve de vos capacités à participer à la conception et à l'évolution des produits, à les commercialiser et à gérer un portefeuille de clientèle.

Nous vous offrons de réelles possibilités d'évolution dans le cadre d'un développement national et une rémunération attractive (fixe + prime). Merci d'adresser lettre de motivation, CV, photo et rémunération actuelle en indiquant la référence choisie à C.E.E. CONSEILS - 24, rue Louis Armand - 75015 PARIS.

**C.E.E. CONSEILS**  
CEGID EXPERT EXECUTIVE

## CONSULTANT EN RESSOURCES HUMAINES

Conseil en ressources humaines, nous bénéficions déjà dans de nombreux secteurs économiques d'une forte notoriété liée à la qualité de nos prestations et à la dimension internationale de notre société. Nous souhaitons consolider notre position et diversifier notre activité.

Nous recherchons le consultant, en mesure d'assurer au sein d'une structure dynamique, le développement de notre clientèle, préférentiellement dans les domaines de la chimie, agro-alimentaire, la cosmétique et les produits de luxe. Nous mettons à sa disposition l'ensemble des moyens de notre structure.

Les candidats que nous désirons rencontrer auront préalablement exercé une activité similaire ou justifieront d'une expérience de plusieurs années en entreprise ou en conseil dans les secteurs énoncés.

Merci d'adresser lettre de candidature, C.V., complété, photo, sous la réf. M 6919 à HCA - 1, Place du Palais-Royal 75001 PARIS, qui transmettra.

CHIMIE,

AGRO-ALIMENTAIRE,

COSMETIQUES,

PRODUITS DE LUXE

## CADRE DE BANQUE AMBITIEUX devenez Directeur Régional Rhône-Alpes 330 KF+

Notre Banque à taille humaine, spécialisée dans le crédit immobilier, est la filiale d'un puissant et très dynamique groupe financier européen. Pour lui, le grand marché de 1993 est déjà réalisé.

Sous l'autorité du Directeur de l'Exploitation parisien, votre statut sera celui d'un véritable patron d'établissement.

Vous êtes Cadre de banque, Lyonnais, âgé de 35 ans minimum. Diplômé de l'enseignement supérieur, vous pouvez justifier d'une expérience réussie en animation d'équipe commerciale, gestion d'un centre de profit et techniques de montage des crédits immobiliers C.T. et L.T.

Poste basé à Lyon.

Si ce challenge est à votre mesure, merci de nous envoyer votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo), sous la référence DR/CRM, à notre Conseil Xavier RICHARD, qui vous garantira toute discrétion.

**Raymond Poulain Consultants**  
21, bd Vivier Merle - 69427 LYON cedex 03

**bip**

BANQUE INTERNATIONALE DE PLACEMENT

Nous sommes une banque de marché créative, et de haut niveau technique. Nous recherchons dans le cadre de notre expansion :

## Un Ingénieur Financier - Réf. E1 -

**Mission :** Concevoir et mettre en œuvre pour le compte d'une clientèle exigeante des produits et montages financiers en intégrant leurs aspects comptables, juridiques et fiscaux.

**Profil :** Vous êtes diplômé(e) de l'enseignement supérieur et disposez d'une expérience professionnelle de 4 à 6 ans dans la profession bancaire ou dans des fonctions de gestion financière en grande entreprise. Vous êtes créatif(ve).

## Deux chargés de clientèle : Grandes Entreprises/ Institutionnels - Réf. E2 -

**Mission :** Gérer et développer un portefeuille de clients. Participer à l'élaboration de la politique commerciale et contribuer au développement de la gamme de produits.

**Profil :** Vous êtes diplômé(e) d'une grande école de gestion ou d'un 3<sup>e</sup> cycle universitaire. Vous disposez d'une expérience professionnelle minimale de 5 ans dans une banque ou un établissement financier, dans un poste en contact avec des entreprises grandes ou moyennes. Cette expérience vous a permis de développer vos qualités de négociateur et de travail en équipe.

## Un Cadre marketing - Réf. E3 -

**Mission :** Mettre au service de la banque la connaissance synthétique du marché et des besoins de la clientèle. Suivre la mise en œuvre des produits financiers dont la commercialisation est décidée.

**Profil :** Vous êtes diplômé(e) de l'enseignement supérieur commercial. Vous disposez d'une expérience professionnelle de 2 à 3 ans vous donnant la connaissance du marché des entreprises et/ou des institutionnels pour des produits financiers.

Nous vous offrons une rémunération motivante et de fortes possibilités d'évolution. Dans un contexte performant, vous avez la possibilité d'exprimer pleinement votre potentiel.

Merci d'adresser votre lettre de candidature manuscrite et votre CV, avec photo à : BIP - Direction des Ressources Humaines 108, Boulevard Haussmann - 75008 PARIS.

## Consultants en organisation informatique

X, CENTRALE, MINES, ENST, ENSIMAG, HEC, ESSEC

Expert en organisation informatique et en systèmes d'information, nous occupons une place de premier plan dans le conseil auprès des grandes administrations. Notre performance et notre activité croissante nous conduisent à renforcer notre équipe de consultants. Vous êtes diplômé d'une grande école. Vous possédez une expérience de 3 à 5 ans acquise dans un cabinet d'organisation ou de conseil informatique. Après une formation à nos méthodes, vous serez responsable de projets où vous aurez une large part d'autonomie et la possibilité d'accéder rapidement au management d'équipes. Merci d'adresser votre candidature sous référence L/715.89/M à notre Conseil Critère 4, rue du Général Lanrezac 75017 Paris.

**Critère**



# Économie

Le Monde • Mardi 31 janvier 1989 • 27

## SOMMAIRE

■ Le seizième congrès confédéral de FO s'ouvre mardi 31 janvier à Vincennes de francs (lire page 28). ■ Le rapport Chassagne sur l'avenir des voies d'eau françaises préconise la construction en quinze ans du canal Rhin-Rhône (lire page 28). ■ Le groupe d'hypermarchés Carrefour lance de nouveaux produits bancaires (lire page 30).

## Le seizième congrès confédéral et la succession de M. Bergeron

### Guerre des héritiers à FO

A la veille de son seizième congrès confédéral, qui s'ouvre mardi 31 janvier au Parc floral de Vincennes, FO ressemble à un bateau ivre. Privé de gouvernail sans être certain d'en retrouver un de suite, mais d'un équipage divisé et même déchiré, le bateau cherche un nouveau capitaine. En attendant, il ne s'aventure plus en mer et reste à l'ancre, attendant que le capitaine M. André Bergeron, après vingt-cinq ans de règne, visite l'inquiétude tant du gouvernement et du patronat que des autres syndicats.

Pendant quatre jours à Vincennes, quatre mille participants, dont au moins trois mille quatre cents délégués représentant seize mille syndicats, vont définir les orientations de la centrale réformatrice pour les trois ans à venir sans connaître le nom du chef d'orchestre qui sera chargé de faire jouer la partition. M. Bergeron lui-même, qui connaît pourtant à merveille son organisation, se refuse à tout pronostic sur son successeur, comme si, en bout de course, sa confédération lui échappait.

Deux candidats se disputent en effet le fauteuil. Homme du Nord, M. Marc Blondel, cinquante ans, ancien secrétaire général de la fédération des employés et cadres - la deuxième de FO - est candidat officiel depuis 1984, même s'il s'y prépare depuis qu'il est entré en 1980 au bureau confédéral. Homme du Sud, M. Claude Pitou, cinquante-trois ans, ancien secrétaire général de la fédération des PTT, est candidat officiel depuis 1987, mais M. Bergeron n'a pas fait monter dans ce but au bureau confédéral en 1982. C'est son « dauphin » officiel. Sans qu'il le proclame.

Pour l'heure, chaque candidat, fort de ses propres pointures, se dit potentiellement vainqueur. M. Blondel fait état du soutien de quarante-quatre unions départementales (UD) et de vingt fédérations, ce qui lui assurerait une majorité de 51,7 % lors de l'élection du secrétaire général, le 4 février, par le comité confédéral national (CCN). M. Pitou aurait de son côté l'appui de soixante-huit UD et de treize fédérations, ce qui lui assurerait une majorité de 52,7 %. Mais il n'y aura qu'un élu... et tout dépend des modalités adoptées pour l'élection, selon qu'on recourt au vote secret par mandat impératif ou au vote secret personnel (voir encadré). L'incertitude est donc capitale.

La procédure vis-à-vis de l'empireur sur l'orientation ? A première vue, il n'y a pas de divergence fondamentale entre les deux candidats, tous deux purs produits de FO. L'un et l'autre sont attachés à l'indépendance syndicale, au réformisme et au refus de toute intégration du syndicalisme dans l'appareil d'Etat. De surcroît, la marge de manœuvre de l'élu sera fixée par le congrès. Et surtout, plus la bataille s'est engagée, plus des différences, réelles ou artificielles, ont été mises en relief.

#### La «recomposition»

M. Pitou a rassemblé dans un petit livre, à compte d'auteur, *Principes et perspectives du syndicalisme réformatrice* (Le Monde du 3 janvier), des idées d'une parfaite orthodoxie FO, où se mêlent tradition et réalisme pour celui qui se veut le gardien de l'héritage de M. Bergeron. « Le syndicalisme demain sera ainsi le fruit de ce qui est aujourd'hui mais aussi il sera contraint d'évoluer », dans une circulaire en date du 30 décembre 1988, la fédération de la chimie a vu dans ce livre un « programme » digne d'un candidat à l'élection présidentielle, et craint que ceux qui soutiennent le syndicalisme réformatrice de M. Pitou n'oublient FO, même contre leur gré, vers l'altération de l'indépendance syndicale, voire à la « reconstitution » sur une ligne socialo-cédétiste.

En clair, M. Pitou œuvrerait, avec la bénédiction du PS, à un rapprochement avec la CFDT et la FEN en vue d'une réunification. Dans FO-Hédo du 23 novembre, M. Pitou a récusé un tel procédé. « A force ouvrière, personnelle n'aspire à se rapprocher de telle ou telle autre organisation. Chez nous, qu'on se vaille ou non, la reconstitution n'est pas à l'ordre du jour »

sous ne sommes pas atteints par le syndrome d'Epinau. N'importe, le soupçon reste soigneusement entretenu par le camp adverse. De l'autre côté, M. Blondel, qui se qualifie lui-même d'archaïque, défend un syndicalisme de « contestation » par opposition au « syndicalisme d'accompagnement » prêt à son adversaire. Dans un article de FO-Hédo du 12 janvier, M. Blondel a défini ces deux syndicalismes, symbolisant pour lui les différences entre la CFDT et FO. Le syndicalisme d'accompagnement veut « tout mettre en œuvre pour que les choses se fassent le mieux possible, en un mot qu'elles soient socialement acceptables ». Le syndicalisme de contestation « considère que ce qui est déterminant dans une société, ce sont ses rapports sociaux ». Ainsi, « le social prime sur l'économique. Il ne peut dès lors pas y avoir configuration sans intérêts particuliers et intérêt général ».

Ainsi, M. Pitou serait modéré, voire « moderne », M. Blondel radical, voire « archaïque ». Dès lors, M. Blondel est soupçonné d'être hostile à la politique conventionnelle. L'intéressé, qui met en avant son appartenance au secteur privé et le soutien des militants (alors que M. Pitou, fonctionnaire, n'aurait que l'appui de l'appareil), s'en défend vivement : « J'ai signé, au moins cinquante conventions collectives, j'ai signé l'accord sur les emplois en 1969 et sur les conditions de travail en 1975. N'empêche, les « pitouistes » rappellent des propos de M. Blondel de 1966 : « Je crois qu'à force ouvrière nous traitons trop souvent avec le diable, et en l'occurrence le diable, pour moi, est le patronat ». Le même date singulièrement M. Blondel était contre l'accord de 1984 - réjeté - sur la flexibilité et contre celui de 1986 - signé - sur les procédures de licenciements.

#### Déclassements

Un tel contexte explique l'appréhension de la bataille, qui est allée en s'accroissant après que M. Bergeron eut donné le coup d'envoi à la campagne, en janvier 1987, en rendant publiques les deux candidatures. Fin octobre 1988, six membres du bureau confédéral - MM. Derlin, Faesch, Mourges, Lalonde, Doriac et Duffaud (lequel était accusé par

les « blondellistes » d'avoir changé de camp) - prenaient position pour M. Pitou. M. Blondel répliquait par une lettre aux UD et aux fédérations (le Monde du 10 novembre 1988). Puis les « documents internes » ont fleuri : un « Huitième trucage » des « pitouistes », le 10 janvier, répondait un « Huitième à la division » des « blondellistes ».

Face à la montée des déchirements - et des coups très bas - M. Bergeron a multiplié les appels à la tolérance. Mais il n'a pas voulu passer vis-à-vis de M. Pitou du soutien officieux à l'appui public. A la fin de l'année 1988, désemparé, il envisageait même de se représenter. Ce n'est que le 30 décembre que la perspective d'avoir dans ce cas un ou peut-être même deux candidats contre lui l'en a dissuadé. Dès lors, la bataille s'est encore amplifiée dans les UD, M. Blondel voulant, fort de l'appui de la fédération des services publics et de santé (la première de FO) et de celle des employés et cadres, largement représentés dans les UD, obtenir des votes des commissions exécutives départementales donnant à leurs secrétaires généraux des mandats impératifs pour tel ou tel candidat.

Dans l'Hérault, le secrétaire général de l'UD, M. Gabriel Reconnais, un « métallurgiste », soutenait M. Pitou. Sa commission exécutive se prononça pour M. Blondel mais il refusa de changer son futur vote. En décembre, lors du congrès de l'UD, son rapport d'activité était voté à la quasi-unanimité. Mais M. Reconnais ne fut pas réélu (un « blondelliste » le remplaçant) et se retrouva chômeur. Les « pitouistes » y ont vu une véritable « déclaration de guerre » des « blondellistes ». Un tour identique s'est déroulé dans l'Aveyron. M. Georges Paulin dans l'Aveyron.

Il n'empêche que c'est dans les UD que la bataille a été, jusqu'à ce week-end, la plus dure. A Evreux, le « blondelliste » Jean Jayer assure : « Pitou avait fait Blondel parler d'indépendance syndicale. Mais entre parler d'indépendance et la prouver, il se situe la différence. » A Grenoble, M. Maurice Rosat s'en prend à M. Blondel : « Ses actes et ses écrits - pleins de contradictions - le disqualifient. Il encourage les minorités agissantes dans

la maison. Il ne joue pas la carte de l'unité ».

Dans une organisation aussi composite que FO - où les adhérents, mais non l'appareil qui est socialisant, vont du KPR aux trotskistes en passant par les socialistes - les soutiens des diverses « sensibilités » comptent autant que ceux des fédérations. M. Pitou est soutenu par des locomotives très « pragmatiques » comme la métallurgie, les PTT et l'île-de-France. S'il n'est ni socialiste ni franc-maçon, il est dans cette mouvance et a aussi des appuis de ces côtés-là. Au PS, MM. Rocard, Fabius et même Jospin lui seraient, laisse-t-on dire, plutôt favorables. Ses adversaires font circuler un texte - qu'il ne cautionne pas - d'un « cercle d'études socialistes » composé de postiers FO, qui se résume en une question : « Allons-nous, socialistes, devoir reconquérir de l'intérieur un syndicat que nous avons contribué à mettre sur pied ? »

#### Socialistes et trotskistes

De son côté, M. Blondel ne cache pas qu'il est à la fois membre du PS et franc-maçon. Proche de M. Mauroy, il peut théoriquement compter sur la bienveillance du premier secrétaire du PS. Mais s'il se défend farouchement d'être trotskiste, il est appuyé par ceux-ci (1) et par leur allié anarcho-syndicaliste Alexandre Hébert, secrétaire général de l'UD de Loire-Atlantique. Parmi les vingt fédérations qui le soutiennent, trois (éducation et culture, personnels des services des départements et des régions, spectacles et presse) sont sous influence trotskiste. Des alliés aussi turbulents que véhéments. Dans le numéro de novembre-décembre 1988 de l'*Anarcho-syndicaliste*, M. Hébert accuse M. Bergeron de pratiquer la « politique de l'autruche » et imagine ainsi l'hypothèse d'une victoire numérique de M. Pitou : « 743 concrètement, il faudrait se poser la question des mesures à prendre pour assurer la pérennité de la CGT (de 1947) et faire que la CGT-FO continue et, dans le pire des cas, assurer l'existence d'une CGT-FO maintenue qui, soyons-en persuadés, n'aurait rien de comparable à la CFTC maintenue. » Scission ?

Le pire - est-il toujours sûr ? Le congrès de Vincennes risque d'être encore plus animé qu'à l'accoutumée. Le premier test sera le vote du rapport d'activité de M. Bergeron. Se maintiendra-t-il au-dessus de son plus bas score (84,5 % en 1986) ou sera-t-il sanctionné par certaines fédérations « blondellistes », comme celle des services publics et de santé, qui fait planer la menace d'un vote « coupeur » ? Les abstentions risquent d'augmenter. Les congressistes feront-ils fortement pression sur la succession, qui n'est pas directement de leur ressort ? Le danger reste que l'élu du 4 février, quel qu'il soit, se retrouve à la tête d'une organisation durablement divisée, comme la CGC en 1975 après le départ d'André Malterre. Elle mit quatre ans pour commencer à se sortir...

MICHEL NOBLECOURT.

(1) Rouge, hebdomadaire de la Ligne communiste révolutionnaire, le 26 janvier, juge que « la défaite de Pitou est souhaitable ».

### La querelle du mandat

Le samedi 4 février, avenue d'Ile, Maine à Paris, les secrétaires généraux des 103 unions départementales (UD) et des 33 fédérations de FO, constituant le comité confédéral national (CCN), se réuniront pour élire le secrétaire général (2 candidats), le trésorier (2 candidats), les 12 - ou 14 - membres du bureau confédéral (22 candidats), dont 12 « pitouistes » et 10 « blondellistes » et les 35 membres de la commission exécutive (57 candidats dont 24 « blondellistes »). Pour l'élection du secrétaire général, chaque fédération dispose de 103 voix et chaque UD de 33 voix, soit un total de 6 798 voix. L'élu doit donc avoir 3 400 voix.

A la veille du congrès, M. Blondel disait disposer de 44 UD et 20 fédérations - représentant, dit-il, 72 % des effectifs de FO et que contestent les « pitouistes », en assurant qu'il ne s'agit pas des cotisations... soit 3 512 voix. M. Pitou faisait état de 68 UD et 13 fédérations, soit 3 583 voix. Un élu de trop... ? C'est là que surgit la controverse - décisive - des mandats. Une dizaine d'UD seraient complicités par M. Pitou en sa faveur en raison de la position personnelle de leur secrétaire général alors que, selon M. Blondel, leurs commissions exécutives ont donné un « mandat » pour lui.

Tout se joue sur l'interprétation de l'article 6 des statuts : « Les délégués au CCN doivent se tenir en liaison étroite avec les syndicats, de façon à connaître leur opinion sur toutes les questions à l'ordre du jour des réunions. En cas de réunion rapide, ils prendront individuellement leurs responsabilités mais auront toutefois le devoir de consulter

les instances permanentes de leur union ou de leur fédération ».

Pour M. Blondel, c'est clair, cela signifie mandat impératif, des instances permanentes et vote secret (et donc contrôlable). « Tout militant, écrit-il dans FO-Hédo du 25 janvier, sait que la notion de mandat suppose : un débat, des délibérations, un vote et la désignation d'un mandataire chargé de respecter les délibérations et le vote. Cela va de soi... C'est pourquoi la notion de mandat impératif constitue un phénomène... » A l'ordre du jour de FO, ajoute-t-il en privé, se joue sur une question de procédure, c'est honteux, c'est le fort des voleurs.

M. Pitou récusé cette conception de la démocratie et cette interprétation de l'article 6 : « Considérer, n'est pas mandater. Et un mandat impératif n'est pas un mandat impératif. » Pour lui, les délégués au CCN doivent voter personnellement, après consultation, et le vote doit rester secret (et donc non contrôlable). Il doit ainsi recueillir les avis et prendre la responsabilité en leur âme et conscience. « Méthodes staliniennes », réplique le blondelliste Marcel Hupel (Bâtiment). « Si vous admettez le mandat impératif, expliquez Louis Niel, secrétaire général de la CGT en 1902, c'est la disparition des congrès, car vous rabaissez les camarades au rôle de commissionnaires ».

Les « pitouistes » voudraient que le CCN tranche d'abord la question du mandat impératif et du vote secret, ce qui devrait alors leur assurer une majorité. Mais il n'est pas exclu que les « blondellistes », suivant la tournure du congrès, demandent aux congressistes d'imposer leur point de vue... Dure bataille.

M. N.

## La hausse des prix de détail en décembre : + 0,2 %

	VARIATIONS (en %) AU COURS			
	Des 12 derniers mois (déc. 88 / déc. 87)	Des 6 derniers mois (déc. 88 / juin 88)	Des 3 derniers mois (déc. 88 / sept. 88)	Des 15 derniers mois (déc. 88 / nov. 87)
● ENSEMBLE	+ 3,1	+ 1,4	+ 0,5	+ 0,2
● ALIMENTATION (y compris boissons)	+ 2,4	+ 1,6	+ 0,7	+ 0,4
Prod. à base de céréales	+ 3,4	+ 1,7	+ 0,7	+ 0,2
Vianes de boucherie	+ 3,5	+ 3,1	+ 0,5	+ 0,6
Pois et charcuterie	+ 3,1	+ 1,2	+ 0,7	+ 0,2
Vol., lap., gib., prod. base viande	+ 1,9	+ 3,0	+ 1,7	+ 0,9
Produits de la pêche	+ 1,9	+ 0,7	+ 0,4	+ 0,1
Lait, fromages	+ 3,2	+ 1,8	+ 1,1	+ 0,2
Œufs	+ 1,7	+ 6,4	+ 2,8	+ 1,2
Corps gras et beurres	+ 4,5	+ 4,6	+ 2,5	+ 0,5
Légumes et fruits	+ 2,2	+ 1,9	+ 1,1	+ 0,4
Autres produits alimentaires	+ 1,3	+ 1,0	+ 0,3	+ 0,2
Boissons alcoolisées	+ 1,7	+ 0,6	+ 0,4	+ 0,2
Boissons non alcoolisées	- 5,7	- 5,6	- 1,1	- 0,3
● PRODUITS MANUFACTURÉS	+ 2,3	+ 0,7	+ 0,1	+ 0,2
1) Habillement et textiles	+ 2,8	+ 1,3	+ 0,6	+ 0,2
Vêtements de dessus	+ 2,7	+ 1,5	+ 1,0	+ 0,1
Autres vêtements et accessoires	+ 3,3	+ 1,7	+ 1,2	+ 0,2
Articles chaussants	+ 2,1	+ 1,2	+ 0,7	+ 0,2
Autres articles textiles	+ 2,6	- 1,0	- 1,6	+ 0,2
2) Autres produits manufacturés	+ 2,1	+ 0,8	+ 0,1	+ 0,1
Meubles et tapis	+ 3,2	+ 1,1	+ 0,7	+ 0,2
Appareils ménagers élec. et gaz	- 0,1	- 0,0	+ 0,3	+ 0,0
Autres équipements du ménage	+ 3,4	+ 1,5	+ 0,8	+ 0,2
Savon mén., produits entretien	+ 2,0	+ 0,7	- 0,1	- 0,5
Articles toilette et soins	+ 3,4	+ 2,0	+ 0,1	+ 0,1
Véhicules	+ 3,3	+ 0,6	+ 0,1	+ 0,0
Papeterie-librairie-journaux	+ 2,3	+ 1,4	+ 0,9	+ 0,3
Photo, optique, électroacoustique	+ 2,3	+ 0,9	+ 0,5	- 0,1
Autres articles de loisirs	+ 0,6	+ 0,3	- 0,9	- 0,8
Combustibles, énergie	+ 6,5	+ 1,3	+ 0,1	+ 0,0
Tabacs, prod. manufact. divers	+ 2,3	+ 1,0	+ 0,4	+ 0,0
Produits manufact. secteur privé (1)	+ 4,6	+ 1,9	+ 0,9	+ 0,1
● SERVICES	+ 5,8	+ 2,7	+ 1,5	+ 0,1
Services relatifs au logement	+ 6,2	+ 2,9	+ 1,7	+ 0,0
Dont : loyers	+ 6,0	+ 2,2	+ 1,0	+ 0,3
Services personnels, soins habillement (2)	+ 3,6	+ 0,5	+ 0,0	+ 0,0
Services de santé	+ 5,0	+ 1,7	+ 1,1	+ 0,1
Transports	+ 5,5	+ 1,8	+ 0,5	+ 0,2
Serv. d'utilisation vch. privé (3)	+ 5,1	+ 2,0	+ 0,9	+ 0,1
Hôtels, cafés, rest., cantines	+ 1,4	+ 1,6	+ 0,6	- 0,1
Autres services (4)	+ 1,4	+ 1,6	+ 0,6	- 0,1

L'indice de l'INSEE, calculé sur la base 100 en 1980, s'est inscrit en décembre 1988 à 174 contre 173,7 en novembre 1988. De décembre 1987 à décembre 1988, la hausse des prix est de 3,1 %.

La hausse des prix de détail, confirmée par l'INSEE à + 0,2 % au mois de décembre, a principalement pour origine l'augmentation des prix alimentaires et énergétiques, alors que les prix des services sont demeurés sages, en hausse de 0,1 % seulement au mois de décembre. Pourtant, l'augmentation des services de décembre 1987, à décembre 1988 (4,6 %) est plus importante que celle de l'ensemble des produits (3,1 %). Les loyers, qui ont augmenté de 6,2 % au cours des douze mois finissant en décembre, n'ont pas subi de variation au cours du dernier mois de 1988.

A l'inverse, le prix de l'énergie, qui n'a augmenté que de 0,6 % sur

12 mois, a progressé de 0,8 % au cours du seul mois de décembre.

Du côté de l'alimentation, se sont les œufs, les viandes de boucherie et la volaille qui ont le plus augmenté en décembre, alors que le prix des boissons non alcoolisées en baisse de 5,7 % sur douze mois en raison de la baisse du taux de TVA intervenue sur ces produits, encore un peu baissé en décembre (- 0,3 %).

Quant au prix des produits manufacturés, qui représentent près de la moitié de l'indice de l'INSEE, ils ont augmenté, en décembre, au même rythme que l'ensemble des produits (0,2 %), alors que sur douze mois, leur progression est plus modeste (+ 2,3 %).

## La Commission européenne réagit au programme néerlandais sur la «voiture propre»

BRUXELLES  
de notre correspondant

La Commission européenne vient d'inviter les Pays-Bas à suspendre la mise en œuvre de leur programme d'incitation fiscale en faveur des voitures propres. Les Néerlandais avaient notifié à la Commission leur intention d'appliquer la nouvelle législation ainsi visée à compter du 1<sup>er</sup> février (le Monde du 24 janvier). La controverse provient du fait que la ristourne à l'acquiescer lors de l'achat d'une voiture munie d'équipements la rendant

conforme aux normes américaines sera le double de celle consentie si le véhicule répond seulement aux normes communautaires, qui sont moins sévères.

La Commission, appuyée par plusieurs Etats membres, dont la France, estime qu'une telle mesure fausserait la concurrence à l'intérieur du Marché commun. Elle favoriserait les constructeurs allemands qui exportent des quantités importantes vers les Etats-Unis et qui seraient donc en mesure de proposer aux Pays-Bas, sans coût supplémentaire, des voitures conformes aux normes américaines, ce qui n'est pas le cas des producteurs français, italiens ou britanniques.

La Commission semble déterminée à empêcher les Pays-Bas d'appliquer leur programme. Dans sa lettre, elle prévient le gouvernement néerlandais que, s'il refuse de s'incliner, elle portera l'affaire devant la Cour européenne de Justice de Luxembourg. On semble considérer à Bruxelles que le conflit est inévitable et que le seul moyen d'y mettre un terme est précisément de le faire trancher par la Cour.

Les Pays-Bas ont souscrit à l'accord conclu par les ministres de l'environnement des Douze en novembre, qui fixait des normes communes de pollution pour les petites cylindrées. Dans ces conditions, encourager l'utilisateur néerlandais à acheter des voitures répondant à des normes plus sévères est considéré comme une bien paradoxale manière de respecter cet accord.

Ph. L.

هكذا من الاجل

TRANSPORTS

L'avenir de la voie d'eau

Le rapport Chassagne préconise la construction du canal Rhin-Rhône en quinze ans

Parmi les éléments dont dispose le président de la République pour trancher la question de la liaison à grand gabarit du Rhône au Rhin figure depuis quelques semaines le rapport rédigé, à la demande du gouvernement, par M<sup>me</sup> Yvette Chassagne, ancienne présidente de l'UAP, loin de classer la voie d'eau parmi les vieilles lunes, celle-ci propose un programme de rattrapage et de développement où le canal Rhin-Rhône occupe la meilleure part.

A la fin du siècle dernier, les 5 000 kilomètres de voies navigables françaises supportaient la comparaison avec les voies d'eau de Belgique, d'Allemagne et des Pays-Bas. Aujourd'hui, la situation a bien changé. Les pays du nord de l'Europe ont adapté leurs réseaux pour accueillir des convois de 5 000 tonnes, soit quinze fois plus que ne contenaient les péniches d'autan. La RFA, par exemple, investit 2,4 milliards de francs par an pour moderniser ses 3 000 kilomètres de fleuves et canaux à grand gabarit, et elle s'apprête à relier le Rhin au Danube. La France dépense cinq fois moins, et ses 1 830 kilomètres de voies fluviales sont en fait « des autoroutes reliées entre elles par des chemins de terre ».

Le réseau a vieilli. Il ne se passe pas de semaine sans qu'une rupture de berge ou un blocage d'écluse paralyse la navigation. La Compagnie nationale du Rhône (CNR), qui a la mission d'aménager le Rhône et la Saône, se débat dans les pires difficultés financières en raison des « atterrissements des pouvoirs publics » et de sa dépendance à l'égard d'EDF, à laquelle elle cède son courant pour un prix peu rémunérateur.

M<sup>me</sup> Chassagne estime que toute modernisation devrait s'inspirer des principes suivants : créer un établis-

sement financier capable de recevoir des crédits d'origines variées ; gérer les voies navigables au niveau de chaque bassin ; supprimer la dichotomie entre les services de la navigation (ONV) ; associer la gestion des voies navigables et la gestion de l'eau ; mettre fin au « tour de rôle » qui interdit aux clients de choisir le batardeau qui leur convient le mieux.

L'auteur passe en revue les projets possibles, et notamment trois grandes réalisations nouvelles : Seine-Est (vers le réseau rhénan) ; Seine-Nord et Rhin-Rhône, encore baptisée Saône-Rhin. M<sup>me</sup> Chassagne défend cette dernière liaison malgré une rentabilité faible de 8 % et un coût de 17,8 milliards de francs, car elle « inscrit dans l'ambition européenne de notre pays ». Les industries allemandes, néerlandaises et suisses ne s'implantent en France qu'à condition de bénéficier de la voie d'eau.

40 francs par ménage

Le rapport envisage trois hypothèses de travaux. La première remet en état le réseau actuel et, en cinq ans, réalise le contournement du pont de Mâcon et la liaison Bray-Nogent pour un budget annuel de 1 260 millions de francs. Rappelons que le budget actuel tourne autour de 1 000 millions de francs. Cette solution « signifie l'abandon de tout développement ultérieur ».

La deuxième hypothèse, étalée sur vingt-cinq ans, comporte la réalisation du programme précédent, la construction Seine-Nord par Saint-Quentin et, ensuite, celle de Saône-Rhin. Coût annuel : 1 900 millions de francs.

La troisième hypothèse, moins lente, réalise simultanément Seine-Nord et Saône-Rhin en quinze ans. Coût annuel : 2 650 millions de francs.

Où trouver les crédits indispensables ? Un peu partout : la taxe sur la

navigation intérieure et les redoncations domaniales peuvent augmenter leurs recettes mais il conviendrait de prendre en considération les prélèvements d'eau qui pourraient générer 200 millions de francs par an. Avec une hausse de 0,00035 francs du prix du kilowattheure, l'électricité rapporterait 100 millions de francs par an. Les collectivités territoriales pourraient apporter de 15 % à 20 % du coût de chaque opération. La CEE et les pays bénéficiaires voisins, 15 %. L'Etat augmentant de 20 % sa contribution. A titre d'exemple, l'hypothèse numéro 3 coûterait 40 francs par an aux ménages du fait du surcoût de l'électricité.

M<sup>me</sup> Chassagne conclut : « A la veille de l'entrée dans le grand marché européen, le gouvernement (...) ne peut plus différer des décisions d'ensemble depuis trop longtemps renvoyées, ni se refuser à arrêter une échéance raisonnable. Elle préconise « un étallement dans le temps permettant d'envisager avec optimisme la réalisation d'un programme ambitieux auquel ceux qui auraient eu la responsabilité de ces décisions pourraient, à juste titre, laisser, dans la durée, leurs noms ».

● La RATP a progressé de 1,6 % en 1988. Malgré les grèves, le trafic annuel de la RATP a atteint 2,8 milliards de voyages, soit un accroissement de 1,6 % par rapport au trafic réalisé en 1987. C'est le bus qui progresse le plus avec une amélioration de 4,4 % dans Paris et 3,6 % en banlieue. Le métro s'améliore de 1,2 % et le RER recule de 0,2 %, ce qui, en données corrigées des grèves, équivaut à un bond de 6,2 %. Cette bonne tenue des transports en commun parisiens s'explique par la conjonction économique souterraine et par les réaménagements de lignes du RER et des bus.

Sir Thomas Sopwith, pionnier britannique de l'aviation, est mort à 101 ans

Sir Thomas Sopwith, qui a donné à la Grande-Bretagne ses meilleurs avions de chasse pour trois guerres, est mort vendredi 27 janvier à l'âge de cent un ans.

Ce pionnier de l'aviation était né le 18 janvier 1888 dans une famille d'ingénieurs. Il était déjà coureur automobile, yachman et aviateur lorsqu'il apprit seul à voler en 1910. Il reçut le brevet de pilote britannique numéro 31.

Sopwith Aviation, créée en 1912, allait construire le Sopwith Pup, le Snipe et le Camel. Ce dernier chasseur monoplace abattit 1 294 avions ennemis pendant la première guerre mondiale. Pendant la seconde guerre mondiale, le Hawker Hurricane, également conçu par Sopwith, joua un rôle essentiel dans la bataille d'Angleterre. Enfin, Sopwith construisit le Harrier, avion à décollage vertical, utilisé pendant la guerre des Malouines. — (A.P.)

Un audit pour un malaise

Comment donner du dynamisme aux cadres de la SNCF ?

La « grande » grève, qui avait paralysé la SNCF durant trois semaines en décembre 1986 et janvier 1987, avait fait apparaître un climat social dégradé, que les accords ferroviaires de l'été ont encore souligné. Convaincu de l'adaptation de la gestion des ressources humaines, la direction a lancé des audits sur les conducteurs et les contrôleurs. Elle a le courage de publier, dans un numéro hors série du mensuel interne *Direct* les résultats de l'audit portant sur l'encadrement.

L'équipe, conduite par MM. Michel Crozier et Jacques Lesourne, a interrogé cent quinze cadres cheminots, choisis dans les directions centrales et dans les régions de Lyon et de Limoges. Ceux-ci ont dit combien leur pesait le « modèle militaire-hiérarchique » qui multiplie les échelons de grades, les formulaires à remplir et les règlements. Ils souffrent du cloisonnement, de l'absence de compliments comme de

reproches, du flou qui entoure les objectifs de l'entreprise. M. Crozier, lui-même, juge « archaïque » le management de la SNCF et estime qu'« on ne supporte plus le commandement direct ou brutal et on ne supporte pas davantage le commandement par les règles ».

Parmi les recommandations que formule le comité d'audit, on retiendra la diminution des effectifs des états-majors pour décentraliser certaines décisions dans les établissements. On notera également qu'il propose de développer les structures participatives, le recrutement de cadres non cheminots, une promotion appuyée sur les performances réalisées. Un investissement massif dans la formation sera indispensable pour permettre aux cadres d'assumer leurs responsabilités toutes neuves.

A. F.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

COMPAGNIE FINANCIÈRE DE CRÉDIT INDUSTRIEL ET COMMERCIAL

La Compagnie Financière de CIC confirme, sur la base des premières estimations, que le bénéfice consolidé du Groupe CIC sera, cette année, supérieur à 1 milliard de francs, contre 613 millions de francs en 1987.

Le produit net bancaire devrait s'élever à près de 14 milliards de francs, en hausse de 3 % avec un résultat brut d'exploitation de plus de 3 milliards de francs. Hors plus-values et provisions exceptionnelles, les résultats courants de l'exercice devraient être comparables à ceux de 1987.

Le Président Jean Saint-Geours, présentant ces résultats à la presse, a souligné que les plus-values sur titres de participation ont un caractère désormais récurrent, même si elles sont irrégulières. En 1988, elles ont représenté près de 200 millions de francs.

Résultat consolidé 1988 UN BÉNÉFICE SUPÉRIEUR À 1 MILLIARD DE F.

Commentant les comptes des deux principales banques parisiennes du Groupe, le Président de la Compagnie Financière de CIC a précisé que le CIC Paris a réduit ses pertes de moitié, à moins de 100 millions de francs en 1988. En ce qui concerne la Banque de l'Union Européenne, bénéficiaire depuis 1983, elle dégagera, en 1988, un bénéfice social de l'ordre de 80 millions de francs, son bénéfice consolidé devant s'établir aux environs de 300 millions de francs. La BUE contribue ainsi, depuis trois ans, pour une part élevée, aux résultats du Groupe CIC.

En outre, au cours de l'exercice, les fonds propres du Groupe ont été renforcés de 3,6 milliards de francs, dont 2,2 milliards de francs par deux émissions de titres subordonnés remboursables.

COMPAGNIE FINANCIÈRE DE CIC - 52, rue de Valenciennes - 75008 PARIS

GROUPE CIC

ETRANGER

La dette du tiers-monde au Forum de Davos

Le président du Venezuela propose la création d'une agence multilatérale

Intervenant samedi 28 janvier au Forum mondial de Davos, M. Carlos Andres Perez, président élu du Venezuela, a proposé la création d'une agence multilatérale pour gérer la dette du tiers-monde, constituée par le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale.

M. Perez a estimé qu'un « pas positif » pourrait être accompli par la création d'une agence, qui serait chargée de racheter, avec un escompte, la dette bancaire commerciale des pays en développement. Les banques recevraient en paiement des bons sans risque à long terme émis par cet organisme, à un taux d'intérêt normal. L'escompte consenti au moment du rachat de la dette permettrait à l'agence de réduire substantiellement les intérêts à payer par les pays débiteurs et d'étendre les délais d'amortissement.

Concernant l'Amérique latine, M. Perez n'a pas hésité à parler de « décomposition économique et sociale de l'hémisphère sud », où la situation est « pire qu'il y a sept ans ». Le montant de notre dette, a-t-il dit, est passé de 300 milliards de dollars en 1982 à 400 milliards aujourd'hui, et cela accompagné d'une « dynamique pernicieuse de transferts de ressources financières de la région vers le nord ». « Au cours des cinq dernières années, a-t-il précisé, ces transferts ont atteint la somme incroyable de 180 milliards de dollars, équivalant à un tribut quotidien de 100 millions de dollars, soit annuellement 4 % du produit interne brut de l'Amérique latine. » A ses yeux, jamais un phénomène semblable ne s'est produit dans l'Histoire, même quand l'Allemagne et le Japon ont été contraints de payer des dommages de guerre.

De son côté, le ministre ouest-allemand de l'économie, M. Helmut Haussmann, a critiqué l'attitude des

pays industrialisés sur le problème de la dette. Il a indiqué que son pays avait toujours insisté pour que les pays débiteurs du tiers-monde aient « un plus large accès aux marchés du monde industrialisé et des États nouvellement industrialisés ». On ne peut à la fois, selon lui, « fournir aux pays en développement de la technologie et des prêts pour moderniser leurs industries textiles et fermer nos marchés à leur production de vêtements (...) ». Pour citer un deuxième exemple, le protectionnisme agricole des pays industrialisés ne peut être qu'un sujet d'irritation.

Pour la première fois, il y a eu accord au sein de la communauté internationale sur la nécessité de réduire la dette du tiers-monde. A conclu M. Raymond Barre qui, en sa qualité de président du Forum mondial de Davos, faisait la synthèse des discussions engagées au cours du week-end avec les dirigeants politiques réunis dans la station des Grisons.

Rebondissement de la crise au Pérou

Le président Garcia rejette les propositions du FMI

Interrogé sur la réponse que le Pérou allait donner aux conditions du Fonds monétaire international, le président Alan Garcia a déclaré, le 22 janvier : « Laissez-moi méditer. Le temps de réflexion a été bref. La décision est désormais prise : c'est « non ». Un « non » catégorique, bien que « courtois », a précisé le chef de l'Etat, le vendredi 27 janvier, en citant le dicton : « Être courtois n'empêche pas d'être courageux ».

LIMA de notre correspondant

En attendant une autre proposition du FMI, M. Garcia a expliqué son « non » pour des raisons pratiques et, aussi, pour des questions de principes. Les raisons pratiques d'abord. Le calendrier proposé par le FMI permettrait, dans le meilleur des cas, d'obtenir un crédit en fin d'année, après que le pays eut effectué un versement symbolique de 30 millions de dollars, adopté un programme d'assainissement drastique et obtenu un crédit-relais qui lui permette de rembourser plus de 1 milliard d'arriérés. A cette épo-

que, il devrait remettre à jour ses paiements avec le FMI, car sa dette aurait augmenté d'environ 300 millions de dollars. « On ne va pas rembourser 200 pour qu'on nous prête 100, et que, par-dessus le marché, on nous impose un programme d'une rigueur extrême... D'ailleurs, ce programme ne nous convainc pas », a déclaré le chef de l'Etat.

Deuxième condition : le programme d'assainissement — flottage de la monnaie nationale, suppression des subventions, austérité budgétaire et baisse des droits de douane. Le FMI « exige un ajustement en une fois, selon le style traditionnel ». Cela provoquerait « une inflation de plus de 100 % le premier mois. La pression syndicale serait telle que nous devrions indexer les salaires, et envisager un réajustement le mois suivant... Ce serait peut-être supportable si nous avions 1 milliard de dollars de réserves. Mais ce n'est pas le cas ».

Il existe aussi des questions de principes. Comme les pays capitalistes, a déclaré M. Garcia, le FMI ne pense qu'en terme « comptable », il pratique une conception fiscaliste de l'argent, ce qui conduit à créer du papier et non pas de la richesse. Il n'y aura pas de changement au sein des organisations internatio-

nales tant que cinq ou six grands pays ne comprendront pas qu'il faut relancer la consommation des pays. Si leurs statuts est un obstacle au changement, qu'il soit modifié... Ce que nous exigeons, « sur le désarmement financier », est le modèle du désarmement nucléaire, pour régler le problème de la dette.

Fier d'avoir été baptisé le « gladiateur solitaire », dans cette lutte contre le FMI, M. Alan Garcia a reconnu que les corrections aux distorsions de l'économie péruvienne sont « douloureuses politiquement », mais inévitables.

« Nos problèmes sont dus à une croissance trop rapide et à l'affrontement avec les groupes de pouvoir... On dit que nous n'avons pas de programme. C'est faux. De façon graduelle, nous corrigeons les erreurs, diminuons les subventions et les importations, aiguillonnons les exportations, et réajustons le taux de change. Nous réduisons progressivement le déficit fiscal et essayons, de façon rationnelle, de contrôler l'inflation. En six mois, nous avons fait ce qui était fondamental. Pour que la situation se stabilise, il ne reste plus qu'à parcourir un tiers du chemin. »

NICOLE BONNET.

AFFAIRES

Avec près de 82 milliards de francs de trésorerie

Siemens creuse son sillon

On l'attendait conquérant, on l'a trouvé prudent. Et bien qu'il défraye la chronique depuis la mi-novembre, Siemens garde la tête froide et se choisit une devise bien peu spectaculaire : « le changement dans la continuité ».

La continuité, c'est avant tout la solidité financière du groupe : un chiffre d'affaires de 59,4 milliards de deutschemarks (202 milliards de francs), en hausse de 15 % (7 % si l'on fait abstraction de la facturation de deux centrales), un bénéfice en progression de 9 % et une trésorerie mirifique (24 milliards de deutschemarks, soit 81,6 milliards de francs) que les trois opérations récentes ou en cours (rachat de l'américain Rolm, du français IN2 et OPA sur Plessey) ne feront qu'augmenter.

Siemens Aviation, créée en 1912, allait construire le Sopwith Pup, le Snipe et le Camel. Ce dernier chasseur monoplace abattit 1 294 avions ennemis pendant la première guerre mondiale. Pendant la seconde guerre mondiale, le Hawker Hurricane, également conçu par Sopwith, joua un rôle essentiel dans la bataille d'Angleterre. Enfin, Sopwith construisit le Harrier, avion à décollage vertical, utilisé pendant la guerre des Malouines. — (A.P.)

ques et électroniques » et rester un « ensemble ».

La continuité, on la retrouve aussi dans la constance avec laquelle Siemens enfonce le coin dans les deux domaines qu'il a retenus comme priorité : les puces électroniques et les États-Unis, deux secteurs où il investit des sommes énormes, quitte à y perdre de l'argent. Dans les mémoires, il a engagé, pour la recherche, le développement et les investissements, de 700 à 800 millions de deutschemarks (2,38 à 2,72 milliards de francs), pour la mémoire de 1 mégabit et entre 1,4 et 1,5 milliard de marks (4,76 et 5,1 milliards de francs) pour les mémoires de 4 mégabits.

Les pertes du groupe en micro-électronique, si elles ne sont pas précisément communiquées, comportent encore « trois chiffres », a répété M. Kaske, ce qui signifie que qu'elles s'élèvent au moins à 340 millions de francs. Mais ce sacrifice permet au géant allemand de rester dans la course sur les mémoires puissantes : il produit actuellement 1 million de mémoires 1 mégabit par mois (à comparer avec les 7 millions sortis par Toshiba, avec lequel il a passé un accord technologique). Seul cette fois, pour développer les 4 mégabits, il annonce le début de la fabrication en série « en cours d'année ».

Les efforts déployés par le groupe depuis dix ans aux États-Unis commencent aussi à produire leurs fruits : le chiffre d'affaires du groupe dépasse les 18 milliards de francs et progresse de 19 % en dollars (à 3,1 milliards de dollars). Au début des années 90, il devrait atteindre les 5 milliards de dollars, a précisé le patron du groupe.

Coup sur coup, il a conclu cette année deux opérations importantes. Le rachat de la majorité de Bendix Electronics permet au groupe de doubler son chiffre d'affaires dans l'électronique automobile (à 1,6 mil-

liard de deutschemarks, soit 5,44 milliards de francs). Mais l'opération qui a fait couler le plus d'encre a été la reprise à IBM de l'entreprise de téléphonie privée Rolm (le Monde du 15 décembre 1988). Avec ses trente-cinq mille salariés outre-Atlantique, Siemens y réalise désormais 9 % de son chiffre d'affaires consolidé.

L'OPA sur Plessey

Pourtant ces deux rachats, ainsi que celui du constructeur informatique français IN2 et surtout l'OPA sur Plessey ont accablé l'idée que Siemens changeait. D'abord, parce que toutes ces opérations ont été très rapprochées, dans le temps et se déroulaient à un moment où le groupe réorganisait ses structures. Ensuite, parce que c'était la première fois que Siemens lançait une OPA hostile... M. Kaske s'est montré extrêmement prudent sur ce dossier, affirmant que son groupe « fera tout pour répondre aux questions » des autorités britanniques et qu'il « comprendrait » l'accord par son allié, la GEC (General Electric Company) avec le français Alsthom dans la production et la distribution d'énergie... En fait, c'est dans l'entourage du patron de Siemens que l'on peut trouver les raisons d'une telle prudence : s'exprimant à titre personnel, un de ses collaborateurs indiquait que le groupe allemand avait une chance sur deux seulement de réussir son OPA sur Plessey.

Affichant la sérénité sur une éventuelle entrée en lice de l'américain ATT dans le dossier britannique, il expliquait que son groupe était favorable à une entrée d'ATT sur le marché européen des télécommunications, laissant entendre que si Siemens avait à choisir entre l'Italie et la Grande-Bretagne, il choisirait plutôt ce second pays. Il est vrai que Siemens est déjà implanté dans ce pays.

FRANÇOISE VAYSE.

AVIS FI

6

BOURGAIN

AKA



# AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



## UNION FINANCIERE DE FRANCE BANQUE

Le conseil d'administration de l'Union Financière de France Banque, réuni dans sa séance du 24 janvier 1989 sous la présidence de M. Philippe Goulin, a pris acte de la démission de M. Guy Chardoux, et coopté, pour la durée restant à courir de son mandat, M. François Lesieur. Il a constaté que l'épargne recueillie et les engagements d'épargne souscrits en 1988 ont été de 6 851 149 000 F, marquant une progression de 9,95 % sur l'exercice précédent, l'activité du dernier trimestre ayant été en accroissement de 29 % sur le trimestre de référence de 1987.

Les actifs gérés, au 31-12-88, pour le compte de la clientèle, s'élevaient à plus de 18 milliards de francs.

Le résultat consolidé du groupe Union Financière de France Banque devrait être supérieur de plus de 15 % à celui de l'exercice précédent qui s'était élevé à 143 905 124 F et permettre de ce fait une progression sensible du dividende.

## GRUPE DIDOT-BOTTIN Fondé en 1798

DIDOT-BOTTIN a pris une participation de 34 % dans la société OTPAR, entreprise d'affichage dirigée par Messieurs Xavier Lesca et Jacques Couvreur, dont l'activité s'étend dans la France entière, principalement dans les villes de moyenne importance et en zone rurale (département).

La société OTPAR assure la régie des campagnes nationales d'affichage. La couverture des opérations régionales et locales est en revanche assurée par un réseau de filiales créées par ailleurs entre OTPAR et de grands organes de la Presse quotidienne régionale. Il s'agit principalement de :

- AFFI-CENTRE : La Montagne.
- AFFICHES 28 : L'Echo républicain.
- AFFICO : La Nouvelle République du Centre-Ouest.
- AFFIEST : L'Est républicain.
- AFFILOIRE : Ouest-France, Presse Océan.
- AFFINOIRPI : La Voix du Nord, le Courrier picard et les Caisses régionales de Crédit agricole Nord-Pas-de-Calais / Picardie.
- AFFIROUEST : Ouest-France.
- AFFISUD : La Dépêche du Midi.
- AFFI-YONNE : L'Yonne républicaine et le Crédit agricole de l'Yonne.
- ALSACE AFFICHES : Les Dernières Nouvelles d'Alsace.
- AZUR AFFICHES : Nico-Matin.
- BOURGOGNE AFFICHES : Le Bien public.
- LOIRRAINE AFFICHES : Le Républicain lorrain.
- PROVENCE AFFICHES : Le Mémorial, le Provençal.

L'activité d'OTPAR et de ses filiales a progressé de 67 % en 1988. Une croissance importante est prévue pour l'exercice en cours.

## BOUYGUES

Le conseil d'administration de Bouygues, réuni le 25 janvier 1989, sous la présidence de Francis Bouygues, a examiné la situation du groupe et les prévisions d'activité pour 1989.

BOUYGUES CONSOLIDÉ	1988 (estimation)	1987	88/87
Chiffres d'affaires (H.T.)	50,1 MdF	46,6 MdF	+ 7 %
Bénéfice net total	734 MF	695 MF	+ 6 %
Bénéfice net (part du groupe)	517 MF	495 MF	+ 4 %

Le chiffre d'affaires Filles électriques qui représentait 495 MF en 1987 a été exclu du périmètre de consolidation en 1988 à la suite de la vente de cette activité au mois de décembre 1988.

Pour 1989, le chiffre d'affaires prévisionnel s'analyse de la manière suivante :

CHIFFRE D'AFFAIRES HORS TAXE (Milliards de F.)	1989 prévision	1988
CONSTRUCTION	30,7	29,3
IMMOBILIER	8,0	7,8
DIVERSIFICATION (compris TF 1 à 100 %)	13,8	13,0
TOTAL	52,5	50,1
% international	20 %	19 %

La Division Construction regroupe les activités de BTP et les activités routières. Dans le BTP, une reprise est sensible à l'international dans des pays industrialisés. La croissance de l'activité routière a été supérieure à 20 % en 1988 ; cette activité devrait poursuivre son développement en 1989.

La Division Immobilier avait enregistré une forte croissance en 1987. Elle a maintenu sa position de leader en 1988 et devrait la consolider en 1989.

Les activités de Diversification ont des perspectives encourageantes dans tous les nouveaux métiers du Groupe : communication, distribution d'eau, électricité, échauffement.

Avec un chiffre d'affaires prévisionnel de 2 milliards de francs, Bouygues Offshore verra son activité croître de 28 % par rapport à 1988.

D'une manière générale, les perspectives 1989 devraient permettre à Bouygues de poursuivre son développement dans toutes ses divisions.

A la suite de la fusion-absorption de la société Aux Trois Quartiers et de l'exercice d'une option de souscription d'actions, le Conseil d'administration a constaté l'augmentation de capital social de 646 015 700 F à 659 345 100 F divisée en 13 187 702 actions et certificats d'investissement de 50 F nominal chacun.

Le Conseil, faisant usage de l'autorisation donnée par l'Assemblée générale extraordinaire du 15 juin 1988, a décidé de procéder à l'émission de 1 648 463 bons autonomes de souscription d'actions, chacun des bons permettant de souscrire à deux actions nouvelles.

Cette opération financière permettra de renforcer les fonds propres de Bouygues de manière progressive et d'assurer l'indépendance de son développement. Les actionnaires bénéficieront d'un délai de priorité de souscription à ces bons.

Le Conseil a été informé que la compagnie d'assurance japonaise Nippon Life Insurance Company a acquis, le 17 janvier 1989, 220 000 actions Bouygues.



Informations sur nos titres et nos SICAV  
Tapez : 38-16 AXA

## Les Sicav du Groupe des Banques Populaires

Des placements  
adaptés à vos objectifs :

SICAV ACTIONS,  
pour dynamiser vos placements  
en accédant à tous les marchés

SICAV OBLIGATIONS,  
pour valoriser votre capital  
à moyen ou long terme

SICAV COURT TERME,  
pour gérer vos liquidités  
en les gardant  
disponibles.

SITUATION À FIN DÉCEMBRE 1988				
AU 31.12.1988	Valeur liquidative de l'action en F	Dernier dividende versé (montant net en F)	Actif net en MF	Performance depuis le 1.1.88 (montant net en MF)
<b>SICAV ACTIONS</b>				
FRUITFRANCE	810,42	19,78	3.712,00	+ 36,78 %
PLANNITER	940,63	18,74	411,47	+ 26,07 %
VALOREM	518,40	11,50	486,78	+ 23,77 %
FRUCTALOR	483,55	15,74	548,21	+ 23,71 %
A.A.A.	918,94	17,72	620,36	+ 43,21 %
FRUCTIMAT	27,53	-	181,14	+ 24,97 %
FRUCTI-ÉPARGNE	27,77	-	113,27	+ 11,04 %
<b>SICAV OBLIGATIONS</b>				
FRUCTIDOR	242,08	4,50	1.062,65	+ 10,13 %
FRUCTI-CAP	32,54	6,02	752,46	+ 8,48 %
SICADEN	718,60	13,50	316,20	+ 10,03 %
FRUCTI-PREMIÈRE	11.198,21	902,00	830,42	+ 8,81 %
FRUCTI-ÉCU	575,23	23,20	516,06	+ 6,32 %
<b>SICAV COURT TERME</b>				
FRUCTINAR	4.353,33 (1)	2.642,69	1.853,52	+ 7,73 %
VALORE	1.628,75	37,37	859,82	+ 7,55 %
FRUCTI ASSOCIATIONS	28,28	0,99	6.316,46	+ 7,21 %
FRUCTI COURT	112.098,86	3.627,86	10.201,89	+ 7,32 %

CEA \*\*PER  
(1) 1988 : Division de l'action par 20



BANQUE POPULAIRE  
UNE ÉNERGIE NOUVELLE EN FRANCE



Crédit National

## LE CREDIT NATIONAL & L'AERONAUTIQUE

Face au développement du marché du Secteur Aéronautique, des financements originaux se sont développés.

Les interventions du CRÉDIT NATIONAL dans ce domaine, comme dans beaucoup d'autres, sont fondées sur une ingénierie financière de pointe et une créativité mises au service des besoins de chaque client.

Depuis deux ans, le CRÉDIT NATIONAL a participé au financement de plus de 50 appareils (1) utilisés par 18 compagnies (nationales, régionales, charters), sous forme de prêts, de crédit-bail ou de lease back. En contribuant notamment au financement d'Airbus, il a permis un développement des exportations et de l'emploi dans le secteur aéronautique.

(1) ATR 42, Airbus, A 300 et A 310, Boeing 727 et 747, Tristar, DC 8...

AIR FRANCE   
AIR LITTORAL   
AIR TAHITI   
AMERICAN AIRLINES   
BRIT AIR   
CONTINENTAL AIRLINES   
EGYPTAIR   
GPA/ATR   
MINERVE   
PAN AM EXPRESS   
ROYAL JORDANIAN   
T.A.P.   
TWA   
VIASA

CRÉDIT NATIONAL - 45, rue Saint-Dominique - 75007 Paris - Tél. (1) 45.50.93.96

حکذا من الاصل

## Économie

Carrefour va rémunérer les dépôts  
La grande distribution se lance dans la banque

La société Carrefour propose, depuis lundi 30 janvier, à ses clients titulaires de sa carte privative Pass, la rémunération de leurs dépôts. A cet effet, elle a créé, avec l'agrément de la Commission des opérations de Bourse, un fonds commun de placement qui offrira les mêmes avantages qu'un compte sur livret de banque ou de caisse d'épargne (livret B exonéré d'impôts), mais avec une rémunération supérieure, 6 % au lieu de 4,50 %. Le service « Epargne libre Carrefour » demande au client une souscription initiale de 5 000 F sans plafond de dépôt, avec liberté totale de versement et de retrait.

Par ailleurs, le 15 mars prochain, Carrefour annoncera officiellement l'ouverture de sa banque. Le Comité des établissements de crédit (CEC), sous la tutelle de la Banque de France, a donné en effet son accord à la transformation en succursale bancaire de la Société de paiements pratiques (SPP), filiale commune de Carrefour et du Cetelem, filiale de la Compagnie bancaire.

En outre, prochainement, le CEC donnera le feu vert à l'arrivée des centres Lescier dans le capital d'une petite banque du sud-est de la France, où ils prendront une participation minoritaire, la Banque Guiraud (Gard). Si les deux succursales de cette banque, situées à Saint-Ambroix et Alès, se consacrent principalement aux activités de banque d'affaires, elles n'en sont pas moins des succursales de dépôts et de crédit.

Il y a un peu plus d'un an maintenant, c'est le groupe de distribution Auchan qui avait ouvert la brèche en reprenant la Banque Delort, rachetée au Crédit commercial de France. La motivation d'Auchan

était alors de distribuer du crédit à la consommation, de vendre des produits financiers, mais surtout de favoriser l'ouverture de distributeurs de billets dans ses centres commerciaux.

Euromarché a également reçu l'agrément pour sa société financière, avec le souci de prendre pied dans la monétique et le financement du crédit. Dans le courant de l'année 1989, Euromarché devrait dépasser ce statut pour arriver lui aussi à celui de banquier.

Pour sa part, Intermarché, via la Banque Chabrière, n'envisageait pas de se substituer à ses partenaires bancaires mais souhaitait connaître les coûts réels et tenter de les optimiser, comme il a coutume de le faire pour les produits de grande consommation par exemple.

L'irruption de la grande distribution dans la banque s'accroît donc, aiguissant la concurrence, essentiellement par l'utilisation des points de vente commerciaux comme guichets.

Nouvelle organisation  
du Crédit agricole

M. Philippe Jaffré, directeur général de la Caisse nationale du Crédit agricole (CNCA), a annoncé la nomination de deux directeurs généraux adjoints dans le cadre de la nouvelle organisation qui regroupe les directions de marchés et les directions fonctionnelles actuelles autour de quatre pôles.

Le premier pôle, « Développement et finances », sera sous la responsabilité de M. Edouard Espargues, jusqu'à la fin de l'année de la Caisse régionale de la Loire. Le deuxième, « Capitaux », sera sous la responsabilité de M. Monique Bourven, jusqu'à la fin de l'année de la CNCA. Le troisième, « Ressources logistiques », n'a pas encore de titulaire. M. Bernard Pasquale, directeur central des réseaux et systèmes d'information à la CNCA en assurera l'intérim. Le quatrième, « Affaires bancaires », est placé « pour le moment sous l'autorité immédiate » de M. Jaffré.

Sur le service  
télématique  
du « Monde »« Calculez  
vos impôts »

Depuis le 30 janvier, le service télématique du Monde donne sur minitel la possibilité de calculer automatiquement quel sera le montant des impôts de chacun. Quelques questions et le tour est joué.

Bien entendu le questionnaire ne fait aucune allusion ni au nom ni à l'adresse du consultant, ce qui préserve son anonymat.

« Calculez vos impôts » est disponible 24 h sur 24, en faisant : 36-15 LM. Les autres services du Monde sont ailleurs disponibles tant sur 36-15 LM que sur le 36-15 le Monde.

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

SOCIÉTÉ FINANCIÈRE  
IMMOBANQUE

Le conseil d'administration, réuni sous la présidence de M. Gérard Billaud le 25 janvier 1989, a tout d'abord constaté que, à la suite de la souscription de 544 actions nouvelles de 100 F nominale chacune par les titulaires de bons attachés aux obligations émises en 1987, le capital social se trouvait porté de 172 781 300 F à 172 835 700 F, la prime d'émission correspondante s'élevant à 277 440 F.

Le président a ensuite commenté l'activité de l'exercice 1988 qui s'est établie à 460 millions de francs. Cette production se répartit en 400 millions de francs de contrats de crédit-bail et de millions de francs d'opérations en location simple.

Au 31 décembre 1988, compte tenu de la production de l'exercice et des opérations arrivées à leur terme, le montant brut hors taxes des engagements d'Immobanque se trouve porté à 3,6 milliards de francs contre 3,1 milliards de francs au 31 décembre 1987.

Le niveau d'activité ainsi que la progression des recettes locatives doivent permettre à Immobanque de servir, pour 1989, un dividende unitaire en augmentation par rapport au dividende de l'exercice 1987 qui s'élevait à 50 F.

Le Monde  
PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :  
45-55-91-82, poste 4330

## Marchés financiers

LES INDICES HEBDOMADAIRES  
DE LA BOURSE DE PARIS

(INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE  
ET DES ETUDES ECONOMIQUES)

Indices globaux de base 100 : 31 décembre 1988  
20 jan. 27 jan.

Valeurs franc, à rev. variable	106,8	107,8
Valeurs industrielles	107	108,9
Valeurs étrangères	106,3	108,3
Pétrole-Energie	112,1	114,6
Chimie	106,9	108,2
Métallurgie sidérurgie	106,9	107,8
Electronique	103,1	104,8
Electronique	106,7	108,1
Ind. de consommation, non alim.	106,7	107,3
Agr.-Alimentaire	111,3	114,1
Distribution	108,5	109,3
Transport, loisir, services	103,2	107,3
Assurances	108,1	108,5
Crédit bancaire	102,5	104,7
Société	102,2	103,3
Immobilier et foncier	100,7	101,1
Investissement et portefeuille	106,3	107,1

Base 100 : 31 décembre 1988

Valeurs franc, à rev. fixe 100,3 | 100,3 |

Valeurs étrangères 100,4 | 100,5 |

Base 100 : 31 décembre 1988

Valeurs franc, à rev. variable 106,8 | 107,8 |

Valeurs étrangères 106,3 | 108,3 |

Base 100 : 31 décembre 1988

Valeurs franc, à rev. fixe 100,3 | 100,3 |

Valeurs étrangères 100,4 | 100,5 |

Base 100 : 31 décembre 1988

Valeurs franc, à rev. variable 106,8 | 107,8 |

Valeurs étrangères 106,3 | 108,3 |

Base 100 : 31 décembre 1988

Valeurs franc, à rev. fixe 100,3 | 100,3 |

Valeurs étrangères 100,4 | 100,5 |

Base 100 : 31 décembre 1988

Valeurs franc, à rev. variable 106,8 | 107,8 |

Valeurs étrangères 106,3 | 108,3 |

Base 100 : 31 décembre 1988

Valeurs franc, à rev. fixe 100,3 | 100,3 |

Valeurs étrangères 100,4 | 100,5 |

Base 100 : 31 décembre 1988

Valeurs franc, à rev. variable 106,8 | 107,8 |

Valeurs étrangères 106,3 | 108,3 |

Base 100 : 31 décembre 1988

Valeurs franc, à rev. fixe 100,3 | 100,3 |

Valeurs étrangères 100,4 | 100,5 |

Base 100 : 31 décembre 1988

Valeurs franc, à rev. variable 106,8 | 107,8 |

Valeurs étrangères 106,3 | 108,3 |

Base 100 : 31 décembre 1988

Valeurs franc, à rev. fixe 100,3 | 100,3 |

Valeurs étrangères 100,4 | 100,5 |

Base 100 : 31 décembre 1988

Valeurs franc, à rev. variable 106,8 | 107,8 |

Valeurs étrangères 106,3 | 108,3 |

Base 100 : 31 décembre 1988

Valeurs franc, à rev. fixe 100,3 | 100,3 |

Valeurs étrangères 100,4 | 100,5 |

Base 100 : 31 décembre 1988

Valeurs franc, à rev. variable 106,8 | 107,8 |

Valeurs étrangères 106,3 | 108,3 |

Base 100 : 31 décembre 1988

Valeurs franc, à rev. fixe 100,3 | 100,3 |

Valeurs étrangères 100,4 | 100,5 |

Base 100 : 31 décembre 1988

Valeurs franc, à rev. variable 106,8 | 107,8 |

Valeurs étrangères 106,3 | 108,3 |

Base 100 : 31 décembre 1988

Valeurs franc, à rev. fixe 100,3 | 100,3 |

Valeurs étrangères 100,4 | 100,5 |

Base 100 : 31 décembre 1988

Valeurs franc, à rev. variable 106,8 | 107,8 |

Valeurs étrangères 106,3 | 108,3 |

Base 100 : 31 décembre 1988

Valeurs franc, à rev. fixe 100,3 | 100,3 |

Valeurs étrangères 100,4 | 100,5 |

Base 100 : 31 décembre 1988

Valeurs franc, à rev. variable 106,8 | 107,8 |

Valeurs étrangères 106,3 | 108,3 |

Base 100 : 31 décembre 1988

Valeurs franc, à rev. fixe 100,3 | 100,3 |

Valeurs étrangères 100,4 | 100,5 |

Base 100 : 31 décembre 1988

PARIS, 30 janvier  
Pesanteur de la grève

Après six semaines de hausse quasi ininterrompue, la Bourse a marqué une pause lundi, les investisseurs préférant rester sur la réserve devant la déviation du conflit social. L'indicateur instantané s'orientait à la baisse dès l'ouverture en se déclinant de 0,12 %. A 14 heures, il revenait à - 0,32 % après avoir perdu jusqu'à - 0,7 %. Les investisseurs étrangers, devant le pesantier social, ont préféré se désintéresser momentanément de la place française pour se tourner vers des marchés tout aussi attractifs, comme ceux de Londres et de New-York. Néanmoins, ils ont pour l'instant encore gardé leur position, déçus de voir une Bourse se mettre en grève, même partielle.

En effet, dès 12 h 30, un arrêt de travail était décidé par l'ensemble des organisations syndicales, dont les représentants prirent ensuite le parole pendant près de quarante-cinq minutes sous les tentes du palais de la Bourse, devant plus de 1 000 salariés. L'intersyndicale a appelé à poursuivre le mouvement de grève durant toute la journée pendant qu'elle reconstruit l'organisation patronale dans l'après-midi. Elle a appelé également à se rassembler en cortège pour une manifestation devant plusieurs sociétés de Bourse. Enfin, un autre mouvement d'arrêt de travail a été décidé pour mercredi 1<sup>er</sup> février dès 7 heures du matin.

Les revendications portant toujours sur la grille des salaires et sur les suppressions d'emploi envisagées. Si l'ensemble des activités encore réalisées des valeurs supports, MONOPOL, la cotation s'est tenue en deçà de la cotation des valeurs cotées au règlement manuel ou au comptant à pu s'effectuer sans problème par le biais des ordinateurs. Néanmoins, la grève des quatre-vingt-cinq employés du service informatique empêche depuis maintenant près d'une semaine la diffusion des statistiques sur les transactions effectuées.

Sur le marché des valeurs cotées en continu, les hausses étaient encore emmenées par le C1 Pechiney, mais aussi par la Midland et la SGE. En baisse, on notait Sagem, Maisons-Philippe et Facom.

Dans l'attente du G7 prévu à la fin de la semaine, les opérateurs se montraient prudents également sur le MATIF, et les contrats étaient en baisse.

## TOKYO, 30 janvier

## Nette baisse

La Bourse de Tokyo a terminé en nette baisse à la clôture de lundi dans un marché fortement irrégulier avec un volume modéré d'activités. L'indice Nikkei qui avait inscrit un nouveau record durant la mi-séance, s'est ensuite décliné. Il terminait sept à la clôture pour la première fois depuis trois séances. Il cédait 111,57 yens par rapport à samedi, revenant à 31 567,50. Le marché avait ouvert sur une note ferme dans le sillage de la hausse à la veille du week-end, mais il a ensuite cédé nettement du terrain dans l'après-midi en raison de l'incertitude sur la tendance future du taux de change yen-dollar, dans l'attente notamment de la réunion, vendredi à Washington, des ministres des finances et des gouverneurs des banques centrales des sept grands pays industriels.

Parmi les valeurs en baisse figuraient les firmes productrices d'électricité et les valeurs financières.

VALEURS	Cours du 28 jan.	Cours du 30 jan.
Alcatel	742	755
Bridgestone	1450	1500
Canon	1810	1850
Fuji Bank	3780	3740
Honda Motor	2170	2140
Isuzu	2580	2550
Nissan	1170	1180
Sony Corp.	2300	2280
Toyota Motor	2890	2880

## FAITS ET RÉSULTATS

● La BNP porte plainte contre Yves Rocher. — La BNP a décidé de porter plainte pour « chantage et tentative d'extorsion de fonds » contre « le ou les dirigeants de la société Yves Rocher », tout en rejetant « catégoriquement les imputations tendancieuses de la Grande-Bretagne ». La société Farley depuis la fin du mois d'octobre. Toutefois, la firme n'entend pas se vendre à cet écart de 23 %, à 2,1 milliards de dollars (1,4 milliard de francs) lancé par la société Farley depuis la fin du mois d'octobre. Toutefois, la firme n'entend pas se vendre à cet écart de 23 %, à 2,1 milliards de dollars (1,4 milliard de francs) lancé par la société Farley depuis la fin du mois d'octobre.

● Les créanciers d'Equicorp prennent le contrôle de Guinness Peat. — Le consortium de banques créancières du groupe financier néo-zélandais Equicorp, mis en liquidation, a pris le contrôle majoritaire du groupe britannique Guinness Peat (GPG). Ces établissements bancaires avaient accordé des prêts à Equicorp pour financer l'acquisition de 61 % de Guinness Peat en septembre 1987. Cette décision intervient quelques jours après la démission de l'état-major de GPG (le 27 janvier), due à la révélation d'un scandale financier après la faillite d'Equicorp. Toutefois, les créanciers, devenus principaux actionnaires de Guinness Peat, entendent revendre leur participation « dès que possible ».

● Le groupe textile West Point Pepperell a la recherche d'un chevalier blanc. — Le groupe textile américain West Point Pepperell a annoncé, le 27 janvier, qu'il menait des discussions avec

plusieurs acquéreurs éventuels pour tenter d'échapper à l'OPA hostile de 1,4 milliard de dollars (6,9 milliards de francs) lancée par la société Farley depuis la fin du mois d'octobre. Toutefois, la firme n'entend pas se vendre à cet écart de 23 %, à 2,1 milliards de dollars (1,4 milliard de francs) lancé par la société Farley depuis la fin du mois d'octobre. Toutefois, la firme n'entend pas se vendre à cet écart de 23 %, à 2,1 milliards de dollars (1,4 milliard de francs) lancé par la société Farley depuis la fin du mois d'octobre.

● Les créanciers d'Equicorp prennent le contrôle de Guinness Peat. — Le consortium de banques créancières du groupe financier néo-zélandais Equicorp, mis en liquidation, a pris le contrôle majoritaire du groupe britannique Guinness Peat (GPG). Ces établissements bancaires avaient accordé des prêts à Equicorp pour financer l'acquisition de 61 % de Guinness Peat en septembre 1987. Cette décision intervient quelques jours après la démission de l'état-major de GPG (le 27 janvier), due à la révélation d'un scandale financier après la faillite d'Equicorp. Toutefois, les créanciers, devenus principaux actionnaires de Guinness Peat, entendent revendre leur participation « dès que possible ».

● Le groupe textile West Point Pepperell a la recherche d'un chevalier blanc. — Le groupe textile américain West Point Pepperell a annoncé, le 27 janvier, qu'il menait des discussions avec

## PARIS:

## Second marché (sélection)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Amal & Associés	510	510	La Commande Econ.	303	303
Ayrol	280	280	Le gel libre de nos	270 20	270 20
S.A.C.	338	338	Local Investissement	165	165
B. Demachy & Assoc.	540	540	Locum	190	190
B.I.C.M.	482	482	Mutuelle Vieilles	596	596
B.I.P.	720	720	Mutuelle Vieilles	175	175
Bourse	515	515	Mutuelle Vieilles	811	811
Bourse Technologies	914	914	Mutuelle Vieilles	231	231
Bural	1050	1050	Mutuelle Vieilles	199 20	199 20
Châles de Lyon	1899	1899	Mutuelle Vieilles	300 10	300 10
Ciberson	800	800	Mutuelle Vieilles	421	421
Comit	950	950	Mutuelle Vieilles	408	408
CA I-d-R (B.C.I.)	385	385	Mutuelle Vieilles	440	440
C.A.T.C.	136 50	136 50	Mutuelle Vieilles	625	625
C.D.M.E.	1310	1310	Mutuelle Vieilles	760	760
C.E.P. Elect.	348	348	Mutuelle Vieilles	258 70	258 70
C.E.L.D.	856	856	Mutuelle Vieilles	1740	1740
C.E.L.P.	225	225	Mutuelle Vieilles	217 30	217 30
C.E.P. Comptable	1245	1245	Mutuelle Vieilles	305	305
C.E.L. Industrielle	629	629	Mutuelle Vieilles	406	406
Chemica d'Origine	467	467	Mutuelle Vieilles	108	108
C.N.I.M.	281	281	Mutuelle Vieilles	336 20	336 20
Compt	886	886	Mutuelle Vieilles	1370	1370
Continu	451	451	Mutuelle Vieilles	431 80	431 80
Dela	1420	1420	Mutuelle Vieilles	330	330
Dagblat	1050	1050	Mutuelle Vieilles	700	700
Davila	590	590	Mutuelle Vieilles	245	245
Edison Bedford	103	103	Mutuelle Vieilles	330	330
Elyse Investissements	28 40	28 40	Mutuelle Vieilles	208	208
Fisco	228	228	Mutuelle Vieilles	494	494
St. Fondat. R.E.F.F.	240	240	Mutuelle Vieilles	494	494
Ganoni	505	505	Mutuelle Vieilles	494	494
I.C.C.	231	231	Mutuelle Vieilles	494	494
IDA	280	280	Mutuelle Vieilles	494	494
I.S.F.	100	100	Mutuelle Vieilles	494	494
INZ	258	258	Mutuelle Vieilles	494	494
Int. Invest. Serv.	705	705	Mutuelle Vieilles	494	494

LA BOURSE SUR MINTEL  
36-15  
LEMONDEMarché des options négociables  
le 27 janvier 1989

VALEURS	PRIX exercice	OPTIONS D'ACHAT		OPTIONS DE VENTE	
		Mars	Juin	Mars	Juin
Accor	680	12,80	30	—	—
CGE	490	27,90	42,50	11,50	—
EIF-Alphaline	440	18,10	32	14	17
Lafarge-Coppée	1 550	50	98	—	—
Michelin	218	4,50	—	—	—
Midi	1 645	119	—	38	—
Paribas	480	—	45	13,50	—



## Marchés financiers

## BOURSE DU 30 JANVIER

Cours relevés  
à 16 h 05

Règlement mensuel									
Compos.	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	%	Compos.	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours
3080	C.N.E. 5% 4	3721	3722	3724	+ 0,02	3080	C.N.E. 5% 4	3721	3722
1083	B.N.P. T.P.	1080	1080	1080	0,00	1083	B.N.P. T.P.	1080	1080
1187	C.N.F. T.P.	1188	1188	1188	0,00	1187	C.N.F. T.P.	1188	1188
1318	C.N.L. T.P.	1318	1318	1318	0,00	1318	C.N.L. T.P.	1318	1318
1547	Renault T.P.	1777	1777	1777	0,00	1547	Renault T.P.	1777	1777
1783	St-Gobain T.P.	1783	1783	1783	0,00	1783	St-Gobain T.P.	1783	1783
1918	Thomson T.P.	1918	1918	1918	0,00	1918	Thomson T.P.	1918	1918
2000	Alcatel T.P.	2000	2000	2000	0,00	2000	Alcatel T.P.	2000	2000
2520	Elf T.P.	2520	2520	2520	0,00	2520	Elf T.P.	2520	2520
2600	Elf T.P.	2600	2600	2600	0,00	2600	Elf T.P.	2600	2600
2800	Elf T.P.	2800	2800	2800	0,00	2800	Elf T.P.	2800	2800
3000	Elf T.P.	3000	3000	3000	0,00	3000	Elf T.P.	3000	3000
3200	Elf T.P.	3200	3200	3200	0,00	3200	Elf T.P.	3200	3200
3400	Elf T.P.	3400	3400	3400	0,00	3400	Elf T.P.	3400	3400
3600	Elf T.P.	3600	3600	3600	0,00	3600	Elf T.P.	3600	3600
3800	Elf T.P.	3800	3800	3800	0,00	3800	Elf T.P.	3800	3800
4000	Elf T.P.	4000	4000	4000	0,00	4000	Elf T.P.	4000	4000
4200	Elf T.P.	4200	4200	4200	0,00	4200	Elf T.P.	4200	4200
4400	Elf T.P.	4400	4400	4400	0,00	4400	Elf T.P.	4400	4400
4600	Elf T.P.	4600	4600	4600	0,00	4600	Elf T.P.	4600	4600
4800	Elf T.P.	4800	4800	4800	0,00	4800	Elf T.P.	4800	4800
5000	Elf T.P.	5000	5000	5000	0,00	5000	Elf T.P.	5000	5000
5200	Elf T.P.	5200	5200	5200	0,00	5200	Elf T.P.	5200	5200
5400	Elf T.P.	5400	5400	5400	0,00	5400	Elf T.P.	5400	5400
5600	Elf T.P.	5600	5600	5600	0,00	5600	Elf T.P.	5600	5600
5800	Elf T.P.	5800	5800	5800	0,00	5800	Elf T.P.	5800	5800
6000	Elf T.P.	6000	6000	6000	0,00	6000	Elf T.P.	6000	6000
6200	Elf T.P.	6200	6200	6200	0,00	6200	Elf T.P.	6200	6200
6400	Elf T.P.	6400	6400	6400	0,00	6400	Elf T.P.	6400	6400
6600	Elf T.P.	6600	6600	6600	0,00	6600	Elf T.P.	6600	6600
6800	Elf T.P.	6800	6800	6800	0,00	6800	Elf T.P.	6800	6800
7000	Elf T.P.	7000	7000	7000	0,00	7000	Elf T.P.	7000	7000
7200	Elf T.P.	7200	7200	7200	0,00	7200	Elf T.P.	7200	7200
7400	Elf T.P.	7400	7400	7400	0,00	7400	Elf T.P.	7400	7400
7600	Elf T.P.	7600	7600	7600	0,00	7600	Elf T.P.	7600	7600
7800	Elf T.P.	7800	7800	7800	0,00	7800	Elf T.P.	7800	7800
8000	Elf T.P.	8000	8000	8000	0,00	8000	Elf T.P.	8000	8000
8200	Elf T.P.	8200	8200	8200	0,00	8200	Elf T.P.	8200	8200
8400	Elf T.P.	8400	8400	8400	0,00	8400	Elf T.P.	8400	8400
8600	Elf T.P.	8600	8600	8600	0,00	8600	Elf T.P.	8600	8600
8800	Elf T.P.	8800	8800	8800	0,00	8800	Elf T.P.	8800	8800
9000	Elf T.P.	9000	9000	9000	0,00	9000	Elf T.P.	9000	9000
9200	Elf T.P.	9200	9200	9200	0,00	9200	Elf T.P.	9200	9200
9400	Elf T.P.	9400	9400	9400	0,00	9400	Elf T.P.	9400	9400
9600	Elf T.P.	9600	9600	9600	0,00	9600	Elf T.P.	9600	9600
9800	Elf T.P.	9800	9800	9800	0,00	9800	Elf T.P.	9800	9800
10000	Elf T.P.	10000	10000	10000	0,00	10000	Elf T.P.	10000	10000

## Comptant (sélection)

## SICAV (sélection)

27/1

VALEURS	% du nom.	% de coupon	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Emis- sion Financ. inc.	Re- chut net	VALEURS	Emis- sion Financ. inc.	Re- chut net	VALEURS	Emis- sion Financ. inc.	Re- chut net
Obligations																				
Exp. 5,50 % 77	8 075		C.N.F. 5% 77	212	212	Exp. 5,50 % 77	8 075		A.A.A.	10120	10120	Exp. 5,50 % 77	8 075		Financ. Hérès	107 40	98 45	Financ. Hérès	281 27	259 97
Exp. 5,50 % 78	5 424		C.N.F. 5% 78	729	729	Exp. 5,50 % 78	5 424		Accion	229 82	223 47	Financ. Hérès	1123 95	1081 21	Financ. Hérès	107 40	98 45	Financ. Hérès	725 16	652 25
Exp. 5,50 % 79	4 378		C.N.F. 5% 79	742	742	Exp. 5,50 % 79	4 378		Accion France	330 94	311 75	Financ. Hérès	28 43	28 43	Financ. Hérès	107 40	98 45	Financ. Hérès	725 16	652 25
Exp. 5,50 % 80	8 749		C.N.F. 5% 80	1340	1340	Exp. 5,50 % 80	8 749		Accion France	330 94	311 75	Financ. Hérès	28 43	28 43	Financ. Hérès	107 40	98 45	Financ. Hérès	725 16	652 25
Exp. 5,50 % 81	0 789		C.N.F. 5% 81	340	340	Exp. 5,50 % 81	0 789		Accion France	330 94	311 75	Financ. Hérès	28 43	28 43	Financ. Hérès	107 40	98 45	Financ. Hérès	725 16	652 25
Exp. 5,50 % 82	13 722		C.N.F. 5% 82	582	582	Exp. 5,50 % 82	13 722		Accion France	330 94	311 75	Financ. Hérès	28 43	28 43	Financ. Hérès	107 40	98 45	Financ. Hérès	725 16	652 25
Exp. 5,50 % 83	119 80		C.N.F. 5% 83	154	154	Exp. 5,50 % 83	119 80		Accion France	330 94	311 75	Financ. Hérès	28 43	28 43	Financ. Hérès	107 40	98 45	Financ. Hérès	725 16	652 25
Exp. 5,50 % 84	3 810		C.N.F. 5% 84	154	154	Exp. 5,50 % 84	3 810		Accion France	330 94	311 75	Financ. Hérès	28 43	28 43	Financ. Hérès	107 40	98 45	Financ. Hérès	725 16	652 25
Exp. 5,50 % 85	108		C.N.F. 5% 85	154	154	Exp. 5,50 % 85	108		Accion France	330 94	311 75	Financ. Hérès	28 43	28 43	Financ. Hérès	107 40	98 45	Financ. Hérès	725 16	652 25
Exp. 5,50 % 86	100 70		C.N.F. 5% 86	154	154	Exp. 5,50 % 86	100 70		Accion France	330 94	311 75	Financ. Hérès	28 43	28 43	Financ. Hérès	107 40	98 45	Financ. Hérès	725 16	652 25
Exp. 5,50 % 87	111 10		C.N.F. 5% 87	154	154	Exp. 5,50 % 87	111 10		Accion France	330 94	311 75	Financ. Hérès	28 43	28 43	Financ. Hérès	107 40	98 45	Financ. Hérès	725 16	652 25
Exp. 5,50 % 88	108		C.N.F. 5% 88	154	154	Exp. 5,50 % 88	108		Accion France	330 94	311 75	Financ. Hérès	28 43	28 43	Financ. Hérès	107 40	98 45	Financ. Hérès	725 16	652 25
Exp. 5,50 % 89	8 800		C.N.F. 5% 89	154	154	Exp. 5,50 % 89	8 800		Accion France	330 94	311 75	Financ. Hérès	28 43	28 43	Financ. Hérès	107 40	98 45	Financ. Hérès	725 16	652 25
Étrangères																				
Exp. 5,50 % 90	0 712		C.N.F. 5% 90	154	154	Exp. 5,50 % 90	0 712		A.E.G.	632	632	Exp. 5,50 % 90	0 712		Financ. Hérès	107 40	98 45	Financ. Hérès	725 16	652 25
Exp. 5,50 % 91	0 712		C.N.F. 5% 91	154	154	Exp. 5,50 % 91	0 712		Alcan	451	451	Exp. 5,50 % 91	0 712		Financ. Hérès	107 40	98 45	Financ. Hérès	725 16	652 25
Exp. 5,50 % 92	112 15		C.N.F. 5% 92	154	154	Exp. 5,50 % 92	112 15		Alcan	451	451	Exp. 5,50 % 92	112 15		Financ. Hérès	107 40	98 45	Financ. Hérès	725 16	652 25
Exp. 5,50 % 93	0 234		C.N.F. 5% 93	154	154	Exp. 5,50 % 93	0 234		Alcan	451	451	Exp. 5,50 % 93	0 234		Financ. Hérès	107 40	98 45	Financ. Hérès	725 16	652 25
Exp. 5,50 % 94	108 80		C.N.F. 5% 94	154	154	Exp. 5,50 % 94	108 80		Alcan	451	451	Exp. 5,50 % 94	108 80		Financ. Hérès	107 40	98 45	Financ. Hérès	725 16	652 25
Exp. 5,50 % 95	100 70		C.N.F. 5% 95	154	154	Exp. 5,50 % 95	100 70		Alcan	451	451	Exp. 5,50 % 95	100 70		Financ. Hérès	107 40	98 45	Financ. Hérès	725 16	652 25
Exp. 5,50 % 96	111 10		C.N.F. 5% 96	154	154	Exp. 5,50 % 96	111 10		Alcan	451	451	Exp. 5,50 % 96	111 10		Financ. Hérès	107 40	98 45	Financ. Hérès	725 16	652 25
Exp. 5,50 % 97	108		C.N.F. 5% 97	154	154	Exp. 5,50 % 97	108		Alcan	451	451	Exp. 5,50 % 97	108		Financ. Hérès	107 40	98 45	Financ. Hérès	725 16	652 25
Exp. 5,50 % 98	8 800		C.N.F. 5% 98	154	154	Exp. 5,50 % 98	8 800		Alcan	451	451	Exp. 5,50 % 98	8 800		Financ. Hérès	107 40	98 45	Financ. Hérès	725 16	652 25
Actions																				
Exp. 5,50 % 99	0 712		C.N.F. 5% 99	154	154	Exp. 5,50 % 99	0 712		A.E.G.	632	632	Exp. 5,50 % 99	0 712		Financ. Hérès	107 40	98 45	Financ. Hérès	725 16	652 25
Exp. 5,50 % 00	0 712		C.N.F. 5% 00	154	154	Exp. 5,50 % 00	0 712		Alcan	451	451	Exp. 5,50 % 00	0 712		Financ. Hérès	107 40	98 45	Financ. Hérès	725 16	652 25
Exp. 5,50 % 01	112 15		C.N.F. 5% 01	154	154	Exp. 5,50 % 01	112 15		Alcan	451	451	Exp. 5,50 % 01	112 15		Financ. Hérès	107 40	98 45	Financ. Hérès	725 16	652 25
Exp. 5,50 % 02	0 234		C.N.F. 5% 02	154	154	Exp. 5,50 % 02	0 234		Alcan	451	451	Exp. 5,50 % 02	0 234		Financ. Hérès	107 40	98 45	Financ. Hérès	725 16	652 25
Exp. 5,50 % 03	108 80		C.N.F. 5% 03	154	154	Exp. 5,50 % 03	108 80		Alcan	451	451	Exp. 5,50 % 03	108 80		Financ. Hérès	107 40	98 45	Financ. Hérès	725 16	652 25
Exp. 5,50 % 04	100 70		C.N.F. 5% 04	154	154	Exp. 5,50 % 04	100 70		Alcan	451	451	Exp. 5,50 % 04	100 70		Financ. Hérès	107 40	98 45	Financ. Hérès	725 16	652 25
Exp. 5,50 % 05	111 10		C.N.F. 5% 05	154	154	Exp. 5,50 % 05	111 10		Alcan	451	451	Exp. 5,50 % 05	111 10		Financ. Hérès	107 40	98 45	Financ. Hérès	725 16	652 25
Exp. 5,50 % 06	108		C.N.F. 5% 06	154	154	Exp. 5,50 % 06	108		Alcan	451	451	Exp. 5,50 % 06	108		Financ. Hérès	107 40	98 45	Financ. Hérès	725 16	652 25
Exp. 5,50 % 07	8 800		C.N.F. 5% 07	154	154	Exp. 5,50 % 07	8 800		Alcan	451	451	Exp. 5,50 % 07	8 800		Financ. Hérès	107 40	98 45	Financ. Hérès	725 16	652 25
Hors-cote																				
Exp. 5,50 % 08	0 712		C.N.F. 5% 08	154	154	Exp. 5,50 % 08	0 712		A.E.G.	632	632	Exp. 5,50 % 08	0 712		Financ. Hérès	107 40	98 45	Financ. Hérès	725 16	652 25
Exp. 5,50 % 09	0 712		C.N.F. 5% 09	154	154	Exp. 5,50 % 09	0 712		Alcan	451	451	Exp. 5,50 % 09	0 712		Financ. Hérès	107 40	98 45	Financ. Hérès	725 16	652 25
Exp. 5,50 % 10	112 15		C.N.F. 5% 10	154	154	Exp. 5,50 % 10	112 15		Alcan	451	451	Exp. 5,50 % 10	112 15		Financ. Hérès	107 40	98 45	Financ. Hérès	725 16	652 25
Exp. 5,50 % 11	0 234		C.N.F. 5% 11	154	154	Exp. 5,50 % 11	0 234		Alcan	451	451	Exp. 5,50 % 11	0 234		Financ. Hérès	107 40	98 45	Financ. Hérès	725 16	652 25
Exp. 5,50 % 12	108 80		C.N.F. 5% 12	154	154	Exp. 5,50 % 12	108 80		Alcan	451	451	Exp. 5,50 % 12	108 80		Financ. Hérès	107 40	98 45	Financ. Hérès	725 16	652 25
Exp. 5,50 % 13	100 70		C.N.F. 5% 13	154	154	Exp. 5,50 % 13	100 70		Alcan	451	451	Exp. 5,50 % 13	100 70		Financ. Hérès	107 40	98 45	Financ. Hérès	725 16	652 25
Exp. 5,50 % 14	111 10		C.N.F. 5% 14	154	154	Exp. 5,50 % 14	111 10		Alcan	451	451	Exp. 5,50 % 14	111 10		Financ. Hérès	107 40	98 45	Financ. Hérès	725 16	652 25
Exp. 5,50 % 15	108		C.N.F. 5% 15	154	154	Exp. 5,50 % 15	108		Alcan	451	451	Exp. 5,50 % 15	108		Financ. Hérès	107 40	98 45	Financ. Hérès	725 16	652 25
Exp. 5,50 % 16	8 800		C.N.F. 5% 16	154	154	Exp. 5,50 % 16	8 800		Alcan	451	451	Exp. 5,50 % 16	8 800		Financ. Hérès	107 40	98 45	Financ. Hérès	725 16	652 25

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES	TÉLÉMATIQUE
3 Afghanistan : le siège de Kaboul. — Mort du panache-lama. 4 Les rapports Est-Ouest et la réduction des effectifs militaires. 5 M. Fayçal Hussein, personnalité cisjordanienne proche de l'OLP, a été libéré.	6 Les élections partielles. 7 Un week-end de polémiques sur les « affaires ». 8 Le congrès extraordinaire du RPR. — La préparation des municipales à Metz. 9 La convention nationale du PS.	10 Religions : Jean-Paul II encourage les catholiques à s'engager dans l'action politique. 11 Justice : la fin de la visite de M. Arpaillange en Nouvelle-Calédonie. 12 Sports : la France officiellement candidate à l'organisation de la Coupe du monde de football 1998.	13 Le Chevalier à la rose à Nancy. 14 Gorilles dans la brume, un film de Michel Apted. — L'exposition des plans-reliefs à Lille.	27 La succession de M. André Bergeron. 28 Le rapport Chasseigne préconise la construction du canal Rhin-Rhône en quinze ans. 30 Carrefour lance de nouveaux produits bancaires. 30-31 Marchés financiers.	Abonnements ..... 14 Annonces classées ..... 22 à 25 Campus ..... 11 Carnet ..... 11 Loto, Loto sportif ..... 16 Météorologie ..... 16 Mots croisés ..... 16 Radio-télévision ..... 16 Spectacles ..... 15	● Le Monde vous aide à remplir votre déclaration de revenus. ● Calculez le montant de vos impôts sur minitel ..... IMPOTS  3615 tapez LM

Selon BVA

## Une majorité de l'opinion désapprouve M. Juppé et taxe le gouvernement de mensonge

Selon un sondage BVA-le Journal du dimanche (1), publié par cet hebdomadaire le 29 janvier, 38 % des personnes interrogées s'intéressent ou s'intéressent beaucoup à l'affaire Pechiney. Elles ne sont que 32 % dans le même cas pour ce qui concerne l'affaire de la Société générale.

Cinquante-sept pour cent s'intéressent peu ou pas du tout à l'affaire Pechiney (Société générale : 54 %).

Soixante-sept pour cent des personnes sondées par BVA trouvent « grave » ou « très grave » l'affaire Pechiney (Société générale : 54 %). Ces affaires pourraient affaiblir durablement le chef de l'Etat, jugent 39 % des personnes interrogées (contre 38 %).

Cinquante-quatre pour cent estiment que le gouvernement ment aux Français dans ses explications (et 14 % qu'il dit la vérité). Cependant, 61 % des personnes interrogées désapprouvent les propos de M. Alain Juppé, secrétaire général du RPR, lorsqu'il déclare que la France « a la gauche la plus pourrie du monde » (21 % l'approuvent).

A 73 %, les personnes interrogées affirment que les scandales politiques survenus en France depuis quelques années touchent autant les gouvernements de gauche que ceux de droite. 10 % jugent que les gouvernements de gauche, 5 % qu'ils atteignent plus fréquemment les gouvernements de droite.

Enfin, 58 % des personnes interrogées assurent qu'aux élections municipales ils ne « tiendront pas compte des affaires » (contre 32 %).

(1) Enquête nationale réalisée par téléphone par BVA auprès d'un échantillon représentatif de la population française (huit cent une personnes) interrogés les 26 et 27 janvier. Échantillonage par la méthode dite des quotas.

● **ÉCHECS** : les quarts de finale du championnat du monde. — Tandis que Youssoufov et Spragett, leur quart de finale à égalité (3-3), commentent, lundi, la série de deux parties complémentaires pour se départir l'ancien champion du monde Anatoli Karpov, trente-sept ans, et le jeune islandais Johann Hjarterson, vingt-six ans, ont entamé, eux, leur quart de finale dimanche à Seattle (Etats-Unis), par une première partie nulle.

Le numéro du « Monde » daté 29-30 janvier 1989 a été tiré à 507 659 exemplaires

Sur la Côte d'Azur

## Les auteurs présumés des attentats racistes sont inculpés et écroués

NICE  
de notre correspondant

Au terme d'une enquête de six semaines, les hommes de la police judiciaire de Nice ont interpellé six personnes, à Nice et à Cannes, à la suite des attentats racistes commis le 19 décembre 1988 contre le foyer Sonacotra de Cagnes-sur-Mer, attentat qui avait fait un mort et onze blessés (le Monde du 20 décembre), et, le 9 mai 1988, contre le foyer Sonacotra de La Bocca, près de Cannes, où une bombe avait blessé deux personnes. Ces attentats avaient suscité une émotion considérable et provoqué une vague de protestations.

Nicolas Gouge, quarante-deux ans, barman au buffet de la gare de Cannes, demeurant à La Bocca, présenté comme « un anarchiste révolutionnaire assoiffé de guillotine », et son « maître à penser » Gilbert Hervochon, soixante-huit ans, retraité, demeurant à Nice, qui avait fabriqué les engins explosifs, ont été écroués dimanche soir à Nice, après avoir été entendus deux heures durant par M. Marc Noguera, juge d'instruction au tribunal de Grasse. Celui-ci les a inculpés d'« assassinat, tentative d'assassinat, destruction de biens mobiliers ou immobiliers par substance explosive ou incendiaire ayant entraîné la mort d'une personne et commis en bande organisée dans le but de troubler gravement l'ordre public par l'intimidation ou la terreur ».

Deux des personnes interpellées ont été mises hors de cause, aucune charge n'ayant été retenue contre elles. Un troisième homme, Gérard Prath, quarante-sept ans, ancien cheminot, et actuellement cogérant du buffet de la gare de Cannes, fondateur local de l'association La France avec sa police, également ancien conseiller municipal de Valauris, a été inculpé de détention d'armes et écroué. Une quatrième personne, dont l'identité n'a pas été divulguée, a été inculpée de défaut d'assurance et laissée en liberté.

Activistes marginaux, connus pour leur xénophobie — « Ce que nous voulions, ont-ils déclaré au magistrat instructeur, c'était terroriser les Arabes pour les faire fuir et faire porter le chapeau aux juifs... » — Gouge et Hervochon avaient appartenu à des mouvements d'extrême droite. Nicolas Gouge, notamment, avait adhéré au Front national. Il avait quitté ensuite le parti de Jean-Marie Le Pen, jugeant « trop modérés ».

les prises de position du Front en matière d'immigration. Lui et ses complices s'étaient alors orientés vers des groupuscules d'extrême droite, comme le Parti nationaliste français et européen (PNFE) et l'association La France avec sa police.

### Armes, munitions, tracts

Ils ont reconnu les attentats commis dans la nuit du 8 au 9 mai 1988 contre le foyer Sonacotra de La Bocca, où ils avaient déposé sur le palier du premier étage une bombe artisanale fabriquée à partir d'une bouteille de gaz. L'attentat n'avait fait miraculeusement que deux blessés, mais les dégâts furent considérables : chambres et locaux soufflés, fenêtres pulvérisées, et ils avaient entraîné le logement en catastrophe de quatre-vingt-deux pensionnaires. Des tracts avaient aussi été laissés dans l'explosion et le fait de l'organisation juive combattante Massada, ce qui avait été aussitôt démenti par ce mouvement.

Les policiers ont retrouvé chez Hervochon, entre autres bouteilles de gaz, armes, munitions et matériels à reproduire des tracts, un faux tampon de Massada.

Le même scénario s'était reproduit dans la nuit du 18 au 19 décembre dernier au foyer Sonacotra de Cagnes-sur-Mer (Alpes-Maritimes), où deux engins programmés pour exploser à une minute et demie d'intervalle avaient été posés. Cette fois, il y eut un mort, un ressortissant roumain, Georges Iordachescu, quarante-huit ans, tué sur le coup, et douze blessés, dont deux grièvement.

La encore, les dégâts furent très importants et une centaine de personnes furent être logées. Deux autres attentats sont à mettre également à l'actif de Nicolas Gouge et de Gilbert Hervochon : l'un commis le 6 mai 1986 contre le siège de la permanence du Parti communiste du Cannet ; l'autre, le 3 janvier 1987, contre la Bourse du travail de Cannes. Mais la liste n'est pas limitative.

Les inculpations qui visent les deux hommes, et qui se réfèrent à la loi de septembre 1986 contre les entreprises collectives ou individuelles de caractère terroriste, entraîneront, si elles sont maintenues, la comparution des deux hommes devant la cour d'assises « spécialement composée », c'est-à-dire siégeant sans juré.

D'autres inculpations ne sont pas impossibles, a indiqué dimanche soir M. Marc Noguera, qui n'a pas fait de commentaire sur les motivations ou sur l'appartenance politique des deux hommes, précisant qu'il s'en tenait aux faits seuls, pour ne pas compromettre l'instruction.

L'association La France avec sa police, comme le Parti nationaliste français et européen, dont Nicolas Gouge et Gilbert Hervochon se sont réclamés, ont démenti avoir quelque rapport que ce soit avec les attentats et les extrémistes qui les ont commis.

La veille, le docteur Albert Peyron, secrétaire départemental du Front national, confirmant que l'un des inculpés avait bien appartenu à son mouvement, avait déclaré que « ses actions n'engagent que lui-même » et que le Front national, « qui condamne toute violence, respecte strictement les lois de la République ». Il a précisé que Nicolas Gouge avait quitté ce parti depuis trois ans, date à laquelle il avait cessé d'acquiescer ses cotisations, estimant le mouvement « trop mou ».

MICHEL VIVES.

Sur le vif

## Hauts risques

Ce qui est génial, aux Etats-Unis, c'est cette passion pour les sciences exactes. Ils sont endettés jusqu'aux oreilles, et ils consacrent des millions de dollars à la recherche fondamentale. Il n'y a pas de jour où l'on ne nous révèle l'incidence de la consommation de yogourt sur le cancer de la prostate ou celle de la chute des cheveux sur la perte de poids.

Il y a quelques années, deux professeurs californiens ont fait sensation en réussissant à séparer l'humanité en deux types bien distincts. Le type A et le type B. Le type A, c'est les bossueurs, les ambitieux, les mecs qui s'arrachent, qui se défoulent. Et le type B, c'est les autres. Des manips plus poussées leur ont permis d'établir ensuite que le type A risque de claquer plus vite que le type B.

D'abord foudroyée par l'impact de ces travaux fascinants, la communauté scientifique n'a pas tardé à réagir. Les savants, vous les connaissez : rien que des jaloux, des envieux, des aigris. L'un d'eux vient de faire le une du « Herald Tribune » en s'inscrivant en faux contre ces conclusions hâtives, bâclées.

Il a repris l'expérience à zéro dans une fac de médecine, en Caroline du Sud, et ses résultats sont confondants. Je les ai lu

sous les yeux. Le type A se divise en deux groupes : les gentils et les méchants. Les premiers n'ont rien à craindre. Seuls les seconds sont menacés d'une fin précoce. Non, c'est pas le doigt de Dieu. C'est scientifique, pas religieux. Le mauvais caractère, l'hostilité à l'égard de l'entourage, la colère se manifestent à la moindre occasion. Une cassette de grand magasin qui hésite sur le prix d'un article mal étiqueté, un piston qui s'engage sur le passage clouté au moment où vous allez griller un feu rouge, et c'est l'accident... cardiaque ! La tension s'emballe, les artères coronaires s'engorgent, le système vasculaire disjoncte. Les plombes sautent. Court-circuit. Avis de décès. Le mec pas sympa, son persympathique lui rouscra ça. Le cynique, pareil. Ça lui apprendra.

Façon de parler. Ça lui apprendra rien du tout, vu que c'est pas acquis, c'est inné. Ils le disent dans le journal. Alors, si votre bébé vous recraché sa bouillie à la gueule, si la gamine vous file des coups de pied sous prétexte que vous l'avez contrariée et si l'ainé mord ses petites camarades à la récré, consolez-vous. Ils feront pas de vieux os, ces petits saïgauds.

CLAUDE SARRAUTE.

VANUATU

## M. Timakata a été élu à la tête de l'Etat

M. Fred Timakata a été élu sans surprise, lundi 30 janvier, à Port-Vila, président de la République de Vanuatu, en remplacement de M. George Sokomanu. Titulaire de cette charge suprême depuis l'indépendance de 1980, ce dernier avait été destitué à la suite de la crise politique qui a secoué l'archipel, en décembre dernier.

M. Timakata, candidat officiel de la formation au pouvoir, le Vamua'aku Pati — il était jusqu'à présent ministre de la santé, — a recueilli quarante et un des quarante-deux suffrages du collège des grands électeurs, composé des membres du Parlement et des présidents des conseils régionaux, tous acquis au gouvernement du pasteur Walter Lini depuis l'arrestation des élus de l'opposition.

Deux autres candidats étaient également en lice : MM. George

Kalsaka, ancien chef de gouvernement d'autonomie interne en 1978, affilié à l'opposition francophone, et Dill Kalpat, personnalité indépendante sans antécédents politiques.

Dans l'actuel climat de crise larvée, le choix de M. Timakata n'est pas innocent. Le nouveau président est, en effet, originaire des îles Shepherds, rattachées à l'île de Vati — où est située la capitale Port-Vila — qui fait figure de bastion de l'opposition. L'intention de désamorcer les tensions régionalistes est donc manifeste. Mais, à trois semaines du prochain scrutin, les responsables de l'opposition, prévu le 20 février, les esprits sont encore loin d'être apaisés, comme en témoignent les incidents sporadiques sur l'île de Vati — exactions, incendies de maisons — qui ont émaillé ces dernières semaines. — (Corresp.)

EN BREF

● **POLOGNE** : décès d'un prêtre. — Un jeune prêtre, le Père Stanislaw Suchowolec, âgé de trente et un ans, proche du syndicat Solidarnosc, a été retrouvé mort lundi matin dans son domicile à Bialystok, dans l'extrême nord-est de la Pologne. Le corps du prêtre et les murs du deux-pièces qu'il occupait au presbytère de la paroisse étaient noirs de suie, ce qui pourrait laisser penser à une « première vue » à un accident, a indiqué la curie. — (AFP.)

● **LIBAN** : deux voitures piégées à Beyrouth-Est (cinq morts). — Cinq personnes ont été tuées et sept autres blessées, lundi 30 janvier, par l'explosion simultanée de deux voitures piégées dans le secteur chrétien de Beyrouth. Cette explosion a eu lieu au passage du convoi du chef du parti Kata'ib (Phalanges), M. Georges Seadé. Ce dernier est sorti indemne de l'attentat bien que sa voiture ainsi que celle de ses gardes du corps aient été endommagées. — (AFP.)

● **BANGLADESH** : au moins six morts lors des élections municipales. — Six personnes au moins

ont été tuées et quelque cinq cents blessées lors des élections municipales, samedi 28 janvier, au Bangladesh. La police a ouvert le feu sur des groupes rivaux qui s'affrontaient, dans plusieurs villes, et une vingtaine de bureaux de vote ont dû être fermés en raison des violences. — (AFP.)

● **SRI-LANKA** : attaques d'extrémistes cinghalais : huit morts. — Des extrémistes cinghalais ont attaqué, le samedi 28 janvier, trois postes de police, dans la banlieue de Colombo, faisant cinq morts du côté des forces de l'ordre. Deux soldats et un civil ont été tués le lendemain dans une embuscade contre une patrouille de l'armée, à Akurassa (sud), tandis que des hommes soupçonnés d'appartenir eux aussi au mouvement extrémiste cinghalais. Par ailleurs, pour la neuvième fois depuis le début de la campagne électorale, un candidat aux élections législatives du 15 février a été tué vendredi. — (AFP.)

Bande dessinée

## Le palmarès du Salon d'Angoulême

La cérémonie de remise des Alph'arts du seizième Salon d'Angoulême s'est déroulée, vendredi 27 janvier, en présence de M. Jack Lang, ministre de la culture (voir « le Monde des livres » du 27 janvier).

Le Grand Prix 1989 est allé à René Pétillon, créateur du décoratif Jacques Palmer. C'est la troisième fois que les Editions Dargaud, qui publient Pétillon, s'adjugent le Grand Prix d'Angoulême.

Parmi les autres prix, citons : — Prix du public : le Grand Pouvoir du Chancel (Rosinski et Van Hamme, éd. Castorama) ; — Prix de l'humour : les Vieux Copains pleins de pépins (Florence Costac, éd. Futuropolis) ; — Prix du meilleur album : Marie Verité (Yann Le Gall, éd. Dupuis).

Le Président de Rodin vous révèle :

## LE "GOTHA DE LA MODE" NOUS CEDE SES STOCKS DE TISSUS...

Vous devinez facilement ces "mots" célèbres et familiers. Une élémentaire courtoisie commerciale nous interdirait évidemment de les citer. Mais les Tissus, eux, sont là, pour vous ; à des prix dont vous n'avez même pas rêvé. Ainsi nous vous faisons largement profiter des affaires que nous avons obtenues et d'articles prestigieux et exclusifs.

**RODIN**  
36 CHAMPS-ÉLYSÉES PARIS

## TELEX TELETEX TELECOPIEUR MINITEL MICRO

LE BILAN REVELATEUR  
DE LEURS  
PERFORMANCES

CE MOIS-CI DANS

TELECOMS • TRAITEMENT DE DONNÉES  
TECHNOLOGIES DE LA COMMUNICATION  
**TÉLÉMATIQUE MAGAZINE**

la maîtrise des technologies de la communication

LANGUES & AFFAIRES

## EUROPE 1992 : PRENEZ DE L'AVANCE !

Faites fructifier vos connaissances en langues avec un bon diplôme.

■ Chambres de commerce étrangères, certificats européens, Cambridge. ■ BTS + Langues : Commerce International, Action Commerciale, Bur/Secrétariat.

Cours par correspondance tous niveaux avec supports audio. Renforcement études. Formation continue. Séjours à l'étranger.

Documentation gratuite sur diplômes et cours à :  
LANGUES & AFFAIRES, Service 480, BP 95 - 92303 Paris-Levallois. Tél. : (1) 42.70.81.88

REVENUS 1988

## CALCULEZ VOS IMPOTS

36.15 LM

A C D E F G H